

# Thomas Isidore Noël SANKARA

*Le Che Guevara Africain*

21 décembre 1949

Assassiné le 15 octobre 1987

" On peut tuer un homme, mais pas ses idées "

Alexander ENILINE 12 octobre 2017

Thomas Isidore Noël SANKARA, "l'immortel"

Le capitaine burkinabé est devenu la "référence" de la jeunesse africaine.



Trente-six ans après sa mort, ses idées sont plus vivantes que jamais

*« J'ai découvert des réalités que je ne connaissais pas. J'ai appris à être beaucoup plus tolérant, à comprendre que les hommes ne sont pas identiques. Une idée peut être juste. Mais ce n'est pas parce qu'une idée est juste qu'elle sera acceptée par tout le monde. Pour accepter cette idée, chacun a besoin d'une explication qui passe par des chemins parfois différents. Il y a un proverbe de chez moi qui dit : " pour guider son troupeau, le berger a besoin d'un seul bâton. " Mais pour guider un peuple, on a besoin pour chacun d'une règle bien adaptée. Certains veulent des règles petites, d'autres veulent des règles grosses, souples, sûres, avec épines, sans épines. Donc il faut parler à chacun le langage qu'il veut. Je devrai avoir un seul objectif : 8 millions de discours pour adapter les discours à chacun ! Ce n'est pas facile. »*

*« Bien sur quelqu'un peut sortir de la foule et tirer sur le président voilà, il est mort. C'est une chose qui peut arriver à tout moment. Le plus important c'est qu'à tout moment aussi le peuple a besoin de chacun de nous. Parce-que nous faisons un travail utile. Nous ne marquons pas des buts à tous moment, mais nous sommes tous utiles dans l'équipe. »*

Dernière interview de **Thomas SANKARA** à Inga NAJEL (Journaliste allemande) 16/10/2014 *Le Monde d'Abidjan*

Que serait devenu **Thomas SANKARA** ? Comment aurait vieilli le capitaine panafricain qui mena la révolution au Burkina Faso de 1983 à 1987 ? Le leader charismatique n'est plus là, mais il a légué un héritage qui ne s'évalue, ni en réserves d'or, ni en palais somptueux. Ce qu'il a laissé à ses héritiers, d'Afrique ou d'ailleurs, c'est l'image d'un président panafricain et tiers-mondiste, un homme intègre et pragmatique qui a dessiné un projet de société et l'a mené, même si ce fut à marche forcée et au prix de certaines libertés.

Blaise COMPAORE 1951- (72 ans)

**Thomas SANKARA** a prouvé que venir d'un des pays les plus pauvres au monde n'empêchait ni d'être ambitieux ni d'être digne. Les Burkinabés en conservent une fierté. De Ouagadougou à Bobo Dioulasso, le sourire du capitaine se retrouve aujourd'hui sur des tee-shirts, des autocollants, des pagnes. Dans les esprits, **SANKARA** reste vivant. Il a survécu à la « **rectification\*** », cette campagne initiée par **Blaise COMPAORE** qui lui a succédé et dont le but était d'effacer toute trace de lui.



Pierre LEPIDI *Le Monde Afrique* 31 décembre 2019

NOTABENE : \***La rectification**. Le " front populaire ", a souligné, dans un communiqué lu à la radio nationale sur fond de musique militaire, que le capitaine Thomas SANKARA \_ " *traître à la révolution* " \_ était accusé d'avoir restauré le néocolonialisme dans le pays depuis 1983 et il a promis un prochain retour de la démocratie.

La population burkinabé a été invitée à soutenir le processus de " **rectification** " de la révolution du 4 août 1983 et à conserver son calme. Le lieutenant Omar TRAORE, allié du capitaine COMPAORE, a précisé au nom du " front " que celui-ci représentait les " *forces patriotiques du pays* " et qu'il avait décidé de mettre un terme au processus " *d'écroulement continu du système productif et à la décadence sociale qui menait inexorablement au chaos total* ".

La proclamation était signée : " *Pour le front populaire-Blaise COMPAORE. La patrie ou la mort, nous vaincrons.* "

*« Le plus important, je crois, c'est d'avoir amené le peuple à avoir confiance en lui-même, à comprendre que, finalement, il peut s'asseoir et écrire son développement ; il peut s'asseoir et écrire son bonheur ; il peut dire ce qu'il désire. Et en même temps, sentir quel est le prix à payer pour ce bonheur »*

Thomas SANKARA

## LES FAITS HISTORIQUES : La Haute-Volta de la colonisation à l'indépendance

Henry SIMON 1874-1926



Sur les recommandations du ministre des Colonies, Henry SIMON\*, la Haute-Volta est en effet créée le 1<sup>er</sup> mars 1919 par décret présidentiel. Les territoires lui correspondant sont énumérés en son article premier. Ils concernent les cercles de *Gaoua*, *Bobo-Dioulasso*, *Dédougou*, *Ouagadougou*, *Dori-Say* et *Fada N'Gourma*. Le chef-lieu choisi est *Ouagadougou*. La colonie

Edouard HESLING 1869-1934



compte alors plus de 3.1 millions d'Habitants. A sa tête le premier gouverneur, Frédéric Charles Edouard Alexis HESLING\*\*, procède à l'enracinement des intérêts français par des campagnes de travaux qui faciliteront l'érection d'un certain nombre de bâtiments, d'écoles, de dispensaires et des toutes premières routes indispensables à l'évacuation de produits agricoles.

La logique économique qui entoure ces chantiers a pour principal objectif d'atténuer le coût de cette colonie en valorisant le peu de ressources dont elle dispose. De cette époque date le début de l'industrie du coton. Une autre raison à cette création est de stopper le flux continu de travailleurs vers la *Gold Coast* afin de le réorienter vers la *Côte d'Ivoire*. Mais ces deux finalités se révèlent être un gouffre financier. Forte de sa population dense mais insuffisamment pourvue en matières premières, la Haute-Volta devient rapidement un poids. D'où la décision du colonisateur de la démanteler en 1932.

Albert SARRAUT 1872-1962



Le ministre des Colonies Albert SARRAUT\*\*\*, estime effectivement que les considérations administratives qui présidaient à la création de la colonie sont demeurées inutiles et dispendieuses, et les prévisions optimistes d'Henry SIMON qui misait sur l'arrivée du train pour faire décoller le pays ne sont toujours pas réalisées. Albert SARRAUT demande l'abrogation du

Albert LEBRUN 1871-1950



décret de 1919. Selon lui, l'essor des moyens de communication et l'allongement progressif de la voie de chemin de fer suffisent à eux seuls pour justifier « grandement le remaniement territorial envisagé ». Soucieux de valoriser les territoires coloniaux – du moins ceux qui, à ses yeux en valent la peine – il préconise par conséquent la suppression de la Haute-Volta et son morcellement avec les territoires voisins.

Le 5 septembre 1932, celle-ci est écartelée et découpée comme des quartiers de viande sur une dépouille. Un décret du président Albert LEBRUN\*\*\*\* rattache les cercles de *Dori* et de *Fada* à la colonie du Niger ; ceux de *Ouahigouya*, le canton d'*Aribinda* du cercle de *Dori* et la partie gauche de la *Volta noire* au Soudan français quant aux cercles de *Tenkodogo*, *Bobo*, *Badié*, *Gaoua* et la partie du cercle de *Dédougou* située sous la rive droite de la *Volta noire*, ils font partie intégrante de la *Côte d'Ivoire*.

Mogho NABA-KOOM 1890-1942



Naturellement, cette décision soulève la consternation de l'élite dirigeante voltaïque qui fait corps autour des autorités traditionnelles, elles aussi hostiles au saupoudrage de leur peuple et échaudée par la façon dont celui-ci a été méprisé.

Blaise DIAGNE 1872-1934



Mogho NABA KOOM multiplie les signes de mécontentement en interpellant tour à tour le gouverneur de la Côte d'Ivoire, celui de l'AOF ou directement le député sénégalais Blaise DIAGNE\*\*\*\*\*, exigeant d'eux qu'ils poussent l'administration coloniale à restaurer cette dignité bafouée. Plusieurs années de protestations n'auront pas été de trop pour que Paris veuille entendre ces réprobations et réexaminent le dossier.

Le **1<sup>er</sup> janvier 1938**, lors de la création administrative de Haute-Côte d'Ivoire placé sous la tutelle d'un administrateur délégué du gouverneur de Côte d'Ivoire, une vague tentative échoue.

Les Voltaïques sont passablement meurtris par le traitement que Paris leur a infligé jusqu'à la guerre qui éclate en Europe et qui entraîne tout l'empire dans son sillage.

Extrait de : *Le Burkina Faso* **Frédéric LEJEAL** p. 45-47 Editions Karthala 2002

## **Les causes de la décolonisation**

### **Le rôle de la chefferie traditionnelle**

Les chefs traditionnels ont mené une pression sur la France pour la reconstitution de la colonie de Haute Volta de **1932 à 1947** notamment à travers des rencontres entre le **mogho Nâba Sâga** et le gouverneur français en Côte d'Ivoire et aussi sa rencontre avec le président de la République française.

### **Les exactions de l'administration coloniale**

Le terrible problème du travail forcé qui infligeait un mauvais sort aux travailleurs dans les plantations et sur les chantiers, l'impôt de capitation, le recrutement militaire, ... ont fait naître chez les Voltaïques le désir de liberté. L'exode massif des populations dans les années **1920** vers la *Gold Coast* où le système anglais était moins sévère est une manifestation de cette quête de liberté.

### **Le rôle de l'Eglise catholique**

À travers le renforcement de l'enseignement, l'Église catholique forgea une élite catholique qui sera à même plus tard de jouer un rôle important dans la direction des affaires publiques.

### **La formation de partis politiques et de syndicats**

De nombreux partis politiques tels que le Rassemblement Démocratique Africain (**RDA**), l'Union pour la Défense des Intérêts de la Haute-Volta (**UDIHV**), le Mouvement Populaire Africain (**MPA**), ont contribué à mobiliser les masses pour la décolonisation. De même, des syndicats tel que l'Union des syndicats de Bobo, ont œuvré contre le travail forcé et pour l'amélioration du droit des travailleurs.

### **Le rôle des intellectuels**

La colonie de Haute-Volta comptait de nombreux intellectuels anti impérialistes tels **Philippe Zinda KABORE**, **Henri GUSSOU**, **Daniel Ouézzin COLLIBALY**, **Nazi BON**, **Maurice YAMEOGO**, **Gerard Kango OUEDRAOGO...**, qui ont contribué à défendre les intérêts des voltaïques dans les instances représentatives et à conscientiser les masses populaires sur l'état de leur exploitation.

### **Le rôle des anciens combattants**

De par leurs expériences vécues pendant la guerre en Europe, les anciens combattants ont contribué à l'éveil des consciences des voltaïques et à la destruction du mythe du Blanc invincible.

### **L'influence de la guerre d'Indochine (le drame d'Indochine)**

La défaite de l'armée française à *Dien-Bien-Phu* pendant la guerre d'Indochine et l'influence de la guerre d'indépendance algérienne (le drame de l'Afrique du nord) ont été des facteurs qui ont milité en faveur de la décolonisation du Burkina. Pour tenir compte du souffle du vent de changement, la France comprend enfin qu'il est nécessaire de pratiquer une politique libérale dans ses colonies qui n'ont pas encore engagé de révoltes.

<https://fasoeducation.net> > grainCausesDecolonisation

## **5 aout 1960 : La Haute-Volta indépendante**

Un an après son entrée en vigueur, la communauté voit les pires confusions entre les fédéralistes et leurs adversaires. Elles deviennent même chroniques au regard des expériences indépendantistes des pays voisins (Guinée, Togo, Cameroun...) qui prouvent qu'il est possible de vivre sans la France. Le coup de grâce vient des deux membres de la Fédération du Mali qui, en **septembre 1959**, demandent un transfert de compétence aux termes de l'article 78 de la Constitution. Celui-ci leur sera accordé à l'occasion de la sixième session de la Communauté organisée à Dakar. Madagascar suivra la même voie donnant lieu à la naissance d'une « **Communauté renouvelée** » et à la modification de l'*article 86*.

Profondément heurté de ne pas voir le général **de GAULLE** défendre son projet de fédération avec plus de fougue.

**Félix HOUPHOUËT-BOIGNY** demande l'indépendance de la Côte d'Ivoire et des autres membres du Conseil de l'Entente en dehors de la Communauté.

L'Assemblée nationale voltaïque vote les transferts de compétence dans l'euphorie le **27 juillet 1960**. Le **5 août**, **Maurice YAMEOGO** prononce l'indépendance du pays après celle du Niger et de la Côte d'Ivoire face à une foule massée devant le Palais du gouvernement. Une cérémonie haute en couleur et en chants à laquelle assistent la classe politique et plusieurs responsables étrangers est rythmée par les jeunes militants du RDA et des danseurs traditionnels.

En dépit d'une grande incertitude sur son devenir, la Haute-Volta entre dans le concert des nations par la grande porte et devient sans doute à son corps défendant membre de plein droit des Nations unies.

Extrait de : *Le Burkina Faso* **Frédéric LEJEAL** p. 72-73 Editions Karthala 2002

NOTABENE : **\*Henry SIMON**, né à Labruguière le 20 mai 1874 et mort à Paris le 2 décembre 1926, est un industriel et homme politique français.

Ministre des Colonies du 16 novembre 1917 au 19 janvier 1920 dans le Gouvernement *Georges CLEMENCEAU*.

Industriel, il est député du Tarn de 1910 à 1926, siégeant avec les radicaux-socialistes. Il est aussi président du conseil général du Tarn.

**\*\*Frédéric Charles Édouard Alexis HESLING**, né à Mostaganem le 8 décembre 1869, mort le 3 septembre 1934 à Paris, fut le premier gouverneur de la Haute-Volta, poste qu'il occupa de mai 1919 à décembre 1927.

Il commence sa carrière comme fonctionnaire à la préfecture d'Alger, de 1888 à 1896: de commis auxiliaire à ses débuts, il devient chef-adjoint du cabinet du préfet. Il devient ensuite fonctionnaire du ministère des colonies. D'abord à Madagascar. Il est en 1914 administrateur en chef de première classe, directeur des services civils et politiques du gouvernement général de cette colonie française. Puis en Haute-Volta après la Première Guerre mondiale.

Sous son impulsion, la Haute-Volta connut une transformation rapide, notamment la capitale Ouagadougou. Ce qui était un village devint une ville par la construction d'avenues, de bâtiments administratifs, du palais du gouverneur (aujourd'hui bureau du Premier ministre burkinabè), des écoles, des centres d'apprentissage, des maternités, des dispensaires, des léproseries, des centres de vaccination, etc.

La seconde tâche fut la suppression du portage par la tête en développant les moyens de transport par la construction de routes et une augmentation du parc automobile du pays.

À la retraite en 1927, il devient le directeur général jusqu'à son décès de l'Association cotonnière coloniale

**\*\*\*Albert SARRAUT**, né le 28 juillet 1872 à Bordeaux (Gironde) et mort le 26 novembre 1962 à Paris, est un homme d'État français.

Diplômé en droit, il devient député radical-socialiste et s'implique particulièrement dans la gestion des colonies françaises. Gouverneur général de l'Indochine à deux reprises, puis ministre des Colonies, il est l'un des principaux inspirateurs de la politique coloniale de l'entre-deux-guerres. Il dirige en outre deux éphémères gouvernements de la III<sup>e</sup> République. Ministre de l'intérieur à plusieurs reprises, il dissout l'Action française, instaure au sein du gouvernement Daladier la politique de « discrimination » des « indésirables » et ouvre les camps d'internement, où mourront plusieurs dizaines de milliers de républicains réfugiés de la guerre d'Espagne et des « Juifs » fuyant l'Allemagne nazie. Il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en juillet 1940.

Au début des années 1920, SARRAUT, alors ministre des Colonies, conçoit un plan de mise en valeur des colonies qui, s'il ne fut pas mis en pratique, marque l'intérêt renouvelé des autorités pour reprendre en main le développement des colonies. Les idées qu'il expose dans son ouvrage *La mise en valeur des colonies françaises* forment une doctrine cohérente de la colonisation économique qui justifie le souci de l'administration envers les populations locales, et il écrit : « *La politique indigène, c'est la conservation de la race.* » Il préconise en conséquence un programme d'investissement sanitaire et social qui ne sera pas mené, faute de budget.

Le 16 avril 1922, jour de Pâques, il inaugure l'Exposition coloniale de Marseille.

**\*\*\*\*Albert LEBRUN**, né le 29 août 1871 à Mercy-le-Haut (alors en Moselle) et mort le 6 mars 1950 à Paris (alors dans le département de la Seine), est un homme d'État français. Il est président de la République française du 10 mai 1932 au 11 juillet 1940 (le dernier de la III<sup>e</sup> République).

Il fait partie de plusieurs gouvernements de la Troisième République, en tant que ministre des Colonies (1911-1912 et 1913-1914), de la Guerre (1913) et des Régions libérées (1917-1919).

✓ **Mogho NABA KOOM**

(Voir la page 114 du recueil : Place NABA KOOM – Rappel historique-)



\*\*\*\*\***Blaise DIAGNE** est un homme politique français, né le 13 octobre 1872 à Gorée (Quatre communes) au Sénégal et mort le 11 mai 1934 à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques) en France. Il est le premier député d'origine africaine élu à la Chambre des députés française, en 1914. En effet, jusqu'à cette date, les précédents députés noirs au parlement de la France étaient originaires des colonies françaises des Amériques. Il est également le premier Africain sous-secrétaire d'État aux Colonies. Baignant dans une culture politique assimilationniste, il doit sa renommée à sa volonté de faire participer pleinement les Africains à la politique française aussi bien durant la mise en place des structures coloniales qu'une fois ces dernières installées. Il a également joué un rôle important en faveur des droits des Africains engagés dans les troupes coloniales.

Le souvenir du premier Africain ministre de la République française reste vivant au Sénégal. Plusieurs lieux publics portent son nom : l'*avenue Blaise-Diagne*, une des plus grandes de Dakar, le *lycée Blaise-Diagne* de Dakar. Inauguré en 2017, sous la présidence de Abdoulaye WADE, l'*aéroport international du Sénégal*, situé à Diass près de Thiès, à une quarantaine de kilomètres de Dakar, porte le nom de Blaise Diagne.

Un buste honore sa mémoire sur l'île de Gorée.

**LA HAUTE-VOLTA CELEBRE SON ACCESSION A L'INDEPENDANCE dans une atmosphère joyeuse Un message du général de GAULLE : "les Voltaïques ont versé leur sang pour la liberté"**

**Ouagadougou, 5 août.** - Les manifestations marquant l'accession à l'indépendance dans chaque État du *Conseil de l'Entente* prennent suivant les capitales, des colorations particulières. Pour qui y atterrit, venant de la verdoyante Bamako, **Ouagadougou** fait figure d'une cité subsaharienne. Là, comme à **Cotonou** ou à **Niamey**, la population en costumes bariolés, différents suivant les ethnies, mais où dominent les robes ou les tuniques aux couleurs voltaïques, acclame au passage autorités et délégations. Là comme ailleurs cérémonies officielles et fêtes folkloriques se déroulent dans une ambiance joyeuse. Deux faits ont marqué la journée de vendredi à **Ouagadougou**. D'une part un orage tropical éclatant à l'arrivée des ministres français, MM. **JACQUINOT** et **TERRENOIRE**, accéléra les formalités du protocole. D'autre part on releva l'absence du haut-commissaire, M. **MESSON**, qui est demeuré à Bobo-Dioulasso, en situation d'attente. Cette anomalie traduit une mésentente. Certains lui reprochent en effet ici d'avoir favorisé le mouvement d'opposition de M. **Nazi BONI** et de perpétuer les souvenirs trop aigres de l'époque où il fut chef de cabinet d'un gouverneur autoritaire. En fait il s'agit surtout d'une querelle personnelle, qui devrait rester sans conséquences sur l'évolution politique du nouvel État indépendant.

**Ouagadougou, 5 août (A.F.P.).** - C'est au palais du haut-commissariat à Ouagadougou que s'est déroulé vendredi l'échange des instruments de ratification des accords de transfert des compétences entre M. **JACQUINOT**, au nom de la Communauté, et M. **YAMEOGO** pour la République voltaïque.

Après que les signatures eurent été apposées au bas des accords, le ministre d'État a donné lecture au président de la République voltaïque et à sa suite du message suivant du général **de GAULLE** :

*" La République de Haute-Volta, au cœur des terres africaines, accède à la souveraineté internationale dans l'amitié avec la France, je lui adresse mon salut. Ensemble, Français et Voltaïques versèrent leur sang dans les combats pour la liberté. Ensemble, ils ont suivi la route du progrès. Que l'avenir les voie demeurer solidaires et fraternels ! Vive la Haute-Volta ! Vive la France ! "*

Le président de la République voltaïque a déclaré pour sa part :

*" L'acte historique qui vient d'être signé, en toute amitié, avec la République française ouvre une ère nouvelle de coopération entre le peuple voltaïque et le peuple français. Ainsi que nous avons eu l'occasion de la dire, les États du Conseil de l'Entente démontreront, malgré l'interprétation à laquelle la procédure de transfert qu'ils ont adoptée a donné lieu, qu'ils ne renient en rien leur chaude amitié avec la France, mais qu'au contraire commence une ère de fraternité. "*

Au cours d'une cérémonie religieuse célébrée à la cathédrale en présence des délégations, **Mgr ZOUGRANA**, premier archevêque voltaïque, a donné lecture de la déclaration publiée mardi par les archevêques et évêques des Républiques du **Dahomey**, du **Niger**, de la **Côte-d'Ivoire** et de la **Haute-Volta**.

*" L'Église se réjouit de l'accession des peuples à l'indépendance. L'indépendance apporte l'honneur à la nation. Mais c'est dans l'ordre voulu par Dieu que doit s'exercer l'indépendance et, avant tout, dans la dignité de l'homme. "*

## **Biographie de Thomas SANKARA : les grandes dates d'un parcours exceptionnel**

–Thomas Isidore Noël SANKARA, né le **21 décembre 1949** à Yako en Haute-Volta, est issu de l'ethnie Silmimosse, ou encore « *Peuhl-Mossi* ». Son père, ancien combattant, fut prisonnier de guerre lors de la Deuxième Guerre mondiale. C'est sous les drapeaux qu'il s'est converti au catholicisme alors qu'il était issu d'une famille musulmane. Thomas SANKARA fréquente l'école primaire à Gaoua mais aussi assidument l'église où il sert comme enfant de chœur. Il prend conscience de l'injustice coloniale, en se confrontant aux privilèges des français. Les prêtres comme les parents s'attendent à le voir rejoindre le séminaire, mais il en décide autrement et entreprend des études secondaires au lycée *Ouezzin COULIBALLY* de Bobo-Dioulasso deuxième ville du pays.

[...] Après le baccalauréat, il suit une formation militaire à l'académie militaire d'Antsirabé, à Madagascar, une école interafricaine d'officiers dirigée par un officier français. Ce pays vit alors une révolution dans laquelle l'armée joue un rôle déterminant – le rôle que peuvent jouer les militaires qui assument des tâches d'éducation et d'animation en développement.

[...] En 1976, il se lie d'amitié avec **Blaise COMPAORE** lors d'un stage au Maroc... **Blaise COMPAORE** orphelin est adopté par le **père de Thomas SANKARA** comme un de ses enfants. Il déjeune tous les jours dans la famille quand il séjourne à Ouagadougou. Thomas SANKARA se marie avec *Mariam SERME* le **27 juillet 1979**. Ils auront deux enfants Philippe et Auguste.

En **septembre 1981**, Thomas SANKARA devient secrétaire d'Etat à l'information dans le gouvernement du colonel **Saye ZERBO\*** ... il démissionne, six mois après, le 21 avril 1982, et déclare en direct à la radio et à la télévision : « *Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple !* », ce qui ne fait qu'accroître sa popularité dans le pays.

Le **7 novembre 1982**, un nouveau coup d'état porte au pouvoir le médecin militaire **Jean-Baptiste OUEDRAOGO\*\***... Des luttes politiques internes au sein de l'armée aboutissent à sa nomination comme Premier ministre en janvier 1983. Il effectue alors différents séjours pendant lesquels il rencontre de nombreux dirigeants du tiers-monde. Il invite aussi le colonel Mouammar KADHAFI à Ouagadougou, ce qui exacerbe les luttes internes mais aussi attire l'attention des puissances étrangères.

Le **17 mai 1983**, il est limogé et mis aux arrêts, le jour où **Guy PENNE** conseiller pour l'Afrique de **François MITTERRAND** atterrit à Ouagadougou. [...] D'importantes manifestations de jeunes, à l'initiative du Parti africain de l'indépendance (**PAI**) et de l'Union des luttes communistes reconstruites (**ULCR**), se déroulent à Ouagadougou pour exiger la libération de Thomas SANKARA, emprisonné à *Ouahigouya*. Il est finalement ramené dans la capitale et placé en résidence surveillée. Mais s'appuyant alors sur de nombreuses complicités au sein de l'armée, il organise la prise du pouvoir avec ses amis militaires en lien avec les organisations clandestines civiles.

[...] Le **4 août 1983** sera le jour J. Thomas SANKARA devient président de la Haute Volta, rebaptisée l'année suivante **Burkina Faso**, un mot fabriqué à l'aide de plusieurs langues nationales, qui signifie mot par mot. « *Pays des hommes intègres* ». Dès la prise du pouvoir, il appelle la population à se constituer en CDR, qui seront les organes de pouvoir dans les quartiers des villes et des villages.

SANKARA se démènera sans compter pour sortir son pays du sous-développement, promouvoir de nouvelles formes de démocratie directe, et apporter le bien-être aux populations du Pays. IL est à la fois un leader charismatique, un visionnaire et un formidable producteur d'idées qu'il tente de mettre en pratique sans tarder [...] Ses admirateurs, comme ses détracteurs, aiment à citer cette phrase : « *Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable par l'homme.* » Son intégrité et son engagement sont aujourd'hui rarement remis en cause, mais il est parfois critiqué pour avoir voulu aller trop vite. D'autres disent qu'il était pressé parce qu'il présentait qu'il n'avait pas beaucoup de temps. C'est sous son impulsion que la plupart des changements furent engagés. Mais il sut aussi revenir en arrière lorsqu'il sentait que le pays n'était pas prêt. Selon ses collaborateurs, il était impossible de le contredire en public, mais il était possible de le faire changer d'avis, après d'âpres discussions en tête à tête. Encore fallait-il être convaincant.

En **1987** vont s'enchaîner de très nombreux événements politiques. La lutte interne va s'exacerber. Les syndicats se réorganisent et les **CDR** tentent d'en prendre la direction.

[...] En août 1987, SANKARA affiche clairement sa volonté de faire une pause. Il souhaite stabiliser le processus révolutionnaire, lui donner des structures pérennes et construire une organisation politique qui rassemblerait les différentes tendances engagées dans la révolution, mais aussi celles qui ne participeraient plus au processus révolutionnaire, comme le PAI. Mais il se heurte à une fronde interne, parmi les membres du CNR, qui s'organise avec la complicité de Blaise COMPAORE. Celui-ci s'est marié en 1985, avec une femme issue de la bourgeoisie ivoirienne, proche d'HOUPOUËT-BOIGNY\*\*\*, président de la Côte d'Ivoire. Désormais sous l'influence de ce dernier qui inonde le couple de cadeaux, et de réseaux *françafricains*, il veut prendre le pouvoir et mettre fin à la révolution. Il a besoin de la caution politique de militants civils et s'associe à ceux qui affirment vouloir combattre le « réformisme » de Thomas SANKARA. Ce dernier est notamment critiqué pour vouloir réintégrer des fonctionnaires qui avait été délogés, mais aussi pour ses tentatives de rassembler les militants de la gauche marxiste quand ses détracteurs souhaitent de nouvelles épurations.

En réalité, ceux qui se présentaient comme des révolutionnaires purs et durs, suivront pour la plupart Blaise COMPAORE dans sa route vers le libéralisme économique et le rapprochement avec les puissances occidentales. Quelques-uns, qui comprirent que le pays tournait le dos à la révolution et qui voulurent s'y opposer, furent assassinés à la fin des années 1980.

Peu à peu les rapports se tendent entre Thomas SANKARA et Blaise COMPAORE.

Thomas SANKARA souhaite préserver l'unité des militaires et leur demande de sortir des organisations civiles pour se regrouper au sein de l'Organisation des militaires révolutionnaires (OMR) qu'il contrôle. Il veut mettre en place un fonctionnement plus collectif au sein du CNR. Il passe, dans cette période difficile par des moments de dépression, mais n'abandonne jamais son combat pour l'amélioration de la révolution. Alors que dans son entourage, on ne cesse de le mettre en garde contre le complot qui s'organise contre lui, il se refuse à intervenir et interdit à ses amis de neutraliser Blaise COMPAORE.

Thomas SANKARA comprend que ceux qui conspirent ne le font pas par divergences politiques, mais bien pour profiter du pouvoir et des avantages qu'ils pourraient en tirer. Il voulait proposer différentes initiatives pour aller de l'avant « éliminer des rangs de la révolution » ceux qui complotent et entamer une tournée du pays où les dirigeants militaires de la révolution se présenteraient unis. Il n'aura pas le temps.

Le 15 octobre 1987, Thomas SANKARA est assassiné avec plusieurs autres civils à ses côtés, ceux qui constituaient l'ébauche d'un secrétariat du CNR.

Un complot va s'organiser inéluctablement. Le numéro deux du régime, le président actuel du Burkina Faso, Blaise COMPAORE va s'en charger avec le soutien de la Côte d'Ivoire, de la Libye, de la France, et de la CIA, selon certains témoignages de compagnons de Charles TAYLOR\*\*\*\*. On connaît la suite, l'alliance qui se fait jour via les réseaux *françafricains* mêlant des personnalités politiques, des militaires ou des affairistes, pour soutenir Charles TAYLOR responsable des effroyables guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone.

Les tentatives d'effacer Thomas SANKARA de la mémoire de son pays ont été vaines. Il est aujourd'hui devenu la référence d'une grande partie de la jeunesse africaine, comme la preuve que l'Afrique peut s'émanciper.

Cet élan s'est encore amplifié depuis l'extraordinaire insurrection du peuple burkinabé qui a chassé Blaise COMPAORE, exfiltré, rappelons-le par l'armée française.

Extrait de : *Thomas SANKARA La Liberté contre le destin*, p. 15 à 20, Bruno JAFFRE Edition Syllepse 2017

**NOTABENE** : \*Saye ZERBO, né le 27 août 1932 à Tougan (province de Sourou) et mort le 19 septembre 2013 à Ouagadougou, est un militaire et homme d'État burkinabé, chef de l'État de la Haute-Volta du 25 novembre 1980 au 7 novembre 1982.



Après des études au Mali et à Saint-Louis du Sénégal, il est élève à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Il sert dans les troupes parachutistes françaises au cours de la Guerre d'Indochine, puis de la Guerre d'Algérie. Après l'indépendance de la Haute-Volta, en 1960, il quitte l'armée française pour rejoindre l'armée du nouvel État...

Il est emprisonné, et jugé après le coup d'État en août 1983 du capitaine Thomas SANKARA. Condamné après un jugement expéditif à quinze ans de prison dont sept ans avec sursis en mai 1984, Saye ZERBO, jusqu'alors musulman, se convertit au christianisme en détention. Il fut néanmoins libéré en août 1985.

La condamnation de Saye ZERBO sera annulée le 18 février 1997 par la Cour suprême du Burkina Faso.

**\*\*Né à Kaya, au nord-ouest de la Haute-Volta, Jean-Baptiste OUEDRAOGO** suit ses études à la faculté de médecine d'Abidjan puis à l'École de santé navale de Bordeaux, avant de se spécialiser en pédiatrie à Strasbourg.

Médecin-commandant dans l'armée de son pays, il fait partie des militaires qui, le 7 novembre 1982, renversent par un coup d'État le régime du colonel Saye ZERBO. OUEDRAOGO exerce alors les fonctions de chef d'État à la tête du comité de salut du peuple. Entré en conflit avec son Premier ministre le capitaine Thomas SANKARA, il le limoge en mai 1983. Trois mois plus tard, le 4 août, ce dernier prend le pouvoir par un nouveau coup d'État.



Son livre intitulé "*ma part de vérité*" paru en 2020, dépeint un côté sombre du père de la révolution burkinabè, le capitaine Thomas SANKARA qu'il accuse d'être un fin manipulateur et un assoiffé du pouvoir. Cette thèse de l'ancien président, lui a valu des inimitiés des admirateurs de Thomas SANKARA qui rejettent en bloc ces analyses. Selon les adeptes du président Thomas SANKARA, c'est simplement parce qu'il n'a jamais digéré de perdre le pouvoir au profit de son ancien premier ministre Thomas SANKARA. rend le pouvoir par un nouveau coup d'État.



**\*\*\*Félix HOUPHOUËT-BOIGNY**, est un homme politique français puis homme d'État ivoirien, né **Dia HOUPHOUËT** le 18 octobre 1905 à N'Gokro (village ayant précédé Yamoussoukro) selon la biographie officielle et mort le 7 décembre 1993 à Yamoussoukro.

Chef traditionnel, médecin, planteur et dirigeant syndical, il est notamment député français (1945-1959), membre de gouvernements français (1956-1961), président de l'Assemblée nationale ivoirienne (1953-1959), maire d'Abidjan (1956-1960), Premier ministre ivoirien (1959-1960) et premier président de la république de Côte d'Ivoire (1960-1993). « Père » de l'indépendance de son pays, fréquemment surnommé « *Le Sage* » ou « *Le Vieux* » (au sens africain du terme).

il domine jusqu'à la fin de sa vie la politique de la Côte d'Ivoire et tient un rôle de premier ordre dans le processus de décolonisation de l'Afrique.

**\*\*\*\*Charles Ghankay TAYLOR**, né le 28 janvier 1948 à Arthington au Liberia, est un homme politique libérien, président de la République du 2 août 1997 au 11 août 2003. Il est un acteur de la première guerre civile libérienne, qui s'étale de 1989 à 1997, année de son élection à la tête du pays.



Charles TAYLOR est inculpé de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et autres violations du droit international humanitaire par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (ou CSSL Cour Spéciale pour la Sierra Leone). Bien que TAYLOR ait bénéficié de longues années du soutien financier de Mouammar KHADAFI, ce dernier n'est à aucun moment cité dans l'instruction.

Selon Noam CHOMSKY, cet apparent manque dans le dossier d'accusation s'explique par l'importance des intérêts économiques occidentaux en Libye, particulièrement ceux des entreprises britanniques.

D'après certains témoignages, dont celui de *Prince JOHNSON*, des hommes de Charles TAYLOR auraient été impliqués en 1987 dans l'assassinat du président burkinabè Thomas SANKARA à la demande de Blaise COMPAORE, qui une fois au pouvoir a soutenu la rébellion libérienne. L'enquête menée à partir de 2015 afin d'éclaircir les circonstances de cet assassinat semble toutefois écarter cette hypothèse, bien que des doutes perdurent.

## 1969–1972 : Thomas SANKARA, en formation d'officiers, à l'académie militaire d'Antsirabé à Madagascar

**Après le baccalauréat, Thomas SANKARA et Jean SIMPORE\* sont choisis pour aller poursuivre leur formation d'officiers à l'académie militaire d'Antsirabé à Madagascar. Ils y retrouveront Paul YAMEOGO, un autre jeune officier voltaïque, qui poursuit sa formation dans la promotion précédente.**

Carte de Madagascar

Arrivé à destination, Thomas SANKARA réalise un peu plus l'ampleur de la pauvreté de son pays. Ouagadougou n'était encore qu'un gros village très majoritairement composé de cases...

Tananarive à côté c'est un autre monde, une jolie ville coquette couvrant plusieurs collines, au milieu desquelles s'étendent des rizières. De jolies petites maisons à véranda, aux styles caractéristiques des Hauts-Plateaux, sont construites à flanc de colline...

Madagascar se range alors loin devant la Haute-Volta. Tananarive rayonne sur toute la région avec sa vie culturelle et intellectuelle très active entretenue par son université. Ce n'est que bien plus tard que Madagascar va sombre et se retrouver derrière le Burkina Faso dans le classement mondial des pays selon le *PIB*.

[...] **Antsirabé** se trouve à 169 kms au sud de Tananarive. Situé à 1500 mètres d'altitude, c'est un des endroits les plus froids des Hautes -Terres durant l'hiver austral... On est bien loin de la dureté du paysage sahélien écrasé de soleil et de la rigueur du climat sec des environs de Ouagadougou...



[...] Les rapports entre Africains et Malgaches ne sont pas toujours faciles. Ces derniers expriment parfois un sentiment de supériorité par rapport aux africains, surtout les Mérinas originaires des Hauts-Plateaux. De plus, un lourd contentieux existe depuis la révolte nationaliste de **1947** écrasée dans le sang par les autorités coloniales... En fait beaucoup de ceux qui participèrent à la répression était des Africains emmenés par des officiers français. Aussi les Africains sont-ils soigneusement répartis dans les chambres afin d'éviter tout regroupement. Des conflits éclatent cependant... **Thomas SANKARA** y joue un rôle modérateur et prévient les conflits... il n'hésite pas non plus à rappeler que parfois aussi en Haute-Volta on faisait jouer à des Malgaches un rôle répressif au service de l'administration coloniale.

[...] La façon dont **Thomas SANKARA** affiche ses origines africaines n'est pourtant pas toujours du goût des autres africains...

[...] A l'entraînement, les débuts sont particulièrement rudes. Il s'agit de tester l'endurance des officiers aspirants... En plus du classique parcours du combattant ils doivent aussi endurer le parcours du risque encore plus dur physiquement mais aussi plus dangereux. Le risque et le niveau sont bien plus élevés qu'au *PMC*. Il s'agit de former les meilleurs officiers de l'Afrique francophone. **Thomas SANKARA** souffre certes et durement. Non seulement il tient le coup. Mais il vient au secours de camarades plus faibles. Il les soutient, leur prodigue quelques mots d'encouragement dans les moments difficiles... Un militaire, un futur chef d'état doit savoir serrer les dents, tout juste s'il n'en redemande pas... Dans l'endurance Malgaches et Africains sont traités de la même façon et ceux qui les oppriment sont indifféremment Malgaches ou Africains...

[...] A l'académie militaire d'**Antsirabé**, on ne se contente pas de faire des combattants, des hommes de guerre, mais aussi des militaires conscients des problèmes de société, peut-être même des futurs hommes d'Etat. Aussi la formation est-elle largement multidisciplinaire...

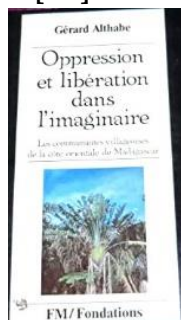
[...] On ne néglige pas pour autant l'enseignement général. **Thomas SANKARA** excelle en français. Mais ce n'est pas la littérature qui l'intéresse... Il est attiré par les possibilités qu'apporte la langue française dans la formulation des idées... Ses résultats en mathématiques et physique chimie restent par contre médiocres. Ce sont les deux seules matières où il sera noté en dessous de la moyenne.

[...] Il s'investit particulièrement dans ce qui est désigné dans cette école militaire par la « **polymathique** » qui recouvre différentes matières. D'abord, celles portant sur la connaissance de Madagascar dans laquelle il obtient de bons résultats.

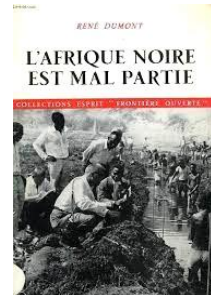
**Thomas** se fait un devoir de faire bonne figure dans les cours touchant à l'agriculture baptisés pompeusement « **sciences agricoles** ». Il clame à qui veut l'entendre qu'il est de souche paysanne.

Enfin il se passionne pour les sciences humaines, économie politique la première année, sociologie la deuxième, et sciences politiques la troisième...

[...] Il s'intéresse à deux ouvrages en particulier, *Oppression et libération dans*



*l'imaginaire: les communautés villageoises de la côte Est de Madagascar* de Gérard **ALTHABE** et *l'Afrique noire est mal partie* de René **DUMONT**. Le premier, écrit par un sociologue, eut un important retentissement à l'époque à Madagascar dans la mesure où c'était la première fois qu'on parlait de l'insurrection de **1947** restée tabou. Il rendait hommage aux paysans, les principales victimes de la répression qui s'ensuivit au cours de laquelle 80 000 malgaches trouvèrent la mort. Le livre de René **DUMONT** plus connu tire la sonnette d'alarme



sur les maigres performances des pays d'Afrique Noire francophone. Il s'attaque en particulier aux orientations prises par les gouvernements issus de l'indépendance et à leur capacité à se soustraire à la mainmise française et à promouvoir une véritable économie de développement.

De plus, comme toutes les grandes écoles malgaches l'Académie militaire d'**Antsirabé** organise des colloques. Aussi des professeurs de l'université, des ingénieurs, des étudiants sont venus brasser des idées avec ces futurs officiers.



C'est au cours d'un de ces événements que **Sennen ANDRIĀMIRADO** vient à l'académie. C'est là, que **Thomas SANKARA** se lie d'amitié avec le sociologue, spécialisé en économie rurale.

[...] **Thomas** ne se contente pas de suivre assidûment ses études. Il va prendre une part très active à la vie de l'Académie. Son compagnon **Jean SIMPORE** n'est pas en reste puisqu'il va animer le club photo. Tous deux vont donc travailler ensemble. **Thomas SANKARA** devient rédacteur en chef du journal de l'Académie *Ralliement*. Il s'initie et se passionne pour le journalisme, redouble d'énergie et s'y investit totalement. Il a vite compris que l'écriture est un des meilleurs moyens de mémoriser, mais aussi qu'elle oblige à approfondir la réflexion puisqu'elle consiste à formuler des idées pour les faire passer à d'autres, pour se faire comprendre, voire convaincre...

Il va aussi animer le club d'information. Il occupe aussi les deux postes clés laissés aux élèves en charge de la communication. Il avait été institué en effet ce qu'on appelait le « **tour d'horizon mensuel** » il s'agissait de faire prendre conscience aux élèves des problèmes de société, de les initier au suivi de l'actualité, en même temps que de les entraîner à s'exprimer en public. Le rôle de **Thomas SANKARA** consiste à organiser tout cela : désigner l'orateur, choisir les sujets, négocier avec la direction de l'école... Il est déjà mû par cette formidable envie d'informer, de convaincre, de faire partager ses idées, de les confronter. Il a toujours voulu se rendre utile et tient à faire partager cette option à des camarades. Il veut contribuer à leur prise de conscience.

*"Il faisait notre formation idéologique. Nous avons beaucoup appris grâce à lui... En tant qu'aîné, disait-il, il était de son devoir de nous ouvrir les yeux sur les réalités du monde. Ce qui m'a le plus frappé, c'est sa très grande disponibilité à se mettre au service des autres. Et puis sa franchise, disons sa sincérité. Et enfin sa manière d'expliquer les choses avec simplicité et pragmatisme. Aujourd'hui, on dirait qu'il avait tout simplement le don de communiquer. Nous passions des heures à l'écouter sans nous lasser. "\*\*\**

**Thomas SANKARA** travaille, lit beaucoup, questionne ses professeurs, les sollicite en dehors des cours, il apprend, compare, fait des synthèses, commence à acquérir une importante culture politique. Il approfondit en même temps, ses propres orientations, prend de l'assurance. Il acquiert ainsi une importante force de conviction d'autant plus qu'il a le verbe facile. Et lorsqu'il se lance dans des développements, il aligne les références livresques ou historiques. Il paraît convaincant. Il ne dévoile pas entièrement pourtant ses convictions et affiche une certaine neutralité. Il y a des limites en effet. Les livres de *MAO* par exemple ne rentrent pas. Et puis une fois, le commandant de l'école interrompt un exposé au moment où il est fait quelques rappels sur les théoriciens de la révolution.

**Thomas SANKARA** expérimente aussi sa force de séduction, le rayonnement de son sourire, la facilité de trouver la phrase adéquate pour désarmer l'adversaire en cas de difficulté, ou pour détourner l'attention. Et puis, c'est un militaire respectueux, ce qui tend à rassurer. Il entretient rappelons-le grâce à l'athlétisme d'excellents rapports avec le commandant **VIDAL**.

Lorsqu'éclatent les événements de **72\*\*\*** à Tananarive, les militaires sont consignés et ils n'ont que des échos lointains de ce qui se passe dans la capitale. On se méfie d'eux d'autant plus qu'on connaît cette école pour ses professeurs de sociologie très engagés politiquement.

[...] **Thomas SANKARA** vit, durant toute cette année **72-73**, au milieu de toute cette effervescence. Il s'y intéresse d'autant plus que quelques éléments lui rappellent les événements de **66** et l'arrivée au pouvoir de **A. S. LAMIZANA**. Un mouvement populaire puissant qui débouche, faute d'autre perspective, sur la prise de pouvoir par l'armée qui sera fortement représentée dans le Conseil des ministres et dont le Chef d'Etat n'est autre que l'officier le plus gradé. Ne poussons cependant pas plus loin les comparaisons. Pour ne citer que quelques différences, et non des moindres, comme nous l'avons dit, en Haute-Volta en **1966**, on ne s'en est pas pris à la France, il n'y a pas encore d'étudiants, les officiers sont moins nombreux, peu politisés et leur formation plus rudimentaire.

Extrait de : *Biographie de Thomas SANKARA La patrie ou la mort* p.53-62-68 **Bruno JAFFRE**  
Editions : L'Harmattan 2007

**NOTABENE :** \*Jean SIMPORE, 1950-2015. Colonel à la retraite et Maître de Karaté 5ème Dan de Karaté Do, est né le 30 Avril 1950 à Ouagadougou dans la province du Kadiogo. Le colonel Jean SIMPORE, un grand amoureux du football et des arts martiaux, s'est éteint le 31 janvier 2015, selon une annonce de la Fédération burkinabè de karaté-do dont il était le vice-président.



Plus connu sous le surnom de « Petit Jean », le colonel SIMPORE a évolué de 1967 à 1982 au sein du Bataillon de Haute Volta (BHV, qui deviendra plus tard l'USFA), puis à l'ASFAV, (Association sportive des forces armées voltaïque). Il a aussi fait un passage à USFRAN de Bobo (1967-1969). « Petit Jean » jouait comme un milieu défensif et souvent ailier droit.

Le colonel Jean SIMPORE a occupé les postes de directeur central des sports des forces armées de 2005 à 2009, président de la commission centrale des arbitres du Burkina Faso, cumulativement avec la fonction de conseiller du président de la Fédération burkinabè de football.

Dans le domaine du karaté qu'il pratiquait, il a occupé de hautes responsabilités : vice-président de la Fédération burkinabè de karaté do, directeur technique national, fondateur du centre sportif Bushido ryu (code d'honneur du Samouraï) ....

Jean SIMPORE a été fait chevalier de l'ordre du mérite sportif avec agrafe dirigeant (en karaté-do).

Marié et père de 5 enfants, il a été admis à la retraite en 2009 avec le grade de colonel.

**\*\*Extrait de :** « Mon ambition pour le Niger », entretien réalisé par Sennen ANDRIAMIRADO, supplément à *Jeune Afrique* N° 1894-1895 du 23 avril au 6 mars 1997.

**\*\*\*Mai 1972 : Tananarive.** En mai 1972, douze ans après l'indépendance du 26 juin 1960, Madagascar a vécu une révolution. Ses acteurs contestent la réalité de la rupture avec la France, récusent la pertinence de sa commémoration et de mandent une autre indépendance, cette fois réelle, débarrassée du poids écrasant de l'ancienne puissance coloniale. Les événements qui se déroulent alors dans la Grande Île conduisent à ce que l'on a pu appeler la Deuxième indépendance malgache.

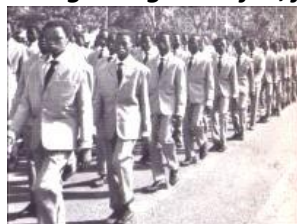
Douze ans après l'indépendance de 1960, des milliers d'étudiants et de travailleurs malgaches manifestent pour dénoncer les accords de coopération signés avec la France. Il y aura cinquante-deux morts. Mais la malgachisation de l'île rouge est lancée.

Des milliers de Malgaches se regroupent sur la place de la mairie de Tananarive, le 13 mai 1972.

« Mai 72 fut un mouvement inédit, un mouvement citoyen, conduit par des jeunes, filles et garçons ensemble, qui nous a initiés à l'auto-organisation et à la démocratie centralisée. Il a été un point crucial dans ma construction libertaire face aux pesanteurs sociales existantes et à un pouvoir néocolonial et autoritaire », dit le sociologue Jean-Claude RABEHERIFARA, qui se définissait comme « trotskisant, à la fois guévariste et anarchiste ».

**\*\*\*\*Aboubakar Sangoulé LAMIZANA :** né le 31 janvier 1916 à Dianra (province du Sourou, Burkina Faso) et mort à Ouagadougou le 26 mai 2005, est un militaire et homme d'État voltaïque, président de la république de Haute-Volta (actuel Burkina Faso) de 1966 à 1980.

### ❖ De la HAUTE VOLTA au BURKINA FASO 1959-1987 : les Présidents de la république Ouagadougou : défilé, fête de l'indépendance (1960)



**La République de Haute-Volta, actuel Burkina Faso, fut établie le 11 décembre 1958, en tant que colonie autonome au sein de la Communauté française. Avant d'obtenir son autonomie, il s'agissait de la colonie de Haute-Volta et elle faisait partie de l'union française. Le 5 août 1960, elle obtient son indépendance de la France.**

Maurice YAMEOGO  
1959-1966

A. S.LAMIZANA  
1966-1980

Saye ZERBO  
1980-1982

J-B. OUEDRAOGO  
1982-1983

T.SANKARA 1983 Haute-Volta  
1984-1987 Actuel Burkina Faso



**Maurice YAMEOGO (1921-1993)** est un homme d'État. Il a été de 1959 à 1966, le premier président de la République de Haute-Volta, actuel Burkina Faso.

« Monsieur Maurice » a incarné l'État voltaïque au moment de l'indépendance.

**Aboubakar Sangoule LAMIZANA**, né le 31 janvier 1916 à Dianra (province du Sourou, Burkina Faso) et mort à Ouagadougou le 26 mai 2005, est un militaire et homme d'État voltaïque, président de la république de Haute-Volta (actuel Burkina Faso) de **1966 à 1980**.

**Saye ZERBO**, né le 27 août 1932 à Tougan (province de Sourou) et mort le 19 septembre 2013 à Ouagadougou, est un militaire et homme d'État burkinabé, chef de l'Etat de la Haute-Volta du **25 novembre 1980 au 7 novembre 1982**.

**Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, né le 30 juin 1942 à Kaya, est un médecin militaire et homme d'État burkinabé, chef d'État de la République de Haute-Volta du **8 novembre 1982 au 4 août 1983**.

**Thomas SANKARA**, né le 21 décembre 1949 à Yako (Haute-Volta) et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou (Burkina Faso), est un homme d'État anti-impérialiste, révolutionnaire, communiste, écologiste, féministe, panafricaniste et tiers-mondiste voltaïque, puis burkinabè, chef de l'État de la république de Haute-Volta, rebaptisée Burkina Faso, de **1983 à 1987**.

#### ❖ HAUTE VOLTA : 1982-1984

**11 janvier 1983** : Thomas SANKARA devient Premier ministre de Haute Volta

**Le 7 novembre 1982 un coup d'état militaire a renversé le gouvernement du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) devenu très impopulaire. Les instigateurs sont des officiers partisans du retour des civils au pouvoir. Conscients de la popularité de Thomas SANKARA, ils manœuvrent pour faire croire que ce dernier est partie prenante de ce nouveau putsch, mais pour lui la situation n'est pas mûre.**

Les officiers progressistes imposent la création d'un organisme de concertation des militaires, le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSP), qu'ils intègrent. Désormais, deux groupes de militaires vont s'affronter politiquement. D'un côté, ceux regroupés autour de SANKARA, attirés par ses qualités personnelles et son charisme ou son engagement progressiste et, de l'autre, ceux regroupés autour de Jean-Claude KAMBOULE\*, Yorian Gabriel SOME\*\* ou Fidel GUEBRE\*\*\* qui veulent revenir à une « vie constitutionnelle normale », c'est-à-dire la situation d'avant 1980.

[...] Finalement, par consensus, Jean-Baptiste OUEDRAGO\*\*\*\* est choisi pour ses positions plutôt modérées comme président du Conseil de salut du peuple (CSP) qui prend la suite du CPSP. Des progressistes accèdent à des responsabilités. Des militants de l'Union des luttes communistes (ULG) dirigés par Valère SOME\*\*\*\*\* et du parti africain de l'indépendance (PAI), deux partis révolutionnaires marxistes clandestins entrent au gouvernement.

Conscients du rapport de force, les militaires progressistes passent à l'offensive et proposent Thomas SANKARA comme Premier ministre.



La décision est entérinée le **10 janvier 1983**. Thomas SANKARA, fraîchement élu, s'adresse aux ministres comme quelqu'un qui s'identifie au nouveau pouvoir : « *Le CSP fait sienne l'obligation de faire comprendre et de faire soutenir en son sein votre mobilisation, tant qu'elle sera responsable et conforme aux intérêts des masses populaires.* » « *Cependant, il s'interdira tout dirigisme et tout corporatisme* » et affirme vouloir œuvrer « *pour une relation d'apports critiques mutuels* » En réalité, les

rapports entre les syndicats et le pouvoir vont sensiblement se dégrader sous la révolution. C'est en quelque sorte la feuille de route qu'il décline en termes mesurés. Mais il ne peut s'empêcher à la fin de « **liquider le néocolonialisme** ».

Deux thèmes principaux dominant déjà, caractéristiques du positionnement de Thomas SANKARA. D'une part, l'hommage qu'il rend au peuple que d'aucuns qualifieront plus tard de « **populisme** », avec notamment cette formule devenue célèbre « *Nous ne devons pas tenir le peuple en respect, mais réserver tout le respect au peuple.* » On notera au passage les composantes de ce qu'il appelle le peuple et des oppressions qu'elles subissent. D'autre part, la très forte exigence envers les ministres.

On sait que durant la révolution, le *PF* le président du (président du Faso), comme on le surnommait, leur a imposé des rythmes de travail particulièrement soutenus et qu'il n'hésitait pas, par ailleurs, à critiquer ceux dont il jugeait le comportement douteux au vue de la morale.

Il s'est créé beaucoup d'inimitiés, en se permettant de faire des réflexions sur les agissements des uns et des autres quand il les jugeait immoraux.

Extrait de : *Thomas SANKARA La Liberté contre le destin*, p. 33 à 34, Bruno JAFFRE Edition Syllepse 2017

### **17 mai au 4 août 1983 : La rue veut la Révolution**

Du **17 mai** au **4 août 1983**, la Haute Volta était dans une situation insurrectionnelle ouverte. Le gouvernement ne gouvernait plus. Et le Président de la République, **Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, était visiblement débordé par les tensions au sein même du pouvoir.

Retranché avec ses commandos dans la petite ville de Pô (à 140 kms de Ouagadougou), le capitaine **Blaise COMPAORE** adopte une position de légitime défense. Il revendique haut et fort son appartenance et à l'armée et au Conseil de salut du peuple. « *Il faut un débat entre camarades* » dit-il. A ce titre il réclame la libération de ses camarades emprisonnés, dénonce les décisions prises en dehors de l'instance dirigeante, dont il réclame la réunion pour entendre toutes les parties en conflit. Sur ce terrain bien sûr l'autre partie ne pouvait pas refuser officiellement.

Le capitaine **Henri ZONGO** fait la navette entre Ouagadougou et Pô pour rechercher le compromis, afin d'obtenir la suspension des hostilités. Mais chacun doute de la bonne foi de l'autre et préfère multiplier les conditions préalables à remplir... il y a des flottements, sinon des affrontements, entre les tenants de la méthode forte (offensive militaire) et ceux qui préfèrent jouer la carte de l'apaisement. De tous côtés on cherche à "acheter du temps".

La pression de la rue se fait plus forte face à une armée divisée à tous les niveaux et incapable d'action militaire contre la foule. Le pays est au bord d'une guerre civile que la multiplication des "marches" et des "contre marches" préparait de fait.

Le médecin-commandant président, **Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, ne voulant visiblement pas d'un embrasement, choisit le compromis. **Thomas SANKARA\*\*\*\*\*** et **Jean Baptiste LINGANI\*\*\*\*\*** sont ramenés à Ouagadougou et placés en résidence surveillée pour "faciliter les négociations". Leurs domiciles sont alors pris d'assaut par la foule qui réclame une libération totale. Les concertations nocturnes, les allées et venues entre Ouagadougou et Pô, de jeunes, de soldats, de syndicalistes, d'émissaires des partis contribuent à faire monter la tension.

En fait le pouvoir est vacant. Un journaliste a relaté son entretien avec **Jean-Baptiste OUEDRAOGO** en juillet 1983 : ce dernier, fortement enrhumé, lui aurait dit : « *Je suis grippé tout comme mon pays en ce moment* ».

[...] Dans la nuit du **4 août 1983**, veille de l'anniversaire de l'Indépendance politique de la Haute Volta et de la fin des privilèges de la noblesse sous la Révolution française, juste après le message à la nation du Président, des coups de feu retentissent dans Ouagadougou.

[...] La Révolution est là, et victorieuse cette fois. La tension retombe. Malgré le couvre-feu les rues ne désemplissent pas. Les appels à la création de *CDR* trouvent un écho favorable partout. Dans les plus petits des 8000 villages du Burkina, comme dans les quartiers des villes, ces comités se constituent effectivement. Pour une fois les masses s'organisent vraiment démocratiquement, sans contrainte et en l'absence de toute autorité politique extérieure au milieu local. Les nouvelles instances politiques et ces comités s'installent en même temps.

**C'est justement parce que le pouvoir est vraiment populaire à la base qu'il sera exposé à tous les dangers. Les risques seront proportionnels au degré d'éclatement et de décentralisation effective du pouvoir politique.**

Extrait de : **Basile GUISSOU** *Burkina Faso, un espoir en Afrique* p.70 à 72 et 74 l'Harmattan janvier 2023





**NOTABENE** : \*Colonel **Jean-Claude KAMBOULE** : Burkina : « *C'est à partir de la révolution que l'armée a été déstabilisée* »

\*\*Le colonel **Yorian Gabriel SOME** était un militaire et homme d'État de Haute-Volta (actuel Burkina Faso).



Il fut l'un des fondateurs de l'armée de Haute-Volta le 1<sup>er</sup> novembre 1961, avec notamment le général Aboubacar SANGOULE LAMIZANA (qui fut président du pays entre 1966 et 1980) et le général "Baba Sy", entre autres anciens officiers de l'armée française s'étant mis à la disposition de leur colonie d'origine lors de son accession à l'indépendance en août 1960.

Il occupa lors de sa carrière plusieurs postes de responsabilité au sein de l'armée et de l'État, parmi lesquels aide de camp du président Maurice YAMEOGO, ministre de l'Intérieur, chef d'État-Major général de l'Armée Voltaïque et secrétaire général de la Défense.

Il fut assassiné le 9 août 1983, pendant la révolution burkinabé menée par Thomas SANKARA (et qui avait débuté le 4 août). Il est depuis l'accession de Blaise COMPAORE au pouvoir (en 1987) considéré comme le premier martyr de la révolution burkinabé.

\*\*\*Le médecin colonel-major **Fidél GUEBRE**, directeur de la santé militaire à l'époque des faits, a été lui aussi inculpé pour faux en écriture publique pour avoir déclaré que le président SANKARA était décédé de "mort naturelle" en 1987 dans le certificat de décès qu'il avait établi. Le chef des putschistes, le général Gilbert DIENDERE, est largement soupçonné d'avoir été à la tête du commando qui a abattu SANKARA en 1987. Il était alors l'homme de l'ombre et le bras droit de Blaise COMPAORE. Il est actuellement écroué à Ouagadougou, inculpé "d'attentat à la sûreté de l'Etat" et de "haute trahison" pour le putsch avorté.

\*\*\*\* **Jean-Baptiste OUEDRAGO**, né le 30 juin 1942 à Kaya, est un médecin militaire et homme d'État burkinabé, chef d'État de la République de Haute-Volta du 8 novembre 1982 au 4 août 1983. Le 17 mai 1983, Thomas SANKARA, alors Premier ministre, est mis aux arrêts.

Dans le très controversé livre « *Ma part de vérité* », le commandant Jean Baptiste OUEDRAGO dément avoir ordonné cette arrestation même s'il trouvait que le charismatique capitaine parlait « *trop* ». « *Ma part de vérité* », le mémoire du président, a été dédié ce samedi 25 janvier 2020 à Ouagadougou, en présence de plusieurs autorités du pays.



« *Son arrestation a été préparée et concoctée en dehors de moi. J'ai été totalement tenu à l'écart parce que je n'étais pas pour son arrestation. J'ai reconnu qu'il y avait effectivement des problèmes au sein du mouvement. J'ai alors estimé qu'il fallait le recentrer politiquement au cours d'une assemblée générale extraordinaire. (...) Mais le groupe de Yorian SOME avait horreur du communisme. C'est donc eux qui ont préparé le coup du 17 mai avec Jean-Claude KAMBOULE et le commandant de la Gendarmerie de l'époque, le Colonel OUATTARA.* »

\*\*\*\*\* **Valère Dieudonné SOME** (17 octobre 1950 - 30 mai 2017) était un homme politique et universitaire du Burkina Faso . SOME était le chef de l' Union des luttes communistes - Reconstituée (ULC-R) dans les années 1980. Il était anthropo-économiste et dirigeait des recherches à l'INSS-CNRST.



En janvier 1985, l'ULC-R remporte les élections du Comité de défense de la révolution de l' Université de Ouagadougou . Mais une autre faction, l' Union des communistes burkinabé (UCB), contrôlait l'administration universitaire par l'intermédiaire du principal Clément Oumarou OUEDRAGO.

Le 29 août 1986, SOME est nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En conséquence, de la rivalité ULC-R /UCB à l'université, le comité universitaire CDR a été dissous le 1er septembre 1986. SOME a fait l'objet de critiques au sein de sa propre organisation après avoir pris ses fonctions de ministre. Ses recherches à l'INSS-CNRST . Le 9 septembre 1987, un nouveau gouvernement est formé, sans SOME. Plus tard le même mois, SANKARA confia à SOME la tâche de rédiger un programme d'unification des différentes organisations révolutionnaires. Après le renversement et l'assassinat de SANKARA en 1987, SOME s'est exilé au Congo-Brazzaville pendant un certain temps.

Il est décédé le 30 mai 2017 en France à l'âge de 66 ans

\*\*\*\*\***Thomas SANKARA** : Des manifestations populaires soutenues par les partis de gauche et les syndicats contraignent le pouvoir à libérer SANKARA. Le 4 août 1983, la garnison insurgée de Pô arrive à Ouagadougou accompagnée d'une foule en liesse. Ce nouveau coup d'État consacre la victoire de l'aile « *progressiste* » de l'armée menée par le capitaine Thomas SANKARA, qui est placé à la présidence du Conseil national révolutionnaire. Il constitue un gouvernement avec le Parti africain de l'indépendance et l'Union des luttes communistes - reconstituée (ULC-R).

Thomas SANKARA devient Premier ministre en janvier 1983 d'un Conseil de salut du peuple (CSP), position acquise grâce au rapport de forces favorable au camp progressiste au sein de l'armée. Il se prononce ouvertement pour la rupture du rapport « *néocolonial* » qui lie la Haute-Volta à la France : « *Lorsque le peuple se met debout, l'impérialisme tremble. L'impérialisme qui nous regarde est inquiet. Il tremble. L'impérialisme se demande comment il pourra rompre le lien qui existe entre le CSP [le gouvernement] et le peuple. L'impérialisme tremble. Il tremble parce qu'ici à Ouagadougou, nous allons l'enterrer* ». Il poursuit sur cette ligne en invitant, en avril, le dirigeant libyen Mouammar KADHAFI. Le 17 mai, il est limogé et mis en résidence surveillée, peut-être sous la pression de la France.

**Jean-Baptiste Boukary LINGANI** est un officier de l'armée de la République de Haute-Volta au grade de commandant exécuté avec Henri ZONGO le 19 septembre 1989 par Blaise COMPAORE qui l'accuse de préparer un coup d'État.



Mars 1983 : Thomas SANKARA prononce un discours au 7<sup>ème</sup> sommet du mouvement des non-alignés à New-Delhi en Inde.



Indira GANDHI 1917-1984



Une quarantaine de présidents, cinq vice-présidents, sept rois et émirs et un prince héritier, treize premiers ministres et plus de trente ministres des affaires étrangères ont participé, lundi 7 mars à New-Delhi, sous la présidence de M<sup>me</sup> Indira GANDHI\*, à l'ouverture de la VIP conférence des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés.

Le sommet de New-Delhi, le plus important rassemblement de dirigeants de pays en développement, doit s'achever vendredi 11 mars, par un appel solennel des non-alignés aux pays industrialisés qui pourrait être remis notamment aux responsables des sept grands pays industrialisés avant le sommet de Willemburg.

Rassemblant des Etats pour la plupart issus de la décolonisation, cette mosaïque de systèmes sociaux et de régimes politiques, loin de constituer un bloc homogène, accumule les diversités dues à la géographie, à la culture, au degré de développement dans le sous-développement, etc. Et aussi les divisions : celles, presque immuables, qui n'empêchent pas la cohabitation et celles qui surgissent, variables, au gré des vicissitudes de l'actualité et peuvent parfois dégénérer en conflits.

A New Delhi, Thomas SANKARA fait un discours remarqué, réfutant le non-alignement comme une position équidistante entre le bloc dit « socialiste » autour de l'Union soviétique et le bloc des pays occidentaux :

**Thomas SANKARA** Extrait du discours prononcé au Sommet des Non alignés de New Delhi en mars 1983

*[...] Au nom du peuple voltaïque, du Conseil du Salut du Peuple et du gouvernement voltaïque, je salue ici les représentants des peuples et les gouvernements frères et amis auxquels nous lient une histoire commune faite de souffrance coloniale ou néocoloniale, de lutte douloureuse et héroïque pour notre liberté et notre indépendance et maintenant un destin commun dans la recherche de la paix, la consolidation de notre indépendance, et le développement juste et équilibré de l'humanité.*

*[...] Contrairement à l'interprétation restrictive et simpliste que l'impérialisme veut nous imposer comme définition du non-alignement, celui-ci n'a rien à voir avec une équidistance arithmétique des deux blocs qui dominent le monde ou un équilibrisme ridicule des traumatisés entre ces deux blocs (...) le non-alignement doit être compris d'abord comme notre autonomie permanente de décision et pour la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, mais (...) nous ne confondons pas le non-alignement avec la complicité de la passivité devant les crimes de l'impérialisme contre l'indépendance et la liberté des peuples, ni la non-ingérence avec l'aveuglement devant les crimes des forces réactionnaires contre la liberté de leur peuple et le respect de leurs droits (...)*

*[...] Nous ne pouvons mettre sur le même pied d'égalité et nous tenir à égale distance d'une part, de ceux qui soutiennent par tous leurs puissants moyens militaires, politiques, diplomatiques économiques des régimes et des gouvernements qui n'ont d'autre obsession que de soumettre et de terroriser tous les pays autour d'eux, y compris par l'agression militaire directe, les assassinats organisés par leurs services secrets, et d'autre part ceux qui apportent un soutien concret à ces pays agressés pour assurer sur leur sol leur défense leur sécurité (...)*

**Robert DECOMBE** La lente marche des pays non-alignés mars 1983

<https://www.thomassankara.net> discours

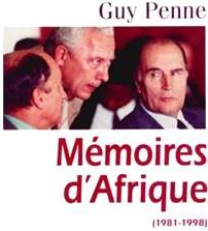
**NOTABENE** : \*Indira Priyadarshini GANDHI née Nehru, le 19 novembre 1917 et morte assassinée le 31 octobre 1984, est une femme d'État indienne, Première ministre de 1966 à 1977 puis de 1980 à sa mort en 1984. Fille unique de Jawaharlal Nehru, le premier Premier ministre de l'Inde, elle est la deuxième femme au monde élue démocratiquement à la tête d'un gouvernement. Le 30 octobre 1984, elle déclare dans un discours : « Si je dois mourir au service de la nation, je le ferai avec fierté »

Le 31 octobre 1984, elle est assassinée par ses deux gardes du corps sikhs, Satwant Singh et Beant Singh

16-17 mai 1983 : Les relations avec la France. La visite de Guy PENNE, un putsch écarte Thomas SANKARA du pouvoir

Le 16 mai 1983, Guy PENNE, conseiller aux affaires africaines de François MITTERRAND atterrit à Ouagadougou. Le 17 mai 1983, un putsch écarte SANKARA du poste de Premier ministre ou il avait été imposé par les militaires progressistes majoritaires au sein du CSP (*Conseil du Salut du Peuple*). Les relations démarrent sur de bien mauvaises bases.

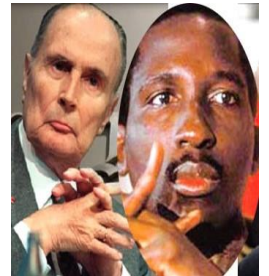
Guy PENNE "Monsieur Afrique" « *Guy PENNE a fait utiliser les chars contre nous* » me déclare SANKARA (entretien personnel avec Bruno JAFFRE en juillet 1983) et avec COMPAORE ils font plusieurs fois état de leur suspicion à l'égard de la France. Puis ces déclarations se font plus rares pour tenter un rapprochement avec Paris qu'ils jugent possibles et sans doute nécessaire.



« *Il est pour nous difficile de croire que les socialistes puissent aller jusqu'à défendre la perpétuation de certaines pratiques douteuses, le recours systématique à une politique de puissance pour obtenir des marchés d'Etat, la surfacturation, les rentes de situation injustifiées, les contrats léonins et pourquoi pas la maîtrise politique de nos propres affaires.* »

-déclarait déjà COMPAORE peu avant le 4 août (*Afrique/Asie N°300 du 18/07/1983, p.36*)

Lorsque SANKARA vient en France en octobre 1983 pour assister F. MITTERRAND et Th. SANKARA à la conférence de franco-africaine de Vittel, c'est Guy PENNE qui l'attend à la sortie de l'avion. Cet accueil est ressenti comme une provocation. SANKARA refuse de participer au diner offert par l'Elysée aux chefs d'Etat. La presse se saisit largement de ce coup d'éclat et fait de SANKARA le plus remarqué du sommet. Ces difficultés sont encore aggravées par le soutien du parti socialiste accordé à l'historien Joseph Ki ZERBO, ancien dirigeant du FPV qui après avoir soutenu le CMRPN est rentré dans l'opposition peu après le 4 août 1983.



En juin 1984, Blaise COMPAORE revient de Paris avec l'espoir de voir signer des accords de coopération avant le 4 août de la même année, la Haute-Volta, il faudra en fait attendre jusqu'en février 1986. Plusieurs désaccords sont apparus.

[...] La convention signée en février 1986 constate des désaccords dans le domaine de la justice et sur la circulation des personnes. A ce propos, les personnes qui désirent se rendre au Burkina doivent depuis mars 1987 demander un visa. Enfin la France a refusé de déplacer son ambassade pourtant située dans le « périmètre de sécurité » autour de la présidence.

**Manifestant sa volonté de rompre avec la politique passée envers la France, à l'exception de Vittel en 1983, le Burkina a toujours boycotté les conférences France-Afrique.**

« *Notre position de principe est que le maintien d'un tel cadre, risque à terme de ne pouvoir trouver d'autre justification que le refus conscient ou inconscient de se hisser au diapason de l'histoire pour s'affranchir des carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale. Ce qui de plus en plus portera nécessairement atteinte à l'existence, à la place et au rôle de l'organisation de l'unité africaine, comme seul et unique cadre politique d'action unitaire de l'Afrique indépendante.* »

(Cité par Pierre ENGLEBERT dans *La révolution burkinabé, p.259*).

-déclare le CNR à la veille du sommet du Bujumbura en décembre 1984.

Mais les autorités burkinabé savent bien qu'elles n'ont pas vraiment d'autres alternatives à l'aide française, une aide qu'elles considèrent comme un « placement utile pour la France », même si elles tentent une politique de diversification. Et les dirigeants burkinabé sauront jouer sur les discours tiers-mondistes de MITTERRAND, mettant parfois le doigt sur ses contradictions. C'est ce à quoi s'est attelé SANKARA lors de sa joute oratoire avec MITTERRAND le 17 novembre 1986.

« *Sankara a mis les pieds dans le plat* » écrit le mensuel *Black* (N°35 de décembre 1986 ; Ce mensuel a publié les deux discours).

Le président burkinabé semble avoir été impressionné par la première rencontre qu'il a eue avec **MITTERRAND** en **février 1986**, si l'on en juge par le contenu de son discours. Il est en outre remarquable que le président d'une ancienne colonie française attende deux ans pour rendre visite au président français. Rencontre qui semble avoir porté des fruits puisque la France a financé la construction d'une grande avenue appelée *Charles de GAULLE* et surtout celle du nouveau grand marché de Ouagadougou qui devait être terminé en **février 1988**. En outre il semble que **MITTERRAND** soit intervenu pour des dons de matériel comme en **juillet 86**, date à laquelle le Burkina a reçu pour 6 millions de francs français de véhicules, et pour réduire le déficit financier du Trésor en **novembre 1986**.

La première rencontre entre le Ministre des affaires extérieures et **Jacques CHIRAC**, nouveau Premier ministre, fait état « **de similitudes de vue sur les problèmes courants** » mais peu après les dirigeants burkinabé se plaignent que la France subordonne le déblocage d'un prêt d'ajustement structurel à la signature d'un accord avec le **FMI\*\*\***. Ce à quoi s'est toujours refusé le Burkina.

**Bruno JAFFRE** *Burkina Faso Les années Sankara de la révolution à la rectification* p. 168-170  
L'Harmattan 1989 réédition janvier 2023

**NOTABENE** : \***La conférence de Vittel** (Vosges) en **octobre 1983**

**Sommet France-Afrique de Vittel 1983**



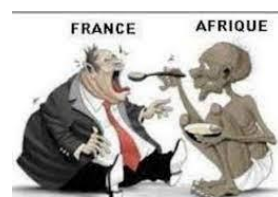
Le Troisième sommet franco-africain du premier président socialiste de la V<sup>e</sup> République, François MITTERRAND, la Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique de Vittel des 3 et 4 octobre 1983 est le 10<sup>e</sup> sommet franco-africain depuis les indépendances. Elle réunit : 36 participants dont 24 chefs d'État. La conférence de Vittel est dominée par le problème tchadien, tous les



participants se prononcent en faveur du dialogue inter-tchadien et de l'intégrité territoriale du Tchad

\*\*L'expression « **Françafrique** », généralement connotée péjorativement, désigne une relation qualifiée de *néo-coloniale* par ses détracteurs, entre la France et d'anciennes colonies en Afrique subsaharienne sur les plans économiques, monétaires, diplomatiques ou militaires. Consacrée par son utilisation régulière par les grands médias comme *Le Monde*, *Libération*, *Les Échos* ou *L'Express*, elle a été déclinée en plusieurs composantes, comme la « *Françalgérie* » dans le cas de l'Algérie.

Initialement utilisé par des intellectuels français pour défendre l'idée que la puissance française après la seconde guerre mondiale devrait s'appuyer sur une forme renouvelée de son empire colonial en Afrique, le terme est devenu par la suite un concept d'analyse critique de la politique française sur le continent, avec la complicité des élites locales, suite aux travaux de François-Xavier VERSCHAVE et de l'association *Survie*



\*\*\*Le **Fonds monétaire international (FMI)** ; en anglais : *International Monetary Fund, IMF*) est une institution internationale regroupant 190 pays, dont le but est de « *promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté* ».



Le FMI a ainsi pour fonction d'assurer la stabilité du système monétaire international (SMI) et la gestion des crises monétaires et financières. Pour cela, il fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières mettant en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, marchés financiers) ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays.

Depuis l'année 2005, les crédits accordés par le FMI se sont réduits drastiquement, du fait de la bonne santé économique du monde et des pays d'Amérique latine en particulier.

Selon Daniel COHEN, économiste français et professeur des Universités, le FMI, qui a préconisé pendant un temps un libéralisme très idéologique (au cours des années 1990), est passé depuis à une situation de « *pragmatisme absolu* ».

Le mardi 14 avril 2020, le FMI annonce qu'il viendra en aide auprès de 25 pays pauvres. Cette aide prendra la forme d'un versement qui permettra à ces pays de mieux faire face aux difficultés économiques créées par la crise Covid-19.

En janvier 2021, le FMI annonce que la dette publique mondiale frôle les 100 %, avec un endettement global de 98 % ; ce qui dépasse l'endettement causé par la crise de 2009.

« *La société industrielle liait un mode de production et un mode de protection. Elle scellait ainsi l'unité de la question économique et de la question sociale. La "société post-industrielle", elle, consacre leur séparation et marque l'aube d'une ère nouvelle.* »

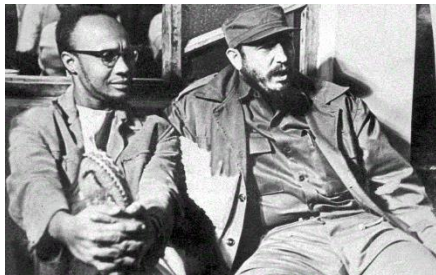
**Daniel COHEN** *Trois leçons sur la société post-industrielle* Éditions du Seuil Paris 2006 4<sup>e</sup> de couverture.



Les révolutionnaires dans le monde qui ont inspiré Thomas SANKARA

« *Ce n'est pas Sankara qui a fait la Révolution ; c'est la Révolution qui a fait Sankara* » affirme un de ses anciens camarades révolutionnaires. Thomas SANKARA était de loin la pièce maîtresse de la révolution burkinabé, menée de 1983 à 1987, et il a activement cultivé son image de révolutionnaire. Thomas SANKARA prend des mesures drastiques, de type maoïste, contre les privilèges : fonctionnaires aux champs, gymnastique obligatoire, autosuffisance alimentaire et consommation locale

Amílcar CABRAL et Fidel CASTRO (ici en janvier 1966) ont été deux sources d'inspiration pour Thomas SANKARA.



Mais son succès politique, il l'a construit en s'inspirant de ses prédécesseurs révolutionnaires et du travail des syndicats, des étudiants et des partis politiques de gauche élaboré dans les années 1960 et 1970. Au cours de son ascension vers le pouvoir, il a également tiré de nombreux enseignements de ses discussions avec les militants de base, écoutant attentivement les espoirs et les besoins du peuple.

En fait, on peut apprendre beaucoup de SANKARA et de la place qu'il occupe dans l'histoire des mouvements révolutionnaires en Afrique en étudiant ses influences.

De nombreux amis civils de SANKARA s'intéressaient au maoïsme et aux expériences socialistes menées dans des pays africains, comme en Tanzanie et en Éthiopie. SANKARA a ainsi eu l'occasion de se frotter aux différents types de socialisme : celui de Proudhon, de Fourier, de Saint-Simon et surtout de Marx. Les étudiants ont même lu le **Manifeste du Parti communiste**.

Julius NYERERE  
1922-1999



Samora MACHEL  
1933-1986



Jerry RAWLINGS  
1947-2020



Daniel ORTEGA  
11 novembre 1945



Maurice BISHOP  
1944-1983



Ils lisaient les œuvres de *Julius Kambarage NYERERE\**, qu'ils considéraient comme un grand panafricaniste et un homme intègre, et étaient inspirés par son idée d'autonomie. Mais l'accent était également mis sur la poursuite des efforts de décolonisation de l'Afrique, en particulier des colonies portugaises. C'est ainsi que SANKARA et ses amis ont développé un vif intérêt pour *Amílcar CABRAL\*\** et *Samora Moisés MACHEL\*\*\**, qui sont tous deux devenus d'importantes sources d'inspiration pour SANKARA. « *Parmi les révolutionnaires africains, Cabral était le plus avancé sur le plan théorique, se souvenait Valère SOME. Nous avons lu tous ses écrits.* »

Alors que la marée intellectuelle mondiale du marxisme atteignait son apogée dans les années 1970, des groupes d'études marxistes-léninistes clandestins se répandaient à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Les jeunes gauchistes multipliaient les tracts et s'abreuyaient de littérature politique, notamment des exemplaires du **Livre rouge** de Mao, que l'ambassade de Chine distribuait gratuitement. « *Le Livre rouge de Mao, tout le monde le lisait*, explique Pascal SANKARA. *C'était la bible pour nous. On le gardait dans sa poche.* » Au milieu des années 1970, SANKARA traverse une phase maoïste qui le conduira finalement à étudier Lénine.

C'est à la fin des années 1970 que SANKARA s'est plongé plus profondément dans le marxisme. Des années plus tard, lorsqu'un journaliste cubain lui demandera comment il en était venu au marxisme, il répondra : « *C'était très simple, à travers la discussion et l'amitié avec quelques hommes... Petit à petit, grâce à des lectures, mais surtout grâce à des discussions avec des marxistes sur la réalité de notre pays, j'en suis venu au marxisme.* »

Il était surtout attiré par les premiers écrits de Marx et de Lénine. Les amis proches de SANKARA se souviennent qu'il lisait fréquemment *L'État et la Révolution*, de Lénine, dans lequel il puisait de nombreuses idées sur la manière d'utiliser le pouvoir de l'État dans une situation révolutionnaire, même lorsque les conditions sociales n'étaient pas tout à fait mûres sur le plan. Au fur et à mesure que sa carrière militaire avançait, SANKARA commençait à entrevoir des possibilités de construire un mouvement progressiste. Puis, en 1979, il a trouvé un modèle de révolution menée par l'armée, juste de l'autre côté de la frontière, au Ghana, où un jeune capitaine d'aviation, *Jerry RAWLINGS\*\*\*\**, avait pris le pouvoir le 4 juin 1979 avec l'intention de mettre fin à la corruption. Ces développements au Ghana ont eu une profonde influence sur SANKARA. *RAWLINGS* jouera d'ailleurs un rôle crucial en aidant SANKARA à prendre le pouvoir en août 1983.

SANKARA a également suivi la vague révolutionnaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes, notamment les Sandinistas au Nicaragua, dirigés par *Daniel ORTEGA\*\*\*\*\**, et le New Jewel Movement à la Grenade, sous la direction de *Maurice Rupert BISHOP\*\*\*\*\**. En fait, cinq mois seulement avant de prendre le pouvoir, SANKARA a rencontré ces trois jeunes leaders révolutionnaires - *RAWLINGS*, *BISHOP* et *ORTEGA* - à New Delhi, lors du sommet du Mouvement des non-alignés, en mars 1983. En Inde, il a également rencontré ses héros politiques, *Fidel CASTRO*, *Julius Kambarage NYERERE* et *Samora Moisés MACHEL*.

La précision et la force du premier discours international de SANKARA ont attiré l'attention de *Fidel CASTRO*, qui l'a alors contacté. Le leader cubain l'a invité à son hôtel, où les deux hommes ont discuté pendant des heures. SANKARA s'en souviendra plus tard dans une interview accordée à Radio Havane : « *Lors de cette première conversation, j'ai compris que Fidel avait un grand sens de l'humain, une intuition vive, et qu'il comprenait l'importance de notre lutte et les problèmes de mon pays.* » À partir de ce moment, SANKARA a étudié de très près la révolution cubaine. Et au moment où il prend le pouvoir, *CASTRO* est son mentor révolutionnaire le plus influent. La révolution cubaine sera le modèle que SANKARA et ses collègues chercheront à reproduire le plus.

À cette époque, l'établissement de liens diplomatiques avec divers pays non alignés l'a enhardi. Il déborde désormais de confiance et s'apprête à accentuer la pression sur la vieille garde néocoloniale. Lors de son voyage de retour de New Delhi à Ouagadougou, SANKARA s'est arrêté à Paris et a rencontré plusieurs officiers militaires afin de discuter des plans. Selon le commandant Abdoul-Salam KABORE, qu'il a vu à Paris, le message de SANKARA était : « *Préparez-vous car le mouvement est presque mûr et l'heure approche.* ». Tactiquement, idéologiquement et diplomatiquement, SANKARA se sentait prêt à prendre le pouvoir.

— Rejetant les conditions imposées de l'extérieur comme une atteinte à la souveraineté africaine, le gouvernement de SANKARA a adopté ses propres mesures d'austérité, réduisant les salaires des fonctionnaires, éliminant les privilèges de l'élite et réduisant la taille de la bureaucratie gouvernementale. Cependant, SANKARA a également exhorté les pays africains à ne pas rembourser les dettes qui étaient le produit des économies coloniales extractives. Il a encouragé la redistribution des richesses des élites urbaines vers la majorité rurale et a réorienté les revenus de l'État vers les soins de santé et l'éducation. Il a défendu l'autonomie économique, la souveraineté alimentaire et la libération des femmes et a réprimé les fonctionnaires corrompus.

La nouvelle voie de SANKARA a attiré des partisans passionnés et créé des ennemis acharnés. Au Burkina Faso, sa critique pro-démocratique, anti-corruption et anti-impériale du capitalisme et ses politiques progressistes menaçaient l'ancienne classe politique, les chefs traditionnels, les élites urbaines et les entreprises françaises. Son programme inquiétait également les autocrates des pays francophones voisins. Influencé par le marxisme-léninisme, le catholicisme, la théologie de la libération, le panafricanisme et le tiers-mondisme, SANKARA était l'incarnation du non-alignement.

Pourtant, les médias occidentaux l'ont qualifié de « *communiste* », de « *pro-libyen* » et de « *dictateur militaire* ». Ses ennemis au pays et à l'étranger se sont mobilisés pour prendre le pouvoir — **Brian J. PETERSON** Professeur agrégé d'histoire *Thomas Sankara: A Revolutionary in Cold War Africa* 2021



**NOTABENE** : \***Julius Kambage NYERERE** est né le 13 avril 1922 à Butiama, Tanzanie. Celui que l'on surnomme le *Mwalimu*, le maître d'école, fait ses études à Edimbourg avant de fonder en 1954 le *Tanganyika African National Union*, qui remporte les élections de 1960.

Sans violence, NYERERE réussit à mener son pays à l'indépendance accordée par la Grande-Bretagne le 9 décembre 1961. Il devient Premier Ministre puis en 1962 Président de la toute nouvelle République de Tanganyika qui deviendra en 1964 la République Unie de Tanzanie.

NYERERE n'a jamais cessé de combattre les différences ethniques de son pays, véritable fléau de l'unité africaine. Il se déplace à la rencontre des tribus pour dispenser la paix et faire valoir une politique de type socialiste qu'il définit en 1967 dans la déclaration d'Arusha. NYERERE jette les bases d'une société fondée sur l'indépendance économique et la solidarité entre les hommes.

Il instaure l'école obligatoire, décrète le *swahili* langue officielle, nationalise les entreprises et encourage le regroupement du travail collectif dans le développement de l'agriculture. Si les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts déployés, NYERERE réussit cependant à construire une réelle identité tanzanienne.

Seule la Chine apporte son soutien à ce panafricaniste convaincu, espérant consolider ses positions en Afrique de l'Est. Aujourd'hui la Tanzanie est devenue l'un des pays les plus pauvres d'Afrique.

En novembre 1985 NYERERE quitte la vie politique après 24 ans au pouvoir.

Julius NYERERE était catholique pratiquant. L'Église catholique a ouvert sa cause de béatification, au titre duquel il a été déclaré Vénérable. Il est fêté le 14 octobre.

**\*\*Amilcar CABRAL** est né le 12 septembre 1924 à Bafata en Guinée. Son père est originaire du Cap-Vert et sa mère est guinéenne. Il fait ses études secondaires au Lycée Gil Eanes de Sao Vicente, avant de partir au Portugal, où il étudie à l'Institut d'Agronomie de Lisbonne jusqu'en 1952. En 1949, il crée « *La Maison d'Afrique* » et édite un bulletin *Hoje e Amanhã* sous le nom de *Arlindo Antonio*. Il dirige également une émission culturelle à la radio qui sera interdite par le gouvernement portugais. Après avoir décidé de rentrer dans son pays pour améliorer les conditions de vie de son peuple, il rencontre, dans les années 1950, ses compagnons de lutte pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert.

En 1956, avec l'aide de son demi-frère *Luiz CABRAL*, de *Rafael BARBOZA* et celle d'*Aristide PERREIRA*, il crée une organisation clandestine, le PAIGC (*Partido Africano para Independencia da Guine e de Cabo Verde*), pour lutter contre la domination coloniale portugaise. En 1963 débute la lutte armée en Guinée. Amilcar CABRAL combat durant 20 ans pour obtenir cette indépendance et faire connaître au monde son mouvement. En 1972, les Nations Unies reconnaissent le PAIGC comme « *véritable et légitime représentant des peuples de la Guinée et du Cap-Vert* ».

Amilcar CABRAL est assassiné à Conakry le 20 janvier 1973 par Mamadou TURE, son compagnon de lutte chargé de le protéger. L'indépendance de la Guinée-Bissau est déclarée 6 mois plus tard.

**\*\*\*Samora Moisés MACHEL** est né le 29 septembre 1933, dans une famille de fermiers de Madragoa, actuelle Chiembene au Mozambique. Il fait partie de la tribu Shangana dont le père était le chef et un agriculteur respecté. Il étudie dans une école catholique à Souguene dans la Province de Gaza où il apprend la culture et la langue portugaise. Ensuite, en 1954, il se spécialise dans la médecine à Maputo. Sous la colonisation portugaise, il exerce en tant qu'infirmier à l'Hôpital Miguel Bombarda de Lourenço Marques.

En 1950, les fermes sont réquisitionnées par le gouvernement et les terres données aux blancs. La population se déplace pour aller travailler dans les mines en Afrique du Sud. Son frère est tué dans un accident de travail. En 1962, il rejoint le FRELIMO, le Front de Libération du Mozambique. En 1964, il dirige la première attaque contre les Portugais puis devient commandant en chef de l'armée du FRELIMO en 1969. Le Mozambique devient indépendant avec le coup d'État de 1974.

Samora MACHEL devient le premier Président du Mozambique et *Marcelino Dos SANTOS* le Vice-Président. Il opte immédiatement pour les principes marxistes et nationalise les propriétés portugaises. Mais le groupe de rebelles *RENAMO* détruit les écoles et les hôpitaux construits par le *FRELIMO*. L'économie souffre de ses affrontements.

Il meurt le 19 octobre 1986, suite au crash de son avion à Mbusini, en Afrique du Sud. Certains s'interrogent encore sur les causes de cet accident. Il s'agirait d'une défaillance de l'équipage et de l'appareil pour les uns ou d'un attentat contre le président pour les autres.

**\*\*\*\*John Jerry RAWLINGS** : Né **Jeremiah Rawlings John** à Accra le 22 juin 1947, d'une mère ewe et d'un père écossais, et mort le 12 novembre 2020 dans la même ville. Jerry RAWLINGS se fait remarquer très tôt pour son franc-parler et son envie de révolte. Jeune homme doué et brillant, il s'engage dans l'armée de l'air et obtient, en quelques années, le grade de *flight lieutenant* (l'équivalent du rang de capitaine dans l'armée de terre). En mai 1979, il participe à son premier coup d'État militaire.

Jerry RAWLINGS est porté à la tête du pays et s'engage à rendre rapidement le pouvoir aux civils. Promesse tenue : des élections générales sont organisées et, trois mois plus tard, RAWLINGS s'efface pour céder la place à *Hilla LIMANN*, tout juste élu président. Jerry RAWLINGS a à peine plus de trente ans et il est déjà très populaire au Ghana.

Mais il ne restera pas longtemps dans l'ombre. Écœuré par le régime d'*Hilla LIMANN*, dont il fustige la corruption et la mauvaise gouvernance, RAWLINGS reprend les armes en décembre 1981. Il renverse *LIMANN*, prend la direction du Conseil provisoire de la défense nationale et s'installe durablement au pouvoir.

Les débuts sont difficiles. Le Ghana fait face, depuis plusieurs années, à une grave crise économique et RAWLINGS doit se résoudre à appliquer le programme d'ajustement structurel du FMI.

Le Ghana finit malgré tout par retrouver un peu de normalité. Sous la pression de l'opposition et de la communauté internationale, Jerry RAWLINGS engage son pays sur la voie de la démocratisation. Élu démocratiquement en 1992, il sera réélu en 1996 pour un second mandat à la tête du Ghana.

En 2000, la Constitution lui interdisant de briguer un nouveau mandat, RAWLINGS appuie la candidature de son vice-président John ATTA-MILLS. Ce dernier échouera à s'imposer face à John KUFUOR, mais RAWLINGS restera l'homme qui a tenu sa promesse et accepté de tirer sa révérence, non sans une certaine élégance.

Après son départ de la présidence, RAWLINGS conservera un agenda chargé, voyageant à travers le continent et jusqu'aux États-Unis ou en Europe, pour participer à nombre de conférences. Accueilli à chaque fois en *guest star*, cet homme charismatique qui fut l'ami du burkinabè Thomas SANKARA disserte volontiers sur les thèmes qui lui sont chers : *le panafricanisme, la bonne gouvernance et le développement...* Sans jamais manquer, une occasion, d'égratigner ceux qui lui ont succédé à la tête du Ghana.

**\*\*\*\*\*José Daniel ORTEGA SAAVEDRA** né le 11 novembre 1945 à La Libertad, est un homme d'État nicaraguayen, membre du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au sein duquel il participe au renversement de la dynastie des Somoza.

Président de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale durant la première période de la révolution sandiniste, de 1979 à 1985. Il est président de la République de 1985 à 1990. Après sa défaite à la présidentielle de 1990, il se représente de nouveau en 1996, 2001 et 2006, année à laquelle il est de nouveau élu président. Il prend ses fonctions le 10 janvier 2007, puis est réélu de manière controversée en 2011, 2016 et 2021, alors que sa présidence emprunte un tournant autoritaire.

Le caractère de la répression s'intensifie durant son quatrième mandat, lors duquel plusieurs ONG, universités et journaux indépendants sont fermés.

**\*\*\*\*\*Maurice Rupert BISHOP** : 29 mai 1944 - 19 octobre 1983 était un homme politique et révolutionnaire grenadien qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 1979 d'Eric GAIRY et a été Premier ministre du gouvernement révolutionnaire populaire de Grenade jusqu'en 1983, date à laquelle il a été renversé dans un autre putsch et exécuté

En 1950 où il a été inscrit à l'école primaire Wesley Hall. Un an plus tard, il a été transféré à l'école primaire catholique St. George's où il a remporté une bourse d'études au *Roman Catholic Presentation College*.

BISHOP a décidé d'étudier le droit et, lorsqu'il a quitté le *Presentation College* en 1963, il a travaillé pendant une courte période comme fonctionnaire au *Government Registry* avant de se rendre à Londres. Là, il a fréquenté le *Gray's Inn* et a obtenu son diplôme en droit de l'Université de Londres.

En réponse à la situation à la Grenade en 1973, BISHOP a formé un groupe politique appelé le Mouvement pour les assemblées du peuple (MAP) et, la même année, a fusionné le MAP avec un autre groupe politique créé et dirigé par son collègue, Unison WHITEMAN.

En 1976, Bishop a été élu à la Chambre des représentants, remportant le siège de la circonscription de St. George's South-East. Nommé chef de l'opposition, il a occupé ce poste pendant environ trois ans jusqu'au 13 mars 1979, date à laquelle Bishop et ses partisans ont pris le contrôle du gouvernement de la Grenade, alors que le premier ministre GAIRY assistait à la session des Nations Unies à New York.

Proclamant un gouvernement révolutionnaire populaire, BISHOP a suspendu la constitution. Promettant de nouvelles élections démocratiques, BISHOP est devenu Premier ministre et ministre de la Défense et de l'Intérieur, de l'Information, de la Santé et des Affaires Carriacou. Bishop a commencé à établir des relations diplomatiques étroites avec Cuba et l'Union soviétique après sa prise de pouvoir. Il a lancé un certain nombre de projets, le plus important étant la construction d'un nouvel aéroport international à la pointe sud de l'île.

À la fin de 1982, une profonde scission s'était développée au sein du comité central du gouvernement révolutionnaire populaire. Une lutte de pouvoir s'ensuivit. Le 13 octobre 1983, BISHOP a été assigné à résidence. Six jours plus tard, le mercredi 19 octobre, de grandes manifestations publiques exigeant la restauration de Bishop ont eu lieu dans diverses parties de l'île. Une foule de partisans de BISHOP le relâcha et se dirigea vers l'enceinte militaire de Fort Rupert.

<https://perspective.sherbrooke.ca> > BM Biographie <https://fr.wikipedia.org>>

## Thomas SANKARA, chef d'Etat : Des idées à foison pour gouverner



Thomas SANKARA s'assure une suprématie et un pouvoir quasiment incontestables, autrement que par sa seule stature de chef d'Etat parce qu'il impulse aussi, autant que par sa formidable énergie que par une somme de travail personnel redoublée. Il va ensuite pouvoir compter sur ce formidable intellectuel collectif

**constitué par les services de la Présidence. Une force de frappe bien difficile à prendre défaut.**

En plus, fort de sa propre force de travail, il se fait un devoir de connaître parfaitement tous les dossiers. Après le départ du PAI\*, l'ULC-R\*\* en a profité pour renforcer ses positions et son organisation et ses ministres peuvent sur l'organisation, mais les autres ministres sont isolés.

Chacun apprend qu'il est difficile de contester SANKARA publiquement et notamment pendant le conseil des ministres d'autant plus qu'il se prépare avec précision et rigueur. SANKARA sait y briller en se faisant pédagogique ou en étalant sa culture et ses connaissances de toute nature.

Aussi les conseils des ministres se tiennent généralement sans guère de débat contradictoire, l'essentiel des discussions tournent autour de comptes rendus d'activités ou de demandes de précision. SANKARA sait y briller en se faisant pédagogique ou en étalant sa culture et ses connaissances de toute nature.

Les gouvernements sont systématiquement dissous chaque année. Il déclare à ce propos :

*« Elles ne sont pas la traduction d'une crise quelconque ou même de l'insatisfaction générale de l'action gouvernementale. C'est une formule pédagogique révolutionnaire qui impose que soit rappelé à chacun qu'il est à un poste pour servir et qu'il doit permanemment se mettre en cause... Cela vise à entretenir la flamme révolutionnaire parce qu'il est possible que certains ministres en viennent à oublier leur mission, à se river à leur fauteuil et à s'accrocher à leur portefeuille jusqu'à se croire intouchable et inamovible... Il faut que chacun sache que le Ministre n'est qu'un serviteur et que chaque militant doit se tenir prêt à entrer dans un Gouvernement. Parce que la fonction de Ministre n'est ni un sacerdoce, ni une sinécure... C'est pour permettre aux ministres qui, grâce à l'action gouvernementale, ont appris de nouvelles méthodes de travail et acquis une ferveur révolutionnaire plus grande, d'aller servir à d'autres postes où l'expérience d'une vision intégrée des problèmes fait gravement défaut. »*

Quelle que soit l'opinion que l'on se fait de leurs faisabilités, le nombre de projets mis en chantier comme leur diversité apparaît déjà considérable. Malgré les affirmations de ses détracteurs, il prenait tout de même soin de les confronter aux avis de ses collaborateurs ou de certains de ses amis, afin d'en tester la faisabilité ou la popularité. C'est ainsi que Thomas SANKARA a abandonné certains de ses projets ou bien n'a pas eu le temps de les mettre en chantier.

Il a pensé par exemple diminuer encore plus les salaires des fonctionnaires :

*« Les salaires versés à l'Etat par rapport aux ressources du pays sont trop élevés par rapport aux ressources du pays ; à ce train-là nous n'arriverons à scolariser tous les enfants du Burkina que dans un siècle ou plus : cela est inacceptable »,* va-t-il confier une première fois pour poursuivre un peu plus tard : *« En réduisant les salaires des fonctionnaires de moitié, l'Etat disposerait de plus de ressources pour accélérer la scolarisation des enfants du pays. »*

Est-il utile de préciser que cette déclaration fut reçue dans un « silence de mort » autour de lui ?

On trouve là une bonne illustration de la méthode de Thomas SANKARA. Il fait un premier test, puis en tente un deuxième auprès de ses collaborateurs pour juger de leur responsabilité.

Extrait de : *Biographie de Thomas SANKARA La patrie ou la mort* p.165-167 Bruno JAFFRE  
Editions : L'Harmattan 2007

**NOTABENE :** \*Le **P.A.I. Parti Africain de l'Indépendance** était un parti communiste au Burkina Faso (anciennement Haute-Volta), dirigé par Thomas SANKARA et Philippe OUEDRAOGO. Il faisait partie du Parti communiste panafricain de l'indépendance africaine (PAI), qui a établi sa branche en Haute-Volta en 1963.

Le PAI a eu un rôle actif pour convaincre de la nécessité de la révolution les officiers et les sous-officiers patriotes, qu'il a pris une part active à la préparation politique des esprits des gens du peuple, qu'il a eu un certain rôle dans l'organisation pratique des événements qui ont assuré la victoire du 4 août 1983. Le PAI a contribué à définir l'organisation du peuple, des CDR (Ndlr : *Comité de défense de la révolution*), du gouvernement et d'un certain nombre d'institutions qui devaient aider à assurer les transformations révolutionnaires. Mais il est juste de préciser qu'au niveau des civils, le PAI n'était pas le seul groupe avec lequel les dirigeants militaires de la révolution ont travaillé avant comme après le 4 août 1983.

En 1973, le PAI a lancé la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD) comme front de masse ouvert. Le LIPAD est devenu un mouvement important lors de la révolution de 1983 et à travers le LIPAD PAI a participé au gouvernement de Thomas SANKARA pendant un an. Puis les relations avec SANKARA se sont détériorées et le LIPAD a été expulsé du gouvernement.

Lors des élections législatives de 1992, le PAI faisait partie du Front populaire pro-gouvernemental. PAI a remporté deux sièges.

En 1999, le PAI se sépare et Soumane TOURE forme un PAI parallèle. Le PAI dirigé par TOURE, qui a rejoint le gouvernement, a obtenu la reconnaissance légale du nom PAI. Le PAI dirigé par OUEDRAOGO a enregistré un parti électoral, le Parti pour la démocratie et le socialisme en 2002, afin de se présenter aux élections du 5 mai 2002. Le PDS a obtenu 1,7% du vote populaire et 2 sièges sur 111.

En 2005, Ouédraogo a obtenu 2,3% des voix aux élections présidentielles. Il était soutenu par le PAI, le PDS, le CDS, le GDP et l'UFP. PAI publie *L'Avant-Garde*.

En 2012, le parti a fusionné avec le Parti pour la démocratie et le socialisme/*Metba*.

**\*\*L'ULC-R : L'Union des luttes communistes - reconstruite** était un parti communiste au Burkina Faso. Elle naît en 1983 à la suite de l'auto-dissolution de l'**Union des luttes communistes (ULC)**

L'ULC-R a soutenu le gouvernement révolutionnaire de Thomas SANKARA. Le parti milite ainsi pour la libération du Premier ministre voltaïque, emprisonné le 17 mai 1983.

Du 3 août 1983 au mois d'août 1984, l'ULC-R a occupé trois postes ministériels. Le soutien au gouvernement de SANKARA a poussé la section ULC-R en France à se séparer de l'organisation première.

En août 1984, après la rupture entre SANKARA et la LIPAD, la position de l'ULC-R s'est quelque peu renforcée. L'ULC-R a occupé quatre postes ministériels dans le nouveau gouvernement

En 1987, SANKARA a tenté de marginaliser une faction dissidente de l'ULC-R. C'est l'un des facteurs qui a provoqué le coup d'État de Blaise COMPAORE. La même année, le parti connaît une nouvelle division et prend le nom d'*Union des luttes communistes-La Flamme*, en allusion au journal du parti

## 21 août 1983 : Le capitaine SANKARA se déclare " libre vis-à-vis du colonel Mouammar KADHAFI "

### SANKARA et KADHAFI



Le capitaine Thomas SANKARA, chef d'État de la Haute-Volta, président du Conseil national de la révolution (C.N.R.), a dénoncé, dimanche 21 août à Ouagadougou, le caractère " partial, arbitraire et injuste de l'information sur la Libye ", qui vise, selon lui, à susciter la crainte d'un

" péril libyen ". Au cours d'une conférence de presse (la première depuis le coup d'État du 4 août dernier qui l'a porté au pouvoir), le capitaine SANKARA a réaffirmé la nature " révolutionnaire " du nouveau régime voltaïque et s'est déclaré " libre vis-à-vis du colonel KADHAFI ", précisant qu'il existe " entre les peuples arabes et le peuple voltaïque des liens très forts qui ne demandent qu'à se développer ". Interrogé, d'autre part, sur les positions de son pays sur le problème tchadien et sur la question du Sahara occidental, M. SANKARA a brièvement répondu : " Nous soutenons tous les mouvements de libération. "

Estimant que les relations franco-voltaïques " seront des relations d'amitié mais d'un type nouveau, plus adaptées à la nature de nos régimes respectifs ", le chef d'État voltaïque a précisé que les accords de coopération avec la France seront renégociés " d'après les objectifs et l'idéologie du C.N.R. " En ce qui concerne la nature du nouveau régime, le capitaine SANKARA a rejeté l'idée d'un " retour des militaires dans les casernes ". L'armée, a-t-il indiqué, est une " composante du peuple " et doit être réorganisée, débarrassée de ses " éléments réactionnaires ", afin de devenir " une armée du peuple, une armée révolutionnaire ". Le prochain gouvernement, a-t-il affirmé, comprendra des civils.

Un décret du Conseil national de la révolution a, d'autre part, rayé des cadres de l'armée une trentaine d'officiers supérieurs, dont le médecin-commandant **Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, ancien chef de l'État. Depuis le coup d'État, M. OUEDRAOGO est détenu à Po\* (145 kilomètres au sud d'Ouagadougou). - (A.F.P.)

**Le Monde** Publié le 23 août 1983

\* **Pô** est une ville, chef-lieu du département et la commune urbaine de Pô et de la province du Nahouri dans la région Centre-Sud au Burkina Faso, près de la frontière avec le Ghana.

Pô, est une ville symbolique pour le président Blaise COMPAORE qui a dirigé son centre national d'entraînement et de commandement. C'est de cette ville que capitaine, il est parti en 1983 avec ses commandos pour renverser Jean-Baptiste OUEDRAOGO et installer au pouvoir son ami et compagnon d'armes, Thomas SANKARA. C'est en outre la ville de naissance de ce dernier.

Le 17 avril 2011, dans la nuit, le mouvement de mutinerie des soldats gagne la garnison de Pô où des pillages ont eu lieu, faisant deux blessés.



Suite page 3



## 1982–1983 : L'armée et la conception syndicale selon Thomas SANKARA

Haute Volta actuel Burkina Faso : huit présidents, six coups d'État militaires (1960 à 2014)



Pendant 4 ans, le Conseil National de la Révolution a su inculper aux Burkinabè, individuellement, indépendamment de leur situation socioprofessionnelle, l'esprit d'être une pièce d'un puzzle que constitue la société. Les militaires également. A quelques mois d'une série de mutinerie qui a failli faire basculer la IVème République, il nous semble opportun de revisiter les

pages de l'histoire du CNR sur l'image que Thomas SANKARA voulait qu'on ait des militaires.

**Qui sait mieux en parler, si ce n'est lui-même ? L'histoire est faite pour y tirer des leçons !**

S'il est vrai que dans plus d'un cas, les coups d'État sont d'essence messianique, spontanéiste ou volontariste, il n'en demeure pas moins que, malgré leurs limites objectives, ils ont constitué parfois un apport positif, allant du sentimentalisme généreux à l'alliance idéologique avec les masses populaires.

**Voici des extraits de ses principaux discours et interviews :**

- **Discours prononcé par le capitaine Thomas SANKARA, devant le congrès du SUVESS le 10 décembre 1982**

*Chers congressistes,*

*Votre thème "Le SUVESS (Syndicat unique voltaïque des enseignants du secondaire et du supérieur NDLR) en dix ans d'existence : théories et pratiques syndicales" nous paraît particulièrement opportun en ce tournant de l'Histoire de notre pays où, soit confusément, soit dans une analyse claire, chacun a le sentiment que jamais plus rien ne sera comme avant en Haute-Volta.*

*Dans la vie d'un syndicat, il y a des périodes de flux et de reflux.*

*Manifestement la période de 1980 à 1982 a constitué une période de reflux pour le mouvement syndical voltaïque en général.*

*C'est ainsi que, ramant à contre-courant contre l'élan démocratique et progressiste que d'honnêtes gens avaient réussi à créer en Haute-Volta pour secouer puis ébranler les forces antipopulaires et anti-démocratiques, des organisations syndicales nous imposaient le spectacle désolant de la sclérose qui frisait la décrépitude finale.*

*Les collusions entre ces organisations de lutte et les forces oppressives des masses, les allégeances contre nature avec des milieux que les travailleurs avaient si courageusement contribué à démasquer comme antisociaux, les désaffections de militants sincères des rangs syndicaux et finalement l'état de délabrement qui guettait le syndicalisme, ont douloureusement été ressentis par tous les démocrates de ce pays, qu'ils soient civils ou militaires.*

*Oui, il faut l'affirmer, la période écoulée a été la plus noire du syndicalisme voltaïque.*

*Mais vous avez résisté aux assauts destructeurs des forces de division et de chloroformisation de la conscience militante du travailleur.*

*Votre thème est en ce sens hautement éloquent. Il aura permis de faire le bilan des dix dernières années de votre organisation, du moins nous l'espérons. En tout cas, pour notre part, nous retenons que pour une organisation, la capacité de critique et d'autocritique est un critère fondamental de sérieux.*

Extrait : Numéro 9 de la *revue Politique africaine* de mars 1983 (voir <http://www.politique-africaine.com>)

- **L'armée du peuple**

*[...] Pour la première fois, il se passe en Haute-Volta quelque chose de fondamental, quelque chose de tout à fait nouveau. Le peuple n'a jamais eu le pouvoir d'instaurer ici une démocratie politique. L'armée a toujours eu la possibilité de prendre le pouvoir, mais elle n'a jamais voulu la démocratie. Pour la première fois, nous voyons l'armée qui veut le pouvoir, qui veut la démocratie et qui veut se lier réellement au peuple.*



*Pour la première fois aussi, nous voyons le peuple qui vient massivement pour tendre la main à l'armée. C'est pourquoi nous considérons que cette armée qui est en train de prendre les destinées de la Haute-Volta, c'est l'armée du peuple. C'est pourquoi je salue aussi ces pancartes qui parlent de l'armée du peuple...*

*... Est-ce que vous êtes d'accord que nous maintenions dans notre armée des militaires pourris ?*  
(Cris de « Non ! »)

*Alors, il faut les chasser. Nous les chasserons.*

*Cela va nous coûter la vie peut-être, mais nous sommes là pour prendre les risques. Nous sommes là pour oser et vous êtes là pour continuer la lutte coûte que coûte.*

Discours du 26 mars 1983 prononcé à Ouagadougou.

#### ▪ **La révolution dicte aux Forces armées nationales trois missions**

- 1) Être en mesure de combattre tout ennemi intérieur et extérieur, et participer à la formation militaire du reste du peuple. Ce qui suppose une capacité opérationnelle accrue faisant de chaque militaire un combattant compétent au lieu de l'ancienne armée qui n'était qu'une masse de salariés.*
- 2) Participer à la production nationale. En effet, le militaire nouveau doit vivre et souffrir au sein du peuple auquel il appartient. Finie l'armée budgétivore. Désormais, en dehors du maniement des armes, elle sera aux champs, elle élèvera des troupeaux de bœufs, de moutons et de la volaille. Elle construira des écoles et des dispensaires dont elle assurera le fonctionnement, entretiendra les routes et transportera par voie aérienne le courrier, les malades et les produits agricoles entre les régions.*
- 3) Former chaque militaire en militant révolutionnaire. Fini le temps où l'on prétendait à la réalité de la neutralité et de l'apolitisme de l'armée tout en faisant d'elle le rempart de la réaction et le garant des intérêts impérialistes !*

Extrait du discours d'orientation politique (DOP) prononcé le 2 octobre 1983 à la radio.

#### ▪ **L'armée ne doit pas être un poids pour le peuple**

*[...] L'armée est une nécessité, un outil, un instrument contre toute sorte d'ennemis, qui peuvent eux aussi employer ces méthodes-là. Il faut leur opposer des professionnels, qui sachent lutter, se battre. Mais, d'une part, l'armée ne doit pas être un poids pour le peuple, sur le plan du budget, du soutien, de l'entretien. D'autre part, l'armée ne doit pas être un moyen de troubler et d'inquiéter les masses. Au contraire on doit les rassurer.*

*En fait, l'armée, de part tous les avantages dont elle dispose, doit être à l'avant-garde du combat révolutionnaire. Si bien que, pour nous, l'armée voltaïque, aujourd'hui, est une armée qui est appelée à se transformer fondamentalement. Une armée qui doit quitter son cadre néocolonial, pour devenir véritablement révolutionnaire aux côtés des masses populaires. C'est-à-dire que maintenant, le militaire ne doit plus se considérer comme un mercenaire, comme un salarié chargé d'exécuter des besognes, basses besognes, étranger au sein du peuple, mais au contraire se sentir comme un élément du peuple, et à qui une mission particulière a été confiée. Cela inclut la défense du territoire, la défense des intérêts du peuple, sa protection et sa sécurité. C'est aussi la participation à la formation militaire du peuple et à la résolution des problèmes concrets de celui-ci, donc à la lutte pour le pouvoir économique. Nous verrons les militaires aux champs, gérer des fermes agricoles, s'occuper de l'élevage. Notre doctrine dit que la défense du peuple ne peut être confiée qu'au peuple. Celui-ci ne peut pas déléguer sa défense à quelqu'un d'autre, à un groupe, quelle que soit sa compétence technique. Le peuple se défend lui-même... Mais tout cela ne peut se faire que lorsqu'on a confiance au peuple, et surtout quand on a sa confiance.*

*[...] Combien peuvent oser encourager le peuple dans cette voie ? Ils ne sont pas nombreux. Ceux qui sont les ennemis du peuple préfèrent s'appuyer sur une armée, donc sur un groupe d'hommes de la société qui consolide leur régime, leur pouvoir. Ils refusent les armes au peuple et le tiennent en respect. Ce n'est pas notre cas. Nous n'avons pas peur de le former militairement. Parce qu'il a confiance en nous et que nous avons confiance en lui. Le peuple sait que nous combattons les mêmes ennemis que lui, que nous sommes avec lui, que nous sommes en lui.*

*[...] Nous sommes contre la formation élitiste du militaire qui a l'impression que son statut social le classe au-dessus du peuple. Nous sommes contre également les attitudes petites-bourgeoises de l'armée qui croit que le militaire doit être considéré, doit être mieux traité que les autres, et n'a pas les mêmes devoirs. Nous sommes contre cela.*

Propos recueillis par Saïd OULD-KHELIFA, l'hebdomadaire Révolution N°196 p.58 à 61 2 décembre 1983

# Révolution au Burkina Faso en 1983 : le premier discours de Thomas SANKARA

**Ceci est le premier discours du Conseil national de la Révolution du 4 août 1983 prononcé par le capitaine Thomas SANKARA.**



*Vive le Conseil national de la révolution !*

➤ *Peuple de Haute-Volta !*

*« Aujourd'hui encore, les soldats, sous-officiers et officiers de l'Armée nationale et des forces para-militaires se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'Etat pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté et à notre peuple sa dignité.*

*En effet, ces objectifs patriotiques et progressistes qui ont justifié l'avènement du Conseil du salut du peuple (CSP) le 7 novembre 1982, ont été trahis le 17 mai 1983, soit seulement six mois après, par des individus farouchement hostiles aux intérêts du peuple voltaïque et à ses aspirations à la démocratie et à la liberté.*

*Ces individus, vous les connaissez, car ils se sont frauduleusement introduits dans l'Histoire de notre peuple ; ils s'y sont tristement illustrés, d'abord par leur politique à double face, ensuite, par leur alliance ouverte avec toutes les forces conservatrices réactionnaires qui ne savent rien faire d'autre que de servir les intérêts des ennemis du peuple, les intérêts de la domination étrangère, et du néo-colonialisme.*

*Aujourd'hui, 4 août 1983, les soldats, sous-officiers et officiers de toutes les armes et de toutes les unités, dans un élan patriotique, ont décidé de balayer le régime impopulaire, le régime de soumission et d'aplatissement, mis en place depuis le 17 mai 1983 par le médecin commandant Jean-Baptiste OUEDRAOGO sous la houlette du colonel Gabriel SOME YORYAN et de ses hommes de main.*

*Aujourd'hui, 4 août 1983, des soldats, sous-officiers et officiers patriotes et progressistes ont ainsi lavé l'honneur de notre peuple et de son armée et leur ont rendu leur dignité, leur permettant de retrouver le respect et la considération que chacun, en Haute-Volta comme à l'étranger leur portait du 7 novembre 1982 au 17 mai 1983.*

*Pour réaliser ces objectifs d'honneur, de dignité, d'indépendance véritable et de progrès pour la Haute-Volta et pour son peuple, le mouvement actuel des Forces armées voltaïques tirant les leçons des amères expériences du CSP, a constitué ce jour, 4 août 1983, le Conseil national de la révolution (CNR) qui assume désormais le pouvoir d'État, en même temps qu'il mette fin au fantomatique régime du CSP du médecin commandant Jean-Baptiste OUEDRAOGO qui l'avait du reste arbitrairement dissous.*

➤ *Peuple de Haute-Volta !*

*Le Conseil national de la révolution appelle chaque Voltaïque, homme ou femme, jeune ou vieux à se mobiliser dans la vigilance pour lui apporter son soutien actif. Le Conseil national de la révolution invite le peuple voltaïque à constituer partout des Comités de défense de la révolution (CDR) pour participer à la grande lutte patriotique du CNR et pour empêcher les ennemis intérieurs et extérieurs de nuire à notre peuple. Il va sans dire que les partis politiques sont dissous.*

*Sur le plan international, le Conseil national de la révolution proclame son engagement à respecter les accords qui lient notre pays aux autres États. Il maintient également l'adhésion de notre pays aux organisations régionales, continentales et internationales.*

*Le Conseil national de la révolution n'est dirigé contre aucun pays, aucun État ou peuple. Il proclame sa solidarité avec tous les peuples, sa volonté de vivre en paix, et en bonne amitié avec tous les pays et notamment avec tous les pays voisins de la Haute-Volta.*

*La raison fondamentale et l'objectif du Conseil national de la révolution, c'est la défense des intérêts du peuple voltaïque, la réalisation de ses profondes aspirations à la liberté, à l'indépendance véritable et au progrès économique et social.*

➤ *Peuple de Haute-Volta !*

*Tous en avant avec le Conseil national de la révolution pour le grand combat patriotique, pour l'avenir radieux de notre pays.*

*La patrie ou la mort, nous vaincrons !*

*Vive le peuple voltaïque ! Vive le Conseil national de la révolution !*

Daouda ZONGO Journaliste Reporter d'Images 4 août 2020

## Octobre 1983 : Les Tribunaux populaires de la révolution



Les Tribunaux populaires de la révolution, en abrégé *TPR*, étaient un système de tribunaux, à travers lequel les ouvriers et les paysans du Burkina Faso pouvaient participer et surveiller les procès des criminels du nouveau



gouvernement marxiste-léniniste et panafricaniste de Thomas SANKARA et de son Conseil national pour la révolution. Parmi les accusés figuraient des *membres du gouvernement précédent*, des *fonctionnaires corrompus*, des « *ouvriers paresseux* » et des *contre-révolutionnaires supposés*.

Les tribunaux révolutionnaires populaires, ainsi que les comités de défense de la révolution (*CDR*), ont été abolis en 1987 après la mort de Thomas SANKARA, victime d'un coup d'État militaire dirigé par Blaise COMPAORE, son ancien ami et collègue. Le président Blaise COMPAORE a dirigé le Burkina Faso pendant 27 ans, jusqu'à son renversement lors du soulèvement burkinabé de 2014.

Le Conseil national de la révolution (*CNR*), par l'ordonnance 83 n°18/CNR/PRES du 13 octobre 1983, instituait les Tribunaux populaires de la révolution (*TPR*).

Avec les *TPR*, se posait la question des droits de l'homme. « *Quel sera le choix opéré par les TPR voltaïques concernant cet aspect ?* »

Le discours du président SANKARA au lancement des *TPR*. En effet, disait-il, « *nous avons fait le choix entre deux formes de droits ; d'un côté le droit révolutionnaire du peuple, de l'autre l'ancien droit réactionnaire de la minorité bourgeoise. La Justice que vous êtes appelés à rendre s'inspire des principes démocratiques de notre révolution, une démocratie où le peuple se dresse contre les exploités et les oppresseurs. Tel est le fondement de l'activité des TPR.* »

Les *TPR* étaient l'expression de la participation des masses populaires à la gestion de l'Etat, quoique des insuffisances aient été constatées du point de vue de la justice des sociétés libérales occidentales.

« En tout état de cause, cette juridiction, tant exceptionnelle, a produit un déclic hautement symbolique de la gouvernance et de l'histoire du Burkina Faso ».

### **Des acquis hautement symboliques dont les objectifs étaient l'intérêt général**

« *Lorsqu'on regarde les TPR sous l'angle réactionnaire d'aujourd'hui, on peut utiliser le terme défaillance* », selon le colonel à la retraite Pierre OUEDRAOGO, président du Comité international mémorial Thomas-Sankara. Mais, poursuit-il, « *lorsqu'on regarde cela sous l'angle politique révolutionnaire, il n'y a pas eu de défaillance* ». Pour lui, l'objectif principal, c'était l'éducation du peuple, la création d'une nouvelle culture de comportement vis-à-vis des biens publics, d'une nouvelle culture de respect du peuple et vus sous cet angle, les *TPR* ont fait œuvre utile. « *La révolution était déjà en marche*, dit-il, *et il fallait que le peuple ait confiance en son Etat, ait confiance en sa justice, pour pouvoir s'engager* ».

### **L'objet de critique du CNR a été les TPR**

Pour Rasmané OUEDRAOGO, la présence des *CDR*, comme représentant le peuple, gênait beaucoup les professionnels de la justice, qui n'ont pas manqué de les combattre. « *Dans tout ce qui a été fait sous la révolution, c'est la présence des CDR qui a été mise en exergue pour critiquer la révolution, la haïr et mener toutes les actions de contre-révolution. Le côté positif de cette révolution a été occulté* », s'indigne-t-il.

Pour le colonel **Pierre OUEDRAOGO**, les TPR ont permis à des gens de réaliser beaucoup de choses pour leurs villages avec l'accompagnement de l'Etat. *« C'est parce qu'il y avait cette confiance et la confiance ne peut venir que si les citoyens sont convaincus que la gouvernance économique est saine et qu'on n'est pas en train de s'enrichir sur leur dos »*, renchérit-il. Pour lui, pour qu'un peuple s'engage à suivre son gouvernement, il faut une confiance absolue et un sentiment d'implication et de mise en avant de ses intérêts. Et c'est l'élément positif qu'il veut reconnaître aux TPR. *« S'il y a eu des éléments en dehors, ce n'est pas important parce que si quelqu'un faisait une déviation il était conduit au TPR et cela a créé une référence, un guide qui a permis de transformer cette société et de faire de l'intégrité une valeur fondamentale du Burkina Faso »*, conclut-il.

**Etienne LANKOANDE** Radars Burkina 9 septembre 2022

### **Voici un extrait de son discours :**

**-Les Tribunaux populaires de la révolution- 3 janvier 1984**

*[...] Cela fait exactement 17 ans, jour pour jour que le peuple voltaïque dans un élan révolutionnaire est sorti dans les rues pour crier à la face de ceux qui l'ont toujours bâillonné, exploité et opprimé des mots d'ordre tels que : « À bas les détournés des deniers publics ! », « À bas les affameurs du peuple ! ». Dix-sept ans aujourd'hui, que le peuple voltaïque est sorti dans les rues pour réclamer : « Du pain, de l'eau et de la démocratie ».*

*Le 3 janvier 1966, le peuple voltaïque dans un sursaut collectif a mis au banc des accusés, la bourgeoisie réactionnaire et corrompue de notre pays, qui, après s'être servie de lui comme d'un tremplin pour accéder au pouvoir, lui avait tourné le dos, dans une course effrénée à l'accumulation de richesses malacquises.*

*[...] Camarades membres des Tribunaux populaires de la révolution, en choisissant la date du 3 janvier 1984 pour l'ouverture solennelle de vos assises, vous ne faites donc que renouer avec un passé récent qui a constitué un moment décisif dans la prise de conscience de notre peuple contre la domination et l'exploitation des couches et classes sociales, réactionnaires, véritables appuis locaux de l'impérialisme.*

*[...] La création des Tribunaux populaires révolutionnaires se justifie par le fait, qu'en lieu et place des tribunaux traditionnels, le peuple voltaïque entend désormais matérialiser dans tous les domaines, dans tous les secteurs de la société, le principe de la participation effective des classes laborieuses et exploitées à l'administration et à la gestion des affaires de l'Etat.*

*[...] En l'absence de textes codifiés, il leur suffit de s'appuyer sur le droit révolutionnaire, en rejetant les lois de la société néo-coloniale.*

*[...] Fort de cette légitimité révolutionnaire, le Conseil national de la révolution (CNR) vous invite, camarades juges des TPR, à faire preuve de sang-froid et de conscience révolutionnaire, sans excès mais avec fermeté, sans passion mais avec lucidité, avec discernement, mais sans complaisance, pour que les acquis de notre révolution soient sauvegardés.*

*[...] En instituant les TPR, le CNR, le gouvernement révolutionnaire et le peuple militant de la Révolution démocratique et populaire, savent que jusque dans leurs propres rangs, s'il se trouvait des éléments dégénérés, la justice populaire devra sévir dans toute sa rigueur. En même temps, chaque militant sait que son action politique, sa conduite de tous les jours et sa pratique sociale seront d'une transparence qui lui imposeront de n'accepter de faire la nuit ou dans l'ombre que ce qu'il pourra étaler le jour, la conscience tranquille. En vérité, il n'existe point d'autre vertu que celle qu'imposent et contrôlent réellement la société et le peuple.*

*[...] Camarades ! les TPR sonnent le glas pour le vieux droit romain : C'est le chant du cygne pour le droit social étranger, napoléonien, qui a produit chez nous tant et tant de déclassés et qui avait consacré les privilèges illégitimes et iniques d'une classe minoritaire. Puissent les toutes prochaines assises de Ouagadougou tracer la voie lumineuse au bout de laquelle, dans le firmament de la révolution universelle, brillera le grand soleil de la justice qui dardera de ses puissants rayons les cœurs de tous ceux qui espèrent mais n'osent pas, de tous ceux qui osent mais ne comprennent pas, et de tous ceux qui comprennent mais n'osent pas.*

*La patrie ou la mort, nous vaincrons !*



## ❖ BURKINA FASO : Chronologie et histoire des principaux faits historiques

11 Juin 1984, Burkina Faso : Exécution des auteurs d'une tentative de complot

**Complot déjoué en 1984, sept conspirateurs exécutés après le verdict**

La Cour martiale révolutionnaire de Ouagadougou a statué, *lundi 11 juin 1984*, sur le sort des personnes impliquées dans ce que les autorités voltaïques présentent comme le putsch manqué du 28 mai « Sept conjurés » ont été immédiatement fusillés après le verdict. Il s'agit du colonel Didier TIENDREBEOGO, des lieutenants Moumouni OUEDRAOGO (ancien aide de camp du général LAMIZANA, chef de l'État de 1966 à 1978) et Maurice OUEDRAOGO ; de M. Adama OUEDRAOGO, homme d'affaires de Ouagadougou ; du major de la gendarmerie Barnabé KABORE ; du sergent Moussa KABORE, et de M. Issa Anatole TIENDREBEOGO, pilote.



Le peuple s'est exprimé. Les prisonniers du peuple sont exécutés. Ainsi va la Révolution démocratique et populaire. Un exemple de l'exercice du pouvoir selon le principe du centralisme démocratique vient d'être illustré par le châtiment des assassins du peuple qui, selon leur plan, devaient non seulement liquider les patriotes des instances dirigeantes dont une liste noire était établie, mais encore le carnage, notamment sur la capitale et les points stratégiques (garnisons) du pays. La révolution voltaïque pour la première fois, depuis le 4 août 1983, a montré qu'elle n'était pas un agneau

à la merci du gros méchant loup.

Ces verdicts sont intervenus vingt-quatre heures après la destruction, au cours d'un incendie criminel, des locaux abritant l'imprimerie du quotidien indépendant l'Observateur, que dirige M. Edouard OUEDRAOGO. Accusés par les dirigeants voltaïques d'être le refuge des " nostalgiques réactionnaires " des anciens " régimes bourgeois ", l'Observateur et ses journalistes ont été plusieurs fois inquiétés dans le passé. Depuis le 4 avril dernier, un nouveau quotidien, progouvernemental, *Sidwaya*, a vu le jour.

Si les exécutions ne se sont pas passées sur une place publique comme le préconisaient les CDR, c'est tout simplement pour éviter au peuple, peu habitué à assister à des peines capitales, tout traumatisme éventuel. Peu importe que ça se soit passé ailleurs qu'à la Place de la révolution.

L'essentiel était l'exécution de la sentence conformément à la volonté populaire.

Les comploteurs et leurs complices ont été répartis en trois catégories :

-Le noyau constitué des 7 suppliciés à la culpabilité irréfutable.

-La deuxième catégorie est composée des moins actifs, hommes de main et autres sous-officiers utilisés après avoir répondu positivement à l'offre de recrutement. Ceux-ci écoperont des peines de prison qui vont des travaux forcés à la perpétuité à 15 ans d'emprisonnement.

-Enfin, les éléments relaxés, les ministrables, bénéficient du doute, puisqu'il n'a pas été établi qu'ils avaient été contactés, ni qu'ils auraient accepté de faire partie du cabinet issu du putsch. Lors de ses entretiens avec l'un ou l'autre, **Didier TIENDREBEOGO** se contentait de tester leur position éventuelle.

Le verdict de la Cour martiale d'Ouagadougou, par sa sévérité, marque un tournant dans l'évolution du régime du chef de l'État voltaïque, le capitaine **Thomas SANKARA**. Jusque-là, les anciens dirigeants étaient seulement poursuivis pour " détournement de fonds publics " et corruption, et condamnés à de lourdes amendes et à des peines de prison relativement faibles. En outre, pour la première fois dans l'histoire de la Haute-Volta, des peines capitales ont été prononcées par un tribunal et exécutées.

Ce verdict, qui, selon la télévision voltaïque, " devrait faire réfléchir plus d'un prétentieux ", illustre l'âpreté des luttes politiques qui se sont engagées dans le pays depuis plusieurs mois et l'existence d'une opposition qui, bien que minoritaire, ne se satisfait pas du processus " révolutionnaire et populaire " engagé depuis le coup d'État du **4 août 1983**.

Une publication du Journal *Sidwaya* du 13 juin 1984

Laurent ZECCHINI *Le Monde* 14 juin 1984

### **Comment Thomas SANKARA assume cette décision de justice et l'exécution, ses explications aux journalistes**

Apprenant la nouvelle, il va se confier chez son père. Il tient à lui dire que ce n'est pas lui qui a ordonné l'exécution. Il ne veut pas que son père ait des ennuis avec les parents des personnes fusillées, si un jour il n'est plus président. Son père lui répond qu'il est président et qu'il doit assumer cette décision\*. Il tente de le rassurer : si les parents viennent il leur demandera pardon.

D'autres amis affirment l'avoir vu ce jour-là au bord des larmes, très marqué par cette épisode. Mais SANKARA assume la décision. Il s'en explique ainsi à des journalistes :

*« Nous étions dans une situation très particulière qui ne m'a pas permis de répondre favorablement à la demande de recours en grâce des condamnés. La justice a dû suivre son cours \*\* ».*

Un autre complot est découvert plus tard mettant en cause d'autres militaires officiers, **Georges MOUSSA BONI** et le lieutenant **Georges Bourou KY**. Cette fois un tribunal militaire est convoqué dirigé par **Abdoul Salam KABORE\*\*\*** (Pharmacien, ancien dignitaire du CNR). En l'absence de preuve, il décide de ne prononcer aucune condamnation. Les membres du tribunal viennent rendre compte au CNR. **Thomas SANKARA** semble avoir d'autres informations et souhaite que des condamnations soient prononcées. Mais il se trouve aussi que le lieutenant **KY** avait participé à son arrestation le **17 mai 1983**. **Abdoul Salam KABORE** défend la décision initiale prise avec ses camarades. Certains s'en inquiètent et tentent de le dissuader de s'opposer ainsi au président, mais **SANKARA** finit par accepter la décision du Tribunal.



NOTA BENE : \* Témoignage de Jonas HIEN, publié dans *Le pays* N°3698 du 01:09:2006, voir à l'adresse : <http://www.lepays.bf/quotidien/lumieres2.php?codeart=9455&cnumj=3698N>

\*\* *Oser inventer l'avenir*, op. cit. p :153, extrait de l'interview de SANKARA par Jean Philippe RAPP

\*\*\* **Abdoul Salam KABORE : Premier pharmacien militaire du Burkina**. Avant la Révolution, le Docteur KABORE (premier pharmacien militaire) a été, pendant 4 ans, pharmacien-chef des Forces armées voltaïques qui a été son premier poste à son retour de l'Ecole de santé navale de Bordeaux. L'entretien, a eu lieu au lendemain du décès, le 4 août 2006, du vieux Joseph Sambo SANKARA, père de feu Thomas SANKARA. Abdoul Salam KABORE avait-il des liens particuliers avec le vieux Sambo ? Oui, répond-il en indiquant qu'il faisait partie du cercle restreint des enfants du vieux qui était ami à son père, administrateur civil décédé en cette année 2006, et a servi comme ce dernier à Yako dans les années 1950.

#### **Qui est SANKARA pour vous ?**

*« Le président SANKARA est un homme comme un autre. Mais un homme qui a un esprit vif et qui a une haute idée du Burkinabè. Nous, nous pensions avec le Président Thomas SANKARA que le Burkinabè, on devrait le façonner de telle sorte qu'il ne soit plus comme avant. Mais un Burkinabè qui aime son pays, qui travaille, qui a des initiatives, etc. le Président SANKARA était amoureux du peuple burkinabè. Je vais vous raconter une anecdote. Lorsqu'on sortait et qu'on trouvait quelque chose de bien à la descente d'avion ou bien quelque part, il disait, « ça serait bien pour notre peuple ». Tout ce qui était bien était bon pour notre peuple. Donc c'est quelqu'un qui aimait vraiment sa patrie. Il donnait sa force, son intelligence et toute son énergie pour qu'effectivement, le Burkinabè soit un autre homme qui n'attend plus mais va chercher ».*

Extrait de : *Biographie de Thomas SANKARA La patrie ou la mort* p.204-205 **Bruno JAFFRE** L'Harmattan 2007

Le 4 août 1984, Thomas SANKARA rebaptisait la Haute-Volta en Burkina Faso

Il y a 37 ans, Thomas SANKARA renommait l'ancienne Haute-Volta en Burkina-Faso, "le Pays des hommes intègres". Un changement de nom officiel et très symbolique, destiné à rompre avec le passé colonial et à concrétiser les objectifs de la révolution sankariste.

Conférence de presse de Thomas Sankara, ex-président du Burkina Faso, le 7 février 1986 à Paris. *Pascal GEORGE/AFP*



Le drapeau de la Haute-Volta



Le drapeau de l'ancienne Haute-Volta, composé de trois bandes noire, blanche et rouge, est aussi remplacé. Le nouvel étendard national est désormais composé de deux bandes horizontales rouge et verte,



frappées d'une étoile jaune à cinq branches. Le tout

représentant respectivement les idéaux de révolution, de travail de la terre, et d'espérance.



Autre transformation : l'hymne national. La chanson *Volta* laisse la place au *Ditanie*, ou « chant de la victoire ». La devise nationale est elle aussi modifiée, passant de « Unité-travail-justice » à « La patrie ou la mort, nous vaincrons ».

Le drapeau du Burkina-Faso



## SANKARA à la guitare

Ce changement de nom de l'ancienne colonie française est célébré deux jours plus tard, le 4 août, jour du premier anniversaire de la révolution de Thomas SANKARA. Ce jour-là, le Conseil national révolutionnaire (CNR) organise des festivités dans tout le pays en l'honneur du nouveau Bourkina Fâso. Outre les cérémonies officielles, des matchs de football et de boxe, ainsi qu'une course cycliste, sont organisés.



À Ouagadougou, les festivités sont menées par le capitaine SANKARA en personne. Le jeune leader de 36 ans, qui a pris le pouvoir avec un groupe d'officiers un an plus tôt, jubile. Au petit matin du 4 août, après une nuit de fête avec une vingtaine de proches dans son quartier général, il attrape une guitare dont il commence à gratter les cordes. Un de ses ministres et un sergent-chef lui emboîtent le pas. Le petit groupe tire l'assemblée de sa somnolence.

« Il fallait prendre des initiatives audacieuses et radicales »

Parmi les convives, un invité de marque : le président ghanéen John Jerry RAWLINGS, dont les grandes lunettes sombres ne masquent pas l'étonnement face aux talents cachés de son hôte. Comme l'écrit Mohamed SELHAMI, alors envoyé spécial de Jeune Afrique, « la révolution n'est pas seulement cette chose qui immobilise l'esprit, elle sait aussi l'égayer, surtout lorsque Thomas SANKARA s'en occupe ».



J. RAWLINGS et T. SANKARA



## « Effacer les traces du colonialisme »



Muni de son inséparable revolver incrusté d'argent et d'ivoire, le capitaine anti-impérialiste expliquera à notre ancien collaborateur avoir changé le nom de son pays « *pour mieux appliquer notre conception révolutionnaire* ». Selon lui, « *il fallait prendre des initiatives audacieuses et radicales, entre autres effacer les traces du colonialisme. À commencer par l'appellation donnée par celui-ci à notre pays. Le nom Haute-Volta ne répondait ni à des critères géographiques ni à des critères sociologiques ou culturels* ».

Trente ans plus tard, le Burkina Faso reste connu dans le monde entier comme le « **Pays des hommes intègres** ». Le capitaine Thomas SANKARA, assassiné le **15 octobre 1987** dans des circonstances troubles, est lui devenu une légende, adulé bien au-delà des frontières de l'ancien berceau de la révolution sankariste.

Benjamin ROGER *Jeune Afrique* 4 août 2021

**4 octobre 1984, Thomas SANKARA, à l'ONU : porte-parole des nations opprimées. Le discours de Harlem : Pour la liberté et l'égalité, au nom de tous les « laissés-pour-compte »**

Thomas SANKARA à Harlem 4 octobre 1984



Ce 4 octobre 1984, il a tenu, selon son habitude, à visiter le quartier difficile d'*Harlem* (et d'y faire un discours) avant d'arriver au siège new-yorkais de l'*ONU* pour cette 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'organisation. La voix de Thomas SANKARA s'élève alors, forte et fière, réassurant le droit des peuples de manger à leur faim, de boire à leur soif, de s'éduquer. Toujours aussi radicalement insoumis à tous les

paternalismes, auxquels sa soumission servile lui aurait sûrement permis de conserver le pouvoir dans cette période post-coloniale, le capitaine réaffirme, avec beaucoup de véhémence, sa volonté de lutter contre toutes les oppressions, y compris, contre celle des Américains sur les Indiens, alors même qu'il se trouve à New York.

**Voici un extrait de son discours :**

**-La liberté se conquiert-**

*« Permettez, vous qui m'écoutez, que je le dise : je ne parle pas seulement au nom de mon Burkina Faso tant aimé mais également au nom de tous ceux qui ont mal quelque part.*

▪ *Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire, ou qu'ils sont de cultures différentes et qui bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal.*

▪ *Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves, afin qu'ils n'aspirent à aucun droit et que leur culture ne puisse s'enrichir en convolant en noces heureuses au contact d'autres cultures, y compris celle de l'envahisseur.*

▪ *Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et conjoncturellement désaxé, réduits à ne percevoir de la vie que le reflet de celle des plus nantis.*

▪ *Je parle au nom des femmes du monde entier, qui souffrent d'un système d'exploitation imposé par les mâles. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir toutes suggestions du monde entier, nous permettant de parvenir à l'épanouissement total de la femme burkinabè. En retour, nous donnons en partage, à tous les pays, l'expérience positive que nous entreprenons avec des femmes désormais présentes à tous les échelons de l'appareil d'État et de la vie sociale au Burkina Faso. Des femmes qui luttent et proclament avec nous, que l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère et nous en appelons à toutes nos sœurs de toutes les races pour qu'elles montent à l'assaut pour la conquête de leurs droits.*



▪ *Je parle au nom des mères de nos pays démunis qui voient mourir leurs enfants de paludisme ou de diarrhée, ignorant qu'il existe, pour les sauver, des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas, préférant investir dans les laboratoires de cosmétiques et dans la chirurgie esthétique pour les caprices de quelques femmes ou d'hommes dont la coquetterie est menacée par les excès de calories de leurs repas trop riches et d'une régularité à vous donner, non, plutôt à nous donner, à nous autres du Sahel, le vertige. Ces moyens simples recommandés par l'OMS et l'Unicef, nous avons décidé de les adopter et de les populariser.*

▪ *Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre qui a faim et louche furtivement vers l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. La boutique protégée par une épaisse vitre. La vitre défendue par une grille infranchissable. Et la grille gardée par un policier casqué, ganté et armé de matraque. Ce policier placé là par le père d'un autre enfant qui viendra se servir ou plutôt se faire servir parce que présentant toutes les garanties de représentativité et de normes capitalistiques du système.*

• *Je parle au nom des artistes – poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, acteurs, hommes de bien qui voient leur art se prostituer pour l'alchimie des prestidigitations du show-business.*

▪ *Je crie au nom des journalistes qui sont réduits soit au silence, soit au mensonge, pour ne pas subir les dures lois du chômage.*

▪ *Je proteste au nom des sportifs du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes politiques ou les négociants de l'esclavage moderne.*

*Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité, mais aussi et surtout des espérances de nos luttes.*

▪ *C'est pourquoi je vibre naturellement au nom des malades qui scrutent avec anxiété les horizons d'une science accaparée par les marchands de canons. Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature et à ces trente millions d'hommes qui vont mourir comme chaque année, abattus par la redoutable arme de la faim...*

▪ *Je m'élève ici au nom de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils pourront faire entendre leur voix et la faire prendre en considération, réellement. Sur cette tribune beaucoup m'ont précédé, d'autres viendront après moi. Mais seuls quelques-uns feront la décision. Pourtant nous sommes officiellement présentés comme égaux. Eh bien, je me fais le porte-voix de tous ceux qui cherchent vainement dans quel forum de ce monde ils peuvent se faire entendre. Oui, je veux donc parler au nom de tous les "laissés-pour-compte" parce que "je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger."\*\*\*»*

Ludvine BENARD <https://www.comptoir.org> le 5 octobre 2014

Thomas SANKARA à l'ONU 4 octobre 1984



*« Notre révolution au Burkina Faso est ouverte aux malheurs de tous les peuples. Elle s'inspire aussi de toutes les expériences des hommes depuis le premier souffle de l'humanité. Nous voulons être les héritiers de toutes les révolutions du monde, de toutes les luttes de libération des peuples du tiers-monde. Nous sommes à l'écoute des grands bouleversements qui ont transformé le monde. Nous tirons des leçons de la révolution américaine, les leçons de sa victoire contre la domination coloniale et les conséquences de cette victoire. Nous faisons nôtre l'affirmation de la*

*doctrine de non-ingérence des Européens dans les affaires américaines et des Américains dans les affaires européennes. Ce que MONROE clamait en 1823, "l'Amérique aux Américains", nous le reprenons en disant "l'Afrique aux Africains", "le Burkina aux Burkinabés". La Révolution française de 1789, bouleversant les fondements de l'absolutisme, nous a enseignés les droits de l'Homme alliés aux droits des peuples à la liberté. La grande révolution d'Octobre 1917 a transformé le monde, permis la victoire du prolétariat, ébranlé les assises du capitalisme et rendu possible les rêves de justice de la Commune française. »*

Thomas SANKARA Discours à l'ONU, le 4 octobre 1984

## 1984 : Hymne national du Burkina Faso : **LE DITANYÉ**

L'Hymne National du Burkina Faso - joué par des élèves de l'Ecole de Musique A.M.E.M. à Ouagadougou



**DITANYÉ** (*Hymne de la victoire*, aussi appelé *Une seule nuit*) est l'hymne national du Burkina Faso. Composé de quatre strophes, il a été écrit par Thomas SANKARA et



composé par Patrick Gomdaogo ILBOUDO\*, pendant la présidence de Thomas SANKARA, et adopté en 1984. Il remplace l'Hymne voltaïque, qui avait été adopté lors de l'indépendance de la République de Haute-Volta, lorsque celle-ci prend le nom de Burkina Faso.

Patrick G. ILBOUDO 1951-1994

**NOTA BENE** : \*Patrick Gomdaogo ILBOUDO (18 février 1951-28 février 1994). En 1983, il soutient sa thèse de doctorat du 3<sup>e</sup> cycle en sciences de l'information et de la communication A l'université Panthéon d' Assas. De 1983 à 1985, il a la responsabilité d'assistant à l'Institut africain d'études cinématographique (INAFEC) de l'université de Ouagadougou. En 1983, il crée le premier mouvement associatif à caractère humanitaire international au Burkina Faso. Il crée aussi le mouvement voltaïque contre le racisme et pour l'amitié entre peuples devenu (MOVVRAP)



Père de l'Hymne national

**I.** Contre la fêrùle humiliante il y a déjà mille ans

La rapacité venue de loin les asservir il y a cent ans

Contre la cynique malice métamorphosée

En néocolonialisme et ses petits servants locaux

Beaucoup flanchèrent et certains résistèrent

Mais les échecs, les succès, la sueur, le sang

Ont fortifié notre peuple courageux

Et fertilisé sa lutte héroïque.

### REFRAIN

Et une seule nuit a rassemblé en elle l'histoire de tout un peuple

Et une seule nuit a déclenché sa marche triomphale

Vers l'horizon du bonheur une seule nuit a réconcilié

Notre peuple, avec tous les peuples du monde

A la conquête de la liberté et du progrès.

La Patrie ou la mort nous vaincrons.

**II.** Nourris à la source vive de la révolution,

Les engagés volontaires de la liberté et de la paix

Dans l'énergie nocturne et salutaire du 4 août

N'avaient pas que les armes à la main mais aussi et surtout

La flamme au cœur pour légitimement libérer

Le Faso à jamais des fers de tous ceux qui,

Cà et là en polluaient l'âme sucrée

De l'indépendance de la souveraineté

**III.** Et séant désormais en sa dignité recouvrée

L'amour et l'honneur en partage avec l'humanité

Le peuple de Burkina chante un hymne à la victoire

A la gloire du travail libérateur, émancipateur

A bas l'exploitation de l'homme par l'homme,

Hé ! en avant pour le bonheur de tout homme

Par tous les hommes aujourd'hui et demain

Par tous les hommes ici et pour toujours.

**IV.** Révolution populaire nôtre, sève nourricière

Maternité immortelle de progrès à visage d'homme

Foyer éternel de démocratie consensuelle

Où enfin l'identité nationale a droit de cité

Où pour toujours l'injustice perd ses quartiers

Et où des mains des bâtisseurs d'un monde radieux

Mûrissent partout les moissons des vœux patriotiques

Brillent les soleils infinis de joie



## Thomas SANKARA : la levée des couleurs et le salut au drapeau



**Le Président du Faso avait institué une cérémonie de levée des couleurs tous les premiers lundis de chaque mois. Le mât était planté à l'aile Est de la cour de la présidence, à l'heure indiquée, c'est-à-dire à 7 h du matin, début de l'ouverture des bureaux tous les cadres étaient là. Pendant**



**que l'hymne national était entonné par tous, un responsable du Comité de la Défense de la Révolution de la Présidence, ou un soldat, se chargeait de « monter » le drapeau\*.**

La cérémonie ne durait pas cinq minutes, mais le devoir révolutionnaire recommandait à tous d'être là, ce que nous faisons de bonne grâce. Il n'en était pas de même quand il s'agissait d'y mettre la manière ! un matin que nous étions rassemblés pour cette cérémonie devenue presque banale, la voix remplie de colère du Président tomba sur nous : « *C'est mou!* » Il était au balcon de l'étage de son bureau surplombant l'espace que nous occupions. Personne n'avait su qu'il était déjà à son bureau à une heure si matinale. Il avait eu le temps d'observer attentivement la scène de la montée des couleurs. Il laissa éclater ouvertement sa colère : « *C'est mou! celui qui ne veut pas prendre part à la montée des couleurs, qu'il ne vienne pas! Cela vaudrait mieux! Comment peut-on monter les couleurs, la tête baissée comme si vous observiez vos souliers! Le regard doit suivre l'ascension du drapeau jusqu'au sommet du mât! Et l'hymne doit être entonné d'un ton ardent et non murmuré comme vous le faites!* ». Puis il quitta son observatoire. Nous étions abasourdis ! Tout de même, nous ne sommes pas des soldats pour qu'à chaque levée des couleurs, nos yeux brillent d'une allure guerrière et nos voix clament la fierté nationale de si bon matin ! Le Président, militariste jusqu'au bout des ongles, oublie que parmi ses conseillers, ils sont nombreux, ceux qui en étaient déjà à leur troisième hymne national ! Et le « *Ditanyé* » (notre hymne national) ... Le Président oublie, ou ne sait pas que certains de ses conseillers ont d'abord déjà marché au pas cadencé lors des fêtes du **14 juillet** (la fête nationale française), en entonnant la « *Marseillaise* » sans trop comprendre le sens. Et quand le « *bleu, blanc, rouge* » claquait au vent, c'était cela les « *trois couleurs de France, celle qui font rêver les cœurs de gloire et d'espérance* ». C'est ce que nous avons appris tout enfant. **Drapeau : Haute Volta**

Et le **cinq août 1960**, L'Indépendance fut proclamée, les couleurs de France furent remplacées par le noir, le blanc, le rouge : trois autres couleurs, comme si tout drapeau devait en compter trois. L'hymne s'appelait « *Fièrè Volta* » aux accents mélodieux de cantique. Aujourd'hui, le drapeau à deux couleurs : le rouge et le vert avec une étoile jaune à cinq branches en son milieu. Son hymne aux paroles conquérantes de liberté semble laisser percevoir les pas des redoutables commandos déferlant sur la capitale « *en cette nuit triomphale* » du **4 août 1983**. Comment retrouver ses marques à travers tant de changements ? Si un test de connaissances sur l'hymne national était organisé, il est probable que les trois quarts des cadres de l'administration publique obtiendraient des notes au-dessous de la moyenne. L'hymne doit s'apprendre à l'école ; il doit être un patrimoine culturel durable ; il doit survivre à tous les aléas, ainsi que le drapeau qu'il sous-tend. Faute de cela, il devient banal en attendant qu'il soit remplacé par un autre.



### **NOTA BENE : \* Le drapeau du Burkina Faso : La signification de ces différentes couleurs**

*Le rouge* symbolise le sang versé hier, aujourd'hui et demain par les martyrs de la Révolution pour en assurer la victoire. Par extension, il représente tous les sacrifices du peuple burkinabè.

*Le vert* symbolise la diversité de richesses agricoles de notre peuple. Il renvoie à la capacité du peuple burkinabè de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, à l'abondance agricole et à se libérer ainsi de l'assistanat, de la dépendance des autres.

*L'étoile jaune*, sous la Révolution, symbolisait le guide idéologique de la Révolution démocratique et populaire dans sa marche radieuse. Élargie à l'actualité, l'étoile jaune symbolise la vision et la perfection qui doivent guider le peuple dans la conquête de l'avenir.

Le drapeau du Burkina Faso est encore appelé *Couleurs nationales burkinabè* ou *emblème* et constitue l'un des quatre symboles de la nation. Les autres étant les armoiries, l'hymne national et la devise (article 34 de la Constitution révisée par la loi 072-2015/CNT du 05 novembre 2015 et promulguée par le décret n°2015-1396/PRES-TRANS du 26 novembre 2015)

Extrait de : ***Le Président Thomas SANKARA, Chef de la Révolution Burkinabé 1983-1987 Portrait***  
**Alfred Yambangba SAWADOGO** p.101-102 Paris L'Harmattan



## Décembre 1974 et décembre 1985 : la "guerre des pauvres" et la "guerre de Noël" entre le Mali et le Burkina Faso

Moussa TRAORE et Thomas SANKARA



Le 25 décembre 1985, l'armée malienne lançait une offensive en territoire burkinabè. Officiellement déclenchée en raison d'un litige frontalier dans la *bande d'Agacher*, cette seconde « guerre des pauvres »

La bande d'Agacher



constitue surtout l'apogée de plusieurs mois de tensions entre le Mali de Moussa TRAORE et le Burkina Faso de Thomas SANKARA.

### La bande d'Agacher, une zone frontalière litigieuse

C'est une fine langue de terre d'une trentaine de kilomètres de long, à cheval entre le Mali et le Burkina Faso. Depuis leurs indépendances, au début des années 1960, les deux pays se disputent cette zone désertique riche en minerais, baptisée *bande d'Agacher*. En décembre 1974, les militaires maliens et burkinabè s'opposent brièvement pour son contrôle lors d'une première « guerre des pauvres ». Les combats ne durent que deux jours et feront quelques morts, avant qu'une médiation des pays voisins mette fin au conflit entre les belligérants.

À la fin de l'année 1985, les tensions refont surface dans la bande d'Agacher. En cause : des incursions ponctuelles de policiers et militaires maliens de l'autre côté de la frontière, mais surtout une opération de recensement menée par des fonctionnaires burkinabè dans des villages revendiqués par les deux États. Bien réelle, la crispation autour de ce litige frontalier fournit aussi un prétexte pour en découdre à Moussa TRAORE et à Thomas SANKARA, deux dirigeants qui entretiennent des relations exécrables depuis plusieurs semaines.

### La « guerre des pauvres » entre le Mali de Moussa TRAORE et le Burkina Faso de Thomas SANKARA

Ce conflit entre ces deux pays sahéliens a rapidement été qualifié de « guerre des pauvres » par la presse internationale. Au pouvoir depuis 1968, le président malien Moussa TRAORE voit d'un mauvais œil l'arrivée aux affaires du capitaine Thomas SANKARA à Ouagadougou, le 4 août 1983. Comme son voisin ivoirien Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, il se méfie d'une éventuelle « contagion » révolutionnaire au-delà des frontières burkinabè. La suspicion du président malien n'est pas infondée.

En septembre 1985, lors d'un discours à Ouagadougou, SANKARA appelle pour la première fois à la révolution chez un voisin. « *Les autres peuples qui sont à nos frontières ont eux aussi besoin de révolution [...] Je veux parler du Mali. [...] La révolution du peuple burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin. Parce qu'elle seule lui permettra de lutter contre la faim, la soif, l'ignorance ; et de lutter surtout contre les forces de domination néocoloniales et impérialistes* ».

« 'Thom Sank' » est aussi convaincu que Moussa TRAORE accueille et aide ses opposants à Bamako. Il les soupçonne de fomenter un complot pour le faire chuter, avec la bénédiction des dirigeants ivoiriens et togolais – eux aussi préoccupés par l'influence des théories *sankaristes* dans leur pays. Selon notre ancien collaborateur Sennen ANDRIAMIRADO, auteur du livre *Sankara le rebelle* (Jeune Afrique Livres), l'entourage du président du Conseil national révolutionnaire (CNR) est alors persuadé que ses ennemis ont mis sur pied un plan pour prendre le pouvoir par la force :

« ... profiter d'une nouvelle guerre entre le Burkina et le Mali, occuper la ville burkinabè de Bobo-Dioulasso et, de là, lancer une contre-révolution. »

À la fin du mois d'octobre 1985, SANKARA lance un avertissement à son homologue malien, par l'intermédiaire du président algérien Chadli BENDJEDID\*.

Pas de réponse de TRAORE, qui ne reçoit pas non plus les émissaires envoyés par Ouagadougou.



Il ne suffit plus que d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres, laquelle intervient quelques semaines plus tard avec la répétition d'incidents frontaliers dans la *bande d'Agacher*.

## La « guerre de Noël » : Cinq jours de combats meurtriers

L'entrée de la ville de Ouahigouya



Une vue aérienne de la ville de Djibo



Le 25 décembre 1985, aux premières lueurs du jour, environ 150 chars maliens franchissent la frontière et attaquent plusieurs localités. Dans le ciel, des Mig 21 bombardent les deux principales villes du nord du Burkina, *Djibo* et *Ouahigouya*. L'armée malienne, dont la puissance de feu est supérieure, s'enfonce en territoire burkinabè. Son objectif est de prendre en tenailles la seconde ville du pays, *Bobo-Dioulasso*. En face, ses adversaires peinent à contenir son offensive. Ils sont débordés sur le front nord mais tiennent le front ouest.

Commandées par le capitaine **Blaise COMPAORE**, les forces burkinabè se sont éparpillées et ont adopté la technique de la guérilla, comme le décrit **ANDRIAMIRADO**. « *Elles se sont déployées en plusieurs petits groupes qui pratiquent le harcèlement avec un certain succès. Blaise Compaoré nous dira : 'Il est facile à des blindés d'entrer dans un territoire. Il leur est très difficile d'en sortir.' Des combattants attaquent les chars maliens à la roquette et parfois même à la grenade ou au couteau, après avoir ouvert les écoutilles.* »

**Ouahigouya et Djibo au nord du Burkina**



Les affrontements sont meurtriers. Plus d'une centaine de Burkinabè et une quarantaine de Maliens sont tués, militaires et civils confondus. Le bombardement aérien du marché de *Ouahigouya* est particulièrement sanglant. S'ajoute à cela des exécutions sommaires de prisonniers de guerre,

**Le marché de Ouahigouya**



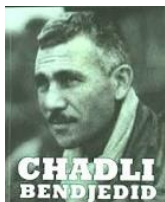
au mépris des règles internationales. Après cinq jours de combats, un accord de cessez-le-feu est trouvé le 30 décembre sous l'égide d'une médiation ouest-africaine menée par l'Ivoirien **Félix HOUPHOUËT-BOIGNY**.

Le 17 janvier 1986, à *Yamoussoukro*, en présence de **Moussa TRAORE** et de **Thomas SANKARA**, cette mesure est complétée par un retrait des belligérants du champ de bataille. Le différend frontalier de la *bande d'Agacher* est finalement réglé le 22 décembre 1986, lorsque la Cour internationale de justice de la Haye, à laquelle ce dossier a été confié en 1983, partage la zone litigieuse entre les deux pays.

**Benjamin ROGER** Journaliste à *Jeune Afrique*, depuis 2012, spécialisé sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

25 décembre 2015

**NOTABENE** : \***Chadli BENDJEDID** : Né le 1er juillet 1929 à *Bouteldja*, en Algérie française. Président de la République algérienne démocratique et populaire (7 février 1979 - 11 janvier 1992). Ministre de la Défense (8 mars 1979 - 25 juillet 1990). Décédé le 6 octobre 2012 à Alger, en Algérie.



**Chadli BENDJEDID**, Président de la République algérienne au capitaine **Thomas SANKARA**, président du Conseil national de la Révolution, Président du Faso.

« *Je voudrais aussi vous faire part de la satisfaction de mon pays pour la qualité exemplaire de nos relations bilatérales et pour le dialogue fécond et constructif qui a toujours prévalu entre l'Algérie et le Burkina Faso.* »

« *L'Algérie, de concert avec votre pays, s'efforcera toujours de concrétiser les idéaux de paix, de justice et de liberté qui sont contenus dans notre charte continentale et auxquels les peuples africains aspirent si ardemment.* »

**"Le pardon, la tolérance et la sagesse sont le langage des hommes forts".**

**Proverbe sénoufo** du Burkina Faso (1988)

/

21 avril 1986 : "Les peuples noirs doivent assumer leur propre histoire et contribuer à la civilisation de l'Universel", discours de Thomas SANKARA

Cheik Anta Diop 1923-1986

Thomas SANKARA 1949-1987



Thomas SANKARA rend un vibrant hommage à *Cheikh Anta Diop*. Historien, anthropologue, égyptologue et homme politique sénégalais, il a participé à l'élaboration d'une conscience africaine libérée de tout complexe face à la vision européenne du monde. C'est ainsi qu'il a montré que les prémices de civilisation sont



nés en Afrique, et que les premiers pharaons d'Égypte étaient noirs. Il est ainsi à l'origine du courant dit « afrocentriste », comme courant historique.

C'est le seul discours, à notre connaissance, où il rend hommage à un éminent intellectuel noir. On remarque qu'il cite ici aussi *Aimé CESAIRE* ; En général il se réfère plutôt au marxisme qu'au panfricanisme.

[...] Thomas SANKARA appelle régulièrement à l'unité de l'Afrique, mais sans grande illusion, du fait du peu d'empressement de ses pairs... Il avait engagé un processus de fusion avec le Ghana, qu'il évoque dans plusieurs discours. Et par deux fois, les armées de ces deux pays ont organisé des manœuvres communes, en novembre 1983 et en mars 1985. RAWLINGS et SANKARA se retrouvent sur les mêmes positions, que ce soit face à HOUPHOUËT-BOIGNY lors des réunions régionales, ou face à KADHAFI lorsqu'il s'agit de lui demander d'honorer ses promesses.

Pour Thomas SANKARA la mission de l'IPN \* est de répondre à la question : « Qu'est-ce que les Peuples noirs ont fait, peuvent et doivent encore faire pour assumer leur propre histoire et contribuer par cela à la civilisation de l'Universel ? » L'institut doit refléter le symbole des Peuples noirs de leur « volonté commune à préserver leurs identités culturelles, leurs génies créateurs et leur dignité. » Mais il y a aussi tout au long de ce discours une insistance à ce qu'ils ne se contentent pas de vivre renfermés sur eux-mêmes, mais plutôt de s'ouvrir à la rencontre des autres peuples.

Bruno JAFFRE essayiste et biographe, spécialiste de l'histoire politique du Burkina Faso.

*Messieurs les invités ! Messieurs les honorables séminaristes !*

*Camarades militantes et militants de la RDP !*

*« Avant toute chose, je voudrais comme il se doit rendre un hommage, un hommage mérité à Cheikh Anta DIOP.*

*Au moment même où nous travaillons à l'organisation de ce symposium, alors qu'il était inscrit sur notre liste à la place qui lui revient de droit, parmi les personnalités du monde noir, le grand défenseur des peuples d'Afrique, des peuples noirs, l'imminent homme de culture, le Professeur Cheikh Anta DIOP s'éteignait à Dakar. Toute l'Afrique combattante le pleurait et le pleure encore. Toute l'Afrique intellectuelle et culturelle le regrette et le monde scientifique constate avec une profonde amertume le vide qu'il laisse. S'il est normal et juste de lui rendre tout l'hommage vénéré que mérite ce grand africain, Cheikh Anta DIOP, il ne serait guère suffisant de le pleurer. On ne pleure pas les grands hommes. Cheikh Anta DIOP était un géant. Le meilleur hommage que nous puissions lui rendre c'est de nous engager à continuer avec le même courage, la même sincérité, avec les mêmes compétences l'œuvre qu'il a entreprise avec tant d'amour et de respect pour les peuples et les civilisations noirs. Et nous pensons sincèrement, en ce moment solennel du Symposium qui s'ouvrira bientôt, que l'Institut des Peuples Noirs à travers ses idéaux, est tout indiqué pour lui rendre hommage, le préserver de la déperdition, de la transfiguration et de l'oubli l'image que le monde moderne doit garder de lui. Un gage et un pari supplémentaires pour le succès total de l'entreprise pour laquelle vous êtes, nous sommes ici réunis. Pour cet engagement nouveau, pour cette détermination, pour ce défi que nous nous lançons à nous-mêmes, de protéger l'œuvre de Cheikh Anta DIOP au bénéfice non seulement des peuples noirs, mais de l'humanité...*

*[...] Partis de nos continents, de nos pays, de nos îles respectives, nous avons accepté de nous réunir aujourd'hui à Ouagadougou, capitale de la terre libre du Burkina Faso pour une cause, un but qui peut-être fera enfin souffler sur nos têtes, sur leurs têtes, sur ceux comme disait Aimé CESAIRE « qui n'ont jamais inventé ni la poudre ni la boussole..., mais qui connaissent bien les tréfonds de la souffrance le vent de l'espoir. »*

*[...] Il était à notre sens devenu impérieux pour que devant l'histoire, les Peuples noirs, l'Afrique et ce qu'on appelle la Diaspora noire, répondent tous ensemble à cette question – et c'est à mon avis cette question-là – qui fonde l'IPN et sa mission : qu'est-ce que les Peuples noirs ont fait, peuvent et doivent encore faire pour assumer leur propre histoire et contribuer par cela à la civilisation de l'Universel ?*

*Militantes et militants, que sommes-nous pour nous-mêmes Noirs et pour les autres ? Le cliché est tout tiré : Peuple de souffrances, Peuple de brimades et d'humiliations, Peuple qui vit encore l'éclatement intérieur de sa personnalité du fait de l'outrage qui fêle sa conscience d'être humain du fait de la malédiction, de la pigmentation à jamais noire de sa peau.*

*[...] C'est ainsi que nous entendons que les peuples noirs concernés qui sont en Afrique ou qui en sont partis ont une origine commune, un fond commun que constitue pour eux le patrimoine culturel d'origine vers lequel les ramène leur lutte contre l'esclavage, contre la colonisation, contre l'apartheid, pour les droits civiques, pour l'indépendance politique et économique...*

*Le monde entier est tourné vers vous, vers le symposium pour lequel vous êtes venus souvent de si loin. Car l'histoire enfin donne raison aux Peuples noirs de s'organiser et de développer autour d'initiatives communes déjà existantes, tant en Afrique-Mère que dans les pays de la Diaspora, leur solidarité active. C'est dans ce cadre que l'Institut des Peuples Noirs devrait être dans la conscience des Peuples noirs géographiquement dispersés dans un espace éclaté, un symbole réunificateur, le symbole de leur volonté commune à préserver leurs identités culturelles, leurs génies créateurs et leur dignité.*

*C'est pourquoi, l'Institut des peuples noirs ne sera pas clos, ni sur lui-même, ni sur son objet, c'est-à-dire les peuples noirs. Il sera ouvert aux autres peuples. C'est la condition primordiale pour les peuples noirs de réapprécier leur patrimoine historique, de redéfinir leur identité totale dans le monde contemporain. L'Institut des peuples noirs, ses objectifs, ce sera à notre sens toujours s'affirmer et participer au dialogue des cultures, c'est pour nous la compréhension entre les peuples quelle que soit leur couleur.*

*[...] Vous devriez vous inspirer plutôt de prudence, de précautions pour ne tenir compte que des intérêts des peuples noirs et des autres peuples pour l'Institut des peuples noirs, pour ses préfigurations qui doivent nécessairement être adossées à des principes et orientations formulés, consentis et acceptés par le plus grand nombre possible.*

*[...] A cela, il conviendrait de rendre hommage aux martyrs, aux combats politiques, artistiques, scientifiques, littéraires de tous ceux qui ont cru, croient à l'avènement de la « Civilisation de l'universel » c'est-à-dire à l'amour et à la solidarité.*

*Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le symposium international pour la création de l'Institut des peuples noirs. »*

*La Patrie ou la mort nous vaincrons !*

Ce discours est extrait d'un document intitulé :

**« Symposium international en vue de la création de l'Institut des peuples noirs Ouagadougou, 21 -26 avril 1986 ».**

**NOTA BENE :** \*I P N : L'Institut des Peuples Noirs, œuvre du président du Conseil national de la révolution, Thomas SANKARA, n'est plus visible sur le terrain depuis quelques années. Pourtant, l'idée de connaître plus le monde noir qui l'a sous-tendue est toujours d'actualité et c'est pourquoi l'institut ne doit pas disparaître.

Malheureusement, l'IPN fut créé officiellement en 1990, après la mort tragique de Thomas SANKARA. Il a eu à mener comme activités, des rencontres aux niveaux politique et intellectuel, des voyages à travers l'Afrique pour pousser les Africains à adhérer à l'institut. Les scolaires ont été au centre des activités de l'IPN. Dans certains établissements scolaires, les élèves animaient ce qu'on a appelé les clubs IPN. C'était une façon pour l'institut de véhiculer le maximum d'idées sur la philosophie, l'histoire du monde noir, ce dont ils n'auront pas l'occasion de découvrir en classe.

Au départ, l'IPN a été créé pour être international. Mais il n'a pas bénéficié du soutien des autres pays africains. C'était le Burkina Faso qui finançait toutes les activités. Par la suite, le pays des hommes intègres a commencé à raréfier ses subventions et l'IPN est entré dans une léthargie dont l'issue risque d'être sa mort pure et simple. Ce sera alors une énorme perte, non seulement pour le Burkina mais aussi pour toute l'Afrique.



## 1983-1986 : Félix HOUPHOUËT-BOIGNY et Thomas SANKARA, une cohabitation difficile entre le "vieux bélien" et le "jeune capitaine"



Thomas SANKARA et Félix HOUPHOUËT-BOIGNY : deux voisins indissociables, deux dirigeants aux styles radicalement différents, mais fascinés l'un par l'autre. Obligés de cohabiter, de s'appriivoiser, de s'entendre ou de plonger leurs deux nations dans le précipice... À Abidjan, les collaborateurs du « *Vieux bélien* » se souviennent de cette courte cohabitation entre deux hommes apparemment dissemblables. Trente ans plus tard, la loi du silence continue cependant de régner à Abidjan sur le rôle que « *le Vieux* » a pu jouer dans l'assassinat du « *capitaine* ».

Jeune insolent et vieux sage... Les rapports entre Félix HOUPHOUËT-BOIGNY et Thomas SANKARA ont été aussi courts que conflictuels. Ils ont en tout cas été intenses. Tout commence loin des capitales ivoirienne et burkinabè, à Niamey où, le **29 octobre 1983**, les deux chefs d'Etat s'affrontent à un sommet de la CEAO (ancêtre de l'UEMOA). La présidence tournante doit échoir à l'un des pays membres, en l'occurrence le Burkina Faso. Mais le président HOUPHOUËT-BOIGNY s'y oppose : « *Vous êtes un gamin... et mal élevé !* » A quoi le dirigeant burkinabè - en place depuis trois mois - rétorque : « *Et vous, vous êtes un vieux gâteux !* ». Le ton est donné.

« *A cette époque, se souvient Laurent DONA FOLOCO ex-ministre d'HOUPHOUËT-BOIGNY, le président ivoirien paraissait aux yeux des jeunes Africains comme le tenant ou le représentant des intérêts des Occidentaux et singulièrement de la France. Sankara, lui, c'était Lumumba, Sekou Touré ou dans une autre mesure Mandela !* », s'amuse FOLOCO

« *C'est une question de génération et d'expérience, confirme Amara ESSY qui fut ministre des Affaires étrangères du père de la nation ivoirienne. « Sankara ne connaissait pas la réalité du monde. C'était un théoricien et Houphouët était déjà rompu au sens de l'Etat, il savait les subtilités de choix qui président à l'avenir d'une nation naissante. »* Et le diplomate onusien d'ajouter que, selon lui, le président ivoirien était lui aussi un rebelle qui s'était assagi.

« *C'est pour cela qu'il était en même temps agacé et intrigué par un jeune capitaine comme Thomas Sankara. C'était un mélange de fascination et de colère contre ce jeune dirigeant turbulent.* »

A la différence de SANKARA, affirment nos interlocuteurs ivoiriens, HOUPHOUËT-BOIGNY savait les limites à ne pas dépasser. Selon Laurent Dona FOLOCO à l'époque ministre de la Jeunesse et des Sports et missi dominici du « *Vieux* », HOUPHOUËT avait été choqué du discours de SANKARA à Ouagadougou en **novembre 1986**. Lors de la réception de François MITTERRAND, le Burkinabè avait chapitré le président français, devant ses hôtes, sur la position ambiguë de la France. Paris accordait alors son soutien à des personnages controversés comme le rebelle angolais Jonas SAVIMBI et le dirigeant sud-africain Pieter BOTHERA.

Une telle franchise était prise pour de l'insolence au palais présidentiel du Plateau à Abidjan. « *Je me souviens d'un coup de fil du Président me disant : "Va à Ouaga dire à Sankara que quelles que soient les récriminations que l'on peut avoir, il ne faut jamais humilier une grande puissance en public... Si tu as un contentieux, règle-le en tête-à-tête !"* » Une fois arrivé au Faso, l'émissaire Amara ESSY entend le fils de Yako lui répondre : « *Allons ! Le vieux accorde trop d'importance à ces petits faits* ». Selon le diplomate ivoirien, c'était cela SANKARA : un homme sympathique, charismatique mais « *tellement dans les nuages et ses théories* » ...

« *Tous les dirigeants africains venus pour le Conseil de l'entente étaient en costume et lui (Sankara) débarquait en treillis avec deux revolvers sur les hanches !* »



Certains se demandent même, dans un excès de paranoïa - au vu de ce protocole inhabituel-, si le « *président capitaine* » ne pourrait pas faire usage de ses armes pendant la réunion... « *Mais Houphouët ne laissait rien paraître et plus son voisin faisait preuve d'insolence ou de bravades, plus lui redoublait d'amabilité et d'attention à l'égard de son hôte* », se souvient **Laurent Dona FOLOGO**



[...] L'ex-ministre de la Jeunesse ivoirien se souvient qu'**HOUPHOUËT** n'était pas non plus le dernier à aiguillonner la susceptibilité de son voisin du Faso... « *Au départ, pendant les sommets ou les conférences, c'était même comique car le président Houphouët-Boigny n'arrivait même pas à prononcer le mot "Burkina Faso" ! Il butait sur la prononciation, ce qui n'était pas diplomatiquement idéal... juste assez pour faire comprendre aussi qu'il n'approuvait pas ce qui se passait là-bas.* »

**Le président ivoirien, affirment ses collaborateurs, craignait le danger du communisme se propageant dans la sous-région.**

Mais étaient-ils si antagonistes, si opposés ces deux hommes charismatiques d'Afrique de l'Ouest? « *Je pense que leurs rapports étaient beaucoup plus nuancés, plus subtils, estime Jean-Noël LOUKOU.* » *On essaie de faire croire que tout, les séparait. D'un côté, le révolutionnaire marxiste contre celui qui avait choisi le camp de l'Occident. Mais au-delà, les deux étaient panafricanistes : l'un flamboyant, loquace ; l'autre plus paisible et sage. Je pense que Houphouët était aussi un vrai panafricaniste, pas en paroles mais en actes... Par exemple, il a ouvert son pays à des millions d'autres Africains et pour ceux d'Afrique de l'Ouest, ils avaient les mêmes droits que les Ivoiriens y compris le droit de vote jusqu'en 1990. Houphouët avait une notion importante de la solidarité africaine.* »

Thomas SANKARA Félix HOUPHOUËT-BOIGNY et Blaise COMPAORE



**Le tête-à-tête, à Abidjan, de Blaise COMPAORE avec le président HOUPHOUËT quinze jours avant l'assassinat de SANKARA a, par ailleurs, de quoi laisser perplexe les observateurs. Que se sont dit les deux hommes ? Le mystère reste entier.**

Dès que ces questions sont abordées, nos interlocuteurs sont moins loquaces. « *Je crois bien connaître Félix Houphouët-Boigny sur les questions éthiques... Le voir mêlé à un assassinat ? Je ne crois pas. Ce sont des domaines dans lesquels il n'y pas de certitude. Entre eux, il y avait une tension, c'est indéniable* », déclare **Amara ESSY**.

Souvent, les mêmes formules reviennent. **SANKARA** pouvait facilement fâcher des proches sans avoir besoin d'aller chercher des ennemis à l'extérieur. « *Je me souviens d'un forum des non-alignés où le ministre des Affaires Etrangères Michel KAFANDO avait préparé un discours assez modéré pour SANKARA... Au moment de monter à la tribune, SANKARA laisse le discours dans le dossier sur le pupitre et prend un papier dans sa poche pour prononcer l'un des discours les plus virulents qu'on n'ait jamais entendus... Je me souviens, s'amuse **Amara ESSY**, de KAFANDO dépité au point qu'ensuite ils devaient partir en Corée du Nord, mais KAFANDO fâché n'est pas venu avec lui et est reparti au Faso. C'était ça, SANKARA : un garçon franc, sympathique mais ingérable !* »

**Frédéric GARAT**, envoyé spécial à Abidjan <https://webdoc.rfi.fr>

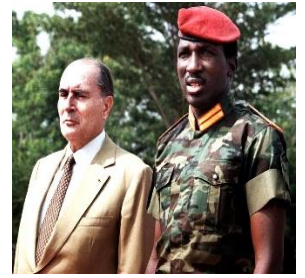
**NOTABENE :** \*On prête au président ivoirien Félix HOUPHOUËT -BOIGNY la paternité de l'expression « *France-Afrique* », en deux mots, dans les années 1950. Elle signifiait pour lui une histoire commune et une communauté de destin. Ce n'est qu'au milieu des années 1990, sous l'impulsion de l'association Survie, de **François-Xavier VERSCHAVE**, que l'expression fut contractée en seul mot, « *Françafrique* », pour revêtir son caractère péjoratif en désignant les réseaux affairistes interférant dans la politique africaine de la France.

17 novembre 1986 : Le Président français est arrivé à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, où il a été reçu par le capitaine-président Thomas SANKARA.

*« C'est un homme un peu dérangeant le président SANKARA. C'est vrai, il vous titille... Avec lui, il n'est pas facile de dormir en paix. Il tranche trop, à mon avis, il va plus loin qu'il ne faut. »*

François MITTERRAND se décripe et concède ensuite :

*« L'Afrique a été pillée. Pendant des siècles, on a volé vos hommes, vos femmes, vos enfants. Le devoir des pays qui ont profité abusivement du travail africain, c'est de restituer à l'Afrique une part de ce qui a été pris au cours des siècles derniers. »*



(AFP, Reuter, AP.)

Institut National de l'Audiovisuel novembre 1986

*« Tant qu'il y aura l'oppression et l'exploitation, il y aura toujours deux justices et deux démocraties : celle des oppresseurs et celle des opprimés, celle des exploités et celle des exploités »*

Thomas SANKARA

Nelson MANDELA, Patrice LUMUMBA, Amílcar CABRAL, Kwamé NKRUMAH et Thomas SANKARA sont des modèles positifs pour la jeunesse africaine, des personnalités dont les actions et pensées mériteraient d'être plus connues, surtout en Europe. La comparaison avec Che GUEVARA est inévitable. Les deux incarnent une image idéalisée par la jeunesse.

Tous les deux sont devenus des icônes, des mythes, et ce n'est que récemment que des historiens ont commencé à les étudier avec une approche plus cartésienne et à mettre en évidence leurs faiblesses et leurs erreurs stratégiques et politiques. Tous les deux ont occupé des fonctions de responsabilité politique suite à des révolutions et des coups d'État, tous les deux ont essayé de changer les mentalités et de mettre en œuvre de nouvelles réformes pour offrir un monde meilleur à tous les citoyens. Avec du recul, on doit admettre qu'aucun des deux n'a vraiment réussi à transposer son idéologie dans la pratique. Ils ont tous les deux été, assassinés très jeunes, abandonnés par leurs amis/compagnons de révolution.

1928-1967



L'héritage spirituel de SANKARA est toujours vivant, même vingt ans après son assassinat, alors que pour Che GUEVARA, c'est plutôt son mythe qui est vivant, trop peu de gens qui vénèrent sa personnalité ont pris le temps de s'intéresser, si ce n'est que superficiellement, à ses idées et ses réformes.

*« Je voudrais simplement dire que nous devons accepter de vivre africain. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne ».*

Thomas SANKARA

**L'héritage politique et "identitaire" de Thomas SANKARA est considérable auprès de la jeunesse africaine, en mal de modèle reflétant un réel espoir...**

Ceci malgré le fait que toutes les actions promues par SANKARA n'ont pas été couronnées de succès, loin de là, et que la situation des Burkinabés ne s'est pas améliorée autant qu'ils l'avaient espéré. Sa popularité réside plutôt dans son intelligence, son engagement, et surtout son intégrité et sa rigueur morale, qualités dont il a fait preuve pendant l'exercice de ses fonctions. Il n'a jamais essayé de profiter de son pouvoir pour s'enrichir ou pour se venger à titre personnel. Malgré de fortes pressions exercées par son entourage direct, il n'a pas voulu éliminer politiquement son adversaire et meilleur ami Blaise COMPAORE, un comportement d'une grande humanité, mais aussi d'une grande fatalité pour lui-même. Sa façon d'appliquer à lui-même et à son gouvernement les lois décrétées a séduit la jeunesse.

Luc REUTER Source : [http://www.forum.lu/pdf/artikel/6300\\_272\\_Reuter.pdf](http://www.forum.lu/pdf/artikel/6300_272_Reuter.pdf)

*« Nous ne pouvons laisser à nos seuls ennemis d'hier et d'aujourd'hui le monopole de la pensée, de l'imagination et de la créativité ! »*

*« La Révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus, d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de soumis qui subissent leur destin. »*

**Thomas SANKARA**

## **Le plus intègre des hommes intègres ?**

**« Sankara, c'est toute une philosophie, c'est une manière de penser et d'être, un mode de vie. Sankara, c'est une fierté africaine »,** déclare Serge OUEDRAOGO, professeur de lycée. Lors des manifestations de 2014 qui ont abouti à la chute de **Blaise COMPAORE**, les jeunes, qui n'ont pas connu son bref passage au pouvoir, brandissaient pourtant son portrait avec fierté. **« Aujourd'hui, on peut dire que Sankara représente une boussole pour le peuple burkinabé. C'est un guide, c'est lui qui a tracé le chemin de l'espoir pour le peuple »,** estime M. OUEDRAOGO. Une dizaine de partis politiques se réclament de l'idéal de **SANKARA**, dont le principal est l'Union pour la renaissance-Parti sankariste (Unir-PS). **SANKARA** appelle l'Afrique à ne pas payer sa dette aux pays occidentaux, dénonce devant l'ONU les guerres *« impérialistes »*, l'apartheid, la pauvreté, défend le droit des Palestiniens à l'autodétermination.



Mais la parenthèse "sankariste" sera de courte durée : le **15 octobre 1987**, alors qu'il se rend à un conseil des ministres extraordinaire, il est assassiné lors d'un putsch qui laisse **Blaise COMPAORE** seul au pouvoir. Il n'avait que 37 ans.

**Le Monde avec AFP** Publié le 06 avril 2022

## **1986 : Les enfants de Sankara à Cuba**

**Fidel CASTRO et les enfants de Sankara**

**Nebou Babou BASSONO**



**Pendant la Révolution d'Août, 600 étudiants d'entre 11 et 14 ans sont allés au Cuba pour se former dans plusieurs domaines, fait qui les a marqués pour le reste de sa vie**



**Nebou Babou BASSONO, le principal témoin de cet article, est actuellement le président de l'Association de Burkinabè de Barcelone et Délégué de la Diaspora du Burkina Faso en Espagne**

Le VIIème Sommet de Pays Non-Alignés a eu lieu à New Delhi entre le 7 et le 12 mars 1983. Le jeune capitaine **Thomas SANKARA** assista en qualité de Premier Ministre de la Haute Volta, et là-bas s'est retrouvé avec **Fidel CASTRO** pour la première fois. Sur cette rencontre, le militaire africain a expliqué que *« lors de cette première conversation, j'ai compris que Fidel a une grande humanité, une intuition très aiguë, et qu'il était conscient de l'importance de notre lutte, des problèmes de mon pays. Je me souviens de tout cela comme si c'était hier. Je le lui rappelle chaque fois que je le revois. Et nous sommes devenus de grands amis, grâce notamment aux processus révolutionnaires qui se développent dans nos deux pays. »*

Quelques mois plus tard **Thomas SANKARA** deviendrait président du pays et leader de la Révolution Démocratique et Populaire.

[...] **Nebou Babou BASSONO**, qui a vécu à Barcelone pendant onze ans, explique qu'il est *« un de ces 600 étudiants qui sont allés à Cuba en 86. »* Les 600 élèves provenaient des 45 provinces qui formaient en ce moment le Burkina Faso, et la majorité avaient entre 11 et 14 ans.



Seulement des enfants en situation de vulnérabilité ou orphelins pouvaient se porter volontaires pour aller au Cuba, afin d'améliorer ses conditions de vie. Il y avait un minimum réservé pour des filles, qui finalement ont été un nombre de 135 sur le total de 600. *« Dans le cas de ma province, Sanguité, c'est le maître de l'école qui a passé l'information. Les volontaires étaient plus de 45, qui était le maximum pour ma province. Alors on a passé un test, et j'appartiens à ceux qui ont eu de la chance. »*

Le gouvernement cubain et le gouvernement burkinabé ont convenu de mener une série d'enseignements la plupart axés sur un domaine professionnel spécifique. Une cinquantaine de jeunes ont pu accéder à des études universitaires. **BASSONO** explique que *« c'était un moment d'euphorie révolutionnaire. En ce moment j'étais un Pionnier. C'était une opportunité : comme orphelin je n'avais pas beaucoup de chances de m'en sortir. Je reviendrai avec beaucoup d'études. Pour moi, être élu pour aller dans un autre pays avec la même idéologie était très important. Et spécialement sous le gouvernement de Thomas Sankara. Alors au Burkina Faso on respirait un air de rupture, d'émancipation du peuple vis-à-vis de la métropole française. Et Cuba représentait l'espoir. Je remercierai toujours la chance d'avoir pu étudier là-bas. »*

Seulement un an plus tard, **Thomas SANKARA** a été assassiné. **Blaise COMPAORE** est devenu président et les liens néocoloniaux se sont remis en place progressivement. *« Après le 15 octobre, l'ambassadeur de Cuba au Faso est venu et nous a expliqué la situation. On écoutait à la radio ce qui s'était passé. Et maintenant quoi ? Quand on a écouté les nouvelles de l'assassinat on s'est effondré. »* Plus tard, une délégation du gouvernement du Front Populaire est venue déclarer que rien n'allait changer. Pourtant, les formations militaire et idéologique seront supprimées.

Même si le contexte qui les avait amenés à Cuba avait changé, les Enfants de Sankara ont continué leurs études. *« J'ai établi plus de réseaux avec les personnes de cette petite île en 4 ans que pendant 11 ans à Barcelone. Ce n'était pas comme ici où moi je suis un africain qui a émigré dans un pays européen. »* Jusqu'en 1978, l'île de la Jeunesse s'appelait Île des Pins, mais elle a été renommée en honneur aux milliers de jeunes étudiants qui ont collaboré à la reconstruction de l'île après l'ouragan de 1966.

Quand les jeunes Burkinabè ont passé par cette île, celle-ci était un fort focus de la formation révolutionnaire internationaliste. *« Angola, Mozambique, Zimbabwe, Afrique du Sud, Congo, Nicaragua, Corée... Là-bas on était des camarades : les gens pauvres du monde en lutte contre l'impérialisme. »*

[...] Les Enfants de Sankara, en général, ont eu des grands problèmes pour trouver de l'emploi. Au moins la moitié sont restés au chômage après le retour. La seule exception claire a été pour ceux qui ont fait des études médicales. **BASSONO** explique que *« dans une usine dans laquelle je suis allé chercher de l'emploi, quand on a vu dans mon diplôme Cuba. La Patrie ou la Mort : nous vaincrons ils sont restés à regarder le papier avec une expression interrogative ? « Oh-la-la, on va avoir des problèmes ! » « Cette période a été vraiment difficile : sentir qu'on n'était pas accepté dans notre propre pays. Mais avec ceux qu'on appelle « les cubains » on maintient du contact : on se soutient mutuellement et on s'organise pour réclamer nos droits autour de l'Association de solidarité et amitié Burkina Faso - Cuba. »*



*« Quand Thomas Sankara est venu à Cuba pour nous rendre visite, il nous a dit que pour lui on était le relais de la révolution. Et on l'a cru comme ça. Le relais de la révolution. Mais quelques mois plus tard on l'a assassiné. »* Cela s'est passé le **15 octobre de 1987**, et sa figure a été enterrée en grande partie pendant les 27 ans de gouvernement de **Blaise COMPAORE**. Une étape qui s'est finie de façon abrupte avec les mobilisations populaires d'**octobre 2014**. Le dernier 4 août, 35<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Août, Ouagadougou a accueilli une présentation du **Mémorial Thomas SANKARA**. Dans cet événement un homme a parlé avec de l'enthousiasme sur la Révolution Démocratique et Populaire. Dans son T-shirt il y a avait une phrase écrite : *« Thomas Sankara, tes enfants formés à Cuba ne t'oublieront jamais. Seule la lutte libère. »*

Àlex Meyer Verdejo Reportage Publié en 2020 <https://www.thomassankara.net>



Thomas SANKARA l'écologiste, « la nature une priorité absolue »  
« Thomas SANKARA, l'immortel » Conscient que la protection de l'environnement était une urgence, le capitaine burkinabé tenait à révolutionner l'agriculture de son pays.

Pierre RABHI et Thomas SANKARA



En novembre 1986, le jeune chef de l'Etat propose donc à Pierre RABHI\* une rencontre à Ouagadougou. « *Il était intéressé par le fait que l'agroécologie libère le monde paysan des engrais chimiques, des pesticides de synthèse et de tous les produits commercialisés par des multinationales, se souvient Pierre RABHI. Il considérait qu'elles aliénaient les paysans africains et qu'ils pouvaient largement s'en passer puisque nous obtenions de très bons résultats.* »

### « Dissocier l'agriculture et la chimie »

Au terme de l'entrevue, le président propose à l'écologiste de réfléchir à une réforme radicale de l'agriculture sur tout le territoire du pays. Pierre RABHI accepte de relever le défi. « *J'ai rencontré un homme de grande valeur, se souvient l'agriculteur, aujourd'hui installé en Ardèche. Il y avait en lui de la rectitude, du pacifisme et de l'humanisme. Thomas SANKARA avait aussi ce qui fait défaut à la plupart des hommes politiques : une intégrité absolue. Il se souciait de son peuple et souhaitait un changement de logique dans le rapport nord-sud. Il était l'homme qu'il fallait pour l'Afrique.* »

### Le reboisement, une priorité absolue

Thomas SANKARA fait de la protection des arbres et du reboisement une priorité absolue. « *Par famille, par village, par service, nous allons planter des arbres, lance-t-il dans un discours prononcé lors de l'inauguration de l'Inspection générale des eaux et forêts en avril 1985. Et cela, nous le rendons obligatoire non seulement pour les Burkinabés, mais aussi pour tous ceux qui vivent ici... Planter un arbre fait partie des exigences minimales pour être et durer au Burkina.* » Il déclare aussi qu'à chaque événement heureux, comme un mariage ou une naissance, il faudra planter un arbuste. La mesure devra également être appliquée lors des sommets politiques internationaux ou la présentation des lettres de créance des ambassadeurs.

Pierre LEPIDI (Ouagadougou, envoyé spécial) 05 juin 2020

### Thomas SANKARA et la cause environnementale

Thomas SANKARA remet un arbre à une militante

« *Chaque jour, le désert avance et totalise pour notre région une vitesse effrayante de 10 000 mètres par an de conquête. Cette conquête est-elle le fait que les régions du SAHEL, DORI, GOROM-GOROM, DJIBO ne sont plus des régions productrices de certaines semences que dans le temps nos cultivateurs allaient chercher là-bas ! Au contraire les populations qui y sont accompagnées de leurs bêtes, mais des bêtes efflanquées ayant perdu la moitié de leur valeur nutritive, ce cortège-là descend et aide à accélérer l'avancée du désert.*



« *C'est donc dire que la lutte contre le désert ne peut se dissocier de la lutte anti-impérialiste. La lutte contre les formes de balkanisation et de domination. La lutte contre le désert est donc une lutte idéologique. Elle est une lutte politique avant d'être autre chose qu'une lutte pratique et technique. Avant d'être seulement un acte, l'acte de planter un arbre ou de s'abstenir de couper un arbre, doit être un acte politique, compris et consciemment compris, faute de quoi nous serons nous-mêmes les agents premiers de ce désert qui nous envahit.* »

Thomas SANKARA Extrait du discours du 4 août 1987

NOTABENE : \*Pierre RABHI, de son nom d'origine Rabah RABHI, né le 29 mai 1938 à Kenadsa en Algérie française et mort le 4 décembre 2021 à Bron en France, est un essayiste, philosophe, romancier, agriculteur, conférencier et écologiste français, fondateur du mouvement Colibris et « figure représentative du mouvement politique et scientifique de l'agroécologie en France »



Sa pensée est inspirée par le mouvement anthroposophique dont il promeut l'application agricole pseudo-scientifique appelée « *biodynamie* ». Très populaire pour ses appels à penser l'agriculture autrement et sa défense de la sobriété, il est néanmoins critiqué pour ses prétentions en matière de méthodes agricoles relevant de la superstition, ainsi que pour une certaine proximité avec des penseurs aux idées conservatrices, et pour une

« *forme d'écologie non politique, spiritualiste et individualiste* ».

## 17 novembre 1986 : à Ouagadougou, le Clash SANKARA MITTERRAND

François MITTERRAND et Thomas SANKARA Automne 1986, Palais présidentiel de Ouagadougou. Au



retour d'une tournée en Guinée, Togo et Mali, le chef de l'État français François MITTERRAND fait une halte au Burkina Faso. Les relations entre les deux pays sont tendues depuis que le jeune colonel SANKARA, qui se proclame « anti-impérialiste », en a pris les rênes. Alors, ce soir-là, lors du dîner d'honneur qui réunit les deux dirigeants, il y a comme de l'électricité dans l'air...

SANKARA, bouillonnant en surface. MITTERRAND, impassible en apparence. Une mangouste contre un cobra. La jeunesse face à l'expérience. En cette douce soirée à Ouagadougou, le toast porté par chacun des présidents, lors du dîner donné par le dirigeant burkinabè, vire à l'orage. Ce n'est pas un dîner, d'ailleurs. Un ring plutôt, où chacun exprimera sa personnalité profonde. La tension qui s'ensuit à une origine : le retard peu protocolaire de François MITTERRAND. Attendu à 21 heures, ce dernier se fait attendre. Il faut dire qu'en ce 17 novembre, à 4 000 km de là, Georges BESSE, le PDG de la régie Renault, vient d'être assassiné devant son domicile parisien par le groupe Action directe.

En liaison avec l'Élysée et Matignon, MITTERRAND s'enquiert des conséquences. Le voilà qui arrive, enfin. Deux heures de retard. La patience de SANKARA a-t-elle atteint ses limites ? Se sent-il offensé ? Sans plus attendre, il ouvre les hostilités. Le discours prévu – que les deux délégations s'étaient échangé au préalable – prend une tournure nouvelle. Après les salutations d'usage, il interpelle personnellement le président (« *Au Berri, je crois, votre nom MITTERRAND signifie "terrain moyen" ou peut-être "mesureur de grains" ?* ») avant, dans de poétiques envolées révolutionnaires, de se faire le porte-parole des Palestiniens, du Nicaragua, des damnés de la terre... Il fustige le capitalisme, les grandes puissances impliquées dans la guerre Iran-Irak (« *ces armes-là, sont fournies chaque jour par ceux qui se nourrissent du sang des autres* ») et condamne la France pour ses ingérences et pour avoir accueilli en visite Jonas SAVIMBI et Pieter BOTHA : « *Tous ceux qui leur ont permis de poser ces actes en porteront l'entière responsabilité ici et ailleurs, aujourd'hui et toujours.* »

Du côté français, on entend les mouches voler. La cour scrute le Sphinx, impavide. Un quart d'heure s'est écoulé depuis que SANKARA a pris la parole, et conclu par le désormais traditionnel : « *La patrie ou la mort, nous vaincrons ! Merci.* »

À son tour, MITTERRAND se lève. Le discours officiel restera dans sa poche. Il répond, point par point, durant plus de 30 minutes. Une improvisation durant laquelle, brillant tribun, il explique et justifie, parfois jusqu'à l'excès, chacune des critiques. Lui aussi explore le terrain personnel, mettant en garde SANKARA contre les « excès de sa propre logique », critiquant l'impérialisme de l'URSS (qui entretient d'assez bonnes relations avec le Burkina, en dépit de nombreuses dissensions), lui rappelant son jeune âge pour mieux vanter son expérience : « *C'est un homme un peu dérangent, le président Sankara ! [...] Il faut qu'il sache que je suis comme lui, avec trente-cinq ans de plus. Il dit ce qu'il pense, je le dis aussi.* » L'honneur est sauf, personne ne perd la face. Malgré cette passe d'armes peu diplomatique, MITTERRAND saluera plus tard la fougue de SANKARA.

En juillet 1987, dans une envolée à la tribune de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), ce dernier fustigera dans son discours de la dette, la pression exercée par les pays et institutions internationales sur les plus pauvres des pays africains. Les peuples exultent. Les dirigeants ne savent comment réagir. SANKARA dérange. Un peu. Beaucoup. A la folie. Trois mois après, il sera assassiné lors d'un putsch mené par son ami et frère d'armes, Blaise COMPAORE.

Hedi DAHMANI rédacteur en chef de l'hebdomadaire « *Télé-Loisirs* » et ancien rédacteur en chef du magazine people « *Voici* », - Publié en octobre 2016

## 8 mars 1987 : Discours de Thomas SANKARA, "Libération de la femme, une exigence du futur"

8 mars 1987 : Le camarade Président du Faso, Thomas SANKARA, remet un arbre à une militante de l'Union des Femmes du Burkina (UFB)



**-Appeler les femmes « le sexe faible » est une diffamation ; c'est l'injustice de l'homme envers la femme. Si la non-violence est la loi de l'humanité, l'avenir appartient aux femmes-**

Mohandas Karamchand GANDHI dirigeant politique, guide spirituel de l'Inde

**-Je n'ai jamais réussi à définir le féminisme. Tout ce que je sais, c'est que les gens me traitent de féministe chaque fois que mon comportement ne permet plus de me confondre avec un paillason-**

Rebecca WEST, romancière américaine

### Voici un extrait de son discours :

**-Libération de la femme, une exigence du futur-**

*[...] Il s'agit donc de restituer à l'homme sa vraie image en faisant triompher le règne de la liberté par-delà les différenciations naturelles, grâce à la liquidation de tous les systèmes d'hypocrisie qui consolident l'exploitation cynique de la femme*

*[...] L'humanité connaît l'esclavage avec la propriété privée. Libération de la femme : mars 1985 L'homme maître de ses esclaves et de la terre devient aussi propriétaire de la femme. C'est là, la grande défaite historique du sexe féminin. Elle s'explique par le bouleversement survenu dans la division du travail, du fait de nouveaux modes de production et d'une révolution dans les moyens de production.*

*Alors le droit paternel se substitue au droit maternel ; la transmission du domaine se fait de père en fils et non plus de la femme à son clan. C'est l'apparition de la famille patriarcale fondée sur la propriété personnelle et unique du père, devenu chef de famille. Dans cette famille, la femme est opprimée. Régnant en souverain, l'homme assouvit ses caprices sexuels, s'accouple avec les esclaves ou hétaires ; les femmes deviennent son butin et ses conquêtes de marché. Il tire profit de leur force de travail...*

*[...] Ainsi, à travers les âges et à travers les types de sociétés, la femme a connu un triste sort : celui de l'inégalité toujours confirmée par rapport à l'homme. Que les manifestations de cette inégalité n'en est pas moins restée la même.*

*[...] L'Euphorie de l'indépendance a oublié la femme dans le lit des espoirs châtrés. Ségréguée dans les libérations, absente dans les décisions, vulnérable donc victime de choix, elle a continué à subir la famille et la société. Le capital et la bureaucratie ont été de la partie pour maintenir la femme subjuguée. L'impérialisme a fait le reste.*

*[...] La vraie émancipation de la femme c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productrices, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force la considération et le respect de l'homme »*

*[...] C'est pourquoi, Camarades, nous avons besoin de vous pour une véritable libération de nous tous. Je sais que vous trouverez la force et le temps de nous aider à sauver notre société.*

*Camarades, il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée.*

*Que jamais mes yeux ne voient une société, que jamais, mes pas ne me transportent dans une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence.*

*J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte.*

*J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles d'opprimées.*

*Camarades, en avant pour la conquête du futur ; Le futur est révolutionnaire ; Le futur appartient à ceux qui luttent.*

*La patrie où la mort, nous vaincrons.*





Ce discours du 8 mars, est sans doute l'un des plus importants qu'ait jamais prononcé **Thomas SANKARA**. On retrouve, rassemblé ici, ce qui a fait de lui un grand dirigeant politique. Un homme d'action, sensible, magnant l'humour avec dextérité, proche de son peuple et nourri de théorie marxiste en dehors de tout dogmatisme.

[...] la description qu'il fait de la vie des femmes de son pays, d'une grande sensibilité, montre aussi une parfaite connaissance de la réalité doublée d'une véritable empathie. Cela n'a pas empêché, ses assassins de le traiter de misogynne le jour de sa mort à la radio !

Point fort de l'élaboration de la politique en faveur des femmes, une assemblée rassemblant plusieurs milliers de femmes, issues de l'ensemble du pays, se tient à Ouagadougou du 1<sup>er</sup> au 8 mars 1985.

Elles adoptent une multitude de recommandations et résolutions touchant la vie économique, mais aussi, entre autre, l'abolition du mariage forcé, de l'excision, de l'obligation de la dot, du lévirat, et d'un âge minimum légal pour le mariage, etc...

Parmi les autres mesures adoptées par le régime révolutionnaire, signalons :

- La création de l'Union des femmes burkinabé, avec une section dans chaque *CDR* de base.
- L'indépendance de la prostitution, l'institution du service militaire obligatoire pour les femmes aussi.
- La journée des hommes au marché à vocation pédagogique pour qu'ils connaissent le prix des denrées.

-Et l'organisation d'importantes campagnes d'alphabétisation qui leur sont réservées.

**Thomas SANKARA** préconisa même l'institution d'un salaire vital, directement prélevé sur le salaire du mari, mais cette mesure ne fut pas appliquée à cause de la forte résistance qu'elle rencontrait.

[...] le gouvernement favorisa la création de groupements féminins, et, dans le cadre du développement de la production nationale, il multiplia les formations des femmes dans l'artisanat. Mais surtout l'obligation faite aux femmes de porter le **Faso Dan Fani**, *Tissu emblématique du Burkina*

Un habit fait de coton local tissé sur place, permet de développer le tissage traditionnel. Et dans de nombreuses cours, en ville notamment, les femmes se sont mises à tisser ces habits, fières d'acquérir ainsi leur indépendance économique. La transition et le gouvernement élu par les élections qui suivirent la chute de **Blaise COMPAORE** ont remis le **Faso Dan Fani\*** au goût du jour.



Si certaines mesures, n'ont pu être guère appliquées, très en avance sur leur temps, il n'en reste pas moins que la libération de la femme semblait sur les rails. C'est d'ailleurs parmi les femmes que **Thomas SANKARA** était le plus populaire. Rares sont celles qui ne gardent pas une certaine nostalgie de l'époque.

NOTABENE : \***le Faso Dan Fani** : Depuis 2019, le ministère du Commerce et de l'Artisanat burkinabé poussé par des acteurs du secteur a engagé un processus de labellisation du pagne tissé traditionnel *faso dan fani*, qui signifie littéralement « *pagne tissé de la patrie* » en langue dioula, et symbole de la révolution sous **Thomas SANKARA**. Au-delà de l'histoire, ce tissu à base de fil de coton lourd, non génétiquement modifié, est un produit stratégique pour le Burkina Faso, dont le potentiel de revenus annuels est évalué à plus de 50 milliards de F CFA (un peu de 76 millions d'euros). Deux ans après avoir pris cet engagement, le pari est plus que gagné pour le pays.



Les premiers pagnes *faso dan fani* labellisés sont désormais disponibles sur le marché. Pour ne plus se tromper et barrer la route aux contrefaçons, les consommateurs pourront se référer à l'étiquette, qui affiche maintenant plusieurs informations, notamment sur la qualité du tissu. Ils pourront même effectuer ces vérifications depuis leurs smartphones, à l'aide d'un QR code ou un code-barres qu'il faut flasher ou aller sur le site du portail d'entrée au Burkina, a indiqué la Maison de l'entreprise du Burkina Faso, au cœur du projet. Jusqu'ici, des pagnes imprimés en Asie coûtant dix fois moins cher que les originaux inondaient les marchés. Valoriser et protéger la filière textile artisanale locale était l'objectif principal du gouvernement alors que le secteur est pourvoyeur d'emplois et de revenus pour des millions de personnes, en majorité des femmes.

Extrait de : **Thomas SANKARA La Liberté contre le destin**, p. 353 à 354, **Bruno JAFFRE** Edition Syllepse 2017



## 15 octobre 1987 : L'assassinat au Burkina Faso de Thomas SANKARA

Qui a fait tuer SANKARA ?

Le jour où, SANKARA est tombé



Il y a dix ans, le président-capitaine du Burkina Faso Thomas SANKARA mourait, victime de la rivalité qui l'opposait à son successeur, Blaise COMPAORE. Vertueux, excessif, il dérangeait.



Malgré les outrances de la révolution dont il était le héraut, l'Afrique ne l'a pas oublié.

Au début du mois d'août 1987, le capitaine Thomas SANKARA, chef de l'Etat burkinabé, prononce un discours à *Bobo Dioulasso*, la deuxième ville du pays. Il évoque les errements de la révolution qui a transformé la Haute-Volta en Burkina Faso, révolution qu'il a déclenchée quatre ans plus tôt, le 4 août 1983. SANKARA fustige les excès des comités de défense de la révolution, dont certains membres font régner la terreur dans les quartiers des grandes villes, évoque les injustices commises à l'égard de ceux que l'on a qualifiés de « contre-révolutionnaires ». Il lâche le mot, il faut procéder à une « rectification ».

Dix semaines plus tard, le mot prend un tout autre sens, celui qu'on lui donne dans les romans de la Série noire. Le 15 octobre, un commando pénètre dans les bâtiments du Conseil de l'entente, à Ouagadougou, où Thomas SANKARA a réuni son secrétariat. Le jeune capitaine meurt, abattu à trente-huit ans, avec douze de ses proches, gardes du corps et collaborateurs. Les cadavres sont jetés dans une fosse commune après qu'un médecin eut délivré un permis d'inhumer, estimant que SANKARA est décédé de « mort naturelle ».

Dans la soirée, un communiqué annonce la mort du président de la République lors de heurts entre sa garde personnelle et des éléments « décidés à prendre les devants » pour contrer les arrestations massives projetées par Thomas SANKARA, dont les médias d'Etat dénoncent également la « dérive droite ».

En apparence le pouvoir revient aux trois autres instigateurs du coup d'Etat de 1983, les capitaines Blaise COMPAORE, Henri ZONGO et Boukari LINGANI. En fait, c'est le premier qui tient les rênes et qui sera proclamé chef de l'Etat. Malgré les discours gauchisants, ce coup d'Etat le quatrième qu'ait connu le Burkina en sept ans marque la fin de la période révolutionnaire qui a profondément transformé un petit pays, enclavé au cœur du Sahel, jusqu'à en faire un foyer de changement, adulé et redouté dans toute l'Afrique subsaharienne.

[...] Selon les fidèles de SANKARA, le coup de force du 15 octobre est l'aboutissement d'un complot préparé depuis longtemps, dont l'objectif était l'élimination physique du président. Pour les partisans de son successeur, l'opération visait simplement à écarter le capitaine du pouvoir. Dans les jours qui suivent, la tentative de résistance du commandant Boukari KABORE, basé à Koudougou, est écrasée dans le sang, et les manifestations organisées par les *sankaristes* brutalement dispersées, au nom de la « rectification ». Le Burkina Faso souffle un peu, épuisé par le rythme infernal imposé par le président-capitaine quatre ans durant. Mais le malaise qu'ont suscité les conditions de son élimination ne s'est toujours pas dissipé, dix ans plus tard.

Thomas SOTINEL <https://www.lemonde.fr> Publié le 16 novembre 1997

### Le jour où SANKARA est tombé

**Jeudi 15 octobre 1987, 16 heures.** Une réunion doit commencer à Ouagadougou au Conseil de l'entente, dans une salle du bâtiment « Burkina ». Thomas SANKARA en a fait le siège du Conseil national de la Révolution (CNR). La réunion porte sur la création d'un parti politique, un parti unique dont le but est de rassembler l'ensemble des mouvements de gauche pour sauver la révolution et faire face à la montée des contestations. Six membres de son cabinet sont présents.

« **Sortez ! Sortez ! Sortez !** », crient les assaillants à ceux qui sont dans la salle :

« **Ne bougez pas, c'est de moi qu'ils ont besoin** », lance **Thomas SANKARA** en se levant, selon **Alouna TRAORE**.

Bâtiment du Conseil de l'entente\*  
où aurait été assassiné **Thomas SANKARA**

**SANKARA** ajuste son survêtement, se souvient **Alouna TRAORE**, et les mains en l'air, il sort le premier de la salle. Aussitôt, il est froidement abattu sur le perron de la salle de réunion. Puis ses compagnons doivent sortir à leur tour, sous les injonctions des assaillants, les uns après les autres, par l'unique porte de sortie. Dans son témoignage, **Alouna TRAORE** précise : « **Tous ceux qui sont sortis ont connu le même sort que le PF, le président du Faso, alors même qu'ils avaient abattu celui qu'ils voulaient.** »



**Alouna TRAORE** est le seul survivant de l'assaut du 15 octobre 1987.



**Alouna TRAORE** est le dernier à sortir de la salle. « **Je suis allé me coucher parmi ceux qui avaient déjà été abattus** », dit-il. Puis il entend l'un des assaillants : « **Y a un qui n'est pas mort, il faut le conduire dans la salle** - [où l'on avait conduit d'autres membres du CNR, NDLR]. » Il le suit, pensant que sa dernière heure a sonné. « **J'ai simplement demandé à celui qui m'escortait la permission d'uriner, après quoi je me disais que le temps était arrivé pour moi**

**de partir. Mais non ! Il m'a poliment conduit à une salle où j'ai retrouvé certains collègues du Conseil de l'entente. Nous sommes restés dans la salle toute la nuit. Puis le matin, tout bonnement, on nous a demandé de rentrer chez nous.** »

Trente ans après, **Alouna TRAORE** ne sait toujours pas pourquoi il a été épargné ce jour-là. Il a fait plusieurs dépressions nerveuses. Il est marqué à jamais. Dans les différentes interviews qu'il a données à la presse, le rescapé n'a pas toujours donné les mêmes détails sur ce qui s'était passé ce jour-là. Il sait que son témoignage a été remis en question par certains. « **Je suis un humain. Imaginez-vous l'émotion !** » Mais s'il reconnaît « **quelques variances** », comme il dit, il insiste sur l'essentiel : « **Thomas SANKARA a été abattu, assassiné les mains en l'air. Je dis bien les mains en l'air. Je m'en tiens au fait.** »

Par **Carine FRENK** - @CarineFrenk

**NOTA BENE** : \***Historique du Conseil de l'entente** : Le conseil a une superficie de 3,8 ha. Il fut le siège de l'organisation régionale Ouest Africaine éponyme qui regroupait les pays suivants : Le Burkina Faso, le Benin, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Togo. En août 1984 ce lieu est devenu le siège du Conseil National de la Révolution (**CNR**), jusqu'à l'avènement du Front Populaire en octobre 1987. Durant la période du front populaire et du régime de Blaise COMPAORE, le Conseil de l'Entente a été le QG du Régiment de Sécurité Présidentielle (**RSP**), où certains officiers de l'armée avaient établi leurs bureaux. En 2015, le Conseil de l'Entente a été cédé au Ministère des affaires étrangères qui l'aurait cédé à son tour au Comité international pour le Mémorial **Thomas SANKARA** aux fins de la réalisation du projet, à en croire une source de cette association.

« **Celui qui aime son peuple aime les autres peuples** »

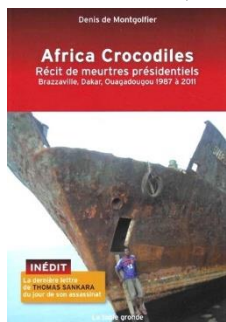
« **Le système néocolonial tremble quand le peuple devenu maître de sa destinée veut rendre sa justice !** »

« **L'esprit de liberté, de dignité, de compter sur ses propres forces, d'indépendance et de lutte anti-impérialiste doit souffler du Nord au Sud, du Sud au Nord et franchir allègrement les frontières. D'autant plus que les peuples africains pâtissent des mêmes misères, nourrissent les mêmes sentiments, rêvent des mêmes lendemains meilleurs.** »

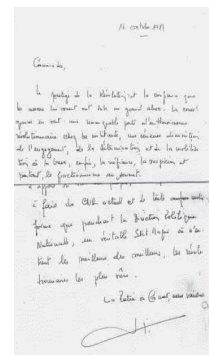
**Thomas SANKARA**

15 octobre 1987 : le discours que devait prononcer Thomas SANKARA, à la réunion de l'OMR, le soir de ce jour funeste. Ce discours n'a jamais été lu et n'a jamais été rendu public

Retrouvé, 23 ans après, par le journaliste Denis de MONTGOLFIER\*, ce discours est de toute première importance.



Quelques rappels afin de bien analyser son contenu. La crise perdurait au sein du CNR. SANKARA avait convoqué une réunion de l'OMR (*Organisation des militaires révolutionnaires*), le 15 octobre au soir où il devait prononcer ce discours. En effet peu de temps auparavant il avait demandé à tous les militaires de sortir de l'UCB, une organisation politique dans laquelle nombreux étaient ceux qui complotaient de la façon dont le décrit Thomas SANKARA dans cette intervention.



Sans doute souhaite-t-il éviter que les affrontements politiques ne se règlent par des affrontements armés... Il avait demandé à tous les militaires de sortir de l'UCB, l'organisation politique la plus influente, dans laquelle nombreux étaient ceux qui s'opposaient à lui. La dispersion des militaires dans différentes organisations politiques rendait la situation dangereuse et entraînait des divisions au sein de l'armée. Chacun tentait de s'allier à tel ou tel officier.

La situation est particulièrement en grave. Thomas SANKARA explique très clairement que la plupart de ceux qui complotent contre lui évoquent des divergences politiques, qu'ils sont incapables d'expliquer clairement. En réalité, ils souhaitent juste pouvoir agir à leur guise pour leurs propres intérêts. Ils utilisent leurs positions au sein de la direction de la révolution pour des agissements contre-révolutionnaires.

[...] Selon les nouveaux dirigeants, en effet Thomas SANKARA préparait l'assassinat de Blaise COMPAORE prévu lors d'une réunion le 15 octobre au soir. Pour appuyer cette thèse ils vont organiser des Assises nationales pour un bilan des quatre années de révolution en janvier 1988 et publient un **Mémoire sur les événements du 15 octobre** en mars 1988. Aucune voix ne peut alors s'élever pour contredire la thèse officielle. Le pays vit la période la plus noire de son histoire. Les partisans de Thomas SANKARA sont en exil à l'étranger ou enfermés et torturés dans les geôles du nouveau pouvoir. Certains y perdront la vie.

[...] Thomas SANKARA souffre durant cette période. Il vit des moments dépressifs, entrecoupés de moments combatifs. Il sent que tout ce qu'il a construit avec son peuple, tout ce en quoi il a tellement cru, ce pourquoi il a tellement donné se dérobe sous ses pieds.

[...] le **15 octobre 1987** SANKARA, apparaît ici déterminé, clairvoyant, énergique et semble avoir repris le dessus. C'est un dirigeant combatif qui a beaucoup muri qui sera assassiné ce jour-là !

**Voici un extrait de son discours :**

**-Ne pas permettre à quelques individus de se jouer de tout un peuple-**

Ouagadougou : 15 octobre 1987

*Chers Camarades,*

*Le prestige de la Révolution et la confiance que les masses lui vouent ont subi un grand choc. Les conséquences en sont une remarquable perte d'enthousiasme révolutionnaire chez les militants, une sérieuse diminution de l'engagement, de la détermination et de la mobilisation à la base, enfin, la méfiance, la suspicion et partout, le fractionnisme au sommet.*

*[...] Tout le monde est témoin du dilettantisme, de la légèreté qui ont caractérisé les comportements d'éléments de cet acabit, et émaillé leur pratique sociale et militante. Le titre de membre du CNR a été utilisé par eux pour influencer les masses à des fins personnelles contraires aux intérêts de la révolution. Mais le plan criminel de leurs attitudes, c'est la paralysie de la Direction qu'ils ont provoquée en travaillant sans relâche à créer l'impression qu'ils se sont identifiés à certains dirigeants imminents incontestés parce que respectables et respectés.*



*Dès lors, et sous ce couvert ils pouvaient imposer et leurs caprices et leurs indisciplines sans crainte d'aucune mesure. Ils se sont autorisés toutes sortes de pratiques sociales, couverts qu'ils se sont estimés de l'immunité de « proches copains » de tels ou tels dirigeants. Leurs positions élevées dans les structures du CNR aidant, positions tirées non d'un mérite établi mais d'une répartition arithmétique entre groupes au CNR, ils ont de fait maquillé de vraisemblance leurs intrigues.*

*[...] Camarades, nous ne pouvons pas permettre à quelques individus de se jouer de tout le peuple, faire condamner le CNR dans notre Patrie et auprès des peuples qui jusque-là respectent notre lutte. Nous ne pouvons pas et ne devons pas laisser quelques éléments irresponsables faire planer sur notre Révolution, le spectre des déchirements tels ceux du Yémen. Nous ne pouvons et ne devons les laisser pervertir cette révolution avec des conséquences telle l'impasse de Grenade. Nous ne pouvons pas fermer les yeux ou nous embarrasser devant les manquements de quelques intrigants lorsque tout le pays est menacé par la guerre civile à la manière du Liban et du Tchad.*

*Nous sommes responsables devant notre peuple, mais aussi responsables devant le mouvement progressiste international du devenir de cet espoir qu'a suscité la Révolution du 4 août 1983.*

*... Cessons de nous lamenter à quatre ou devant une situation nationale si triste. Notre sincérité n'excuse pas notre coupable sentiment d'impuissance qui traduit plus le défaitisme. Je comprends que nous soyons choqués d'être qualifiés de ce que nous ne sommes pas, d'être accusés de ce que nous n'avons pas fait.*

*Je propose :*

*1° / Que nous allions aux masses pour leur démontrer notre cohésion par des meetings de dénonciations et de condamnation des courants divisionnistes, en ridiculisant comme il le mérite, ceux qui jusque-là ont prêché avec plus ou moins de bonheur dans les eaux de la Révolution troublés par eux. Il y a urgence que nous sortions, que nous parlions, que nous rassurions notre peuple. Il y a urgence.*

*2° / Eliminons de nos rangs les fauteurs de troubles. Toutes les luttes sociales ont connu des aventuriers frauduleusement introduits. L'histoire immédiate ou 1 histoire lointaine se sont changées de les éliminer. Notre révolution avancera en se purifiant. Nous ne perdrons rien à assumer le carnage révolutionnaire sentimentalement ressentis, dans le cas d'éventuelles séparations ne sera jamais rien par rapport à ce que nous endurons en ces jours, ni ce que notre peuple souffre en ces circonstances.*

*Je proposerai des sanctions.*

*3° / Dans les meilleurs délais, il nous faudra mettre en place :*

*• Les statuts du CNR, corrigés au regard de ce que nous enseignent nos difficultés présentes et prévisibles, l'acceptation et l'assimilation de la plateforme et des récents du CNR seront un critère éloquent à l'adhésion à sa ligne.*

*• Le programme économique, politique, social et militaire du CNR autour duquel nous rassemblerons les révolutionnaires sur la base de leurs mérites à contribuer au bonheur réel de notre peuple.*

*• Le Code d'Ethique Révolutionnaire qui décrira la conduite sociale la plus exemplaire vers laquelle chacun de nous devra s'efforcer de tendre.*

*A l'aide de ces éléments et grâce à une vie organisationnelle qui devra se départir de l'amicalisme, par un fonctionnement plus efficace de la Commission de Vérification, par des bilans périodiques sur ce que notre action a apporté ou non au peuple, nous parviendrons à faire du CNR actuel et de toute autre forme que prendrait la Direction Politique Nationale, un véritable Etat-Major où n'entrent les meilleurs des meilleurs, les révolutionnaires les plus sûrs.*

*La Patrie ou la mort, nous vaincrons.*

**Thomas SANKARA.**

<https://www.thomassankara.net> > ... > Discours

Extrait de : *Thomas SANKARA La Liberté contre le destin*, p. 431 à 432, **Bruno JAFFRE** Edition Syllepse 2017

**NOTABENE** : \***Denis de MONTGOLFIER** est un journaliste d'investigation français né à Angers en 1962, ancien rédacteur en chef de TLM (Télé Lyon Métropole), il travaille désormais pour plusieurs médias dont Canal + et Le Progrès, il donne également des conférences sur le journalisme d'investigation à l'Université Lyon 2 ainsi qu'à l'Institut d'études politiques de Lyon (IEP de Lyon). Il intervient également dans le cadre du cours de "Politique étrangère" de 4e année à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

"Africa crocodiles" : l'ouvrage, de Denis de MONTGOLFIER, révèle un document inédit : la lettre cachée de Thomas SANKARA écrite le jour de son assassinat ; elle désigne en filigrane son meurtrier, l'actuel Président du Burkina Faso, Blaise COMPAORE.



## • 15 octobre 1987 : Mort de Thomas SANKARA. "Fronde et complot interne"

**SANKARA** n'est pas mort par accident, mais victime d'un complot. A l'intérieur du pays, une alliance s'organise. D'un côté des hommes politiques qui souhaitent une clarification et s'opposent à la politique d'ouverture de **SANKARA** quand ils ne souhaitent pas tout simplement profiter de la position que leur donnerait l'exercice du pouvoir. Plusieurs d'entre eux ont tenté de récupérer des postes bien rémunérés pour leurs femmes ou leurs maîtresses et **SANKARA** le sait, lui qui ne cesse de faire la chasse à ce type de passe-droit. Ils savent désormais qu'ils ont perdu sa confiance ce qui leur fait craindre des mutations et des mises à l'écart. D'autres sont sincères et avancent la nécessité d'une meilleure organisation des instances de direction et souscrivent aux critiques du pouvoir personnel qu'exercerait **SANKARA**. Mais d'autres sont fatigués, voire exténués, de la rigueur morale de **SANKARA** et des réflexions parfois désobligeantes dont ils font l'objet, soit parce que leur façon de vivre ne correspond pas aux règles qu'il veut imposer à son entourage en adéquation avec la pauvreté de l'écrasante majorité de la population.

De l'autre, **Blaise COMPAORE**, qui s'est rapproché des réseaux françafricains qui l'assurent de leur soutien et par ailleurs, avide lui aussi des bénéfices que lui donnerait le pouvoir sans partage, vit depuis quelque temps sous l'influence de sa femme qui lui a donné goût aux délices de la vie opulente.

**Thomas SANKARA et son ange-gardien (à droite) Vincent Askia SIGUE**

Comme nous l'avons vu, certains protagonistes restent persuadés que **Blaise COMPAORE** aurait voulu être le président dès le début de la Révolution. C'est en tout cas ce que pense **Vincent Askia SIGUE\*** qui a tenté de convaincre **Thomas SANKARA** sans succès. **SIGUE** a d'ailleurs raconté à qui veut l'entendre que même avant le 4 août, **Blaise COMPAORE** aurait un jour réuni à Pô ses officiers et sous-officiers pour discuter de l'éventualité que le pouvoir lui revienne.



**Blaise COMPAORE** a besoin de soutien politique pour mener à bien son projet et les opposants à **SANKARA** savent qu'ils ont besoin de bras armé que constituent les forces militaires contrôlées par **Blaise COMPAORE** et son adjoint **Gilbert DIENDERE**. C'est cette alliance qui, à l'intérieur du pays, va s'opposer à **SANKARA**, préparant la couverture politique du complot. Elle va être consolidée tout au long de l'année 1987. **Blaise COMPAORE** s'assurant le soutien de ceux qui viennent se joindre à lui en leur promettant sa protection.

Par ailleurs, **SANKARA** souhaite vivement une amélioration qualitative des CDR. Il souhaite faire adopter un code de bonne conduite et améliorer la formation des cadres. Certains qui exercent des responsabilités s'en servent pour leurs intérêts personnels et craignent de perdre ces avantages. **SANKARA** a prononcé des critiques très vives à leur encontre lors de la première conférence nationale des CDR, mais les progrès réalisés depuis sont à ses yeux insuffisants. Il connaît parfaitement son monde et compte notamment sur la commission populaire de lutte contre la corruption pour mettre hors d'état de nuire ceux qui sous couvert de discours révolutionnaires souhaitent surtout ne pas être démasqués. Ainsi il déclare quelques mois avant le 15 octobre :

*« Tous ceux qui essaient de tenir des discours sur la lutte contre la corruption ne sont pas forcément si innocents que cela. Ils sont nombreux parce que ils ont peur de la Commission populaire de lutte contre la corruption. Ils font tout pour que la Commission n'agisse pas. Ils disent qu'elle est inutile, inefficace, dévalorise le régime et ses dirigeants, règle ses comptes ».*

Enfin, **SANKARA** est un excellent débateur et contradicteur doué d'une formidable culture politique dont ses discours se font parfois l'écho, acquise à force de travail et de multiples confrontations d'idées avec des intellectuels et des militants de tout bord. Et ceux qui s'essayent à engager un débat d'idées contradictoire avec lui ne sont pas au bout de leur peine. Si la lutte politique est réelle, les débats seuls ne sauraient suffire à faire tomber **SANKARA**. Ses ennemis vont s'employer à toutes sortes de manœuvres politiciennes plutôt que d'enrichir le débat sur les questions de développement, les objectifs de la révolution et les moyens de les atteindre.

NOTA BENE : \* **Vincent Askia SIGUE**, personnage historique, non pas des moindres, de la révolution d'août 1983 : l'oublié, l'inconnu ou le méconnu ? Quoiqu'il en soit, il fut l'un des plus fidèles de Thomas SANKARA.

Selon les historiens de la révolution burkinabè, l'événement déclencheur des événements du 15 octobre 1987 ont un seul nom : Askia Vincent SIGUE. L'homme à qui devrait revenir la sécurité personnelle du Président Thomas SANKARA. Ceci, au terme d'une réorganisation devenue nécessaire à la suite de divergences profondes intervenues dans la conduite du magistrè politique de l'époque. Mais qui était cet homme tant redouté ? "*Le mercenaire Vincent SIGUE*". Telle est la terminologie utilisée dans le discours officiel après le 15 octobre 1987, pour désigner celui qui, jusqu'au bout aura fait figure d'ange gardien pour le compte de son "*idole*".

A en croire certaines sources il s'en serait voulu de n'avoir pas été présent ce jour-là. Si tel était le cas aurait-il pu, à lui tout seul, changer quelque chose dans le cours des événements ?

Une chose est certaine, l'homme faisait peur. Il inspirait surtout la crainte à ceux-là qui s'inquiétaient de sa trop grande proximité avec Thomas SANKARA, le président du Faso. Sans doute était-ce à cause justement, de ce qu'ils préparaient depuis longtemps et dont la présence de ce "*chien de garde*" extrêmement méfiant et suffisamment dissuasif, gênait constamment la mise en œuvre.

Pas un pas sans son maître. De toutes manières, il était disposé à faire le pied de grue, et attendre son heure. Quitte à entrer dans de plein pied dans son sacerdoce, avant d'en avoir été investi sur-le-champ, le capitaine Premier ministre se prend d'admiration pour son interlocuteur, et décide de l'inclure *intuitu personae* dans l'équipe de sa sécurité rapprochée. Cette dernière, c'est une évidence jusque-là, est encore trop dépendante des para commandos de Pô, lesquels sont placés sous l'autorité directe d'un autre capitaine : Blaise COMPAORE.

Dans la soirée du 15 octobre, après la tuerie du Conseil de l'Entente, la chasse aux sorcières est lancée. Elle a pour but de dénicher et de "*neutraliser*" les collaborateurs du capitaine SANKARA.

Dans ce contexte, Askia Vincent SIGUE est une cible privilégiée. Activement recherché par des gens qui, à l'évidence n'ont pas l'intention de l'arrêter, encore moins de discuter avec lui, il est dénoncé puis froidement abattu alors qu'il tentait de gagner le Ghana voisin.

Extrait de : *Biographie de Thomas SANKARA La patrie ou la mort* p.239-240 Bruno JAFFRE L'Harmattan 2007

## • 15 octobre 1987 : Mort de Thomas SANKARA. "Fronde et complot externe" ?



À trop vouloir bousculer l'ordre établi, Thomas SANKARA a fini par irriter. Et la révolution burkinabè par inquiéter des puissances étrangères. Les Burkinabè qui ont été les collaborateurs et les amis de SANKARA voient danser autour de sa mort de nombreuses ombres :

celles du président ivoirien *Félix HOUPHOUËT-BOIGNY*, du « guide » libyen *Mouammar KADHAFI*, du chef de guerre libérien *Charles TAYLOR*, celles encore des *services secrets français et américains*. Au Burkina Faso, beaucoup pensent qu'une main extérieure est intervenue dans l'assassinat de Thomas SANKARA.

C'est une question qui, trente ans après, hante encore les esprits : la France a-t-elle joué un rôle dans l'assassinat de Thomas SANKARA ? À cette question, impossible aujourd'hui encore d'apporter une réponse définitive. Car il n'existe pas, à ce jour, de preuve d'une implication française. Mais le doute persiste. Il est renforcé, trois décennies plus tard, par de nouveaux témoignages. Des confidences d'acteurs de l'époque qui éclairent cette période d'un jour nouveau.

Toutes les archives de la diplomatie française sur les années SANKARA ne sont pas encore disponibles. Des documents rendent compte de la multiplicité des regards que les responsables français portent, à l'époque, sur le « *bouillant capitaine* » burkinabè. On y découvre des hauts fonctionnaires tantôt compréhensifs, tantôt inquiets. D'aucuns craignent que le jeune officier ne fasse des émules dans toute l'Afrique de l'Ouest. Certains documents illustrent les liens étroits entre Félix HOUPHOUËT-BOIGNY et Blaise COMPAORE, frère ennemi de SANKARA. D'autres encore s'interrogent sur le jeu du colonel KADHAFI au Burkina Faso. Au point de soupçonner le guide libyen d'avoir été mêlé au complot qui a coûté la vie au « *camarade président* ».

Thomas SANKARA et Félix HOUPHOUËT-BOIGNY : deux voisins indissociables, deux dirigeants aux styles radicalement différents, mais fascinés l'un par l'autre. Obligés de cohabiter, de s'apprivoiser, de s'entendre ou de plonger leurs deux nations dans le précipice... À Abidjan, les collaborateurs du « *Vieux béliet* » se souviennent de cette courte cohabitation entre deux hommes apparemment dissemblables. Trente ans plus tard, la loi du silence continue cependant de régner à Abidjan sur le rôle que « *le Vieux* » a pu jouer dans l'assassinat du « *capitaine* ».

<https://webdoc.rfi.fr>

## Que s'est-il passé le 15 octobre 1987 ? Le déroulement des faits.

Tenter de retracer les événements qui ont coûté la vie à **Thomas SANKARA** n'est pas chose aisée. Quelle que soit la version, et il y en a plusieurs, elle est plus ou moins arrangée selon celui qui la relate penche du côté des partisans de **Blaise COMPAORE** ou de ses adversaires. Des témoins depuis ont parlé des journalistes sont venus enquêter, j'ai moi-même pu recueillir sur place certaines informations, mais il reste certaines zones d'ombre. L'honnêteté commande d'être prudent plutôt que d'affirmer que ce qui suit est la stricte vérité.

Convoquée par le responsable de la sécurité, une réunion rassemble le matin, au Conseil de l'Entente, siège du CNR, les militaires affectées à la sécurité de ce siège et ceux de la garde présidentielle. La tension est vive. La réunion se termine sans que celle-là puisse être apaisée.

Peu après 16 h, **SANKARA** est appelée à une réunion au même endroit avec ses plus proches collaborateurs. C'est le jour du sport de masse. Les militaires de la sécurité présidentielle sont tenus de participer à tour de rôle. **SANKARA** est en survêtement. Certains éléments de la garde présidentielle tentent de le dissuader de se rendre au Conseil de l'Entente, compte tenu de la tension. Inconscience ou volonté d'aller au-devant de l'affrontement ? Sentiment d'invincibilité ? Deux voitures démarrent, il se trouve dans l'une d'elles, l'autre transporte des membres de la garde rapprochée. **SANKARA** se fait déposer à la porte du bâtiment où l'attendent déjà ses collaborateurs. Les hommes qui l'accompagnent vont se garer un peu plus loin. Ils remarquent des militaires embusqués un peu partout. La fusillade éclate. **SANKARA** s'élance vers l'extérieur. - **Restez là, c'est à moi qu'ils en veulent !** - s'écrie-t-il, il tue un gendarme et se retrouve face à deux militaires. L'un hésite, mais l'autre l'abat d'une rafale de mitraillette. Les militaires rentrent dans la salle où devait se tenir la réunion et arrosent avec leurs armes tous ceux qui s'y trouvent. Sur treize personnes, une seule en réchappe. Elle « fait la morte » jusqu'à l'arrivée de nombreux témoins. Trois hommes de la garde présidentielle qui s'étaient couchés sont aussi épargnés. Ils bénéficient de l'hésitation de celui qui, les ayant trouvés, les reconnaît comme d'anciens compagnons d'armes...

[...] A peu près à la même heure, selon un témoin présent au même moment à la poste centrale, d'autres coups de feu se sont fait entendre aux alentours du Secrétariat général des CDR.

Peu avant la base aérienne avait été encerclée et les militaires présents n'avaient opposé de résistance. Un avion avait fait tourner son moteur...

Les journalistes sont évacués des bâtiments de la radio et de télévision tout proches, vers 17 h. Habituellement l'entrée est gardée par des soldats qui disposent d'une mitrailleuse et peuvent s'abriter derrière des sacs de sable.

Dès les premiers coups de feu, les gens qui travaillent à la Présidence, située tout près du Conseil de l'Entente, reçoivent l'ordre de s'enfermer dans une pièce. Ils n'en sortent qu'à 17h avec l'ordre de rentrer chez eux sans trop chercher à savoir ce qui s'est passé. Seule une piste sépare l'ENAM (Ecole nationale de l'administration et de la magistrature) du mur qui longe le Conseil de l'Entente. Les militaires qui occupent le bâtiment se sont mis en position sur le toit dès le début des tirs. Les employés devront attendre 18 h avant d'être autorisée à sortir.

Le lieutenant **Michel KOAMA** qui commandait des troupes à *Komboinsé* à une dizaine de kilomètres de Ouagadougou, est retrouvé mort le même jour. Le commandant de la gendarmerie, **Ousseini COMPAORE** a été arrêté.

C'est dans la soirée, peu après l'instauration du couvre-feu que **SANKARA** et ses collaborateurs morts avec lui seront enterrés au cimetière de *Gagnoen*, dans un quartier périphérique de la ville. Les familles n'ont pas été prévenus.

Extrait de : *Burkina Faso les années Sankara de la révolution à la rectification* p.197-198 **Bruno JAFFRE**

L'Harmattan 1989 réédition janvier 2023

### « LES TERGIVERSATIONS DE LA FRANCE NE FONT QU'AUGMENTER LES SOUPÇONS »

Le procès des meurtriers présidents de Thomas Sankara se tient actuellement au Burkina Faso. Spécialiste du pays, Bruno Jaffre le suit du quotidien. Il revient sur l'implication internationale, notamment de la France.



**BRUNO JAFFRE**  
Le spécialiste  
réputé de  
l'histoire politique  
du Burkina Faso

Que sait-on de l'acte de violence au stade actuel du procès des meurtriers présidents de l'ex-républicain burkinabé Thomas Sankara, ouvert le 11 octobre ?  
Tout d'abord, on connaît la composition des membres du commando. On sait qu'ils sont partis du domicile de Blaise Compaore dans deux véhicules, dont l'un talonnait Sankara. Arrivés sur les lieux de l'assassinat, ils ont été accompagnés par des soldats de la garde de Thomas Sankara et ont participé à une situation dont il serait le premier témoin en France.

En réalité, Blaise Compaore et Hippolyte Kaboré sont tous les deux sous la protection de la Côte d'Ivoire. Constatant ce qui se passait, ils ont décidé de quitter le pays pour aller à la recherche de Sankara. Ils ont été arrêtés par l'armée française. Ils ont été interrogés et ont été relâchés. Ils ont été relâchés à la fin de l'année 1987. Ils ont été relâchés à la fin de l'année 1987. Ils ont été relâchés à la fin de l'année 1987.



15 octobre 1987 : Par son impertinence, Thomas SANKARA a-t-il ce jour-là signé son arrêt de mort ?

Certains à Ouagadougou en sont convaincus, même s'ils n'ont aucun élément concret pour l'attester. Les thèmes de discorde ne manquaient pas. C'était encore l'époque de la guerre froide. Outre le risque de contagion de la révolution burkinabè en Afrique francophone, il y avait les liens avec Tripoli, Moscou et Cuba. La position du Burkina en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Ou le discours sur l'annulation de la dette que Thomas SANKARA prononça le 29 juillet 1987 à la tribune de l'OUA à Addis-Abeba.

« *Nous gênions tout le monde.* »

Basile GUISSOU, ancien ministre burkinabè des Affaires étrangères

« *Thomas SANKARA disait ce qu'il pensait, que ça plaise ou que ça ne plaise pas.* »

Fidèle KIENTEGA, compagnon de la première heure de SANKARA

Basile Laetare GUISSOU (1949-)

Pour l'ancien ministre burkinabè des Affaires étrangères Basile GUISSOU, ce qui est sûr, c'est que le président burkinabè n'était pas en odeur de sainteté :

« *Vous lisez CHIRAC, il le dit clairement : "Ce Monsieur nous emmerdait". Vous lisez MITTERRAND : "Jeune homme, faites attention, vous titillez trop." C'est évident. Pas besoin de dessin pour ça* », s'exclame Basile GUISSOU.



« *Nous gênions tout le monde. Moi j'ai eu à dire au ministre NUCCI [le ministre français de la Coopération de 1982 à 1986] que nous, nous ne prendrons plus des ordres à Abidjan. Si la France veut parler au Burkina, elle nous parle directement, elle ne passe pas par HOUPHOUËT-BOIGNY ! Et ça, ça ne plaisait pas.* » Et d'ajouter : « *La Françafrique, ce n'est pas moi qui l'ai fabriquée ! On n'était pas sur la même longueur d'onde. C'est les intérêts français qu'ils défendaient et nous, on nous présentait comme des anti-Français alors que nous n'étions que des patriotes. Nous défendions nos intérêts. Mais cet état d'esprit-là, ce n'était pas la chose la mieux partagée dans les chancelleries et dans les cercles francophones d'Afrique.* »

BURKINA FASO



un espoir  
en AFRIQUE

Basile GUISSOU

Basile GUISSOU, ex-chef de la diplomatie burkinabè, se souvient aussi de son échange aigre-doux avec l'ambassadeur américain : « *On l'avait traité de cow-boy* », se rappelle-t-il dans un sourire.

« *On a eu à expulser les volontaires du Corps de la Paix, les Peace Corps. Ça n'a pas plu aussi. Mais c'est la marque des États souverains. On a assumé.* »

« *Nous gênions tout le monde* », reconnaît l'ancien ministre des Affaires étrangères. « *Thomas SANKARA disait ce qu'il pensait, que ça plaise ou que ça ne plaise pas. Moi je l'ai vu, devant Andrei GROMYKO à Moscou, demander à la délégation de ramasser les bagages, qu'on rentre à Ouagadougou, "parce que celui-là, il ne sait pas que je suis chef d'État, lui n'est que chef du gouvernement" [...] C'est l'homme qui était comme ça. Maintenant, cela ne m'étonne pas que ce type de discours puisse vexer et choquer KADHAFI, HOUPHOUËT-BOIGNY ou MITTERRAND.* »

Meng-Néré Fidèle KIENTEGA

Selon tous ces témoignages de proches de Thomas SANKARA, ce qui s'est passé le 15 octobre n'est pas le fait de Blaise COMPAORE. Fidèle KIENTEGA\* est « *sûr* »

que les services secrets français et américains étaient au courant de ce qui se tramait. « *Toute la difficulté de ce genre de choses, souligne-t-il, c'est d'avoir des éléments concrets, des documents écrits ou des enregistrements de voix. Donc tout ce que vous pouvez dire, ce sont des sentiments diffus, qui peuvent friser l'affabulation ou les accusations gratuites. Mais lorsque vous regardez toute la trame qu'il y a eu depuis que nous étions là, vous savez que sa mise à mort a été un processus qui a été préparé et élaboré.* »





Cette thèse du complot international, Nongma Ernest OUEDRAOGO\*\*, l'ex-ministre de l'Intérieur, un fidèle lui aussi de Thomas SANKARA, la rejette :

« *Je ne peux pas étayer les allégations selon lesquelles des services étrangers étaient mêlés à cette histoire, parce que moi je pense qu'il s'agit d'un problème tout à fait interne au CNR, que c'est un conflit entre Blaise COMPAORE et Thomas SANKARA. Peut-être bien que certains ont eu accès à des informations différentes des miennes. Mais moi, en tant que ministre de la Sécurité, je n'ai jamais eu vent d'un quelconque complot.* »



« *Le jour où vous apprendrez que Blaise prépare un coup d'Etat contre moi... Ce ne sera pas la peine de chercher à vous y opposer ou même de me prévenir. Ça voudra dire que c'est trop tard et que ce sera imparable.* »

Déclaration de Thomas SANKARA interpellé par des journalistes, août 1987

Thomas SANKARA s'est-il montré trop naïf, trop idéaliste ? Sans doute. Fidèle KIENTEGA, le confident, a toujours eu l'impression que Thomas SANKARA était conscient des risques qu'il prenait.

« *Il le disait lui-même, il faut qu'on aille vite parce qu'on n'a pas le temps. Et il faut comprendre ce que ça voulait dire : on n'a pas le temps. Il savait les oppositions, les antagonismes qu'il avait. Et il savait aussi, je crois, qu'il ne pouvait pas s'en sortir. Mais il pensait qu'il semait une graine qui allait nécessairement germer et que plus rien ne pourrait être comme avant. Il a fait l'erreur de croire que le processus qu'il avait engagé, personne ne pouvait l'arrêter. Or, Blaise COMPAORE l'a arrêté.* »

Carine FRENK <https://articles.rfi.fr>

NOTABENE : \*Meng-Néré Fidèle KIENTEGA, administrateur civil à la retraite, est membre du bureau politique du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP). Il est également l'ancien chef du Département des affaires politiques de la présidence sous Thomas SANKARA.

L'homme est responsable aux relations extérieures de l'UNIR-PS, Directeur de cabinet du chef de file de l'opposition politique (CFOP), actuellement député à l'Assemblée nationale.

Le 16 décembre 2013, il adresse sa lettre de démission au président de l'Union pour la renaissance/Parti sankariste (UNIR/PS), Me Bénéwendé Stanislas Sankara.

« *Ma décision tient aussi et surtout à ma conviction que le sankarisme reste la voie royale pour l'affranchissement et le progrès du Burkina Faso et de l'Afrique au regard de l'échec cuisant du régime Compaoré et, de façon générale, de celui de l'Afrique, qui patauge dans une misère insultante malgré ses immenses potentialités.* »

\*\*Né en 1944 à Gaoua, Ernest Nongma OUEDRAOGO, est l'actuel maire de Tema-Bokin, dans la province du Passoré, sous la bannière de L'UNIR- MPS (Union pour la renaissance-Mouvement patriotique sankariste)

L'homme est considéré comme étant un sankariste pur et dur pour avoir été le ministre de l'Administration territoriale et de la sécurité de l'ex-président révolutionnaire (CNR) Thomas SANKARA. Dans certains milieux, on dit même de Ernest Nongma OUEDRAOGO, puisque c'est de lui qu'il s'agit, qu'il a du sankarisme dans le sang.

A la question : Qu'est-ce que vous gardez de Thomas SANKARA ? il répond :

« *Je dirais que ce fut un homme génial. Thomas SANKARA brillait de tout son génie dans tous les domaines. Je me rappelle encore quand j'étais son ministre en charge de l'administration territoriale et de la sécurité, il avait réuni les policiers dans mon cabinet. Et quand il a expliqué aux policiers ce qu'il pensait de la police, c'était à la limite comme s'il était un commissaire de police. Après la réunion, je l'ai pris à chaud pour lui demander où il a appris tout ça. C'est bien ce que moi j'enseignais à l'école nationale de police. Il me répondit qu'il n'a jamais suivi un cours du domaine mais ce qu'il a dit était plutôt l'expression d'un citoyen qui a besoin de la police.* »

L'actuel maire de la commune de Tema Bokin, Ernest Nongma OUEDRAOGO, était à la barre, lundi 29 novembre 2021, comme témoin au procès de l'assassinat du président Thomas SANKARA et de ses douze compagnons. Le commissaire de Police à la retraite était ministre de l'administration territoriale et de la sécurité au moment des faits.

A la question : Le Burkina Faso économiquement se porte-t-il mieux ou du moins croyez-vous à un Burkina émergent ?

« *Non je ne crois pas que le Burkina soit émergent. S'il l'était, tout le monde aurait senti ça. Les fonctionnaires dans leur salaire et la ménagère dans son panier. Ce sont des subterfuges qu'on exhibe pour juste nous calmer. Je ne vois pas de boom économique dans ce pays à moins que cela ne soit dans quelques familles. La classe dirigeante, elle, est bien nantie, bien nourrie et engraisée ; mais les autres tirent le diable par la queue. Les statistiques le disent, la pauvreté croît d'année en année au Burkina.* »

A la question : Vous avez été un proche collaborateur de Thomas SANKARA. Près de 24 ans après sa mort, la justice peine toujours à retrouver les coupables. Votre réaction ?

« *Nous, sankaristes, le répétons depuis un quart de siècle : c'est une erreur historique grave d'avoir mis fin à la révolution de cette manière.* »

## Les réactions en Afrique, dans le Monde à la mort de Thomas SANKARA

La réaction peu ordinaire d'un ambassadeur en poste à Ouagadougou **Michaël GEYER**, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) du Burkina Faso. Lors du toast d'adieu organisé le **7 janvier 1988** en son honneur, à l'occasion de son départ, il a refusé la décoration du Front « Populaire » et a invité l'assistance à une « *pensée pour celui qu'on a enterré comme un chien* ».

### Sur le plan africain, d'autres réactions

-Au **Ghana**, c'est la consternation. Le capitaine **J.J. RAWLINGS** apparaît à la télévision les larmes aux yeux pour annoncer la terrible nouvelle à son peuple. Une semaine de deuil est décrétée. La veillée funéraire organisée à l'occasion, vit la participation du Président ougandais **Yewori MUSEVENI**.



-En **Côte d'Ivoire**, la réaction fut vive au niveau de la jeunesse et des couches déshéritées. Le pouvoir, craignant une émeute, fit sortir les forces de l'ordre pour contenir la fièvre qui montait.

-A **Dakar**, sous la direction de **And Jéf de Landing SAVANE**, il y eut de nombreuses manifestations. La jeunesse sénégalaise a crié : « *Nous préférons subir mille fois le sort de Thomas SANKARA plutôt que d'être à sa place* (Blaise COMPAORE) »

-Au **Congo**, dès l'annonce de la mort de **Thomas SANKARA**, le Président **Denis Sassou N'GUESSO** s'est écrié : « *Je suis profondément bouleversé, choqué et indigné, par la disparition brutale et inacceptable du Camarade Thomas SANKARA, grand ami du peuple congolais, avec qui j'avais tissé des liens étroits d'amitié et de lutte. L'Afrique vient de perdre un grand révolutionnaire. Le président SANKARA était un dirigeant intègre, dynamique et entièrement dévoué à la cause de son peuple* ».

C'était le **16 octobre**, le **21 octobre**, sous l'égide de l'Union de la Jeunesse Socialiste Congolaise (U.J.S.C.), le peuple congolais exprima son indignation face à l'acte affiché des putschistes de Ouagadougou. Un lycée de Brazzaville et une tour à Pointe Noire, furent baptisés du nom de « **Thomas SANKARA** »; la promotion sortante de l'Ecole Nationale d'Administration et de la magistrature, dirigée par **Kitsoro KINZOUZA**, prit le nom de « **Thomas SANKARA** ».

Cinq mois après sa forfaiture, **Blaise COMPAORE**, lors de sa tournée africaine, a pu sentir lui-même toute la réprobation des masses africaines. Ainsi, lors de sa visite au **Nigéria**, le ministre algérien des affaires étrangères, le général **Ike NWACHUKU**, répondant à son opinion publique, a eu à déclarer : « *Il n'y a aucun mal à cette visite qui est dans l'ordre des choses (...). Il n'y a pas de place pour les sentiments dans les affaires internationales, pas plus qu'il n'y a d'amis et d'ennemis permanents. Il y a seulement des intérêts permanents* ».

Pourtant l'opinion des masses nigériennes exprimée dans la presse se situe à l'opposé. Ainsi, pour le **Daily Times**, organe gouvernemental, « *le gouvernement de Compaoré aggrave son cas et se fait davantage d'ennemis par ses actions inconsidérées* ».

Le **Daily Sketch** écrit : « *Le Capitaine Compaoré, que nous hésitons à qualifier d'homme fort, à la façon, de la presse occidentale, est arrivé hier au Nigéria pour se livrer à un exercice de relations politiques en faveur de sa propre image, après s'être frayé un chemin à coups de feu jusqu'à l'échelon le plus élevé du pouvoir (...)* ».

Au niveau de la presse indépendante, le **Nigerian Tribune** sous le titre, « *Compaoré n'est pas le bienvenu* » affirme que les Nigériens « *se sentent humiliés que le gouvernement déroule le tapis rouge en l'honneur d'un meurtrier, d'un criminel qui devait être mis au ban de toutes les nations respectables* » **The Vanguard** sous le titre, « *L'étranger du Burkina Faso* », écrit « *Blaise Compaoré n'a encore convaincu personne que des considérations plus nobles, que la cupidité, l'ambition et une jalousie mesquine ont inspiré son coup d'Etat d'Octobre dernier* ».

-A **Lusaka** (Zambie), l'accueil réservé à **Blaise COMPAORE** fut glacial. Sous son regard médusé, le Président zambien **Kenneth KAUNDA**, entonna un chant repris en chœur par l'assistance, un chant en l'honneur des martyrs africains dont **Thomas SANKARA**.

-C'est après force négociations- certains présidents africains ayant intercédé en sa faveur - que Blaise COMPAORE réussit à fouler le sol de **Luanda** (Angola).

-A **Maputo** (Mozambique) **Jean-Marc PALM**, ex ministre des affaires étrangères sous le Front populaire, se faisait recevoir par le premier ministre mozambicain, **Mario MACHUNGO**, et le Président du parlement **Marcelino Dos SAMOS**. Au cours des entretiens, **Jean-Marc PALM** s'est évertué mais en vain à modifier l'opinion de ceux-ci à l'égard des responsables de la mort de **Thomas SANKARA**. Il manifesta le désir de rester à Maputo encore quelques jours pour y attendre le retour du Président Joachim CHISSANO en tournée en Amérique Latine. « *Mais les autorités de Maputo l'ont prié de quitter le pays dès Samedi* ».

-A **Libreville** (Gabon), sous la huée des jeunes lycéens, le cortège emportant **Blaise COMPAORE** s'est ébranlé à grande vitesse vers la résidence des hôtes. Les jeunes criaient : « *Assassin ! Assassin ! Qu'as-tu fait de SANKARA ?* »

-Un an après sa forfaiture, **COMPAORE** de passage à **Dakar** pour **Rabat** où il devait prendre part au sommet Franco-Africain, s'est vu réserver le même sort qu'à Libreville, par des jeunes lycéens sortis inopinément des classes. Le Président **Abdou DIOUF** avait pourtant pris le soin préalable de cacher à son peuple l'heure d'arrivée de cet hôte gênant.

-Cependant... Une exception à Lomé et à Yamoussoukro, un accueil triomphal fut réservé à **Blaise COMPAORE** par les Présidents **EYADEMA** et **HOUPHOUËT-BOIGNY**. Dans ces deux villes africaines, il foula le sol en héros, salué par vingt-et-un coups de canon. La récompense de la trahison ?

### **Les réactions dans le monde**

Outre les associations, collectifs, fondations qui se créèrent partout dans le monde, à Paris, Oslo, Washington, etc., nombreuses furent les personnalités, hommes politiques et hommes de lettres, à avoir réagi négativement à l'assassinat de **Thomas SANKARA**.

-En France :

**Harlem DESIR** : « *Sankara était un personnage d'une grande finesse, d'une grande intelligence, beaucoup plus pragmatique que ne laissait apparaître la langue de bois de ses conférences de presse. Il essayait de trouver une solution originale au problème du pays. Sankara refusait tout type d'alignement sur des forces extérieures (...) C'est de les toutes façons une lueur d'espoir qui s'est éteinte en Afrique* ».

**François MITTERRAND** : « *C'est une histoire terrible, c'est une nouvelle qui m'attriste. C'était un homme jeune, intelligent, plein de sincérité et d'élan* ».

**Jacques CHIRAC** : « *Je ne peux dire que ma tristesse, le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde qui devait rassembler toute son énergie pour essayer de se mobiliser avec l'aide internationale, avec l'aide de la France, pour essayer de développer le pays, plutôt que de perdre son énergie dans des coups d'Etat permanents qui ne correspondent pas à ce qui serait nécessaire. Je regrette beaucoup.*

-Aux U.S.A.

**George H. W. BUSH** alors Vice-Président de **1981-1989**, avait dénoncé derrière l'assassinat du président **Thomas SANKARA** la main criminelle de **Mouammar KHADAFI**. Avait-il tort ? L'on sait que le premier avion à avoir atterri à Ouagadougou le soir du 16 octobre, malgré la fermeture de l'aéroport, fut un cargo libyen transportant une personnalité libyenne (non encore identifié) ; l'on sait également qu'une voiture **Alpha-Romeo** blindée avait été offerte à **Blaise COMPAORE**. De plus, le ministre libyen des Affaires étrangères, n'a-t-il pas déclaré, peu après la mort de **Thomas SANKARA**, que celui-ci s'ingérait de façon impromptue dans des affaires qui le dépassaient, faisant allusion, entre autres, à la question tchadienne...

Extrait de : *L'Espoir assassiné* p.48 à 52 **Valère D. SOME** l'Harmattan Paris 1990

« *Sans identité, nous sommes un objet de l'histoire, un instrument utilisé par les autres : un utensile* »  
**Joseph Ki ZERBO** 1922-2006 Historien et homme politique burkinabé

## Le massacre du 27 octobre 1987 au Burkina : Le B.I.A. sous les feux du Front populaire

Deux jours après l'assassinat du Président Thomas SANKARA, la Révolution aurait pu être sauvée. Le Capitaine Boukary KABORE surnommé "le lion de Borkiemde" aurait pu devenir le sauveur de la Révolution en péril...

La fosse commune de Latou à Koudougou marque d'une tache indélébile les événements du 27 octobre 1987. Le Front Populaire a fait pleuvoir du plomb sur les éléments du *Bataillon d'intervention aéroporté (B.I.A.)* au motif que leur chef Boukary KABORE "Le lion du Bulkiemdé" était entré en dissidence contre le nouveau pouvoir putschiste. Avec une exceptionnelle brutalité, Koudougou fut soumise à une atrocité immonde.

Après le 15 octobre 1987, le pouvoir du Front Populaire envoie deux *Boukary KABORE* dit *Le lion* émissaires chez Boukary KABORE surnommé *le lion du BULKIEMDE* pour obtenir son ralliement au nouveau pouvoir. L'un d'entre eux, Alain ZOUBGA, ancien secrétaire général du ministère de la Santé et ministre du même département dans le nouveau régime, est un cousin du commandant du Bataillon d'intervention aéroporté (B.I.A.). Ils sont tous originaire du village de *Poa*, petite localité située à quelques encablures de Koudougou. L'autre, Emile GOUBA, fut pendant un moment Haut-commissaire du Boulkiémde. Pour la circonstance, explique Boukary KABORE *le lion*, ils ameutèrent les membres influents de sa famille ? l'imam du village, son oncle paternel et le chef du village. Mais *le lion* affirme ne s'être pas laissé influencer par cela. A ses parents, il fit savoir qu'on veut les entraîner dans un domaine qu'ils ne maîtrisent pas. Eux savent seulement cultiver mais de la politique et des questions militaires, ils n'ont aucune connaissance. L'imam acquiesça et reconnu qu'en effet, ils n'ont pas de compétence en la matière. Le commandant du BIA et de la 3<sup>ème</sup> région militaire demanda alors aux émissaires de convier Blaise COMPAORE, LINGANI ou Henri ZONGO à Koudougou pour des pourparlers. *Le lion* avoue qu'il était convaincu que les deux premiers n'allaient pas venir, par ce qu'il les connaît suffisamment poltrons. Mais concernant Henri ZONGO, il n'avait pas de doute.



La rencontre avec Henri ZONGO a effectivement eu lieu à *Poa* dans son village. En plus du capitaine Henri ZONGO, il y avait Laurent SEDOGO, ancien directeur du service national populaire (SNP) et aujourd'hui ministre de l'Agriculture, Alain ZOUBGA et Emile GOUBA. Boukary KABORE soutient qu'à cette rencontre, Henri ZONGO expliqua que le 15 octobre, il était à Manga où il a passé la nuit dans l'ignorance totale des événements. C'est arrivé à Pô le lendemain qu'il fut informé de ce qui s'était passé la veille.

C'est dès cet instant que *le Lion* comprit que tôt ou tard, LINGANI et ZONGO allaient passer à la trappe.

Ensuite, entre en lice Hermann YAMEOGO (le président actuel de l'UNDD), l'autre parent du *Lion*. Ce dernier tente d'user de tact pour convaincre le Lion pour qu'il vienne à Ouagadougou parce que, dit-il, les Ouagalais ont peur que le B.I.A. ne descende dans la capitale avec ses commandos. Il insiste pour qu'il vienne tenir un meeting afin de mettre la population en confiance. Cette proposition rencontre un nict catégorique de la part de Boukary KABORE. Pendant que les émissaires faisaient des va et vient, Ouagadougou affûtait les armes et ne tarda pas à passer à l'assaut. *Le Lion* assure avoir refusé de se rebeller parce que le Président Thomas SANKARA n'était plus de ce monde, et d'autre part parce que le capitaine ZONGO l'avait convaincu de ce que Thomas SANKARA, même vivant, n'aurait pas approuvé le projet de rébellion. Boukary *le lion* reçut dans ces moments tourmentés, 7 journalistes parmi lesquels il y avait une occidentale. Celle-ci lui avait demandé ce qu'il allait faire si les hommes de Blaise venaient à passer à l'attaque. "Alors là, je me battraï jusqu'à la dernière cartouche", lui avait répondu le patron du B.I.A.



L'interprétation malheureuse de ce propos a permis, selon lui, à la force acquise à **Blaise COMPAORE** de passer à l'attaque. Le **27 octobre** dans la matinée, Koudougou est encerclée et soumise à des tirs intenses, sans véritable riposte. Certains militaires profitèrent d'un moment d'accalmie pour se rendre à la gendarmerie à la recherche d'un abri.

**Boukary KABORE** affirme qu'il n'y a eu aucune opposition de la part de ses éléments. Son seul regret, c'est d'avoir laissé des hommes sans foi ni loi tuer de valeureux soldats en leur intimant l'ordre de ne pas verser de sang. Le lieutenant **Daniel KERE**, le lieutenant **Elisée SANOGO**, le sous-lieutenant **Bertoa KI**, le sous-lieutenant **Jonas SANON**, l'élève officier **Abdouramane SAKANDE**, l'élève officier **Timothée OUBDA** ont été passés par les armes après que **Gaspard Nidar SOME**, **Alain BONKIAN**, **Laurent SEDOGO** et compagnies aient pris le contrôle de Koudougou. Pendant l'attaque, dans la **matinée du 27**, un civil est fauché par une balle perdue et décède de ses blessures. Une vieille dame est victime d'un arrêt cardiaque après qu'un obus soit tombé à proximité de sa maison. Après Koudougou, la purge s'est déportée à Bobo. Sept éléments accusés d'avoir attenté à la vie du capitaine **Lamoussa SAYOGO** et sa femme ont été passés par les armes. *Le Lion* est persuadé que le Front Populaire a fait d'une pierre deux coups. On voulait se débarrasser de ses éléments. L'*affaire Sayogo* n'était qu'un stratagème pour parvenir à cette fin. Gendarme de formation, **SAYOGO** était ressortissant de Bingo dans la province du Boulkiemdé.

Le nouveau pouvoir ne lui faisait pas confiance. Une des sœurs de **SAYOGO** habitait chez *le Lion* à Koudougou. "*On l'a fait assassiner pour jeter l'opprobre sur mes hommes*", affirme l'ex-patron du BIA.

**Merneptah Noufou ZOUGMORE** journaliste *Mouvement associatif dénommé Cheik Anta Diop*

**NOTABENE** : \***Boukary KABORE**, né le 22 mai 1950, est un homme politique et ex-officier militaire burkinabè plus connu sous le nom de Boukary le lion ou encore "*le lion du Bulkiemde*". Compagnon d'arme du capitaine Thomas SANKARA, il est l'une des figures majeurs de la Révolution de 1983 au Burkina Faso.



De 1961 à 1974 Il fait ses études au Prytanée militaire de Kadiogo (PMK) où il obtient le certificat d'étude primaire (CEP), le brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et le baccalauréat.

En 1974 il rejoint l'académie militaire de Yaoundé et sort sous-lieutenant en 1977.

En 1981, il est certifié professeur d'éducation physique et sportive après une formation à l'Institut de la jeunesse et des sports de Yaoundé. Avant l'assassinat du capitaine SANKARA, il est le commandant du bataillon d'intervention aéroporté (BIA) basé à Koudougou, troisième régions militaires du pays. Ce bataillon fidèle à Thomas SANKARA a pour devise "*qui ose gagne*". Il est surnommé **BOUKARY le lion** ou le *lion du Bulkiemdé*. Son surnom "*le lion*" viendrait de l'emblème de cette unité de commandos parachutistes qu'il dirigeait. Ses soldats se faisaient appeler les lionceaux. Le BIA est dissout après la prise du pouvoir par le capitaine Blaise COMPAORE en 1987.

Boukary KABORE est à la tête du parti pour l'unité nationale et le développement (PUND) l'ex commandant du BIA s'est illustré lors du procès de l'assassinat de Thomas SANKARA et douze de ses compagnons pendant les témoignages. Il fait des révélations sur la préparation et les implications du coup d'Etat du 15 octobre 1987

### La cruauté des vainqueurs

Les lieutenants putschistes, **Gaspard SOME** et **Alain BONKIAN** appliquèrent les méthodes brutales de répression alors qu'aucun coup de feu ne fut échangé avec les forces de résistance. Tous ceux d'entre les hommes du B.I.A. qui refusèrent de faire publiquement allégeance au Front « Populaire », furent froidement abattus. Le B.I.A. s'est transformé en boucherie.



Un témoin de la scène a rapporté que six hommes du B.I.A., en fuite, furent appréhendés par la troupe dirigée par le lieutenant **Gaspard SOME**. Celui-ci leur accorda cinq minutes pour effectuer leurs dernières prières et prendre conscience qu'ils allaient passer de vie à trépas. Il se saisit lui-même d'une Kalachnikov et les expédia dans l'autre monde.

Il y eut une centaine de morts, civils et militaires confondus.

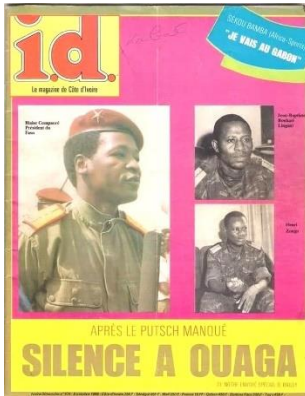
La population de la ville de koudougou restera longtemps marquée par le souvenir de ces mas-sacres gratuits.

Extrait de : *L'Espoir assassiné* p.60 **Valère D. SOME** l'Harmattan Paris 1990

# La conjuration et les exécutions de septembre 1989

B.COMPAORE J.B.LINGANI H.ZONGO

J.B.LINGANI Th.SANKARA H.ZONGO



Ils ont participé au processus révolutionnaire comme des têtes de proue aux côtés de Thomas SANKARA et de Blaise COMPAORE. Moins connus de la nouvelle génération, ces deux officiers, le capitaine Henri ZONGO et le commandant Jean Baptiste Boukary LINGANI ont été passés par les armes le 19 septembre 1989, accusés d'avoir ourdi un complot pour éliminer le président Blaise COMPAORE. Passés presque dans l'oubli, ces

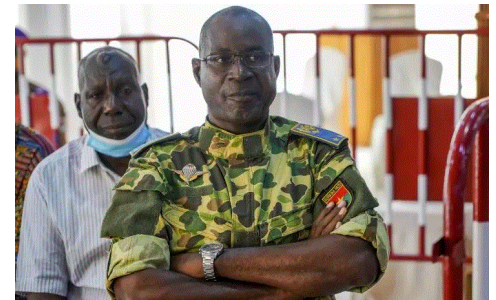


deux chefs ont pourtant marqué la période révolutionnaire. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils et quel rôle ont-ils joué dans le Conseil national de la révolution (CNR) ?

Moins de deux ans après le 15 octobre 1987, le 18 septembre 1989, le capitaine Henri ZONGO et le commandant Jean Baptiste Boukary LINGANI sont exécutés. On les a accusés de conspiration contre le Front populaire et son Président.

Gilbert DIENDERE, le 11 octobre 2021, lors du procès sur l'assassinat de Thomas SANKARA

Après leurs exécutions, Blaise COMPAORE déclare, selon Valère SOME, que : « *Le peuple burkinabè sait désormais qu'il n'a qu'un seul chef.* » A l'approche de septembre 1989, la rumeur faisait cas de la mise à mort éventuelle des deux rescapés de la Révolution. Selon des témoignages concordants, LINGANI inquiet a demandé sa mise à la retraite anticipée, mais rien n'y fit. Dans les aveux arrachés sous tortures des « conjurés », le commandant LINGANI dit :



« *Je n'ai rien de particulier à ajouter sauf que c'est dommage. J'ai cru en la sincérité de tous ces camarades qui sont venus me contacter, présenter la situation comme s'il y avait crise qui nécessitait que nous prenions notre responsabilité. C'est peut-être là que j'ai été naïf de m'ouvrir à des camarades que je croyais sincères comme le capitaine Gilbert DIENDERE et Henri ZONGO. Je n'avais pas d'autres intentions.* »

De cet événement qui a occasionné la disparition de Sabyamba KOUNDABA, de GNINGNIN, de Henri ZONGO et de Jean Baptiste LINGANI, des noms des civils comme des militaires reviennent parmi ceux qui ont monté savamment cette cabale. Il s'agit de Laurent SEDEGO, Gilbert DIENDERE, Hermann YAMEOGO, Issa TIENDREBEOGO et son cousin Alain CULMA de la Sureté nationale.

Merneptah Noufou Zougmore Journaliste

Publié dans le numéro 39 du bimensuel *Mutations* du 15 octobre 2013

**NOTABENE :** Le document extrait du magazine *Jeune Afrique* daté du 30 octobre 1989. C'est une interview que le capitaine Blaise COMPAORE avait accordée à notre doyen et confrère *Jeune Afrique* au lendemain de l'ignoble assassinat du commandant Jean-Baptiste Boukary LINGANI et du capitaine Henri ZONGO.

Le témoignage de Blaise COMPAORE, président du Faso, sur l'exécution d'Henri ZONGO et du Commandant LINGANI par Gilbert DIENDERE :

« *Je n'ai pas à avoir pitié des traîtres* »

« *Je n'étais pas moi-même au tribunal, mais je pense que les juges ont eu suffisamment d'éléments entre les mains avant de prononcer la sentence de mort. Et s'il est vrai que la tentative n'a pas occasionné d'effusion de sang, il ne faut pas perdre de vue que leurs auteurs avaient bel et bien l'intention, eux, de verser le sang.* »

« *DIENDERE est un bon camarade, un révolutionnaire sincère qui exécute correctement les tâches que lui assigne la révolution. Beaucoup de journaux ont publié dernièrement des contre-vérités le concernant, en disant entre autres qu'il a été promu numéro deux après l'échec de la tentative de LINGANI et ZONGO. Et que c'est après ces événements qu'il est devenu secrétaire chargé de la défense et de la sécurité au niveau du Front populaire. Ça, c'est de la désinformation pure et simple. Car Diendéré est depuis la mise en place du comité exécutif du Front, c'est-à-dire depuis le mois de juin 1989, secrétaire chargé de la défense et de la sécurité au sein de cette instance.* »

## 1991 : L'exercice des libertés dans la "patrie des hommes intègres"

Depuis l'adoption de la quatrième constitution du pays, en juin 1991, des pas significatifs ont été faits en matière de liberté d'exercice de libertés publiques.

La puissante réplique populaire, à travers le verdict des urnes en faveur de la gauche, a refroidi plus d'un prétendant au pouvoir. Certains ont préféré disparaître carrément de la scène politique. D'autres opposants se trouvent contraints à se démarquer du verbe incendiaire pour négocier leur participation à une gestion collectivement responsable de la marche des institutions.

Le plus important parti de l'opposition, avec ses treize députés, accepte la présence de deux de ses militants au gouvernement. Le même esprit consensuel lui permet d'accepter la première vice-présidence de l'assemblée des députés du peuple, ce qui est "anti-statutaire". On convient de la recherche de formules à l'amiable pour éviter le piège que la sagesse populaire résume ainsi : "Tu tires, je tire, sur le bord de la mêmealebasse et chacun se retrouve inévitablement avec un morceau inutilisable" !

### La presse au Burkina Faso en 1991



La presse indépendante continue de chercher ses marques. Elle a de la peine à créer un esprit de parfaite impartialité face à un pouvoir qui ne manque pas (il faut le reconnaître) de relents simplificateurs " Ou tu es avec moi, ou tu es contre moi."

La question centrale reste le dépassement de l'esprit partisan pour la stricte défense de la constitution et des lois. Qu'une grève soit déclenchée sur la base de revendications purement corporatistes et sectorielles, et la presque totalité de la presse indépendante s'en saisit. Sans aucune analyse de la situation d'ensemble et des réelles capacités du pouvoir à satisfaire ne serait-ce qu'une partie des revendications, chacun ouvre ses colonnes aux dirigeants syndicaux pour y étaler leurs "justes et légitimes revendications", en pourfendant les gouvernants. La légitimité d'une action revendicative dans le contexte économique actuel, tout comme la légalité d'actions comme "la prise en otage des examens de fin d'année" (ce sont là les termes exacts des leaders d'un syndicat d'enseignants) doit être appréciée par une presse libre. Le devoir de la presse dans un Etat de droit est de contribuer un tant soit peu à pousser la réflexion de chaque catégorie au-delà de ses seuls problèmes, pour embrasser et détailler les droits et les devoirs de tout un chacun dans ce qui devrait être la bonne gouvernance de la cité.

Plus de soixante-dix autorisations de publier un journal privé ont été délivrées par le ministre chargé des relations publiques. Une bonne dizaine de quotidiens paraissent alors régulièrement. Les hebdomadaires sont au nombre d'une dizaine environ. Chaque lecteur trouve aisément son genre et son style allant de "l'hebdomadaire satirique Burkinabé" (**Le Journal du Jeudi**) au très sérieux "quotidien Ouest-africain du soir" (**le Journal**), en passant par le spécialiste des faits divers à scandale (**L'ouragan**).

Il est indéniable que pour l'essentiel les journalistes ont réussi à se placer très vite au-delà des querelles du sérail politique pour offrir à leurs lecteurs des sujets variés traités avec un professionnalisme certain. Malgré ou grâce à quelque procès pour diffamation, la presse avance.

C'est au Burkina Faso que dès 1987, la toute première radio privée d'Afrique 1<sup>ère</sup> radio privée d'Afrique a commencé ses émissions en modulation de la fréquence sous le nom d'"**Horizon FM la fréquence magique**". Le propriétaire est un ancien musicien, animateur professionnel qui n'a aucun passé politique et il diffuse des programmes produits par la radio *Voice of America*. En 1993, quatre radios privées burkinabé et une antenne de Radio France Internationale fonctionnent dans la capitale (**Ouagadougou**).



Dans trois autres villes (**Bobo Dioulasso**, **Koudougou**, et **Wahabou**) des radios privées existent. Les procédures en vue de l'ouverture d'une radio privée sont loin d'avoir été respectées par tous.



Mais le ministre de la communication est obligé de "fermer les yeux" sur certaines entorses flagrantes aux textes en vigueur : **démocratie oblige !**

La haute Volta d'hier, même dans ses périodes les plus démocratiques, n'a jamais pu concevoir et réaliser une ouverture politiques aussi large, incluant l'ensemble de la société civile comme on le constate aujourd'hui.

Des nuages existent encore cependant, qui voilent la vue de nombreux observateurs. Beaucoup de "croque-morts politiques" ont voulu vivre du commerce des émotions provoquées par l'issue tragique de la crise de direction, le **15 octobre 1987**. Ils ont longtemps vendu et fait acheter des épanchements sentimentaux en lieu et place d'analyses politiques. Le nom de **Thomas SANKARA** aura servi toutes les fins, y compris celles que l'homme portait le plus en aversion. Il faut seulement reconnaître que le discours de certains responsables au pouvoir juste après les événements a largement contribué à alimenter ce commerce macabre.

[...] Toutefois le lien entre la nécessité d'un Etat de Droit de la continuation de l'ajustement économique (cette fois avec la Banque Mondiale) semble désormais s'imposer à toutes les sensibilités politiques du pays.

La confusion entre multipartisme et démocratie mettra du temps à s'estomper dans les esprits. La cinquantaine de partis politiques légalement reconnus ne sera jamais en soi une assurance tous risques pour le développement au Burkina Faso. Au contraire, la liberté de la presse. La séparation effective des pouvoirs, l'indépendance de la justice, le droit à la vie et la vie du droit, la liberté d'opinion, celle de s'organiser, celle d'aller et venir et l'interdiction de la torture, sont en théorie des valeurs reconnues. Comme des socles pour un développement intégral de l'homme par l'homme, ces valeurs attendent partout d'être préalablement enracinée dans les spécificités culturelles, morales et philosophiques propres à chaque société : cette lutte est toujours en cours au Burkina Faso.

**NOTA BENE** : Le Burkina Faso bénéficie d'un paysage médiatique dynamique, professionnel et pluraliste. Le pays compte 80 journaux (*Sidwaya, L'Evénement, Le Pays*), 185 radios (*Omega FM*), 32 chaînes de télévision (*Radiodiffusion Télévision du Burkina, BF1*) et 161 sites de presse en ligne (*faso.net, Burkina 24*). La culture du journalisme d'investigation est plutôt répandue, le Burkina Faso était considéré jusqu'à récemment comme l'une des réussites du continent africain pour la liberté de la presse.

Mais la dégradation des contextes sécuritaires et politiques entraîne une augmentation de l'autocensure et des pressions.

La montée de l'insécurité et l'instabilité politique liée au putsch de janvier 2022 - qui a renversé le président KABORE - font peser de sérieux risques en matière de sécurité et d'accès à l'information pour les journalistes.

-SIDWAYA créé dans la foulée de la "révolution" de Thomas SANKARA (1983), ce quotidien est le titre phare de la presse gouvernementale. "Voici la vérité" (en langue mooré) se distingue de ces concurrents en accordant davantage de place aux sujets de société.



**Le Quotidien Burkinabè d'information**

quotidiennement entre 5000 et 10 000.

Sa réputation est plutôt conservatrice par rapport à ses concurrents qui se revendiquent plus libres et indépendants exemplaires.

Extrait de : *Burkina Faso, un espoir en Afrique* p : 193-197 **Basile Laetare GUISSOU** Paris L'Harmattan 1995

**« La liberté de la presse est entière ; il suffit d'avoir les milliards nécessaires. »**

**Alfred SAUVY** Démographe, économiste, Scientifique, Sociologue (1898 - 1990)

**« La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et montrer la victime comme un criminel. »**

**Malcolm X** Homme politique (1925 - 1965)

**« Nous devons défendre la liberté de la presse et la liberté d'expression car en fin de compte les mensonges et la désinformation ne font pas le poids face à la vérité. »**

**Barack OBAMA** Homme d'état, Président, Sénateur (1961 - )

**« Un hypocrite a toujours quelque chose à cacher. »**

**Proverbe mossi** du Burkina Faso (1988)

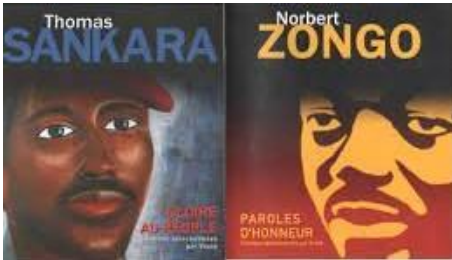


## 13 Décembre 1998 : La mort suspecte du journaliste Norbert ZONGO continue d'ébranler le Burkina Faso

« La vie est courte, la vie des héros est encore plus courte. On ne libère pas un homme, un homme se libère »

« Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais mais le silence des gens bien »

Norbert ZONGO Journaliste indépendant  
Commémoration au cimetière de Gounghin



Les autorités burkinabées ont fait d'importantes concessions à ceux qui demandent que la lumière soit faite sur les circonstances du décès de Norbert ZONGO, un journaliste critique à l'égard du



pouvoir, qui a péri avec trois autres personnes dans l'incendie de sa voiture sur une route déserte, le 13 décembre 1998, à une centaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Le gouvernement a annoncé, jeudi 7 janvier, que les familles des victimes et les associations de défense des droits de l'homme se verraient accorder plus de place au sein de la commission d'enquête sur la mort de Norbert ZONGO.

Le régime du président Blaise COMPAORE semblait pourtant avoir été tenté par la manière forte. La grève de soixante-douze heures à laquelle avait appelé le collectif s'est achevée mercredi 6 janvier sur un succès certain : écoles, établissements secondaires et universités sont restés fermés trois jours. Des militants qui tentaient de braver l'interdiction de manifester avaient été arrêtés dimanche aux abords de la cathédrale de Ouagadougou. Le même jour, des jeunes avaient été blessés par balle à Toman, une ville située à 200 kilomètres à l'est de la capitale.

Halidou OUEDRAOGO, président du collectif et du Mouvement burkinabé pour les droits de l'homme et des peuples, estime que les concessions du gouvernement n'auront de sens que si les personnes incarcérées à la suite des manifestations sont libérées. M. OUEDRAOGO parle d'« état de siège » pour évoquer la tension au Burkina. Il est vrai que le pays, réputé pour sa stabilité, n'est pas coutumier de ces flambées de fièvre.

Mais la mort de Norbert ZONGO semble avoir brisé l'équilibre qui gouvernait la vie publique au Burkina, un pays plus ouvert et plus juste que la plupart de ses voisins. L'Etat n'hésite pas à assumer son rôle de régulateur social en affrontant certaines pesanteurs coutumières, en restant moins touché que d'autres par la corruption, en acceptant enfin que - à défaut d'opposition politique crédible - la presse indépendante joue le rôle de moniteur de la vie publique.

Blaise COMPAORE a été élu à deux reprises au suffrage universel avec des scores impressionnants, mais le souvenir de son avènement dans le sang, en 1987, lors d'un coup d'Etat qui coûta la vie à son prédécesseur, Thomas SANKARA, reste vivace. D'autant plus que la chronique du régime est jalonnée de morts mystérieuses, de disparitions inexplicables. Sans parler des compromissions avec le Front national patriotique libérien de Charles TAYLOR, aujourd'hui au pouvoir à Monrovia, ou avec le Front révolutionnaire uni, dont les membres, qui viennent d'incendier Freetown, la capitale de la Sierra Leone, affirment avoir été entraînés dans des camps burkinabés.

Norbert ZONGO est-il mort, à quarante-neuf ans, pour avoir bousculé les limites de ce consensus ? Il s'était attaqué au frère du président COMPAORE et avait fait l'objet de menaces de mort. La thèse de l'assassinat est étayée par des éléments matériels, mais surtout par le sentiment qu'ont de nombreux Burkinabés que le régime est en train de rompre avec les principes d'intégrité qui avaient présidé à sa fondation.

Thomas SOTINEL <https://www.lemonde.fr> Publié le 10 janvier 1999

**NOTABENE** : **Norbert ZONGO** est un journaliste burkinabè né en 1949 à Koudougou et mort assassiné le 13 décembre 1998 à Sapouy. Fondateur et directeur de l'hebdomadaire *L'Indépendant*, il est également auteur de deux romans : *Le Parachutage* et *Rougbeïnga*. Norbert ZONGO enquêtait sur la mort du chauffeur de François COMPAORE, le frère du président Blaise COMPAORE.

Le Burkina, réputé calme jusque-là, vit ses premières émeutes depuis plus de 7 ans. Très vite, un collectif contre l'impunité est créé pour réclamer vérité et justice dans cette affaire. Ce collectif dirigé par l'activiste des droits de l'homme, Halidou OUEDRAOGO, est formé d'associations, de partis politiques et de syndicats. A l'appel de toutes ces organisations, des milliers de gens descendent régulièrement dans la rue. C'est la crise dans tout le pays. Sous la pression, le pouvoir accepte de mettre en place une commission d'enquête indépendante (CEI) au sein de laquelle siège Reporters sans frontières (RSF).

**2 février 2001.** Le juge *Wenceslas ILBOUDO* inculpe l'adjudant Marcel KAFANDO. Ce dernier purge déjà une peine de vingt ans dans le cadre de la mort du chauffeur du frère du président.

**18 Juillet 2006.** Coup de tonnerre ! Le juge *ILBOUDO* prononce un non-lieu pour l'adjudant KAFANDO. Le procureur général *Abdoulay BARRY* explique : « Marcel KAFANDO a été inculpé sur la base d'une déclaration de témoin. Et dès lors que le témoin est revenu sur sa déclaration, et à partir du moment où il subsiste un doute, c'est un principe de droit, [cela] profite à l'accusé ».

**13 décembre 2008.** A l'occasion des dix ans de cet assassinat, le Collectif contre l'impunité organise des grandes manifestations pour obtenir la réouverture du dossier : recueillement sur les tombes, marche et meeting, lancement d'une pétition. Un concert est également prévu avec un collectif d'artistes engagés

**Alpha BARRY** homme politique et journaliste burkinabè **RFI** Publié le 12/12/2008

**2007 20 ans après, "l'année Sankara" : « Osons inventer l'avenir... »**

**"Un autre monde est possible"**



**Le 15 octobre 2007 sera le vingtième anniversaire de l'assassinat de Thomas SANKARA, Président du Burkina Faso et Capitaine de l'armée révolutionnaire qui a profondément transformé la politique de son pays au cours des quatre années (1983-1987) de sa présidence. Les leçons laissées jusqu'à aujourd'hui par Thomas SANKARA sont telles qu'un comité international s'est constitué**

**pour faire de 2007 "l'année Sankara".**

« *Osons inventer l'avenir...* » Par cette exhortation, le Comité de coordination international provisoire, constitué pour impulser les actions de commémoration, souligne à quel point l'action de **Thomas SANKARA** a incarné l'espoir africain et l'avenir de l'Afrique. Trop brièvement et de façon indélébile, comme peut le faire un rêve brisé mais pas perdu.

**Ses initiatives font peur, en particulier à la France.**

En **Juillet 1987**, **Thomas SANKARA** prononce à **Addis-Abeba** un discours sur la dette du Tiers-Monde qui **a fait sensation**. Appelant tous les pays d'Afrique à parler d'une même voix pour refuser de payer une "dette" léguée par le colonialisme, le président burkinabè a dit : « *Ce n'est pas de la provocation. (...) je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! ...* »

Lorsque **Thomas SANKARA** est assassiné le **15 octobre 1987** par un autre capitaine de la Révolution, **Blaise COMPAORE**, son frère d'arme et ministre de la Justice (!), les rumeurs font état de tractations occultes dans lesquelles sont cités les noms des présidents du Togo et de la Côte d'Ivoire, dont n'était jamais très éloigné celui d'un certain conseiller de la présidence française.

**Thomas SANKARA**, lui, reste pour la jeunesse africaine l'exemple de l'intégrité - qui fait tant défaut à tant d'autres dirigeants - et d'un engagement sans faille pour une autre Afrique, « *un autre monde possible* » comme le proclament depuis les Forums sociaux altermondialistes. C'est au cours du Forum de Bamako, l'an dernier, qu'a été prise la décision de faire de 2007 "l'année Sankara", marquée par diverses initiatives à travers le monde.

## L'année Sankara un succès, poursuivons en 2008 et au-delà.

L'année 2007 déclarée Année Sankara fut un grand succès. Dans de nombreux pays des activités se sont tenues pour mieux faire connaître l'action et la pensée de Thomas SANKARA ainsi que les acquis de la révolution burkinabé.

Au Burkina Faso, la participation de la population aux différentes activités a dépassé les espérances du Comité National d'Organisation alors que ce dernier a manqué de moyen et que le pouvoir n'a cessé de manœuvrer pour perturber la préparation et le déroulement de la commémoration. Mais pour la première fois des milliers de personnes, particulièrement des jeunes, ont défilé dans les rues, en se réclamant de la pensée de Thomas SANKARA et ont participé au **symposium Sankara sur la portée de la révolution burkinabé**.

A l'étranger des **comités Sankara** ont organisé de nombreuses manifestations, projections de films, débats, commémorations, rassemblements, concerts, spectacles... notamment dans les pays suivants : **Sénégal, Mali, Cameroun, Congo Brazzaville, Togo, Niger, Centrafrique, Bénin, Espagne, Italie, Belgique, Canada, Grande Bretagne, USA, Allemagne, Japon, France, Réunion, Suisse et Mexique** d'où est partie la **Caravane Sankara** qui a parcouru de nombreux pays tandis que la presse et les médias de nombreux pays consacraient des articles ou émissions à **Thomas SANKARA** et à **la Révolution Burkinabé**.

P. DAVID *Journal TEMOIGNAGES* Réunion samedi 13 janvier 2007  
**Le collectif international Sankara 2007**

## 29 octobre 2014 : Blaise COMPAORE, président burkinabé contesté après 27 ans de règne

**Arrivé au pouvoir par un putsch, l'ancien capitaine de 63 ans entend briguer un cinquième mandat et, pour cela, modifier l'article 37 de la Constitution, qui l'en empêche.**

Dans les rues de Ouagadougou, le 29 octobre. REUTERS/JOE PENNEY



Trop c'est trop pour les Burkinabés. Dans les rues de Ouagadougou, des milliers d'entre eux ont exprimé mardi et **mercredi 29 octobre** leur refus de voir leur président **Blaise COMPAORE** prolonger un règne déjà long de vingt-sept années, le faisant figurer en sixième position des présidents africains en terme de longévité.

L'ancien militaire putschiste de 63 ans entend briguer un cinquième mandat en **novembre 2015** et, pour parvenir à ses fins, modifier l'article 37 de la Constitution, qui l'en empêche. L'opposition craint qu'une modification de la loi fondamentale permette à M. **COMPAORE** de s'accrocher au pouvoir, et d'accomplir jusqu'à trois mandats supplémentaires, soit quinze ans de plus à la tête du pays.

### **Putsch et amendements de la constitution**

Le président burkinabé, **Blaise COMPAORE**, en novembre 2012 à Abuja. **AFP/PIUS UTOMI EKPEI**



Ce projet de « *coup d'Etat constitutionnel* », tel qu'il est dénoncé par l'opposition, M. **COMPAORE** a longtemps tardé à le dévoiler. Fidèle à sa réputation d'homme secret, le leader burkinabé ne s'est jamais montré empressé de prendre sa retraite, se posant en garant de la stabilité de ce pays sahélien.

Né le 3 février 1951 à Ouagadougou, appartenant à l'ethnie mossi, la plus importante du pays, **Blaise COMPAORE** accède à la plus haute marche du pouvoir à 36 ans, après un coup d'Etat qui lui permet d'éliminer ses opposants. Au cours de ce putsch est également tué son frère d'armes et ami d'enfance, le capitaine **Thomas SANKARA**, père de la « *révolution démocratique et populaire* ». Un héritage que **Blaise COMPAORE** se charge vite de reléguer au second plan, affichant sa volonté de tourner la page des **années Sankara**.



Il rétablit le multipartisme en 1991, ce qui ne l'empêche pas de modifier l'article 37 de la Constitution six ans plus tard, pour pouvoir participer aux élections. Mais « l'affaire Zongo », du nom d'un journaliste retrouvé mort alors qu'il enquêtait sur un meurtre impliquant le frère du président, provoque une grave crise politique peu après sa réélection en 1998.

En 2000, l'article 37 de la Constitution est à nouveau amendé : le septennat devient quinquennat, renouvelable une fois. Mais le Conseil constitutionnel autorise la candidature de Blaise COMPAORE en 2005, au nom de la non-rétroactivité d'une révision de la Loi fondamentale.

### **Médiateur de crises**

Si ce nouveau projet de réforme constitutionnelle a été critiqué par Paris, qui a appelé le chef de l'Etat burkinabé à se conformer à la charte de l'Union africaine sur la démocratie et la bonne gouvernance, M. COMPAORE jouit d'une solide réputation à l'étranger. Et ce malgré des trafics d'armes et de diamants avec les insurrections angolaise et sierra-léonaise épinglés par l'ONU ou ses liens avec les dictateurs libyen Mouammar KADHAFI et libérien Charles TAYLOR.

En effet, Blaise COMPAORE est un partenaire majeur de la diplomatie internationale en Afrique. Il fait actuellement office de médiateur au Mali, où l'ex-puissance coloniale française est engagée dans une intervention militaire compliquée.

Le Monde avec AFP Publié le 29 octobre 2014

*« L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. »*

*« Seule la lutte libère »*

Thomas SANKARA

29 au 31 octobre 2014, Burkina Faso : Il a suffi de trois jours pour que Blaise COMPAORE soit poussé dehors par le peuple.

L'Assemblée nationale envahie par les manifestants



À compter les berlines carbonisées le long du bâtiment principal, à voir les dizaines de milliers de documents qui, dans la cour, jonchent un tapis de verre, de câbles et de mobilier éventré, à observer les murs noircis



par les flammes de ce qui, il y a de cela quelques jours, devait être le lieu du « sacre » de Blaise COMPAORE, on imagine aisément la tempête humaine qui a dévasté l'Assemblée nationale le 30 octobre.

Et l'on comprend vite qu'il s'y est passé un miracle ce jour-là : pas de mort, pas même de blessé grave ; au sol, pas une tache de sang. Il y a peut-être eu quelques chevilles foulées dans le sauve-qui-peut, mais aucun des 127 députés et des dizaines de fonctionnaires qui occupaient les lieux en ce jour historique n'a eu à subir dans sa chair la colère du peuple.

Vingt-sept ans et quinze jours après son accession au pouvoir, le jeudi 15 octobre 1987, entachée à jamais par la mort de Thomas SANKARA, son frère d'armes, de révolution et (ce fut longtemps une réalité) de cœur, Blaise COMPAORE est tombé sans que ni lui, ni ses proches, ni même ses partisans n'aient versé une goutte de sang. Les « martyrs » de l'insurrection (onze selon des sources diplomatiques, une trentaine selon l'opposition) étaient tous des manifestants.

### **Trahison**

Vingt-sept ans et quinze jours donc, et non pas seize. Car s'il a fui le pays le 31 octobre, et si les historiens retiendront que sa démission a été officialisée un vendredi à 11 h 32, c'est bien la veille que COMPAORE a perdu le pouvoir. Un jeudi, encore une fois.



La genèse de sa chute remonte cependant à bien plus loin. Ceux qui l'ont côtoyé jusqu'au bout ont bien du mal à la situer, mais tous évoquent **le 4 janvier 2014** comme un moment clé. Ce jour-là, trois semaines à peine après qu'il a dévoilé son intention de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat en **novembre 2015**, ceux qui avaient bâti avec lui son régime l'ont lâché. **Roch Marc Christian KABORE, Simon COMPAORE, Salif DIALLO\*...**

Ce divorce, vécu au *palais de Kosyam* comme une trahison, a radicalisé le premier cercle de **COMPAORE** : son frère, **François**, tout-puissant conseiller économique, la « **belle-mère nationale** », **Alizéta OUEDRAOGO** (une femme d'affaires dont la fille a épousé François dans les années 1990 et qui a vampirisé, depuis, l'économie nationale), et les membres du bureau politique de son parti, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), devenus de redoutables courtisans. « *Si ROCH et compagnie arrivent au pouvoir, on est morts* », répètent ces derniers à longueur de journée. Ils n'ont pas oublié que leur ascension, en **2012**, n'a été possible que grâce à la mise à l'écart des « **historiques** ». Leurs arguments portent. « *Si je ne reste pas, je suis foutu* », finit par se convaincre le président.

### **Le goût du pouvoir**

Mais le cœur n'y est pas. **COMPAORE** n'a plus le goût du pouvoir – l'ami qui l'affirme raconte : « *Un jour, dans l'avion qui venait d'atterrir sur la piste de l'aéroport de Ouagadougou, le regard perdu vers l'extérieur, il m'a dit : « Je suis fatigué de tout ça... »* » Un autre compagnon de palabres qui lui rendait régulièrement visite à Kosyam déclare : « *Il se donnait deux ou trois ans pour organiser sa succession et s'assurer que ses proches ne seraient pas les victimes du nouveau régime.* »

C'est pour tout cela – **ce mélange de lassitude et d'instinct de survie** – qu'il n'a pas écouté les conseils des plus radicaux de ses proches, qui l'exhortaient à revenir aux bonnes vieilles méthodes qui, à la fin des années **1980** et tout au long des années **1990**, ont constitué le socle de son pouvoir : la fermeté, l'intimidation, et, s'il le faut, la violence. « Certains lui disaient : « *Fais peur à Roch, fais peur à Salif, boucle-les quelques jours.* » « *Mais il ne les a pas écoutés* », raconte un autre habitué de Kosyam. Et c'est aussi pour tout cela qu'il n'a pas entendu les nombreuses mises en garde de la France, des États-Unis, de certains de ses pairs africains et même de ses ministres à qui, dans le temps, il faisait confiance. Et qu'il a tenté de modifier la Constitution et de se représenter en dépit des notes alarmantes envoyées par les services de renseignements.

Aux rares personnes à qui il se confiait, et dont il savait qu'elles avaient accès au président, le général **Gilbert DIENDERE**, le bras droit de **COMPAORE** depuis son accession au pouvoir, l'homme clé de son régime, tout à la fois chef d'état-major particulier, patron du Régiment de la sécurité présidentielle (**RSP**) et coordinateur des services de renseignements, demandait : « *Il faut que tu dises au président qu'il a perdu le sens des réalités.* » Mais le président n'entendait pas. « *Il était dans une impasse et n'avait qu'une idée : franchir le mur qui se présentait à lui* », explique l'un de ses ministres qui a tenté jusqu'au bout de le convaincre de ne pas y aller.

### **Désobéissance civile**



L'idée qui germait depuis longtemps était de passer par la voie parlementaire, parce qu'un référendum, disait-il, serait « **trop cher** » et surtout « **trop aléatoire** ». Il a fini par la dévoiler au dernier moment, le **21 octobre**. Dès le lendemain, plusieurs organisations de la société civile, dont **Le Balai citoyen**, mouvement porté par une jeunesse qui n'a connu que **COMPAORE** au pouvoir, appellent à la désobéissance civile.

On érige des barrages éphémères un peu partout dans la capitale, on occupe des places, on sillonne les quartiers pour mobiliser autant que pour mettre la pression sur les députés. Le **28 octobre**, une masse indomptable – inimaginable même – prend la rue. Ils ne sont certainement pas 1 million, comme l'affirme l'opposition. Mais ils sont bien plus que les 50 000 manifestants que recense une police aveugle.

On n'a jamais vu ça au Burkina, peut-être même dans toute l'Afrique de l'Ouest.

COMPAORE ne peut plus nier l'évidence. Mais plutôt que de revenir à la raison, il fait prendre des dispositions qui, a posteriori, apparaissent bien dérisoires. Les 99 députés censés adopter la révision constitutionnelle sont ainsi « invités » à dormir à l'hôtel Indépendance, à 200 m de l'Assemblée nationale. Il s'agit de leur éviter les pressions populaires, mais aussi de leur permettre de gagner l'hémicycle sans emprunter la voie publique – un discret passage relie l'hôtel à l'Assemblée...

NOTA BENE : \*Salif DIALLO, né le 9 mai 1957 à Ouahigouya et mort le 19 août 2017 à Paris 8<sup>e</sup>, est un homme d'État burkinabè, ministre dans le gouvernement de Blaise COMPAORE durant les années 1990 et 2000

Benjamin ROGER et Rémi CARAYOL 18 novembre 2014 <https://www.jeuneafrique.com>

## 31 octobre 2014, Burkina Faso : comment la France a aidé Blaise COMPAORE à fuir

François HOLLANDE et Blaise COMPORE à l'Élysée en 2013



**Le président français François HOLLANDE l'a confirmé mardi : la France a fait en sorte que le président Blaise COMPAORE soit évacué vers la Côte d'Ivoire, après l'insurrection populaire de la semaine dernière. La France a joué un rôle, ce sont des mots un peu vagues. On en sait un peu plus désormais sur cette contribution de la France à l'exfiltration de Blaise COMPAORE.**

Après recoupement, la France est bien venue au secours de **Blaise COMPAORE** pour une exfiltration en deux étapes. **Blaise COMPAORE** était en route pour Pô, une ville située à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Ghana et garnison historique du régiment de parachutistes - c'est sa garnison d'origine -, et l'Etat burkinabè y a installé une résidence présidentielle. Mais très vite, le président en fuite se rend compte que c'était un mauvais choix. Car à partir de Pô, il était difficile de traverser le Ghana pour gagner la Côte d'Ivoire dans la discrétion. Son convoi comportait près de 30 véhicules.

Et c'est là que la France intervient. Des détachements de forces spéciales françaises sont à Ouagadougou. Il y avait déjà un contact continu entre la France et **Blaise COMPAORE** ou son chef d'état-major particulier **Gilbert DIENDERE**. **COMPAORE** est d'abord acheminé par hélicoptère vers *Fada N'Gourma*, dans l'est du Burkina Faso, qui dispose d'un aéroport ; et dans un deuxième temps, vers *Yamoussoukro*, en Côte d'Ivoire, sans doute par avion.

### **La France avait prévenu l'opposition**

Pour l'heure, les partis d'opposition n'en veulent pas à **François HOLLANDE\***, car **Blaise COMPAORE** a été exfiltré pour des raisons humanitaires. Selon nos sources, la France a pris le soin de prévenir les leaders de l'opposition de cette opération d'exfiltration, et ils ne s'y sont pas du tout opposés à ce scénario qui, d'une part, avait pour objectif de préserver l'intégrité physique de **Blaise COMPAORE**, mais surtout de préserver la paix civile.

Ce mercredi, des chefs d'Etat africains sont dans la capitale pour aider à mettre sur pied un schéma de sortie de crise. On serait sans doute dans une tout autre configuration si le président avait été tué. En revanche, des zones d'ombre subsistent. Le président français a dit qu'il y avait eu des attaques et des réponses. Y a-t-il eu des blessés, des morts ? Les échanges de tirs ont-ils impliqué des militaires burkinabè, des civils ? Pour l'heure, on l'ignore.

### **Un vieil et fidèle allié de Paris**

En tout cas, c'est une exfiltration qu'il faut remettre dans le contexte des liens entre la France et le président **Blaise COMPAORE**. Les relations des deux dernières années entre les deux se sont illustrées dans la lutte contre le terrorisme et les groupes armés jihadistes. Des forces spéciales françaises sont à Ouagadougou. Géographiquement, cela fait sens en raison de la proximité géographique avec la ville de Gao au Mali.

La France a aussi salué la médiation du Burkina Faso avec les groupes armés du nord du Mali. Elle a permis aux électeurs maliens de Kidal de voter lors de la présidentielle de 2013, grâce aux accords de Ouagadougou signés en juin 2013. Cette médiation a aussi donné une dynamique au dialogue avec les groupes armés du nord du Mali, dialogue qui se poursuit désormais à Alger.

NOTABENE : \*François HOLLANDE a quelque peu revu sa version sur l'exfiltration de Blaise COMPAORE vers la Côte d'Ivoire. Après avoir affirmé dans la nuit de lundi à mardi que « cette évacuation, nous ne l'avons pas faite nous-mêmes », le président français a reconnu lors d'une conférence de presse à Ottawa où il est actuellement en visite la participation active de la France. « Pour permettre la transition, nous avons fait en sorte que le président, qui n'était plus président, puisse être évacué vers la Côte d'Ivoire », a-t-il admis. L'ex-président burkinabè a-t-il bien utilisé un hélicoptère français ? « Nous avons veillé à ce qu'il soit évacué en mettant à disposition tous les moyens qui pouvaient être utiles », a répondu François HOLLANDE.

Texte par : Nicolas CHAMPEAUX Franco-américain et journaliste RFI Publié le : 05/11/2014

## 31 octobre 2014 : Le général Honoré Nabéré TRAORE s'autoproclame chef du Burkina Faso

Après l'annonce de la démission du président Blaise COMPAORE, le général Honoré Nabéré TRAORE\*, chef d'état-major de l'armée du Burkina Faso a déclaré, Vendredi 31 octobre, qu'il assumait les fonctions de chef de l'État. Mais une partie des manifestants semble lui préférer le général Kouamé LOUGUE.

Honoré TRAORE né le septembre 1957

Honoré TRAORE s'autoproclame Président du Burkina



*Peuple du Burkina Faso  
"Aujourd'hui 31 octobre 2014, les forces armées nationales prenant acte de la démission du président du Faso, chef de l'Etat en date du 31 octobre 2014, conformément aux dispositions constitutionnelles, constatant la vacance du pouvoir ainsi créée, considérant*



*l'urgence de sauvegarder la vie de la nation [...], j'assumerai à compter de ce jour mes responsabilités de chef de l'État", a déclaré le général de division TRAORE, qui a dit "prendre acte de la démission" du président COMPAORE et d'ajouter : "L'engagement est pris de procéder sans délai à des consultations avec toutes les forces vives et les composantes de la nation en vue du processus devant aboutir au retour à une vie constitutionnelle normale.*

*Un appel est lancé à toutes les citoyennes et à tous les citoyens organisés dans les différentes sphères de la vie nationale à répondre aux sollicitations qui leur seront adressées.*

*Les forces de défense et de sécurité prendront toutes les dispositions nécessaires qui s'imposent pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national.*

*Cette déclaration annule toute disposition contraire."*

Général de division Nabéré Honoré TRAORE Ouagadougou, le 31 octobre 2014

## La foule crie le nom du général Kouamé LOUGUE\*\*

Kouamé LOUGUE plébiscité par les manifestants Mais à Ouagadougou, d'après le correspondant de la BBC



Yacouba OUEDRAOGO, la foule rassemblée crie le nom d'un autre général, le général Kouamé LOUGUE. "La foule assiège l'Etat-major. Elle continue de réclamer le Général LOUGUE a la tête de la transition. Tout sauf le Général Honoré TRAORE", écrit-il dans un tweet publié peu avant 16 heures.

Selon l'AFP, massés sur la place de la Nation, devant l'état-major des armées, une dizaine de milliers de manifestants scandent notamment "Blaise dégage !" et "Kouamé LOUGUE président". Kouamé LOUGUE, général en retraite, ancien ministre de la Défense limogé en 2003 par COMPAORE, bénéficie d'un fort capital de sympathie parmi les contestataires. Le slogan "Honoré TRAORE démission" se aussi fait entendre. Pour les protestataires, il est considéré comme trop proche de l'ancien président. "Traoré est l'homme de main de Blaise COMPAORE", accuse Monou TAPSOABA, un militant d'opposition.



Du côté de la France, ex-puissance coloniale et partenaire-clé du Burkina, la question de la légitimité du nouvel homme fort du pays a immédiatement été soulevée.

Si l'annonce du général TRAORE devait être confirmée par le Conseil constitutionnel, il s'agirait d'un "coup d'État" qui entraînerait une "mécanique de sanctions", a affirmé une source diplomatique française. La Constitution prévoit que l'intérim soit assuré par le président de l'Assemblée nationale en cas de démission du président. Or le Parlement a été dissous par l'armée jeudi après avoir été incendié par les émeutiers, et le sort du chef des députés reste inconnu.

### **Blaise COMPAORE, introuvable**

Scènes de liesse des centaines de milliers de Burkinabé réunis devant le siège du gouvernement à Ouagadougou, Burkina Faso, vendredi le 31 octobre 2014. Le Président Blaise COMPAORE a annoncé vendredi 31 octobre 2014 qu'il quittait le pouvoir. Il a régné 27 années



Confronté à une contestation populaire d'une ampleur sans précédent, **Blaise COMPAORE** a annoncé vendredi qu'il quittait le pouvoir après 27 ans de règne. "*Dans le souci de préserver les acquis démocratiques, ainsi que la paix sociale [...], je déclare la vacance du pouvoir en vue de permettre la mise en place d'une transition*", a-t-il déclaré dans un communiqué lu à la mi-journée par une journaliste à la télévision privée BF1.

Cette transition devra "*aboutir à des élections libres et transparentes dans un délai maximal de 90 jours*", a ajouté l'ancien président, dont on ignore où il se trouve exactement. Un convoi lourdement armé, à bord duquel il semblait se trouver aurait été aperçu en direction de la ville de Po, dans le sud du Burkina Faso près de la frontière avec le Ghana, ont rapporté deux sources diplomatiques et des médias locaux vendredi après-midi.

Au lendemain de violentes émeutes contre le régime et de l'annonce par les militaires de la prise de contrôle du pays, des dizaines de milliers de manifestants sont à nouveau descendus vendredi matin dans la rue à Ouagadougou.

Pour l'opposition, "*toute transition politique à venir doit être conçue, organisée [...] autour des forces de la société civile, et intégrer toutes les composantes de la nation [...], y compris l'armée*", selon une déclaration émise lors d'un point de presse dans la matinée.

**NOTABENE** : \***Honoré Nabéré TRAORE**, né le 28 septembre 1957 à Dédougou dans la région de la Boucle du Mouhoun, est un officier général burkinabé. Il est nommé chef d'état-major des armées à la suite de la révolte de 2011.

Après la démission de Blaise COMPAORE, le 31 octobre 2014, à la suite d'un soulèvement populaire, il s'autoproclame chef de l'État par intérim, pour une durée de 12 mois. Il préside le pays pendant quelques heures.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2014, l'armée publie un communiqué qui affirme son soutien au lieutenant-colonel Isaac ZIDA comme chef de l'État de transition<sup>4</sup>. Le général Honoré TRAORE en est un des signataires, ce qui implique son renoncement au pouvoir

\*\***Kouamé LOUGUE** est un général burkinabé, ancien ministre de la défense du Burkina Faso. Kouamé LOUGUE suit une partie de ses études au Prytanée militaire de Kadiogo.

En 1999, le Colonel LOUGUE devient Chef d'état-major général des armées.

Il est nommé ministre de la Défense du gouvernement Yonli en 2002, et reste à ce poste jusqu'en 2003 où il est limogé par le président de la République.

Lors du soulèvement populaire de 2014, son nom est scandé par des manifestants. Il oppose un démenti aux affirmations selon lesquelles il aurait participé aux manifestations.

*LeFaso.net* 31 octobre 2014VOA Afrique <https://www.voaafrique.com>

« *La révolution démocratique populaire a besoin d'un peuple de convaincus et non d'un peuple de vaincus.* »

« *Un militaire sans formation politique n'est qu'un criminel en puissance.* »

**Thomas SANKARA**

« *La parole est une coque que le rusé décortique.* »

**Proverbe mossi** du Burkina Faso (1988)



## Novembre 2014, Burkina Faso : Michel KAFANDO, nouveau président intérimaire, prête serment

**Ce diplomate discret a juré de « défendre » la Constitution et de « tout mettre en œuvre pour garantir la justice ».**

L'ancien diplomate **Michel KAFANDO** (72 ans) dirigera la transition qui doit conduire le pays à des élections en novembre 2015. *AFP/STRINGER*



**Il a promis de gouverner « au nom du peuple ». Le nouveau chef de l'Etat par intérim du Burkina Faso, Michel KAFANDO, a prêté serment mardi 18 novembre. Ce dernier a pris ses fonctions au terme d'une transition militaire de près de trois semaines, qui a suivi la chute du président Blaise COMPAORE, le 31 octobre.**

Le lieutenant-colonel ZIDA, vêtu de son uniforme et coiffé de son béret rouge, était assis au premier rang, le torse ceint d'une écharpe aux couleurs du Burkina après avoir été décoré mardi matin de l'ordre de la Grande Croix, la plus haute distinction du pays, accordée uniquement aux chefs d'État. **Michel KAFANDO**, 72 ans, a été choisi, **lundi 17 novembre**, au petit matin au terme de longues discussions par un collège de désignation de 23 membres où les civils étaient majoritaires. Sa nomination met fin à moins de trois semaines de pouvoir militaire depuis que le président **COMPAORE** a été chassé le 31 octobre par des manifestations populaires après 27 ans à la tête du pays\*\*.

« *Je reçois cette charge avec beaucoup d'honneur mais aussi avec beaucoup d'humilité* », a déclaré **Michel KAFANDO** mardi lors de sa cérémonie d'investiture, devant plusieurs centaines de personnes, réunies dans la capitale, Ouagadougou.

« *L'humilité de quelqu'un qui n'est là que pour une période transitoire, l'humilité de quelqu'un qui est conscient que le pouvoir qu'il détient appartient au peuple* ».

Et de rappeler que l'exercice du pouvoir « *ne doit souffrir d'aucun abus, aucun excès* », référence non voilée aux 27 années à son prédécesseur, **Blaise COMPAORE**.

**Michel KAFANDO** devra conduire la transition et préparer l'élection présidentielle qui devrait se tenir dans un an, en **novembre 2015**.

Figure de la diplomatie nationale burkinabè, l'homme de 72 ans, formé au Sénégal, en France et en Suisse, a été ambassadeur de Haute-Volta (l'ancien nom du pays) puis du Burkina Faso auprès des Nations unies, respectivement en **1981-1982** et **1998-2011**. Le nouveau président par intérim a également été ministre des affaires étrangères dans plusieurs gouvernements entre **1982** et **1983**.

Ce diplomate à la retraite depuis 2011 est néanmoins peu connu de ses concitoyens, dont certains lui reprochent d'être trop proche de l'ancien régime de **Blaise COMPAORE**, qu'il avait représenté auprès de l'ONU.

Pour la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), dont fait partie le Burkina, le retour à un régime de transition civil "démontre une fois encore la volonté du Peuple burkinabè, de ses Forces vives et de ses Forces de défense et de sécurité de privilégier l'intérêt supérieur de la nation", selon les mots du président ghanéen **John DRAMANI MAHAMA**, qui a participé à la médiation internationale dans la crise en tant que président en exercice de la Cédéao. D'autres accusent aussi **Michel KAFANDO** d'avoir été hostile au président **Thomas SANKARA**, icône du panafricanisme assassinée en **1987**, lors du coup d'Etat qui porta **Blaise COMPAORE** au pouvoir.

NOTA BENE : \***Michel KAFANDO**, né le 18 août 1942 à Ouagadougou, est un diplomate et homme d'État burkinabè. Il est président de transition de 2014 à 2015. Il fait face en 2015 à un coup d'État qui échoue et lui permet de rapidement de reprendre ses fonctions avant de quitter le pouvoir peu après.

\*\*Le **Burkina Faso** a connu de violentes manifestations hostiles au président **Blaise COMPAORE**, fin octobre. Au terme de plusieurs rassemblements, notamment à Ouagadougou, le chef de l'Etat contesté avait finalement remis sa démission, le 31 octobre. L'armée avait ensuite assuré la transition politique du pays.

Ouagadougou (*AFP*) - Par **Romarc Ollo HIEN** 17/11/2014. **Le Monde** avec *AFP* Publié le 18/11/2014

21 décembre 2014 : Au Burkina Faso, l'hommage à Thomas SANKARA le geste symbolique du "balai citoyen"

Plusieurs manifestants ont déposé des balais sur sa tombe. Un geste symbolique visant à demander « justice » pour l'ex-président du Burkina Faso, tué lors du putsch de 1987.



Quelque 300 personnes ont déposé, dimanche 21 décembre, des balais sur la tombe de Thomas SANKARA pour le 65<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Ce geste symbolique vise avant tout à demander « justice »



pour l'ex-président du Burkina Faso, tué en 1987. Comme l'a expliqué le rappeur Serge BAMBARA dit Smockey, fondateur du Balai citoyen\*, un mouvement de la société civile, « le balai a une symbolique pour certaines ethnies. C'est demander à celui qui est mort de désigner les auteurs de sa mort. C'est un appel à la réouverture du dossier Sankara ».

Son mouvement a été très actif dans la chute du président Blaise COMPAORE, chassé le 31 octobre par la rue alors qu'il voulait réviser la Constitution pour se maintenir à la tête du pays. Il était arrivé au pouvoir en 1987, lors d'un coup d'Etat contre Thomas SANKARA. C'est au cours de ces événements que ce dernier avait trouvé la mort.

### « La justice sera rendue »

Serge BAMBARA dit SMOKEY

Karim SAMA dit Sam's K le Jah



Avec la chute de M. COMPAORE, « nous avons réussi à obtenir une première étape de la victoire. Nous sommes à la seconde, celle de la justice. La troisième qui suivra sera celle de la revalorisation de l'image [de Sankara] ainsi que l'enseignement de ses idées », a énuméré Smockey.



Le nouveau président Michel KAFANDO, en place pour un an, a promis des investigations pour identifier sa dépouille, une demande de longue date de la famille SANKARA. Des doutes existent sur le fait que le corps enterré soit bien le sien. Son dossier « sera entièrement rouvert et la justice sera rendue », a aussi affirmé M. KAFANDO.

« On veut savoir ce qui s'est passé le 15 octobre 1987. Pourquoi avez-vous arrêté notre espoir ? » a lancé le musicien Karim SAMA dit Sams'K le Jah, cofondateur du Balai citoyen.

Le Monde avec AFP Publié le 22 décembre 2014

**NOTABENE :** \*Le Balai citoyen est un mouvement issu de la société civile du Burkina Faso, fondé en 2013, qui a notamment pris part à l'opposition au président Blaise COMPAORE en 2014. Le mouvement est encore actif après le renversement du régime de Compaoré, dans lequel il joue un rôle décisif. Il entreprend ensuite des actions politiques et sociales, mais exclut de devenir un parti politique.

Le mouvement a été nommé Balai citoyen pour faire écho à la volonté de nettoyer le pays de la corruption politique, et en mémoire des activités collectives régulières de balayage des rues — initiées par Thomas SANKARA — durant lesquelles les citoyen(ne)s étaient appelé(e)s à se munir de leurs balais et à nettoyer leur voisinage, dans un acte ayant une dimension civique mais également symbolique, comme métaphore de la prise en main par la population de son propre destin. Les militant(e)s du mouvement brandissent des balais durant leurs actions de protestation en hommage à ces références

Le mouvement s'inscrit dans la mouvance sankariste, et se réclame de l'héritage et des idéaux du capitaine Thomas SANKARA, révolutionnaire marxiste-léniniste, anti-colonialiste et figure du Mouvement des non-alignés, qui a dirigé le pays entre 1983 et son assassinat, le 15 octobre 1987, à la suite d'un putsch orchestré par son successeur et ancien frère d'arme Blaise COMPAORE. Sams'K Le Jah, cofondateur du Balai citoyen, a été membre des Pionniers de la Révolution, le mouvement de jeunesse de la « Révolution démocratique et populaire » de SANKARA exclut de devenir un parti politique..



## Burkina : Michel KAFANDO "le corps de SANKARA sera identifié"

Des investigations seront menées pour identifier le corps du président Thomas SANKARA, tué lors du putsch qui porta au pouvoir en 1987 Blaise COMPAORE, chassé il y a trois semaines par la rue, a annoncé vendredi le président intérimaire Michel KAFANDO

Michel KAFANDO né le 18 août 1942 à Ouagadougou

"Au nom de la réconciliation nationale, j'ai décidé (...) que les investigations pour identifier le corps du président Thomas SANKARA seront (menées)", a déclaré le président KAFANDO, président de transition de 2014 à 2015, lors de son discours d'investiture.



La famille Sankara demande depuis 1997 l'exhumation du corps de ce héros national, icône du panafricanisme qualifiée de "Che africain", pour vérifier que le corps enterré est bien le sien, ce que la justice burkinabè n'a jamais accepté.

Par **Lefigaro.fr** avec **AFP** Publié le 21/11/2014

« En tant que dirigeant il vous faut être au dixième étage ce qui vous permet de voir très loin ; mais de temps en temps, il faut descendre au rez-de chaussée pour voir également dans la rue ce qui s'y passe »

« Si les masses comprennent mal, c'est encore de notre faute. Et il faut rectifier, nuancer, il faut s'adapter aux masses et non vouloir adapter les masses à ses propres désirs, à ses propres rêves. Nous devons préférer un pas ensemble avec le peuple plutôt que de faire dix pas sans le peuple »

« Le réalisme est triste, je préfère le rêve car c'est le rêve qui a permis les audaces les plus folles et ce sont ces folies qui ont permis à des hommes de se dresser, de croire en leur victoire et de vaincre effectivement »

Thomas SANKARA

## Au Burkina, la jeunesse rêve d'un nouveau SANKARA

Sur le campus universitaire de Ouagadougou, les étudiants demandent la nomination d'un civil pour mener la transition à la tête du Burkina Faso. **Issouf SANOGO/**AFP



- **Fer de lance du soulèvement contre Blaise COMPAORE, les jeunes Burkinabés espèrent que « leur révolution » ne sera pas confisquée.**

« Je suis né le 15 octobre 1987 à 8 heures. » À chaque nouvelle rencontre, Sam lance sa date de naissance comme l'évidence d'un destin. Au Burkina Faso, personne ne se demande pourquoi. Chacun sait que ce jour est celui de la mort de Thomas SANKARA, de son assassinat et de la fin de son régime. « Pour trois heures, je ne suis pas né sous Blaise COMPAORE », souligne le jeune homme, nattes sur la tête, allure de rasta soigneusement étudiée.

Dans cette maison vide de la périphérie de Ouagadougou, on ne prête plus vraiment attention à cet état civil flatteur. La réunion du Balai Citoyen, une organisation de jeunes s'affirmant apolitique ou en tout cas éloignée des partis, a d'autres priorités. La chute brutale de Blaise COMPAORE, après vingt-sept ans de règne mais seulement trois jours d'insurrection, a créé un vide inattendu. « Personne ne pensait que les choses iraient aussi vite », reconnaît Smockey, chanteur connu de la capitale et leader du Balai. Tee-shirts noirs frappés d'un « Blaise dégage », les militants de ce groupe étaient en tête dans les rues canalisant les masses de gamins vers l'Assemblée nationale, puis vers Kosyam, le palais présidentiel. Quelques jours après la victoire de ce qu'ils appellent « leur révolution », celle « du peuple libre », on s'en rappelle les grandes heures, on rit et on pleure les morts. Lentement, au fil des conversations, une angoisse se diffuse, celle de voir le mouvement s'essouffler, se perdre et finir récupéré par une classe politique « bourgeoise » dont on se défie volontiers. « Il faut une transition et des élections transparentes. Nous n'avons pas l'intention de participer au gouvernement mais nous serons vigilants. Nous jouerons le rôle de sentinelle », souligne Smockey.



## Un mythe intouchable

La fameuse nuit que nous parlait l'hymne national est enfin arrivé 🧑

Et une seule nuit a rassemblé en elle  
L'histoire de tout un pays  
Et une seule nuit a déclenché sa marche triomphale  
Vers l'horizon du bonheur  
Et une seule nuit à réconcilier notre peuple  
Avec tous les peuples du monde  
A la conquête de la liberté et du progrès  
La patrie ou la mort nous vaincrons  
Vive le peuple unies  
Vive le peuple Burkinabè 🧑

années de pouvoir de **Thomas**, cette curieuse dictature mêlant utopie et marxisme de cour d'école, mais on les connaît sur le bout des doigts. En ces temps agités, le Balai répète les maximes célèbres sur l'indépendance, le pouvoir populaire du **Ché africain**. Tant pis si les comités révolutionnaires mis en place par le capitaine putschiste se sont plus souvent comportés en zélotes du pouvoir qu'en gardiens du peuple. Pour les jeunes Burkinabés, **SANKARA** est un mythe intouchable.

L'entrée en scène vendredi 30 octobre, sur une place de la nation pleine d'une foule chauffée à blanc du lieutenant-colonel **Isaac ZIDA**, son béret rouge sur la tête, son verbe haut ajouté à ses promesses de « *conserver la révolution au peuple* » et « *d'éviter le sang* » ont réveillé l'histoire. À la recherche d'un rêve, bien des jeunes Burkinabés (60 % de la population a moins de 25 ans) ravagés par le chômage et la misère ont parfois cru l'heure arrivée.

Certes, son passé dans les rangs du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) ne plaide pas pour l'officier. Mais on fait de lui le héros qui a refusé de tirer sur la foule. « *Il faut se méfier des militaires, c'est vrai. Les opposants politiques ont eux aussi tous, un temps ou un autre, été attachés à Blaise* », tempère **Smockey**, qui ne va pas jusqu'à apporter son soutien au lieutenant-colonel **ZIDA** pour diriger la transition.

### « C'est nous qui avons donné le pouvoir à l'armée pour l'ordre »

Les quatre bâtiments de la **Cité universitaire Kossodo** à Ouagadougou **Serge BALAYA** a, lui, sauté le pas. De-



vant la cité universitaire Kossodo, quatre gros bâtiments ocre plantés au milieu d'une plaine sèche, ce leader étudiant ne cache plus son penchant pour **ZIDA**. Là encore, c'est le souvenir de **SANKARA**, qui a conduit ce jeune homme de 22 ans à faire le grand écart entre sa culture de gauche révolutionnaire et le parachutiste. « **SANKARA** a dit :

« *tuez Sankara et mille autres viendront* ». » **Sylvain SAVADOGO** et **Abdoulaye SARAMBE**, tous deux en maîtrise d'histoire, comme biens des étudiants, ne partagent pas cet enthousiasme pour l'armée, exigeant un civil à la tête du pays. Mais, ils ne sont pas longs non plus à dire leur défiance pour des partis politiques « *qui ne pensent qu'à eux* ».

**SANKARA** : " nous menons ton combat "

À Tanpouy, un quartier périphérique de Ouagadougou, les jeunes menacent déjà de « **marcher à nouveau** » si les « **choses tournent** ». **Issouf, Daouda, Zaccaria**, assis en rond sur de vieux bancs, ne parlent plus que de cette insurrection qu'ils sont si surpris d'avoir menée. Ils sont jardiniers, métallurgiste, chômeurs. Aucun n'a 25 ans. Ils parlent de politique, de révolution, d'autosuffisance et, une fois de plus de **SANKARA**, avec une étonnante maîtrise du sujet. Là aussi, la séduction pour les militaires n'est pas longue à venir. « *Il n'y a pas de coup d'État. C'est nous qui avons donné le pouvoir à l'armée pour l'ordre* », s'énerve **Daouda**. Mais plus que savoir qui sera à la tête du Burkina pour les prochains mois, c'est bien l'avenir qui les intéresse. Celui qui leur offrira autre chose qu'une vie de bouts de chandelles où l'on ne mange pas à sa faim. « *Ce que l'on veut, c'est vivre mieux. C'est tout et on suivra celui qui peut faire ça.* »



**Tanguy BERTHEMET** Publié le 10/11/2014



## 2015 : Le Burkina Faso entre dans l'engrenage de la violence

L'insécurité croissante au Burkina Faso, au *Mali* et au *Niger* sape la confiance des populations dans leurs gouvernements. Les djihadistes exploitent les frustrations et les tensions intercommunautaires.

Autrefois prisé des touristes, le Burkina Faso sombre dans l'insécurité, confronté depuis 2015 à la menace djihadiste qui touche également le *Mali* et le *Niger*. Après l'embuscade, lundi 26 avril, dans l'est du Burkina Faso, qui a causé la mort de deux journalistes espagnols et d'un militant écologiste irlandais, des individus armés ont mené un raid meurtrier, le même jour, dans le Nord, dans la commune de Seytenga, faisant 18 victimes.



### Des régions hors de contrôle de l'État

D'abord concentrées dans le nord du pays, limitrophe du Mali, les exactions attribuées à une douzaine de groupes djihadistes ont ensuite visé la capitale et d'autres régions, notamment l'Est et le Nord-Ouest. Cette dégradation de la situation sécuritaire vise particulièrement la région de l'Est où les embuscades et attaques à l'engin explosif se multiplient depuis 2018. Des portions entières de territoire échappent désormais au contrôle de l'État et les groupes armés contrôleraient l'accès à certains axes.

Certains groupes sont affiliés à Al-Qaida, via le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), d'autres à Daech, via sa branche locale, l'État islamique au grand Sahara (EIGS). Depuis 2015, elles ont fait plus de 1 300 morts et un million de déplacés. Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres au monde, classé 182<sup>e</sup> sur 189 par le *Pnud* pour son indice de développement humain. Deux millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

### Compétition autour des ressources

Depuis quelques années, les insurrections se multiplient dans les zones rurales du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Dans ces trois États du Sahel central, les ruraux sont confrontés à la montée de la compétition autour des ressources, en particulier l'accès à la terre et à l'eau, ainsi qu'à une crise du pastoralisme. Le GSIM, comme Daech, exploite les frustrations des populations, les exactions commises par les forces de sécurité sur des civils et le sentiment d'injustice de certains groupes ethniques pour étendre son recrutement.

Les insurgés font bénéficier ces populations de leur protection et de leur influence lorsque celles-ci font face à des litiges locaux. Ils leur proposent leur aide pour mener des arbitrages ou régler l'accès aux ressources.

« Au centre du Mali, la violence ethnique entre Peul et Dogon a poussé des habitants en colère à rejoindre les rangs des insurgés ou des groupes d'autodéfense », souligne un rapport de l'International Crisis Group, publié en février 2021. « De même, dans les provinces du Soum et la région du Centre-Nord du Burkina Faso, les djihadistes ont exploité les tensions intercommunautaires entre Peul et Mossi. Dans la région de Tillabéri, au sud-ouest du Niger, et dans la région malienne de Ménaka, la branche locale de l'État islamique a profité de la vive compétition autour des ressources naturelles et des luttes locales de pouvoir pour s'implanter en tant que force insurgée »

### Des groupes d'autodéfense à base communautaire

Au Burkina Faso, deux dynamiques affectent les zones rurales reculées du Soum, du Centre-Nord et de l'Est : l'influence grandissante des djihadistes, ainsi que la prolifération des groupes d'autodéfense à base communautaire. « L'insécurité qui règne dans les périphéries pourrait à terme se conjuguer à d'autres facteurs, notamment les conditions de vie difficiles d'une frange importante des populations urbaines », note un autre rapport de l'International Crisis Group, publié en novembre 2020.

Confrontée à l'insécurité croissante et à la mauvaise gouvernance, la population du Sahel central fait de moins en moins confiance à ses dirigeants. Au Burkina Faso, les motifs de mécontentement vont des conditions de vie aux déplacements massifs liés à l'insécurité. Au **Mali**, le président **Ibrahim BOUBACAR KEÏTA** a été renversé, en **août 2020**, par des militaires après des semaines de manifestations. Au **Niger**, les manifestants sont descendus dans la rue, en **mars 2020**, pour protester contre la corruption gouvernementale.

François d'ALANÇON, *La Croix* le 29/04/2021

## 26 mai 2015 : Au Burkina Faso, ouverture de la tombe de Thomas SANKARA

Depuis près de trente ans, la sépulture multicolore du cimetière de Dagnoën, à Ouagadougou, recouvre une icône africaine, mais aussi un mystère. Elle a été ouverte mardi 26 mai pour tenter de lever une interrogation : est-ce bien la dépouille de Thomas SANKARA qui repose en son sein ?



Le 25 mai 2015, une foule de curieux s'est rassemblée près du cimetière de Ouagadougou, quand un juge et trois médecins légistes ont ouvert la tombe supposée contenir le corps de SANKARA. **OUBA AHMED/AFP**



Thomas SANKARA avait été enterré à la sauvette le soir du **15 octobre 1987**, après son assassinat lors du coup d'État qui porta **Blaise COMPAORE** au pouvoir. Il aurait été inhumé au cimetière de Dagnoën, mais sa famille et ses nombreux partisans doutent que son corps s'y trouve réellement

La justice du Burkina Faso a ordonné l'ouverture de la tombe supposée de l'ex-président du pays pour éclaircir les circonstances de son assassinat, le **15 octobre 1987**. Coupable désigné de ce coup d'État sanglant, son successeur déchu, **Blaise COMPAORE**, qui a toujours nié son implication. Tout comme Paris.

Pour éclairer les zones d'ombre qui planent encore sur cet assassinat, la justice militaire devra notamment interroger plusieurs officiers et personnalités toujours influents au Burkina Faso. Autre sujet qui depuis des années agite militants **sankaristes** et **historiens** : les autorités françaises de l'époque ont-elles joué un rôle dans la mort de ce jeune et fougueux dirigeant qui ne manquait pas de critiquer leur politique africaine ?

Un coin du voile se lève. Un simple petit coin, mais il dissipe déjà l'épais brouillard qui entoure la mort de **Thomas SANKARA**. Presque vingt-huit ans que le président du Burkina Faso est tombé sous les balles, et rien ne se sait depuis. Alors, quand le **25 mai** à l'aube, un juge et trois médecins légistes, dont un Français, ont entamé l'exhumation des restes de « Thomas » et de ses douze fidèles, morts à ses côtés, on s'est massé dans l'attente. Les premières nouvelles, brèves, ont été accueillies avec une sorte de soulagement dubitatif. Sous 40 centimètres de terre rouge, les fossoyeurs ont mis au jour des ossements et des morceaux de survêtement. Il y a donc un corps dans la tombe.

« *L'exhumation a permis de retrouver des restes d'ossements et des morceaux de vêtements. Rien ne dit encore que c'est vraiment lui* », affirme l'avocat de la famille, Maître **Bénéwendé SANKARA**

Car le **mystère Sankara** allait jusque-là. Personne ne pouvait dire si, sous la dalle de béton vert et rouge, reposait bien une dépouille. On ne s'accrochait, pour l'affirmer, qu'à une légende. Elle raconte l'enterrement le soir de leurs assassinats, à la sauvette, dans une honteuse nuit tombante de cet automne 1987, des héros de la révolution burkinabée dans un petit cimetière de Ouagadougou qui n'était alors qu'un terrain vague. Des analyses ADN devraient confirmer si l'histoire disait vrai, si c'est bien là que gisait celui dont la mort a fait un mythe vivant.

En 2011 puis en 2012, des députés du Front de Gauche et d'Europe Écologie les Verts ont demandé, en vain, l'ouverture d'une enquête parlementaire. Au début de ce mois, 26 élus Burkinabés de l'assemblée de transition, considérant que « *La France a pu être citée dans ce crime abominable par plusieurs sources, sans qu'elle ait formellement démenti son implication* », ont introduit la même requête auprès du président de l'assemblée nationale française. La réponse est attendue.

Cyril BENSIMON *Le Monde* Publié le 26 mai 2015 Tanguy BERTHEMET *Le Figaro* Publié le 01/06/2015

<https://www.maliweb.net>

## 16 au 23 Septembre 2015 : Coup d'État au Burkina Faso

Un blindé de la gendarmerie devant le palais présidentiel à la fin du coup d'état



**Le coup d'État de 2015 au Burkina Faso a lieu du 16 septembre 2015 au 23 septembre 2015. Il avait pour objectif de mettre fin au gouvernement de transition mis en place après la chute de l'ancien président burkinabè Blaise COMPAORE. Cet objectif a été soldé par un échec et un retour des organes de transition.**

### Contexte

Le Conseil national de transition (CNT) du Burkina Faso a voté le 7 avril 2015 un nouveau Code électoral qui, par le biais de son article 135, interdit indirectement les partisans de l'ancien président **Blaise COMPAORE** de se présenter aux prochaines élections et, en particulier, à l'élection présidentielle d'octobre 2015. Ce changement législatif a été attaqué devant la Cour de justice de la *Cédéao*, par les proches de **Blaise COMPAORE**, qui a donné raison à ces derniers.

Néanmoins, selon le constitutionnaliste *Luc-Marius IBRIGA* contacté par le journal *Libération*, les juges de la *Cédéao* ont simplement demandé de préciser les conditions d'inéligibilité énoncées à l'article 135.

Le journal *Jeune Afrique* souligne aussi la coïncidence de la date du coup d'État, ce dernier ayant eu lieu le jour même où les ossements du président **Thomas SANKARA** aurait dû être expertisés pour lever possiblement le voile sur son assassinat. D'autant plus que le principal auteur du coup d'État, **Gilbert DIENDERE**, est fortement soupçonné d'être l'un des assassins du président **SANKARA**, en 1987.

<https://www.wikipedia.org>

## Burkina Faso : retour sur le coup d'Etat du 16 septembre 2015

Des populations à la Place de la Nation à Ouagadougou



**Alors que le pays sortait d'une période trouble à cause de l'Insurrection populaire ayant poussé le président d'alors, Blaise COMPAORE, à laisser le pouvoir, en fin octobre 2014 et qu'une Transition politique avait été mise sur place pour conduire le pays à des élections, intervient un coup d'Etat.**

**C'était le 16 septembre 2015.**

Mais c'est le lendemain, 17 septembre, que le visage derrière ce coup sera connu. Le général **Gilbert DIENDERE**, le président du Conseil national de la démocratie (CND), qui avait pris en otage le président de la Transition, **Michel KAFANDO** et le Premier ministre **Yacouba Isaac ZIDA**. L'ancien bras droit de **Blaise COMPAORE** fait face à l'opposition de la population, de la société civile et de la communauté internationale.



Composé, pour l'essentiel, d'hommes du Régiment de sécurité présidentiel (**RSP**), le **CND**, avec à sa tête le chef d'Etat-major de cette unité d'élite, a expliqué être intervenu afin d' « empêcher la déstabilisation du pays ».

Mais le coup n'est pas passé au sein de la population. Et de son côté, le président du Conseil national de la Transition, **Chérif SY**, l'organe législatif de la Transition, annoncé qu'il prenait la tête du pays en attendant la libération du président **KAFANDO**. Il tente ainsi de s'opposer à la prise de pouvoir de **Gilbert DIENDERE**, et demande aux « *chefs d'État-major des Armées de prendre toutes les dispositions pour arrêter cette forfaiture* ». L'Armée dite « régulière » n'avait pas encore pris parti.

De leur côté les politiques, après une concertation diligentée, ont appelé « tout le peuple burkinabè à la désobéissance civile jusqu'à la libération sans condition du président **KAFANDO**, du Premier ministre **ZIDA** et des autres membres du gouvernement ». Ils ont par ailleurs « exigé le rétablissement du fonctionnement régulier des institutions dans les plus brefs délais » et « réitéré leur ferme attachement à la tenue effective des élections le 11 octobre 2015 ».

### **Manifestations citoyennes**

*Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma* et bien des villes du Burkina Faso ressemblaient à un vaste champ de bataille.

Les éléments du **RSP** avaient quadrillé Ouagadougou, tirant parfois à balles réelles. Dans la soirée du **16 septembre**, il était encore difficile d'établir un bilan humain. Mais des sources avaient parlé d'au moins six morts et soixante blessés, d'autres donnaient une dizaine de personnes décédées. Plus tard l'on apprendra que **ce coup d'Etat avait fait 14 morts et 270 blessés**. Les choses sont allées vite, très vite ! Le **23 septembre 2015**, le président de la transition, **Michel KAFANDO** remis en selle, après une envie d'intervention fort marquée des Boys de l'Armée, fait une déclaration annonçant son retour à la tête du pays. Cette déclaration est intervenue au lendemain d'une résolution de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**) intimant le rétablissement des institutions de la transition, et le régiment afin d'éviter un affrontement.

Quatre ans après les faits, les auteurs présumés du coup ont été jugés. Ainsi donc, à l'issue de près de près de 18 mois d'audiences marquées par de multiples suspensions et de reports, le verdict du procès du putsch manqué du **16 septembre 2015** au Burkina Faso, a condamné, le lundi **2 septembre**, les généraux **Gilbert DIENDERE\*** et **Djibrill BASSOLE\*\***, accusés d'être les principaux instigateurs du coup d'Etat, respectivement à vingt ans et dix ans de prison ferme. **Gilbert DIENDERE** a été reconnu coupable d'« attentat à la sûreté de l'Etat », de « meurtre » et de « coups et blessures volontaires ». Quant à **BASSOLE**, ancien ministre des affaires étrangères, il lui a été reproché la « trahison ».

NOTA BENE : \***Gilbert DIENDERE** né en 1960 ou 1961, est un général de l'armée du Burkina Faso et homme d'État, ancien chef d'état-major particulier de l'ancien président Blaise Compaoré.

Le 6 avril 2022, il est condamné à la prison à la perpétuité pour son rôle dans l'assassinat de Thomas SANKARA et le 22 septembre 2022, DIENDERE est de nouveau condamné à 20 ans de prison à l'issue du procès de l'assassinat de l'étudiant Dabo BOUKARY

\*\* **Djibrill Yipènè BASSOLE**, né le 30 novembre 1957 à Nouna (Burkina Faso), est un officier des forces armées du Burkina Faso et homme politique burkinabè. Il est connu pour sa participation à la résolution de plusieurs conflits en Afrique. Il a représenté le Burkina Faso à l'international non seulement en tant que ministre des Affaires étrangères burkinabè, mais également pour le compte de l'ONU et de l'Union africaine. Il est envoyé spécial de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour la paix au Sahel.

Le 29 septembre 2015, il est arrêté par la gendarmerie, étant accusé, dans les suites du putsch du 17 septembre 2015 par Gilbert DIENDERE, de perturber le retour du régime de transition. Son procès débute le 27 février 2018, en compagnie de 83 coaccusés, dont Gilbert DIENDERE. Le procès est néanmoins immédiatement ajourné de deux jours, après le placement par DIENDERE des généraux susceptibles d'être tirés au sort comme assesseurs, dans sa liste de témoins<sup>7</sup>. En septembre 2019, BASSOLE est reconnu coupable de « trahison » et condamné à 10 ans de prison ferme. Le 28 janvier 2020, Djibrill BASSOLE quitte Ouagadougou. Très affaibli par un cancer, BASSOLE est autorisé à quitter le Burkina Faso pour venir se soigner à Paris, et ce en échange d'une caution de 30 millions de francs CFA

**Wakat Séra** 2021 *Le temps de la vraie info* <https://www.wakatsera.com> 16 septembre 2021

## 17 Septembre 2015, Burkina Faso : l'enquête sur la mort de Thomas SANKARA perturbée par le coup d'Etat

La veuve du président tué en 1987 soupçonne le nouvel homme fort du pays, le général Gilbert DIENDERE, d'être « *impliqué dans l'assassinat* ».

Mariam SANKARA veuve de Thomas SANKARA



« *C'est une drôle de coïncidence quand même* », pour la veuve de Thomas SANKARA. Les résultats de l'enquête sur l'assassinat du premier président du Burkina Faso devaient être communiqués le **jeudi 17 septembre 2015** aux parties civiles à Ouagadougou. Une réunion reportée sine die en raison du coup d'Etat perpétré la veille par des membres du régiment de sécurité présidentielle (RSP).

Coïncidence ou pas, le nouvel homme fort du pays issu du coup d'Etat, le général **Gilbert DIENDERE**, « *était à l'époque le responsable de la sécurité et des commandos de militaires*, remarque **Mariam SANKARA**. *On pense qu'il est impliqué dans l'assassinat (...). L'enquête était là pour le prouver* ».

### Un sujet tabou sous le règne de COMPAORE

Les avocats de la famille SANKARA (M<sup>e</sup> SANKARA à gauche)

Les avocats des parties civiles étaient convoqués chez le juge jeudi dans la matinée pour « *prendre connaissance des conclusions des rapports de l'expertise balistique et de l'autopsie* » pratiquée sur les restes supposés du dirigeant défunt et de douze de ses compagnons d'armes, selon **Maitre Bénéwendé Stanislas SANKARA** (non apparenté), interrogé par téléphone depuis Paris.



Le charismatique président burkinabé avait été enterré à la sauvette le **15 octobre 1987**, au soir du coup d'Etat qui porta **Blaise COMPAORE** au pouvoir. Il aurait été inhumé au cimetière de Dagnoën, mais sa famille et ses nombreux partisans doutent que le corps s'y trouve réellement. Des restes supposés de l'ancien président constitués de « *quelques ossements, de tissus au fond rouge avec des traits noirs* », selon l'avocat de la famille, avaient été exhumés en mai.

**La mort de Thomas SANKARA était un sujet entièrement tabou pendant l'ère COMPAORE. Ancien frère d'arme de SANKARA, le « beau Blaise » est soupçonné d'avoir commandité son assassinat.**

Le Monde avec AFP Publié le 18 septembre 2015

--Quel rôle la France a-t-elle joué dans l'assassinat de **Thomas SANKARA** ?

Le président français **Emmanuel MACRON** en visite à Ouagadougou ce mardi 28 novembre 2017 a annoncé la prochaine levée du secret défense. Il promet de donner au Burkina Faso les éléments pour faire la lumière sur cette page de son histoire.

--Saura-t-on enfin un jour dans quelles conditions **Thomas SANKARA** est mort en 1987 ?

La question était taboue jusqu'à **2014** et la chute de **Blaise COMPAORE**, le président du Burkina Faso ex-compagnon d'arme de **Sankara** soupçonné d'être un personnage central de l'affaire. **COMPAORE** exilé en Côte d'Ivoire, la demande de vérité s'est enfin exprimée.

Burkina Faso : l'héritage de **Thomas SANKARA**

« *L'humanisme (l'élection de l'homme) commencera ainsi d'être battu en brèche et, ce qui nous intéresse ici, l'homme occidental aura peu à peu et à grande douleur cessé de croire qu'il est lui-même au centre de ce qui est.* »

Edouard GLISSANT *Le Discours antillais 1981*

23 septembre 2015, Burkina Faso : Michel KAFANDO, président par intérim renversé par les putschistes, " sera remis sur selle" mercredi (leader des putschistes)

Cette annonce intervient après celle de la CEDEAO qui a fait savoir sa volonté de rétablir Michel KAFANDO dans ses fonctions

Le général Gilbert DIENDERE



Le président burkinabé par intérim, Michel KAFANDO, renversé par les putschistes, jeudi dernier, sera "remis en selle" mercredi, a annoncé, mardi soir, le général putschiste Gilbert DIENDERE.



Le général putschiste Gilbert DIENDERE, chef du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), avait indiqué qu'il ne s'opposerait pas à un retour «des civils», tout en insistant pour recevoir lui-même les présidents étrangers lors de leur arrivée à Ouagadougou.

"Le putsch est terminé, on n'en parle plus", a déclaré mercredi à la presse le chef des putschistes au Burkina Faso, le général Gilbert DIENDERE.

"Le plus grand tort a été d'avoir fait ce putsch", a ajouté l'ancien bras droit de l'ex-président Blaise COMPAORE. "Aujourd'hui, quand on parle de démocratie, on ne peut pas se permettre de faire des actions de ce genre".

"KAFANDO c'est déjà acté. Les chefs d'Etat (de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) arrivent demain (à Ouagadougou) pour le remettre en selle. Théoriquement, c'est moi qui vais les accueillir demain et KAFANDO les raccompagnera après", a affirmé le chef du Régiment de sécurité présidentiel (RSP - pro-Compaoré), auteur du coup d'Etat, a rapporté le site local Burkina 24.

Cette déclaration intervient peu après que les Chefs d'Etat de la CEDEAO, réunis mardi à Abuja, en sommet extraordinaire consacré à la crise politico-sécuritaire burkinabè, aient annoncé l'envoi des présidents togolais Faure GNASSINGBE, béninois Yayi BONI, sénégalais Macky SALL, Ghanéen John MAHAMAT DRAMANI et nigérian Muhammadu BUHARI, mercredi à Ouagadougou afin de réinstaller le gouvernement de transition.

Michel KAFANDO, tout comme le lieutenant-colonel Isaac ZIDA\*, Le Lieutenant-colonel Isaac ZIDA Premier ministre du régime de transition au Burkina Faso, ont été pris en otage par les putschistes, mercredi dernier. Vendredi soir, KAFANDO a été libéré puis mis sous résidence surveillée. Il a ensuite rejoint la résidence de France, lundi soir à Ouagadougou tandis que ZIDA a été libéré, mardi matin.



ZIDA également ancien numéro 2 du RSP (derrière le général putschiste Gilbert DIENDERE) a appelé pour sa part, ses anciens compagnons d'armes à "revenir dans les rangs du peuple", dans un communiqué diffusé mardi soir et dont Anadolu a eu copie.

NOTA BENE : \*Isaac ZIDA, né le 16 novembre 1965 à Yako, dans la province du Passoré, est un officier et homme d'État burkinabé. Il est désigné chef de l'État de transition du Burkina Faso par l'armée le 1<sup>er</sup> novembre 2014 avant d'être nommé, le 21 du même mois, Premier ministre par le président de la transition, Michel KAFANDO.

Esma BEN SAID Anadolu Agency /Ouagadougou/Alphonse Logo le 23/09/2015

Tanguy BERTHEMET Journaliste LE FIGARO le 23/09/2015

« Une jeunesse mobilisée est dangereuse, une jeunesse mobilisée est une puissance qui effraye même les bombes atomiques. »

Thomas SANKARA

« La mondialisation est désormais un fait. On ne peut vivre chacun isolément: nos destins sont mélangés. »

Edouard GLISSANT Entretien L'Humanité réalisé par Rosa MOUSSAOUI et Fernand NOUVET 6 Février 2007



## 1<sup>er</sup> décembre 2015, Burkina Faso : Roch Marc Christian KABORE remporte l'élection présidentielle dès le premier tour

Roch Marc Christian KABORE (58 ans)

Roch Marc Christian KABORE a remporté la présidentielle burkinabè dès le premier tour. Bien qu'ancien Premier ministre de Blaise Compaoré, il a su apparaître comme le candidat du changement dans un pays en crise depuis plus d'un an.

Avec 53,5 % des voix, Roch Marc Christian KABORE a remporté l'élection présidentielle au Burkina Faso dès le premier tour, a annoncé, mardi 1er décembre, la commission électorale. Son plus sérieux rival, Zephirin DIABRE, a obtenu 21,65 % des voix. Il avait reconnu sa défaite quelques minutes avant l'annonce des résultats provisoires par la Commission électorale indépendante (Ceni).

C'est le paradoxe burkinabé. Pour tourner définitivement la page des années Blaise COMPAORE, les électeurs de ce pays ont largement choisi celui qui, des années durant, fut considéré comme son principal dauphin, son successeur désigné. Roch Marc Christian Kaboré, 58ans, a remporté dès le premier tour, par un « *coup K.-O.* », selon l'expression désormais consacrée en Afrique de l'Ouest. Le président de l'instance chargée d'organiser le scrutin, couplé avec des législatives, avait précédemment déclaré que malgré « *quelques dysfonctionnements* », « *cette élection s'est déroulée dans le calme et la sérénité* ».

Devant ses militants venus l'acclamer, M. KABORE lui a rendu, « *en ces moments historiques, un hommage appuyé au peuple burkinabé et à tous les combattants de la liberté et de la démocratie dont certains ne sont plus de ce monde* ». Une référence à ceux tombés fin octobre 2014 dans l'insurrection ayant abouti à la chute de Blaise COMPAORE, puis aux victimes de la tentative de coup d'Etat de septembre 2015 menée par la garde prétorienne du régime déchu.

Quelques instants après l'annonce officielle des résultats, Roch Marc KABORE a confié à France 24 sa joie que le parti de son rival n'ait pas contesté les résultats de l'élection. "En retour j'ai dit que, concernant le pouvoir [...], je souhaiterais associer l'ensemble des Burkinabé à la gestion de ce pays", a-t-il ajouté, invitant ainsi indirectement Zephirin DIABRE à jouer un rôle dans le prochain gouvernement.

La victoire de KABORE n'était pourtant pas une évidence. Pauline SIMONET rappelle que le nouveau chef de l'État "a été un collaborateur de longue date de l'ancien président COMPAORE. Il a travaillé avec lui 26 ans avant de claquer porte du parti quelques mois avant l'insurrection" en 2014. Si Roch Marc KABORE est sorti vainqueur de cette élection, c'est sans doute parce qu'il a su apparaître comme "le candidat du changement, le candidat qui allait faire redémarrer le Burkina Faso sur les rails », analyse-t-elle.

Cyril BENSIMON Publié le 01 décembre 2015

Texte par : FRANCE 24 Avec AFP et Reuters le 01 décembre 2015

## Elections Burkina : François HOLLANDE « félicite » Michel KAFANDO

Michel KAFANDO et François HOLLANDE à l'Élysée (1<sup>er</sup> mai 2015) Le président François HOLLANDE s'est dit



aujourd'hui « très heureux » du bon déroulement des élections au Burkina Faso, et a demandé au président sortant Michel KAFANDO de transmettre ses « félicitations » à son successeur Roch Marc Christian KABORE. « Nous sommes très heureux que les élections au Burkina Faso se soient passées de manière transparente, démocratique et que les résultats ne souffrent aucune contestation », a-t-il déclaré en marge d'un sommet sur l'Afrique à la conférence climat près de Paris. « Vous transmettez à votre président nos félicitations », a-t-il ajouté en s'adressant à Michel KAFANDO.

Par Le Figaro.fr avec AFP Publié le 01/12/2015

9 novembre 2018 : les premières archives sensibles françaises transmises par voie diplomatique au Burkina pour élucider la mort de Thomas SANKARA

Des fonctionnaires français, des journalistes et de simples citoyens sont cités dans le dossier tout juste déclassifié de la mort en 1987 du président burkinabé.

Affiche pour Thomas SANKARA, le « *Che Guevara* » africain dans une rue de Ouagadougou en octobre 2017, trente ans après sa mort. AHMED OUOBA / AFP

Depuis près d'un mois, les dossiers s'accumulent sur le bureau du juge burkinabé François YAMEOGO. Des centaines d'auditions et d'enregistrements, jusqu'ici classés « secret défense » par la France. Ces archives, « sensibles », toujours sous le secret de l'instruction, devraient apporter de nouvelles révélations sur l'assassinat du jeune président Thomas SANKARA, le 15 octobre 1987.



Novembre 2017 Emmanuel MACRON à Ouagadougou C'était l'un des engagements pris par le président



Emmanuel MACRON lors de sa visite à Ouagadougou en novembre 2017. « *Tous les documents produits par des administrations françaises pendant le régime de Sankara et après son assassinat [seront] déclassifiés et [pourront être] consultés en réponse aux demandes de la justice burkinabée* », avait-il alors affirmé. Un an plus tard, c'est promesse tenue. Un premier volet « *des archives des ministères des affaires étrangères et de la défense* » a été transmis, par voie diplomatique, au juge d'instruction militaire en charge du dossier, le 9 novembre dernier. Un deuxième lot provenant « *de la présidence française* » doit suivre dans les semaines à venir, indique l'entourage d'Emmanuel MACRON.

#### « Nouveaux rebondissements »

« *J'ai appris beaucoup de choses, il y a de nouveaux éléments très importants que je découvre moi-même, alors que je suis l'affaire depuis 1987* », confie un des avocats de la famille Sankara, qui a passé « *près de quatre heures* » vendredi à consulter les documents déclassifiés mais aussi les auditions d'une commission rogatoire internationale, mise en place en février 2017, afin d'auditionner les personnes susceptibles d'apporter des éléments sur une éventuelle implication de la France dans la mort de Thomas SANKARA. « *Il peut y avoir des rebondissements, des hommes politiques français pourront même être éclaboussés* », affirme une source au Monde, expliquant que des auditions « *de personnes qui occupaient un poste à haut niveau au sein de l'administration française à cette période, des journalistes et de simples citoyens* » figurent dans le dossier ainsi que des notes « *de l'ambassade de France au Burkina Faso de l'époque* ».

Sur le rôle joué par ces autorités, l'avocat préfère rester prudent : « *Quand on parle de l'implication de puissances extérieures, française, russe ou américaine, nous n'avons pas pour le moment d'éléments probants et fiables, nous venons à peine de découvrir les nouvelles pièces. Mais aucune piste n'est à écarter.* »

Deux noms reviennent à « *plusieurs reprises* » dans les différents documents. « *Ceux de Charles Taylor et de Prince Johnson. Il y a des témoignages de leurs entourages et des articles qui les citent* », précise l'avocat. Les soupçons contre l'ancien président du Liberia, condamné pour « *crimes contre l'humanité* » par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et l'ex-chef de guerre libérien ne sont pas nouveaux. Pour certains, les deux hommes seraient même bel et bien impliqués dans le renversement du dirigeant burkinabé.

## Le « mystère SANKARA »

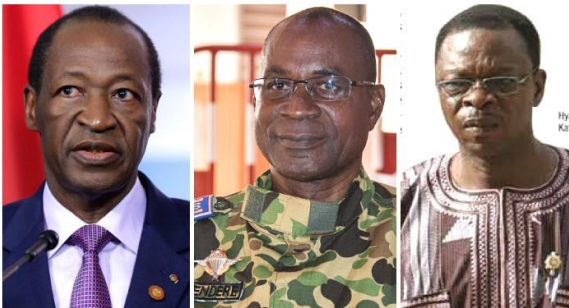
Trente-et-un ans après les faits, le dossier s'est complexifié. « *Du temps s'est écoulé, des pièces ont disparu, des gens sont morts* », regrette cet avocat de la famille. Pourtant le « *mystère SANKARA* » continue, lui, de hanter les esprits.

Que s'est-il passé ce jour du **15 octobre 1987** au Conseil de l'Entente ?

Qui a donné l'ordre au commando de tirer sur le jeune président révolutionnaire et ses douze compagnons ?

En **septembre 1997**, une première plainte contre X « *pour assassinat* » avait été déposée par sa veuve, **Mariam SANKARA**. Mais il aura fallu attendre **mars 2015** et la chute de l'ancien dirigeant **Blaise COMPAORE**, un des principaux suspects, pour que l'enquête soit relancée. Aujourd'hui, le flou persiste toujours, y compris sur les dépouilles présumées de **Thomas SANKARA** et de ses compagnons, exhumées en **mai 2015**. Les résultats d'analyses **ADN** de laboratoires français et espagnol, livrés en **juin 2017**, n'ont pas permis de conclure.

### B. COMPAORE / G. DIENDERE/ H. KAFANDO



Deux mandats d'arrêt internationaux ont déjà été émis à l'encontre de **Blaise COMPAORE**, réfugié en Côte d'Ivoire – pour « *assassinat* », « *recel de cadavre* » et « *atteinte à la sûreté de l'Etat* » – et **Hyacinthe KAFANDO**, le chef du commando. Au total, plus d'une dizaine de personnes ont été inculpées, dont le général **Gilbert DIENDERE**, l'ancien chef d'état-major particulier de M. **COMPAORE**, également poursuivi dans le cadre du putsch manqué de **2015** au Burkina Faso. \*

Les pistes sont nombreuses, parfois contradictoires.

Complot du clan du président COMPAORE, son frère d'arme et rival ?

Des Libyens ?

Des Ivoiriens ?

Ou encore des services secrets français et américains ?

Une chose est sûre, les prises de position du père de la révolution burkinabée, anti-impérialiste et panafricaniste dérangeaient. « *Il tranche trop, à mon avis, il va plus loin qu'il ne faut* », déclarait ainsi **François MITTERRAND** lors d'une visite officielle le **17 novembre 1986**.

**Thomas SANKARA** sentait-il la menace se rapprocher ?

En **1987**, l'année de son assassinat, il confiait : « *Je me sens comme un cycliste qui est sur une crête et ne peut s'arrêter de pédaler sinon il tombe.* »

**Sophie DOUCE** (Ouagadougou, correspondance) Publié le 16 décembre 2018

**NOTA. BENE :** \*Au terme d'un procès médiatisé de près de six mois, la chambre de jugement du tribunal militaire a rendu son verdict dans l'affaire **Thomas SANKARA** où 14 accusés étaient jugés. Contrairement au parquet militaire qui avait requis 30 ans de prison ferme contre les fuyitifs **Blaise COMPAORE** et **Hyacinthe KAFANDO** et 20 ans contre le général **Gilbert DIENDERE**, le tribunal militaire a condamné les trois hommes à la prison à vie. La chambre de jugement a maintenu les mandats d'arrêt décernés contre **Blaise COMPAORE** et **Hyacinthe KAFANDO**, ce en application des dispositions de l'article 261-128 alinéa 4 de la loi n°040-2019/AN du 29 mai 2019 portant Code de procédure pénale.

En effet, la chambre de jugement a reconnu **Blaise COMPAORE** et **Gilbert DIENDERE** coupables des faits d'attentats à la sûreté de l'Etat et de complicité d'assassinat à la majorité absolue. Ils ont été cependant déclarés non coupables des faits de recels de cadavres. Le général **DIENDERE** a été également reconnu non coupable des faits de subornation de témoins.

**Fredo BASSOLE** *LeFaso.net*

« *Bien sur quelqu'un peut sortir de la foule et tirer sur le président voilà, il est mort. C'est une chose qui peut arriver à tout moment. Le plus important c'est qu'à tout moment aussi le peuple a besoin de chacun de nous. Parce-que nous faisons un travail utile. Nous ne marquons pas des buts à tous moment, mais nous sommes tous utiles dans l'équipe.* »

« *Tuez Sankara, des milliers de Sankara naîtront !* »

« *Comptons sur nos propres forces* »

**Thomas SANKARA**



## Qui a tué Thomas SANKARA ?

**Trente-quatre ans après l'assassinat d'un des plus grands leaders africains, quatorze accusés, parmi lesquels l'ancien président Blaise COMPAORE, vont comparaître ce lundi devant le Tribunal militaire.**

L'actuel président du Burkina Faso **Roch Marc Christian KABORE** (à gauche) à l'inauguration d'un mémorial de Thomas SANKARA, Ouagadougou, en mars 2019. *issouf SANOGO / AFP*



Au Sahel, le peuple burkinabè retient son souffle. « *Le 11 octobre 2021 restera gravé dans les annales de l'histoire du Burkina Faso* », annonce le quotidien local *Le Pays*.

Trente-quatre ans, presque jour pour jour, après l'assassinat de **Thomas SANKARA**, le procès sur les circonstances de la mort de l'ancien président s'ouvre lundi à la capitale Ouagadougou. « *Nous allons enfin connaître, preuves à l'appui, les commanditaires et les bénéficiaires de l'assassinat* », se félicite **Roger Bila Kabore**, spécialiste de l'histoire politique du pays.

À dossier hors-norme, juridiction d'exception. C'est au Tribunal militaire de Ouagadougou que les quatorze accusés ont été convoqués, après confirmation des charges pour « *attentat à la sûreté de l'État* », « *complicité d'assassinat* » et « *recel de cadavres* ». Parmi les assassins présumés de **SANKARA**, son ami et compagnon de toujours, **Blaise COMPAORE**, qui lui a succédé à la tête du pays, jusqu'en 2014. « *Près de 70 témoins sont attendus à la barre* » indique au *Figaro* maître **Bénéwendé SANKARA**, avocat de la famille, pour un procès qui devrait durer, selon ses estimations, jusqu'en décembre prochain.

« *Ce procès est un soulagement* », confie l'avocat. En près de six ans, l'enquête a tenté de déterminer, minute par minute, le déroulé exact de cet après-midi du **15 octobre 1987**. Le tout jeune président, âgé de 37 ans, tenait une réunion au siège du Conseil national de la révolution quand des éléments de la sécurité présidentielle, armés kalachnikovs, ont fait irruption. Le chef est abattu sur-le-champ, ainsi que douze de ses compagnons. Les cadavres sont dissimulés, l'avis de décès indique une « *mort naturelle* ». Le soir même, **Blaise COMPAORE s'autoproclame chef de l'État**.

### Deux des principaux accusés absents

Durant les trente années qui suivent, une seule question hante les esprits : jusqu'à quel point ses proches collaborateurs et amis ont-ils comploté contre le jeune capitaine ? En 2015, lorsqu'une insurrection populaire chasse le président **Blaise COMPAORE**, une enquête est enfin lancée. On déterre les corps ; celui de **Thomas SANKARA** est découvert « *criblé de balles* » selon le rapport d'autopsie. Désormais réfugié en Côte d'Ivoire, l'ex-chef d'État nie en bloc une quelconque implication.

« *Cela fait 34 ans que nous luttons pour ce moment, les preuves sont toutes là* », assure pourtant maître **Bénéwendé SANKARA**. Une centaine de témoins ont été entendus, des archives consultées. « *Nous avons des témoins oculaires, parmi lesquels Malick SAWADOGO, l'un des captifs qui a reçu l'ordre d'enterrer les corps* ». On identifie l'origine des armes, la composition du commando, sa mission exacte, le véhicule emprunté. Tous les éléments conduisent à **Blaise COMPAORE**. « *Sa culpabilité ne fait aucun doute* », résume maître **Guy Hervé Kam**, également avocat des parties civiles.

Si la presse burkinabè célèbre une page de « *réconciliation nationale* », une ombre demeure pourtant. Dans un communiqué publié jeudi, les avocats de **Blaise COMPAORE** ont fait savoir que leur client ne se présenterait pas devant la justice, dénonçant un « *simulacre* » de procès et le non-respect des formalités. « *Nous n'avons reçu aucune convocation à l'adresse de notre client. Quant au contradictoire, il n'a pas été respecté* », assure maître **Pierre-Olivier Sur** au *Figaro*, qui avance par ailleurs le principe d'« *immunité présidentielle* » contenu dans la constitution burkinabè.

Sur le banc des accusés figurera néanmoins **Gilbert DIENDERE**, chef d'état-major particulier du président **COMPAORE**, qui purge déjà une peine de 20 ans de prison pour tentative de coup d'État en 2015. Il soutient ne pas avoir été mis au courant d'une quelconque opération contre **SANKARA**, et rejette l'initiative sur **Hyacinthe KAFANDO**. Cet ancien adjudant-chef, ex-patron de la sécurité rapprochée du président, est lui aussi attendu au procès. Mais depuis 2015, il a disparu des radars. Ces absences ne vident-elle pas le procès d'une part de son symbole ? « *Dans ce dossier, le plus important n'est pas la défense des accusés, mais plutôt que justice soit faite* », élude-t-on du côté des parties civiles.

Par **Elisabeth PIERSON** Journaliste au Figaro.fr Publié le 10/10/2021

## 1<sup>er</sup> au 2 janvier 2019 : Burkina Faso, le village d'YIRGOU meurtri par des violences intercommunautaires

Violences à Yirgou, une marche-meeting contre les violences meurtrières



Le massacre de YIRGOU\* a lieu du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 2019, pendant l'insurrection djihadiste au Burkina Faso\*\*. Il débute par une attaque de djihadistes contre le village, laquelle est suivie

de représailles des miliciens *Koglweogo* contre les *Peuls*.

*Les miliciens Koglweogo font régner l'ordre*



**Roch Marc Christian KABORE** a aussi plaidé pour le dialogue entre les communautés et appelé à la cohésion.

« *Le Burkina Faso est un seul peuple. Nous sommes unis et notre pire ennemi c'est le terrorisme. Nous ne pouvons pas faire d'amalgames* », a-t-il souligné.

*Les Peuls de plus en plus stigmatisés*



Depuis 2015, le nord et l'est du Burkina Faso sont le théâtre d'attaques djihadistes menées par différents groupes : **Ansarul Islam**, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et l'État islamique dans le Grand Sahara. La capitale, Ouagadougou, est également ciblée à trois reprises. De 2015 à fin 2018, ces violences causent la mort de 270 personnes. Le 31 décembre, après l'embuscade de Loroni, le président burkinabé **Roch Marc Christian KABORE** décrète l'État d'urgence miliciens *Koglweogo* contre les *Peuls*.

Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1<sup>er</sup> janvier 2019, une première attaque est menée dans le village de YIRGOU, dans la commune de *Barsalogho*, située dans le département *Barsalogho*. Les assaillants, qualifiés de « terroristes » par le gouvernement burkinabé, arrivent à bord de motocyclettes en tirant des coups de feu en l'air, puis ils abattent six personnes, dont le chef du village et son fils. Les assaillants se replient ensuite vers la province de Soum, au Nord.

Ces tueries sont alors rapidement suivies de représailles de la part de membres de la milice rurale d'auto-défense des *Koglweogo* appartenant à la communauté des *Mossis*, l'ethnie majoritaire au Burkina Faso. Ces derniers s'en prennent aussitôt aux éleveurs *peuls*, accusés de complicité avec les djihadistes\*. Des campements sont attaqués et plusieurs personnes massacrées. Les violences se poursuivent encore le 2 janvier.

Alors que les affrontements communautaires prennent de plus en plus d'ampleur au Mali voisin — un autre massacre y étant notamment commis le même jour — il s'agit des premières violences de ce type au Burkina Faso depuis le début des attaques djihadistes dans ce pays.

**NOTABENE** : \**Yirgou*, également appelé *Yirougou*, est une localité située dans le département de *Barsalogho* de la province du *Sanmatenga* dans la région Centre-Nord au Burkina Faso. Situé au nord du département, *Yirgou* se trouve à 5 km à l'ouest de *Foubé* et à environ 60 km au nord de *Barsalogho*, le chef-lieu du département, et à environ 45 km au sud-ouest d'*Arbinda*, dans la région voisine du Sahel

**\*\*Le Burkina Faso dans l'étau djihadiste, entre 2015 et fin 2021**, les attaques djihadistes ont fait plus de 2 000 morts. Près de 3 300 écoles ont fermé à cause des violences. 2,6 millions de Burkinabés nécessiteront une aide alimentaire d'urgence en 2022 (plus d'un habitant sur dix)

[http://fr.wikipedia.org/wiki](http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Yirgou) > Massacre de Yirgou

**Novembre 2020 : Présidentielle au Burkina, Roch Marc Christian KABORE investi samedi 11 juillet par son parti malgré un bilan mitigé**

**Le pays, ancien havre de paix touristique, est devenu sous le mandat de Roch Marc Christian KABORE le terrain de nombreuses attaques djihadistes**



**Le président burkinabè Roch Marc Christian KABORE doit être officiellement investi, ce samedi 11 juillet, candidat de son parti, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), pour briguer un nouveau mandat à la présidentielle de novembre, malgré un bilan mitigé, miné par la situation sécuritaire. Son élection en 2015 avec 53,49% des voix avait suscité de grands espoirs de développement et de changement au Burkina Faso.**

Mais en cinq ans, sous sa présidence, ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest qui était un havre de paix prisé par les touristes est devenu une zone rouge où les attaques djihadistes sont quasi quotidiennes, des pans entiers du pays étant inaccessibles. **Ces attaques djihadistes, parfois entremêlées à des conflits intercommunautaires, ont fait au moins 1.100 morts depuis 2015, et contraint près d'un million de personnes à fuir leurs foyers.**

**Mahamadou SAWADO** Expert en sécurité L'exécutif n'a pas été à la hauteur du défi sécuritaire,



estiment de nombreux observateurs. « *La recrudescence des attaques et la montée de la violence s'expliquent par le fait qu'il n'y a pas de réponse appropriée pour enrayer la menace* », souligne l'expert en sécurité **Mahamadou SAWADO**. Malgré tout, le MPP est uni derrière son chef, unique candidat à l'investiture. Il n'y aura pas de grand rassemblement en raison de l'épidémie de coronavirus, mais 3.000 membres du MPP se réuniront quand même au Palais des sports de Ouagadougou.

### **Un favori contesté**

« *C'est le président Kaboré que nous allons désigner pour être investi au titre de notre parti pour la prochaine présidentielle* », explique le secrétaire exécutif du MPP, **Lassané SAWADO**. « *C'est le croisement entre le bilan et le programme proposé par le candidat qui détermine la position du parti (...). Il est le candidat qui est le mieux placé pour porter le flambeau* », ajoute-t-il



Pour donner un peu de lustre à l'événement, la candidature de **KABORE**, 63 ans, devra également être soutenue par l'alliance des partis de la majorité présidentielle (APMP), un regroupement d'une quarantaine de partis politiques. « *Notre objectif, c'est de le faire élire au premier tour et avec un score plus confortable qu'en 2015. Nous voulons faire au-delà de 60%* », projette **Lassané SAWADO**.

Pourtant, selon un sondage en juin du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), une des rares enquêtes d'opinion au Burkina, la cote le président est en baisse, « *63% de la population* » n'étant « *pas satisfaite des actions du président* » depuis son accession au pouvoir. « *Les défis sécuritaires, la fronde sociale, la pandémie de Covid-19 et d'autres facteurs ont influencé négativement la mise en œuvre du programme* », estime **Lassané SAWADO**, « *mais cela ne nous a pas dévié de nos objectifs fondamentaux* », assure-t-il.



[...] « *Malgré le bilan mitigé du président Kaboré qui a réussi quelques actions, notamment le développement des infrastructures routières, il reste favori face à une opposition qui peine à s'unir* », soutient l'analyste politique Drissa TRAORE, qui pointe aussi « *la situation sécuritaire (qui) s'est considérablement dégradée* ».

« *14 provinces, réparties dans les six régions du pays, sont sous état d'urgence. La tenue des élections dans ces zones en proie aux attaques est hypothétique. Ces populations sont plutôt préoccupées à sauver leurs vies* », souligne-t-il. Selon l'observatoire démocratique des droits humains (ODDH), entre avril 2015 et mai 2020, les groupes armés djihadistes ont mené « *au moins 580 attaques* » ciblant des forces de l'ordre mais aussi des civils et notamment des écoles, dont plus de 2.000 ont fermés.

Le Figaro avec AFP Publié le 11/07/2020

Jun 2021 : au Burkina Faso, l'horreur et la sidération après l'attaque, de Solhan, qui a fait 160 morts



L'assaut, mené dans la nuit de vendredi à samedi dans le nord-est du territoire, est le plus meurtrier que le pays ait connu depuis le début des violences djihadistes, en 2015.



[...] Cette nuit-là, vers 2 heures du matin, les tirs de kalachnikovs et les cris « *Allah Akbar* » résonnent. Au lever du jour, samedi 5 juin, l'horreur. L'odeur de suie s'est mêlée à celle du sang. Des maisons, des boutiques brûlées. Une centaine de blessés, allongés sur la terre rouge, le corps criblé de balles. Des femmes et des enfants ensanglantés.

Ces attaques ont été commises dans la zone dite "des trois frontières" entre *Burkina, Mali et Niger*, régulièrement ciblée par des assauts meurtriers de jihadistes présumés liés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique contre des civils et des militaires.

Selon un dernier bilan provisoire, **160 personnes ont été tuées dans l'attaque**, la plus meurtrière enregistrée au Burkina Faso depuis le début des assauts djihadistes, en 2015. Parmi les victimes figurent « *une vingtaine d'enfants* », précise un élu local cité par l'Agence France-Presse. Des « *opérations d'envergure* » étaient toujours en cours dimanche pour « *retrouver et neutraliser les terroristes* ». L'assaut n'a pas encore été revendiqué.

Samedi, le président burkinabé **Roch Marc Christian KABORE** a dénoncé une « *attaque barbare* » et décrété un deuil national de soixante-douze heures. Le secrétaire général des Nations unies, **Antonio GUTERRES**, s'est dit « *indigné* », soulignant « *la nécessité urgente que la communauté internationale renforce son soutien à l'un de ses membres dans son combat contre la violence extrémiste* ». Le chef de la diplomatie française, **Jean-Yves Le DRIAN**, a annoncé dimanche, sur son compte Twitter, un déplacement « *cette semaine* » au Burkina Faso pour exprimer « *à nouveau la solidarité de la France* ».

« **C'était un carnage** »

[...] Les violences y ont déjà fait plusieurs milliers de morts en six ans. Particulièrement dans la zone proche des frontières avec le Mali et le Niger, à laquelle appartient **SOLHAN**, située dans la province du **Yagha**.

[...] Depuis, la sidération et l'incompréhension règnent. Le décompte des corps a été fastidieux. « *C'était un carnage* », résume **Issouf SOW**, le maire de Solhan, qui comptait environ 5 000 habitants avant les événements. Samedi, les villageois ont dû rassembler et enterrer les dépouilles, à la va-vite, enveloppées dans des nattes de fortune, dans des fosses communes.

## Zone dangereuse

[...] Deux jours après l'attaque, de nombreuses questions se posent. Pourquoi le détachement militaire de Sebba, à douze kilomètres de là, a-t-il mis autant de temps à intervenir ? Selon une source sécuritaire sur place, les premières unités sont arrivées aux environs de 9 heures du matin samedi à **Solhan**, soit sept heures après l'alerte lancée par les habitants.

La zone est dangereuse. D'après nos informations, la piste, difficile d'accès, surtout de nuit, et la menace des engins explosifs ont ralenti le déplacement des équipes. Peu après l'attaque, une femme et deux enfants ont été tués dans l'explosion d'une mine sur cet axe.

## Charia et impôt religieux

Depuis qu'ils ont commencé à être recrutés par les militaires, **début 2020**, certains volontaires sont accusés d'exactions et d'outrepasser leur mission. A **Solhan**, un carrefour minier important, ils « *assuraient aussi la sécurisation des sites d'orpillage* », indique le spécialiste des questions sécuritaires **Mahamoudou SAVADOGO**. Pour cet ancien gendarme, « *l'attaque constitue un avertissement des groupes [terroristes] contre les habitants qui voudraient s'engager comme VDP\*, et c'est un signe qu'ils veulent prendre le contrôle des mines* ».

Plusieurs groupes armés opèrent dans la région, principalement le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda, et l'organisation Etat islamique dans le Grand Sahara. Depuis 2020, les djihadistes y font régner « la loi et la terreur ». Dans certains villages, ils ont imposé la charia et la zakat, l'impôt religieux. « *Ils ordonnent de porter le pantalon court et la barbe, les femmes doivent se voiler, ils menacent de couper les mains des voleurs et de fouetter ceux qui commettent l'adultère* », décrit un habitant de Sebba, sous couvert de l'anonymat.

La zone s'est vidée des représentants de l'Etat. De nombreux fonctionnaires, conseillers municipaux et enseignants ont dû fuir face aux menaces. « *Ceux qui restent sont terrorisés et vivent sous leur joug* », rapporte un élu de Sebba, qui compte 18 villages. « *Six* » sont désormais inaccessibles, assure-t-il.

**NOTABENE** : \* Les **VDP** : Créés en décembre 2019, les VDP (*Volontaires pour la défense de la Patrie*) interviennent aux côtés des forces armées pour des missions de surveillance, d'information et de protection après une formation militaire de 14 jours.

**Sophie DOUCE** (Ouagadougou, correspondance) Publié le 07 juin 2021

## 14 novembre 2021 : Au Burkina Faso, l'attaque meurtrière du poste d'Inata

**Le bilan des morts a été revu à la hausse, avec 49 gendarmes et quatre civils tués. Un appel à une grande manifestation a été lancé pour le 27 novembre.**

Le drame d'Inata : 16 novembre 2021.



Au Burkina Faso, la colère gronde dans la rue et les casernes depuis l'attaque du poste de gendarmerie d'Inata, dans le nord du pays, survenue dimanche

La déroute de l'Armée



**14 novembre. Menée, selon des sources sécuritaires, par les combattants d'Ansaroul Islam\*, un groupe terroriste proche du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda), elle a fait 53 morts – 49 gendarmes et 4 civils – selon un bilan revu à la hausse mercredi par le gouvernement burkinabé. Il pourrait encore s'alourdir alors qu'une cinquantaine d'hommes manquaient encore à l'appel jeudi.**

Depuis le début de l'expansion djihadiste au nord du Burkina Faso en 2016, jamais les forces de défense et de sécurité n'avaient été aussi meurtries. Mardi, des centaines de manifestants ont battu le pavé dans plusieurs villes du pays pour protester contre un gouvernement jugé incapable d'enrayer le terrorisme, certains allant jusqu'à réclamer le départ du président **Roch Marc Christian KABORE**, au pouvoir depuis **fin 2015** et réélu **fin 2020**.

L'armée française, présente au Burkina Faso à travers les forces spéciales de l'opération « **Sabre** », a également été la cible de protestations.

Ainsi, dans la nuit du **17 au 18 novembre**, des dizaines de Burkinabés ont bloqué pendant plusieurs heures un convoi de l'armée française de passage à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou.

### **Gendarmes affamés**

Mais la colère est principalement dirigée contre les autorités. Six ans après le début des violences, « *nous en sommes à plus de 2 000 morts, 1,5 million de déplacés, 4 000 écoles fermées*, énumère **Marcel TANKOANO**, cadre du Mouvement populaire Sauvons le Burkina Faso. *Notre pays est en train de devenir un no man's land. Nous en avons marre de nous faire massacrer sans que le gouvernement agisse. Nous l'avons interpellé, en vain. Aujourd'hui, nous sommes obligés d'appeler à la désobéissance civile* ».

Son organisation, une plate-forme de plus de 200 associations créée en 2021, a lancé un appel à la mobilisation générale pour le 27 novembre. Une manifestation à laquelle devraient participer de nombreux militants de l'opposition, comme ceux du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ex-parti du président déchu **Blaise COMPAORE**.

**Achille TAPSOBA**, le premier vice-président du parti, invite l'exécutif à plier bagage : « *Nos soldats manquent de munitions et même de nourriture, leurs primes ne sont pas payées alors que des dizaines de milliards de francs CFA ont été dégagés pour renforcer la sécurité. Les détournements et les malversations ne peuvent plus continuer.* »

Au poste d'**Inata**, les gendarmes étaient affamés et affaiblis. « *Depuis deux semaines, le détachement s'alimente grâce à l'abattage des animaux* », alertait leur chef dans un message envoyé à l'état-major le **12 novembre**, réclamant l'autorisation de quitter la position. **Les gendarmes censés prendre leur relève avaient refusé de monter au front sans un appui supplémentaire (aérien et blindé). Un soutien que la hiérarchie militaire ne leur avait pas accordé.**

Deux jours plus tard, celle-ci était prise d'assaut par un ennemi qui avait planifié son attaque de longue date. Des dizaines d'hommes armés de kalachnikovs, certains sur des motos, d'autres à bord de pick-up équipés d'armes lourdes ont fait irruption aux abords du camp avant d'y mettre le feu et de provoquer la débâcle des quelque 150 gendarmes en poste.

Pour tenter d'apaiser les esprits, le président **KABORE** a annoncé, mercredi, le relèvement du commandant du groupe des forces du secteur nord et de la première région de gendarmerie. Un conseil supérieur de défense national doit aussi être « *convoqué incessamment pour faire le point de l'ensemble des dysfonctionnements et prendre les mesures qui s'imposent* », a-t-il souligné.

### **Le pouvoir est dos au mur**

Mais les promesses du président ne pèsent pas lourd face à l'amertume de la population et des militaires. En juin et juillet, le chef de l'exécutif avait déjà essayé de faire descendre la pression, alors que des milliers de Burkinabés déferlaient dans les rues à la suite du massacre de **Solhan**, dans le Nord-Est, où au moins 160 personnes avaient été tuées. Les ministres de la défense et de la sécurité avaient été limogés et le premier ministre avait annoncé une « *réorganisation interne de l'ensemble des structures chargées de la défense et de la sécurité* ».

Six mois plus tard, « *rien n'a changé* », estime **Mahamoudou SAVADOGO**, spécialiste indépendant des questions sécuritaires. « *A l'avenir, les autorités vont avoir du mal à convaincre les soldats de continuer à se sacrifier. On est à un tournant. Le pouvoir est dos au mur* », analyse cet ancien gendarme, redoutant des mutineries dans les casernes, qui pourraient être alimentées par une grogne populaire de plus en plus forte.

Dans le nord, les djihadistes maintiennent la pression. Le **15 novembre**, au lendemain de l'attaque d'**Inata**, un engin explosif a explosé à quelques kilomètres de là, selon des sources sécuritaires qui évoquent plusieurs blessés, certaines un mort.

Dans la province de **Zondoma**, toujours au nord, des hommes armés ont saccagé des écoles dans deux villages et exigé leur fermeture mercredi.



**Sur le front sécuritaire comme politique, le régime de Roch KABORE se sait déstabilisé. Jusqu'à quel point ? L'ampleur de la participation à la marche du 27 novembre pourrait servir d'indicateur. Selon nos informations, un dispositif de sécurité renforcé a d'ores et déjà été mis en place à Ouagadougou, la capitale, autour de certains lieux et bâtiments stratégiques.**

**NOTABENE :** \**Ansarul Islam* est un groupe salafiste djihadiste actif au Burkina Faso et au Mali qui apparaît en décembre 2016 et recrute en premier lieu parmi les populations peules.

En novembre 2016, *Ansarul Islam* est formé dans la forêt de Foulcaré. Il mène en décembre l'attaque de Nassoumbou, qu'il revendique dans un communiqué rédigé par l'imam Boureima DICKO, dit Ibrahim *Malam* DICKO, né vers 1970 et mort en mai 2017.

Dans son discours, Malam Ibrahim DICKO, imam et djihadiste burkinabé, défend notamment l'égalité entre les Peuls et les Rimaïbé, les esclaves des premiers faits lors de la conquête du Soum par les Peuls au XVII<sup>e</sup> siècle et rêve de revoir rétabli l'empire peul du Macina fondé au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

**\*\*Mahamoudou SAVADOGO**, titulaire d'un Master 2 Droit (M2) à l'Université ouaga2 : Institut Universitaire de Formation Initiale et Continue, il est un spécialiste en questions sécuritaires, ministre de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale.

Le 16 février 2022, l'expert en sécurité Mahamoudou SAVADOGO pointe du doigt la communauté internationale du fait de l'expansion du terrorisme dans le Sahel, malgré la présence des forces européennes, et avait appelé au dialogue avec les terroristes pour venir à bout de l'hydre terroriste.

Cependant, le 12 août 2022, lors d'un point de presse du gouvernement, il disait : « *Nous ne sommes pas en train de négocier pour dire voilà ce que nous donnons, voilà ce que nous recevons, voilà ce que nous cédon. Il n'y a pas à déposer quelque chose sur la table* ».

<https://www.lemonde.fr> Morgane Le CAM Publié le 19 novembre 2021

## **La déroute de l'armée face aux jihadistes**

**L'attaque menée mi-novembre contre des gendarmes à Inata, dans le nord du Burkina Faso, au cours de laquelle au moins 57 personnes ont été tuées, a mis en exergue l'impuissance grandissante de l'armée face aux actions sanglantes et répétées des jihadistes.**

*"Qu'on en soit encore à rechercher des survivants est le signe même que l'armée n'a aucune maîtrise du territoire, ou qu'elle refuse d'admettre l'évidence d'un bilan plus lourd"*, selon Drissa TRAORE, analyste politique à Ouagadougou.

**Le colonel Lona Charles OUATTARA**

Selon Lona Charles OUATTARA\*, un officier supérieur à la retraite, *"l'armée burkinabé présente un sérieux problème de format, avec des officiers généraux qui sont tous cantonnés dans les états-majors alors que le pays est en guerre"*.

*"Il faut véritablement revoir l'effectif des unités pour ne pas être réduit à des situations comme Inata où les soldats, qui sont envoyés par petits groupes, subissent des assauts de troupes ennemies deux à trois fois plus nombreuses"*, affirme-t-il.

Il souligne en outre que ces petits groupes de soldats éparpillés dans ce vaste territoire qu'est le nord du Burkina, *"attendent en vain"* ceux qui devraient théoriquement les relever. *"Soit il y a un problème logistique, soit la relève n'existe même pas et comme conséquence, nous avons eu le drame d'Inata"*.

<https://www.voafrique.com> › burkina-l-attaque-d-inata 23 novembre 2021

**NOTABENE :** \***Lona Charles OUATTARA** : L'homme qui a osé dire non à Thomas SANKARA.

Aviateur après des formations en Angleterre, à l'ENAC et à l'université d'Aix-Marseille, le Saint-Cyrien Lona Charles OUATTARA est titulaire des doctorats d'anglais et d'aéronautique, et est ingénieur en Télécommunications et en aéronautique. Successivement chef d'État-major du 1<sup>er</sup> RIC, chef adjoint des moyens opérationnels de l'armée de l'air, chef des opérations aériennes de l'ONU et directeur logistique de l'OIAC, le Colonel Lona Charles OUATTARA est actuellement député à l'Assemblée nationale de son pays, le Burkina Faso.

Il dit être le seul haut-gradé et le seul camarade d'école du capitaine Thomas SANKARA, qui a osé dire « *non à l'élan révolutionnaire* » d'août 1983. La rupture étant consommée, il part pour 15 ans d'exil et est condamné par contumace, pour « *implication dans la déstabilisation du pays* ». À 70 ans, Lona Charles OUATTARA, puisque c'est de lui qu'il s'agit, déborde toujours d'énergie. Sa carrière a été marquée par un passage dans l'armée de l'air, puis aux Nations unies. Aujourd'hui député à l'Assemblée nationale, il s'est aussi mis à l'écriture.



## Burkina Faso : la situation des droits humains en 2021

➤ Voici ce qu'il faut savoir sur les droits humains au Burkina Faso en 2021.



**Des groupes armés ont continué à lancer des attaques meurtrières contre la population civile, y compris des enfants. Le droit à l'éducation et le droit à la santé ont été mis à mal et des cas de violences sexuelles ont été signalés dans le contexte du conflit. L'impunité demeurait généralisée pour les graves atteintes aux droits humains. Les autorités ont menacé la liberté de la presse.**

La situation humanitaire demeurait précaire : le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays est passé d'environ un million en janvier à 1 368 000 en juillet, selon le HCR, organisme des Nations unies chargé des personnes réfugiées.

Des médias ont recueilli des informations sur des échanges présumés d'actes sexuels contre une aide alimentaire fournie par des ONG locales facilitant l'accès des personnes déplacées à l'aide humanitaire à Kaya, une ville de la province du Sanmatenga, province accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées au Burkina Faso.

Le conflit qui faisait rage dans le nord et l'est du Burkina Faso continuait de perturber la vie de la population civile et d'entraver ses activités. Des groupes armés ont lancé des attaques aveugles, susceptibles de constituer à ce titre des crimes de guerre. Ces groupes armés, notamment le GSIM et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), ont continué de recruter des enfants et de les faire participer aux hostilités, en violation du droit international humanitaire.

Depuis le début du conflit, plus de 2 682 écoles avaient été fermées. En mai, ces fermetures concernaient 304 564 élèves, dont 148 046 filles, et 12 480 enseignant-e-s, dont 4 568 femmes. L'État, avec l'appui de l'UNICEF, a mis en place des modèles pédagogiques différents, comme l'enseignement par radio, dont 647 081 élèves ont bénéficié pendant l'année.

À la fin de l'année, aucun progrès sensible n'avait été accompli dans l'enquête sur les homicides illégaux de 50 personnes et les disparitions forcées de 66 autres, que les milices *koglweogo*\* auraient perpétrés dans le village de Yirgou (province du Sanmatenga) en janvier 2019.

Les autorités ont bafoué la liberté de la presse à plusieurs reprises et n'ont pas protégé les journalistes. En mars, Ladjji BAMA, rédacteur du journal *Le Courrier confidentiel*, a reçu l'ordre de payer 2 millions de francs CFA (environ 3 620 dollars des États-Unis) de dommages et intérêts, après que le parti au pouvoir a déposé une plainte pour « diffamation ». En novembre 2020, des coups de feu avaient été tirés contre sa voiture non loin de Dori. Il avait alors accusé le parti au pouvoir d'avoir participé à cette attaque dans une publication diffusée sur Facebook, avant de porter plainte contre X pour « tentative d'assassinat ». Fin 2021, aucun élément nouveau sur le front judiciaire n'avait été communiqué quant à cette plainte.

Le Burkina Faso a lancé une campagne nationale de vaccination contre le COVID-19 en juin mais n'a pas atteint son objectif de 70 % de personnes vaccinées, à peine 1,6 % de la population ayant reçu le vaccin en décembre. Le conflit limitait l'accès aux vaccins dans les zones reculées et les camps de personnes déplacées. Selon le CICR, l'accès aux soins de santé dans les régions touchées par le conflit était d'autant plus réduit que le personnel soignant s'en allait en raison des violences.

<https://www.amnesty.fr/>

**NOTABENE : \*Les koglweogo.** Jeunes et vieux, musulmans comme catholiques, ces hommes se sont fédérés en septembre dernier pour donner naissance à un groupe de « koglweogo ». Des milices armées populaires qui, depuis plusieurs mois, se multiplient dans les campagnes burkinabés avec un objectif commun : arrêter, punir et juger les voleurs. En moré, la langue de l'ethnie burkinabé majoritaire, koglweogo signifie « gardien de la brousse ». Ce type de milice n'est pas récent. Que les citoyens s'organisent pour aider les forces de sécurité à arrêter les voleurs est ancré dans la tradition burkinabé. Mais ces derniers mois, les koglweogo ont fait parler d'eux. Les « koglweogo » qui luttent contre les bandits de grand chemin ont la main lourde. Le gouvernement peine à leur faire abandonner la torture.

Janvier 2022, Burkina Faso : qui est le lieutenant-colonel Emmanuel ZOUNGRANA, l'officier suspecté de préparer un coup d'État ?

**Militaire aux compétences reconnues, écrivain à ses heures perdues et proche de l'ancien ministre Cheriff SY, Emmanuel ZOUNGRANA a été interpellé le 10 janvier 2022. Les arrestations se poursuivent dans son entourage.**



Emmanuel ZOUNGRANA né le 31 décembre 1981 Il était réputé comme un des officiers prometteurs de l'armée burkinabè. Une de ses têtes « bien faites », diplômé d'un baccalauréat français option philosophie et qui, sur son temps libre, aime écrire des romans. Auteur de plusieurs ouvrages, le lieutenant-colonel Emmanuel ZOUNGRANA a aussi sa propre maison d'édition et est un habitué de la Foire internationale du livre de Ouagadougou (*Filo*). Le 10 janvier 2022, l'officier-écrivain a été mis aux arrêts.

Comme *Jeune Afrique* l'a révélé, il est suspecté par les autorités d'avoir préparé une tentative de coup d'État. Huit autres militaires ont également été interpellés dans cette affaire. Selon une source sécuritaire, les investigations se poursuivent et plusieurs autres arrestations sont en cours, tant au sein de l'armée que parmi des civils. Dans un communiqué, le parquet militaire indique qu'il a été saisi, le 8 janvier, « d'une allégation de projet de déstabilisation des institutions que projetait un groupe de militaires » par « dénonciation d'un membre de la bande ». D'après des sources concordantes, c'est sur la base d'informations obtenues par les services de sécurité que le lieutenant-colonel ZOUNGRANA et ses complices présumés ont été arrêtés. Un certain SANKARA, officier issu du 12e régiment d'infanterie commando en poste au service national de développement (SND) à Ouahigouya, fait partie des personnes interpellées. « Au moins deux officiers font partie des militaires mis aux arrêts. Les arrestations continuent toujours, la procédure n'est pas finie », glisse une source sécuritaire. Le chauffeur du lieutenant-colonel ZOUNGRANA et le trésorier de son ancien régiment ont également été arrêtés.

### Rôle trouble

Âgé d'une quarantaine d'années, le lieutenant-colonel ZOUNGRANA est diplômé du *Prytanée militaire du Kadiogo (PMK)*, qui forme les officiers de l'armée burkinabè, affiche un beau CV. Passé par le centre d'entraînement commando de Pô, il a été commandant du secteur ouest du groupement des forces de sécurisation du Nord et a dirigé le 25e régiment parachutiste commando (RPC), basé à Bobo-Dioulasso. Lors de la résistance contre le coup d'État perpétré par le général Gilbert DIENDERE, en 2015, il avait joué un rôle trouble alors que les jeunes officiers hostiles aux putschistes convergeaient vers la capitale pour les forcer à déposer les armes. Officier aguerri aux combats et décrit pour son caractère trempé, ZOUNGRANA avait dirigé en 2021 la création d'une unité des forces spéciales, dénommée « *Mamba* ».

### Mécontentement latent au sein de l'armée

Jusqu'à encore récemment, il était le chef de corps du 12e régiment d'infanterie commando (RIC) à Ouahigouya. Il avait été relevé de ce poste le 16 décembre par décret présidentiel, non par faute professionnelle, mais parce qu'il faisait partie d'un plan de renouvellement de hiérarchie. Douze autres chefs de corps avaient alors été remplacés.

Depuis l'attaque d'Inata, qui a coûté la vie à 53 gendarmes, mi-novembre, le mécontentement est latent au sein de l'armée et les rumeurs de putsch – plus ou moins fondées – n'en ont été que renforcées. Instructions ont notamment été données à différents services de scruter de près certains jeunes officiers. Parmi eux, le lieutenant-colonel ZOUNGRANA et d'autres chefs de corps.

L'officier était aussi connu pour être proche de Cheriff SY, l'ex-ministre de la Défense, limogé en juin 2021 après le massacre de Solhan. De quoi alimenter toutes sortes de spéculations sur son éventuelle implication, voire sur la possibilité d'un complot monté contre lui par ses rivaux.

Benjamin ROGER et Nadoun COULIBALY *Jeune Afrique* 12 janvier 2022



## Avril 2022, Burkina Faso : Verdict du procès de l'assassinat du président SANKARA : perpétuité pour son successeur Blaise COMPAORE

Les membres du comité d'organisation du procès Thomas SANKARA



Le verdict du procès qui s'était ouvert 34 ans après l'assassinat en 1987 de Thomas SANKARA, président du Burkina Faso à l'époque,



vient de tomber ce mercredi 6 avril 2022. Blaise COMPAORE, son successeur a ainsi été condamné par contumace à la prison à perpétuité pour sa participation à ce coup d'État.

L'ancien président du Burkina Faso Blaise COMPAORE, a été condamné ce mercredi 6 avril 2022 par contumace à la prison à perpétuité pour sa participation à l'assassinat de son prédécesseur Thomas SANKARA, tué avec douze de ses compagnons lors d'un coup d'État en 1987.

Le tribunal militaire de Ouagadougou a également condamné à la perpétuité le commandant de sa garde Hyacinthe KAFANDO et le général Gilbert DIENDERE, un des chefs de l'armée lors du putsch de 1987.

Blaise COMPAORE, en exil depuis 2014 en Côte d'Ivoire, et Hyacinthe KAFANDO, en fuite depuis 2016, étaient les grands absents de ce procès qui avait débuté il y a six mois.

### « Attentat à la sûreté de l'État » et « complicité d'assassinat »

Les trois hommes sont condamnés pour « attentat à la sûreté de l'État ». Blaise COMPAORE et Gilbert DIENDERE sont également reconnus coupables de « complicité d'assassinat » et Hyacinthe KAFANDO, soupçonné d'avoir mené le commando qui a tué Thomas SANKARA, d'« assassinat ».

Les juges sont allés au-delà des réquisitions du Parquet militaire qui avait demandé 30 ans de prison contre MM. COMPAORE et KAFANDO et 20 ans contre M. DIENDERE.

Le verdict a été accueilli par des applaudissements dans la salle du tribunal, selon un journaliste de l'AFP.

Huit autres accusés sont condamnés à des peines allant de trois ans à vingt ans de prison. Trois accusés, enfin, ont été acquittés.

Ce verdict met fin à un procès-fleuve de six mois qui s'était ouvert 34 ans après la mort de Thomas SANKARA, icône panafricaine, assassiné lors d'un coup d'État qui avait porté au pouvoir Blaise COMPAORE.

Ouest-France Avec AFP. Publié le 06/04/2022

## 10 mai 2022, Burkina Faso : les coupables de l'assassinat de Thomas SANKARA condamnés à 1,2 million d'euros de dommages

Cette somme devra être payée solidairement par l'ex-président Blaise COMPAORE, l'ancien commandant de sa garde Hyacinthe KAFANDO et l'ex-chef de l'armée Gilbert DIENDERE.

Le tribunal militaire de Ouagadougou a condamné mardi 10 mai l'ex-président burkinabé Blaise COMPAORE et neuf autres accusés à payer plus de 800 millions de francs CFA, (1,2 million d'euros) de dommages et intérêts aux ayants droit de l'ancien chef de l'Etat Thomas SANKARA et de ses compagnons assassinés en 1987.

Le montant des dommages et intérêts pour « réparation des préjudices moraux et économiques » s'élève à 807,5 millions de francs CFA, dont « un franc symbolique », pour les ayants droit de Thomas SANKARA, a déclaré le juge Urbain MEDA.

Cette somme devra être payée solidairement par **Blaise COMPAORE**, l'ancien commandant de sa garde **Hyacinthe KAFANDO** et l'ex-chef de l'armée en 1987 **Gilbert DIENDERE**, tous condamnés à la perpétuité début avril pour leur implication dans l'assassinat, ainsi que sept autres accusés condamnés eux à des peines de trois à vingt ans de prison.

Selon la décision de justice, l'Etat burkinabé devra dédommager les ayants droit si les condamnés ne sont pas en mesure de payer les sommes. Le tribunal militaire a cependant rejeté une demande de restitution des biens de **Thomas SANKARA** à sa famille.

« *Nous déplorons la décision de la chambre de ne pas accéder à cette requête de restitution des biens. Avec la famille de Thomas SANKARA, nous allons aviser si nous faisons appel ou pas* », a réagi M<sup>e</sup> **Benewendé Stanislas SANKARA**, l'un des avocats de la famille Sankara

Le Monde Afrique avec AFP Publié le 10 mai 2022

## Burkina Faso : la famille SANKARA ne réclame qu'un euro symbolique

Après le verdict au procès de l'assassinat de **Thomas SANKARA** et de ses douze compagnons, les familles des victimes attendent de savoir quels dommages et intérêts leurs seront accordés.

Damien GLEZ né le 13 juin 1967



« La justice n'est pas une affaire d'argent », semble indiquer la famille **SANKARA** en accueillant, le 6 avril dernier, la condamnation de **Blaise COMPAORE**, **Hyacinthe KAFANDO** et **Gilbert DIENDERE** à la prison à perpétuité, 35 ans après l'assassinat de l'ancien président du



Conseil national de la révolution burkinabè. Alors que le tribunal militaire décidera, le 10 mai, d'éventuelles compensations financières à l'endroit des parties civiles, les parents du défunt ne demandent qu'un franc symbolique de dommages et intérêts.

Comme pour mieux souligner le caractère politique de la tragédie d'**octobre 1987**, les avocats souhaitent que l'État soit solidairement responsable des préjudices, les exécutants des faits ayant reçu des ordres de certains dirigeants d'alors.

### L'alliance et l'arme

Les ayants droit de **Thomas SANKARA** insistent à ce point sur la primauté de la vérité qu'ils exigent que le certificat de décès soit délivré conformément aux faits, alors que le document de l'époque stipule que le président s'est éteint d'une « mort naturelle ». La famille veut également que ses effets personnels lui soient restitués, notamment son alliance et son arme.

Si le panache des **SANKARA** prend des airs de mansuétude, la vérité et la justice conduiront-elles à la réconciliation qui a largement truffé les discours des régimes successifs ?

N'est pas nation arc-en-ciel qui veut, mais **Blaise COMPAORE** espérerait quitter le quartier abidjanais de Cocody-Ambassades et finir ses jours dans son Faso natal. Évoqué par le nouveau ministre d'État chargé de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale **Yéro BOLY** - ancien cacique du *compaorisme* -, un projet d'amnistie gagnerait à être précédé de la bienveillance des familles de victimes.

### « Prendre un thé avec Blaise COMPAORE ? »

Avant même les dernières conclusions du tribunal, **Adama OUEDRAOGO** dit « *Damiss* » a mis les pieds dans le plat. Dans une tribune s'adressant à la veuve **Mariam SANKARA**, le journaliste-écrivain pose une question directe : « *Et si vous partiez à Abidjan prendre le thé avec Blaise COMPAORE ?* » Et d'invoquer **Nelson MANDELA** rendant visite aux architectes de l'apartheid. Relayée par la presse, la tribune suscite un débat sur les réseaux.

Le thé abidjanais devrait donc refroidir. Tous les acteurs du procès n'affichent pas le même désintéressement que la famille SANKARA. Les parents d'autres victimes de la tragédie réclament des centaines de millions de francs d'indemnisation. L'État lui-même a demandé un peu plus d'un milliard cent quarante-cinq millions de francs CFA pour les préjudices financiers, matériels et moraux subis. Requête rejetée par les avocats de la défense...

Par **Damien GLEZ** Dessinateur et éditorialiste franco-burkinabè. Signant parfois sous le pseudonyme de **Rox**

Le 29 avril 2022

## 24 janvier 2022 : Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, nouvel homme fort du Burkina Faso

**La nouvelle vient de tomber. Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA\*, officier supérieur de l'armée du Burkina Faso, serait le nouvel homme fort de ce pays d'Afrique de l'Ouest.**

Discours à la Nation de Sandaogo Damiba



Le chef de l'État du Burkina Faso, **Roch Marc Christian KABORE**, arrêté par les soldats mutins, aurait été finalement déposé ce lundi matin. Selon des sources sur place, c'est désormais **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, un officier supérieur de l'armée du Burkina Faso, qui prend les commandes de ce pays.

Tout est allé très vite au Burkina Faso, entre le **dimanche 23 janvier** au matin et ce **lundi 24 janvier 2022**, dans la matinée. Après des coups de feu dans plusieurs casernes de la capitale, Ouagadougou et dans des localités comme Kaya et Ouahigouya, dimanche, la nouvelle de l'arrestation du Président **Roch**

**Marc Christian KABORE** a été donnée ce lundi matin.

L'AFP avait indiqué, tôt ce matin, que des soldats cagoulés avaient pris position devant le bâtiment de la télévision nationale, avec l'annonce d'une déclaration prochaine qui était très attendue. Finalement, la mutinerie aurait débouché sur un coup d'État militaire. Et ce serait **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, un officier supérieur de l'armée du burkinabè, qui serait aux commandes du pays, un habitué des coups d'État.

**NOTA BENE** : \***Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, né le 2 janvier 1981 à Ouagadougou (Burkina Faso), est un militaire et homme d'État burkinabè, président de la Transition du Burkina Faso du 31 janvier au 30 septembre 2022.

Le 24 janvier 2022, à la tête du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, il conduit un coup d'État contre le président Roch Marc Christian KABORE et devient président du Faso. Il est renversé le 30 septembre 2022.

Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA était, de 2015 à 2019, le responsable des militaires dans les régions du Sahel à Dori et du Nord à Ouahigouya, période qu'il commente avec un ouvrage intitulé *Armées ouest-africaines et terrorisme : réponses incertaines ?*

Le 30 septembre 2022, Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA est destitué par un coup d'État dirigé par le capitaine Ibrahim TRAORE. Il démissionne finalement le 2 octobre après huit mois au pouvoir et s'exile au Togo.

**Abubakr DIALLO** Publié le 24 janvier 2022

*« Le révolutionnaire doit être un perpétuel pédagogue et un perpétuel point d'interrogation. Si les masses ne comprennent pas encore, c'est de notre faute. Il faut prendre le temps d'expliquer et le temps de convaincre les masses pour agir avec elles et dans leurs intérêts. »*

*« Si les masses comprennent mal, c'est encore de notre faute. Et il faut rectifier, nuancer, il faut s'adapter aux masses et non vouloir adapter les masses à ses propres désirs, à ses propres rêves. Les révolutionnaires n'ont pas peur de leurs fautes. Ils ont le courage politique de les reconnaître publiquement, car c'est un engagement à se corriger, à mieux faire. Nous devons préférer un pas ensemble avec le peuple plutôt que de faire dix pas sans le peuple. »*

**Thomas SANKARA** Discours du 4 août 1987

*“Pour le révolutionnaire, c'est toujours le même éternel conflit entre la morale individuelle et la morale collective.”*

**Madeleine OUELLETTE-MICHALSKA** / Le Dôme



## Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA : trois choses à savoir sur le nouvel homme fort du Burkina Faso

Le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA a pris, ce 24 janvier, les commandes du Burkina Faso, après l'arrestation du Président Roch Marc Christian KABORE par les soldats mutins. Qui est cet officier supérieur d'infanterie dans les Forces armées burkinabè ?

Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA. Un nom qui défraie la chronique depuis dimanche 23 janvier en Afrique. Mais que peut-on retenir de cet homme qui a évincé le Président burkinabè et qui est présent comme le président du MPSR (Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration)



### --Trois choses !

- **Parcours militaire**

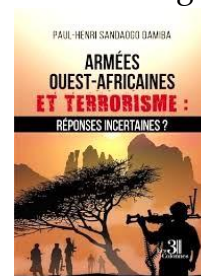
Le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA n'est plus à présenter au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest. Il figure parmi les militaires les plus influents. Avant son putsch, il était Commandant de la troisième région militaire. Un poste qu'il a pris officiellement, en **décembre 2021**, à la suite d'une nomination par le Président Roch Marc KABORE. En termes de titres académiques, M. SANDAOGO est détenteur d'un diplôme de l'école militaire de Paris. Il est titulaire d'un master 2 en sciences criminelles du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris et d'une certification d'expert de la Défense en management, commandement et stratégie. Un parcours qui lui a donc permis de tisser un lien avec l'Hexagone.

- **Engagé dans la lutte contre le terrorisme**

Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA est un combattant de première ligne dans la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Entre 2015 et 2019, il a assumé des responsabilités militaires dans les régions du Sahel et du Nord. Une riche expérience qu'il a capitalisée avec la rédaction d'un ouvrage intitulé : « Armées Ouest-Africaines et Terrorisme : Réponses Incertaines ? ».

- **Un ouvrage, un témoignage**

Son essai littéraire : « *Armées Ouest-Africaines et Terrorisme : Réponses Incertaines ?* » est un livre d'analyse, de témoignage et de jugement d'un homme qui a participé à plusieurs opérations terroristes en Afrique de l'Ouest. Dans cet ouvrage, M SANDAOGO parle de la complexité des enjeux et des défis à relever dans la lutte contre le terrorisme dans cette partie du continent africain.



NOTABENE : Le 27 janvier 2022, à la suite d'un coup d'État militaire le 24 janvier qui entraîne la démission du président Roch Marc Christian KABORE, obtenue sous la menace et l'intimidation, le Burkina Faso s'ajoute à la liste des membres suspendus par la CEDEAO.

Enock BULONZA Publié le 24 janvier 2022

## 7 juillet 2022, Burkina Faso : l'ex-président Blaise COMPAORE est arrivé à Ouagadougou après 8 ans d'exil

L'ancien président du Burkina Faso Blaise COMPAORE, est arrivé jeudi 7 juillet à Ouagadougou après 8 ans d'exil en Côte d'Ivoire, pour participer à une rencontre d'ex-chefs d'État burkinabè avec le nouvel homme fort du pays, le putschiste Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, a appris l'AFP dans l'entourage de M. COMPAORE et de source aéroportuaire. L'avion de la république de Côte d'Ivoire dans lequel voyageait Blaise COMPAORE, a atterri à la base aérienne militaire de Ouagadougou alors que des dizaines de ses partisans l'attendaient à l'aéroport civil de la capitale.

Le Figaro avec AFP Publié le 07/07/2022

« En tant que dirigeant il vous faut être à l'étage, ce qui vous permet de voir très loin ; mais de temps en temps, il faut descendre au rez-de-chaussée pour voir également dans la rue ce qu'y se passe. »

Thomas SANKARA

# 7 juillet 2022 : au Burkina Faso, le bref retour de Blaise COMPAORE réveille les fantômes de la division

Retour de Blaise COMPAORE

Des partisans devant l'aéroport de Ouagadougou



L'ancien président du Burkina Faso, Blaise COMPAORE, est rentré jeudi 7 juillet 2022 dans son pays pour la première fois depuis qu'il en avait été chassé en 2014 par une insurrection



populaire, un retour « pour la réconciliation » qui ne fait pas l'unanimité.

Le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO-DAMIBA né le 2 janvier 1981 et le président déchu Blaise COMPAORE



C'est la première fois que l'ex-président foule le sol de son pays depuis qu'il a été contraint de s'exiler en Côte d'Ivoire en octobre 2014, après de



violentes émeutes populaires qui avaient éclaté contre sa volonté de rester au pouvoir après 27 ans de règne.

Le mini-sommet auquel le chef de la junte, Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, avait invité le président déchu a été perçu comme un échec.

Le palais présidentiel de Kosyam à Ouagadougou



Issouf NACANABO a suivi sur son téléphone, le cœur serré, les images de Blaise COMPAORE foulant le tapis rouge du palais présidentiel

Le palais présidentiel



de Kosyam, à Ouagadougou, sept ans après en avoir été chassé par la rue.

Ce vendredi 8 juillet, le Burkinabé a eu « pitié » en voyant chanceler l'ancien homme fort de son pays, âgé de 71 ans, affaibli et sujet à des absences. Il espérait l'entendre murmurer un « pardon ». Mais l'ex-président est resté muet jusqu'à son départ, après quarante-huit heures passées dans la capitale, à bord d'un avion de la présidence ivoirienne qui l'a ramené vers son exil doré d'Abidjan.

Au Burkina Faso, le bref retour de M. COMPAORE, qui n'était pas revenu depuis sa chute en 2014, a réveillé les fantômes du passé. Il était invité par le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, le chef de la junte au pouvoir depuis janvier, à participer à une rencontre d'anciens chefs d'Etat pour sceller la « réconciliation nationale » afin de lutter plus efficacement contre les attaques djihadistes qui ravagent le pays depuis 2015. Mais le mini-sommet a été perçu comme un échec au Burkina, où les vieilles blessures restent profondes.

Au Burkina, nombreux sont ceux qui s'étonnent que M. COMPAORE soit revenu puis reparti sans avoir été inquiété. Trois mois après la fin du procès historique des assassins du capitaine Thomas SANKARA, les avocats de la famille réclamaient l'arrestation de l'ancien président, condamné à la prison à vie pour son rôle dans le meurtre de son prédécesseur et ami d'enfance, le 15 octobre 1987. « On a piétiné la justice, insulté les familles des victimes. C'est un signal dramatique envoyé aux Burkinabés, celui, que certains sont au-dessus des lois », fustige Prosper FARAMA, l'un des avocats de la partie civile.

La Libre AFRIQUE 8 juillet 2022 AFP

Sophie DOUCE Le Monde Ouagadougou, correspondance avec AFP Publié le 15 juillet 2022



**« Quand on a vécu toute sa vie à côté d'une poubelle, on finit par ne plus sentir son odeur, le cerveau ne la détecte plus. En effet il normalise la puanteur. Le même principe est valable quand on a vécu toute sa vie dans une société de basse moralité. »**

Citation de Jerry RAWLINGS (1947-2020)

26 juillet 2022 : Blaise COMPAORE dans une lettre "demande pardon" à la famille de Thomas SANKARA et au peuple Burkinabé

Ouagadougou - L'ancien président du Burkina Faso Blaise COMPAORE, condamné par contumace à perpétuité pour l'assassinat en 1987 de son prédécesseur Thomas SANKARA, a demandé mardi "*pardon*" à la famille de ce dernier, mais aussi à l'ensemble du "*peuple burkinabé*" pour "*les souffrances*" endurées pendant ses 27 années au pouvoir.



**Aly COULIBALY**, conseiller du président ivoirien Alassane OUATTARA (au centre), lors de la remise de la lettre de Blaise COMPAORE au colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, Ouagadougou, le 26 juillet 2022.

Mardi 26 juillet 2022, au palais présidentiel de Kossyam, **Aly COULIBALY**, conseiller spécial du président ivoirien Alassane OUATTARA et Djamila COMPAORE, la fille de Blaise COMPAORE, ont apporté une lettre de l'ancien président du Faso au chef de l'État actuel, le colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA.

"*Je demande pardon au peuple burkinabè pour tous les actes que j'ai pu commettre durant mon magistère et plus particulièrement à la famille de mon frère et ami Thomas SANKARA*", indique l'ex-chef de l'Etat dans un message lu par le porte-parole du gouvernement burkinabè Lionel BILGO.

"*J'assume et déplore du fond du cœur, toutes les souffrances et les drames vécus par toutes les victimes durant mes mandats à la tête du pays et demande à leurs familles de m'accorder leur pardon*", poursuit M. COMPAORE.

Blaise COMPAORE, 71 ans, était arrivé au pouvoir en 1987 à la faveur d'un putsch qui avait coûté la vie au président d'alors, Thomas SANKARA, icône panafricaine aux idées "*progressistes*", dont il était un des proches amis avant qu'il ne soit tué.

En avril, le tribunal militaire de Ouagadougou l'avait été condamné par contumace à la prison à perpétuité pour son rôle dans cet assassinat, à l'issue d'un procès fleuve de six mois.

La mort de Thomas SANKARA, qui voulait "*décoloniser les mentalités*" et bouleverser l'ordre mondial en prenant la défense des pauvres et des opprimés, a été un sujet tabou pendant les 27 ans de pouvoir de M. COMPAORE.

"*C'est une mascarade (...) une forme de diversion qu'il (COMPAORE, ndlr) sème dans l'esprit des gens*", a réagi Luc DAMIBA, secrétaire général du Comité international du mémorial Thomas SANKARA, estimant que ces excuses sont formulées "*pour lui permettre de rentrer au Burkina et avoir une grâce présidentielle*".

Renversé par la rue en 2014, Blaise COMPAORE vit depuis en Côte d'Ivoire, mais a pu faire un bref retour de quelques jours dans son pays, début juillet, sans être arrêté. Dans son message, il a remercié le président ivoirien Alassane OUATTARA d'avoir facilité ce retour.

**"Union sacrée : sceller la réconciliation nationale" -**

Il était invité par le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, actuel président de transition arrivé au pouvoir lors d'un coup d'Etat en janvier, dans le but de "*sceller la réconciliation nationale*" avec d'anciens chefs d'Etat burkinabè face aux attaques *ihadistes* qui endeuillent le pays.

Après avoir rencontré le nouvel homme fort du pays, M. COMPAORE était apparu amaigri à ses côtés. Cette visite avait suscité une pluie de critiques au sein de la classe politique et de la société civile qui estimaient que la réconciliation ne devait pas être synonyme d'impunité.



Exprimant "**sa profonde reconnaissance**" aux autorités de transition M. COMPAORE a appelé dans son message de mardi les Burkinabè "**à une union sacrée, à la tolérance, à la retenue, mais surtout au pardon pour que prévale l'intérêt supérieur de la Nation**".

"**Notre pays, le Burkina Faso vit depuis quelques années l'une des crises les plus graves de son histoire qui le menace jusqu'à son existence même. Cette nation mérite mieux que le sort funeste que des terroristes veulent lui réserver**", a-t-il poursuivi.

M. COMPAORE est accusé d'avoir passé un pacte avec des groupes armés afin de préserver son pays des attaques jihadistes, lors de ses années au pouvoir.

Depuis sa chute en **octobre 2014**, le Burkina Faso s'est enfoncé dans une grave crise sécuritaire marquée par des attaques **jihadistes** meurtrières qui se multiplient, en particulier dans le nord et l'est du pays.

**Roch Marc Christian KABORE** né le 25 avril 1957



Le **24 janvier**, le lieutenant-colonel **DAMIBA** avait renversé **Roch Marc Christian KABORE\***, président élu du 29 décembre 2015 au 24 janvier 2022, rendu impopulaire par son "**impuissance**" face à l'insécurité.

Mais les putschistes ont été rapidement confrontés à leur tour à des attaques sanglantes, à l'image du massacre de 86 civils à Seytenga (nord) en juin.

Les violences, attribuées à des mouvements armés **jihadistes** affiliés à **Al-Qaïda** et au **groupe Etat islamique**, ont fait des milliers de morts et près de deux millions de déplacés au Burkina Faso depuis **2015**.

Par **AFP** Publié le 26/07/2022

\*L'ancien président du Burkina Faso, Roch Marc Christian KABORE, renversé par un putsch fin janvier et en résidence surveillée depuis, a regagné son domicile à Ouagadougou, a constaté un journaliste de l'AFP, **jeudi 7 avril**, sans qu'on sache s'il est libre de ses mouvements. Mercredi soir, un communiqué du gouvernement burkinabé indiquait qu'après trois semaines de « **concertations** », M. KABORE allait regagner son domicile dans la capitale, ajoutant que des mesures seraient prises « **pour garantir sa sécurité** ».

*Un Graffiti demandant la libération de Kabore à Ouagadougou*

Jeudi matin, quelques militaires entouraient sa résidence, où des badauds tentaient d'apercevoir l'ancien président, selon un journaliste de l'AFP sur place. « **Nous allons voir si on a la possibilité de lui rendre visite au cours de la journée et savoir s'il doit observer des restrictions de mouvements** », a indiqué à l'AFP un cadre du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), le parti de M. KABORE, rencontré sur place et préférant garder l'anonymat.

Accusé de ne pas avoir su endiguer la violence djihadiste qui mine le Burkina Faso depuis

2015, M. KABORE a été renversé le 24 janvier par une junte militaire conduite par le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, aujourd'hui chef de l'Etat. Il était placé depuis en résidence surveillée à Ouagadougou, dans des « **conditions de plus en plus durcies** », selon le MPP, pour qui elles s'apparentaient à une « **détention** ». Sa libération a été réclamée par la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'ONU et l'Union africaine.



**Le Monde Afrique** avec **AFP** Publié le 07 avril 2022

**30 septembre 2022 au Burkina Faso : le chef de la junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA démis de ses fonctions. L'annonce des militaires à la télévision**

**Les putschistes ont également annoncé la fermeture des frontières, ainsi que la suspension**



**de la Constitution et la dissolution du gouvernement.**

Publié le **01 octobre 2022** Capture d'écran d'une vidéo diffusée par la télévision d'Etat RTB montrant le porte-parole du putsch, le capitaine **Kiswendsida Farouk Azaria Sorgho**, lisant une déclaration, à Ougadougou, le **30 septembre 2022. AP**

Le Burkina Faso a connu **vendredi 30 septembre** un second coup d'Etat en huit mois : le lieutenant-colonel **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, arrivé au pouvoir par un putsch fin janvier, a, à son tour, été démis de ses fonctions par des militaires.

Après une journée marquée par des tirs dans le quartier de la présidence à Ouagadougou, une quinzaine de soldats vêtus de treillis et pour certains encagoulés ont pris la parole, sur le plateau de la Radiodiffusion-Télévision du Burkina Faso, peu avant 22 heures. Le capitaine **Ibrahim TRAORE** a lu un communiqué annonçant **la mise à l'écart de Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, la dissolution du gouvernement et la suspension de la Constitution, ainsi que la fermeture des frontières du pays jusqu'à nouvel ordre. Un couvre-feu de 21 heures à 5 heures a également été mis en place.**

### **Ibrahim TRAORE, nouvel homme fort du pays**

Après une journée de confusion émaillée de tirs, le lieutenant-colonel **DAMIBA** a été démis de ses fonctions. Le nouvel homme fort du pays est un membre du régiment d'artillerie de Kaya.

« *Les choix hasardeux du lieutenant-colonel DAMIBA ont progressivement affaibli notre système sécuritaire. Les lourdeurs administratives qui caractérisaient le régime déchu se sont aggravées sous la transition, compromettant aussi les opérations à caractère stratégique* », a déclaré l'un des putschistes à la télévision, rapporte la journaliste du « **Monde Afrique** » **Morgane Le CAM**.

Le nouvel homme fort du pays, désigné président du **Le capitaine Ibrahim TRAORE** né en 1988 Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR, organe dirigeant de la junte), est désormais le capitaine **Ibrahim TRAORE**, a-t-il ajouté. **M. TRAORE**, 34 ans, était jusqu'à présent le chef de l'unité des forces spéciales antidjihadistes « **Cobra** » dans la région de Kaya (nord).



Les putschistes ont promis de convoquer « **incessamment les forces vives de la Nation** » afin de désigner un « **nouveau président du Faso, civil ou militaire** ». Le sort de **M. DAMIBA** restait inconnu vendredi soir.

Ils ont par ailleurs annoncé **la fermeture des frontières terrestres et aériennes du pays à partir de minuit, ainsi que la suspension de la Constitution et la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée législative de transition.** Un couvre-feu de 21 heures à 5 heures a également été mis en place.

### **Condamnation de la Cédéao**

Dans un communiqué, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) – dont le Burkina est suspendu des instances depuis le coup d'Etat de janvier – a « **condamné avec la plus grande fermeté la prise de pouvoir par la force qui vient de s'opérer** ». La Cédéao trouve « **inopportun ce nouveau coup de force au moment où des progrès ont été réalisés (...) pour un retour à l'ordre constitutionnel au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024** ».

L'Union européenne a, elle aussi, exprimé ses « **inquiétudes** », tout comme les Etats-Unis qui ont appelé leurs citoyens à limiter leurs déplacements. « **Nous appelons à un retour au calme et à la retenue de la part de toutes les parties** », a indiqué un porte-parole du département d'Etat. Le ministère français des affaires étrangères a demandé à ses ressortissants à Ouagadougou, estimés entre 4 000 et 5 000, de rester chez eux.

La journée de vendredi a été très tendue dans la capitale burkinabé, des tirs ayant été entendus avant l'aube dans le quartier abritant la présidence et le QG de la junte, selon plusieurs témoins, puis à nouveau en début d'après-midi.

Plusieurs axes de la ville ont été barrés toute la journée par des militaires postés sur les principaux carrefours de la ville, notamment devant le siège de la télévision nationale.

### **Drapeaux russes**

Dans l'après-midi, plusieurs centaines de personnes, dont certaines brandissaient des drapeaux russes, se sont rassemblées sur la grande place de la Nation à Ouagadougou pour réclamer une coopération militaire avec la Russie, rejeter la présence militaire française au Sahel et exiger le départ du lieutenant-colonel **DAMIBA**, avait constaté une journaliste de l'Agence France-Presse. L'influence de Moscou ne cesse de croître dans plusieurs pays d'Afrique francophone ces dernières années.

Le lieutenant-colonel **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA** avait pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat à la fin de janvier, promettant de faire de la sécurité sa priorité, dans ce pays miné depuis des années par de sanglantes attaques djihadistes. Mais celles-ci se sont multipliées ces derniers mois, notamment dans le Nord.

Depuis 2015, les attaques récurrentes de mouvements armés affiliés aux djihadistes d'Al-Qaida et de l'organisation Etat islamique, principalement dans le nord et l'est du pays, ont fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de quelque deux millions de personnes.

Publié le 01 octobre 2022 Le Monde avec *AFP* et *Reuters*

## 2022 Burkina Faso : beaucoup d'atteinte à la liberté de la presse. Le chef de l'État ne doit pas bloquer l'organe de régulation des médias

Manifestation le 27 mai 2015 devant le Conseil supérieur de la communication à Ouagadougou, pour protester contre les restrictions à la diffusion d'émissions politiques en direct à la radio. Ahmed OUBA / AFP



**Reporters sans frontières (RSF) dénonce les velléités de caporalisation qui minent le fonctionnement du Conseil supérieur de la communication (CSC) du Burkina Faso. RSF demande au président de cesser cette obstruction et de promouvoir la liberté de la presse.**

Le Conseil supérieur de la communication (CSC), régulateur des médias au Burkina Faso, ne fonctionne plus depuis presque trois mois. Cette institution composée de neuf membres, dont un président et un vice-président, a pour mission de veiller au respect de la déontologie en matière d'information, de promouvoir la liberté d'expression et de garantir le droit d'accès des organes de presse aux sources d'information.

Après le décès d'un de ses membres et la démission de deux autres, dont l'ancien président en **septembre 2021**, le CSC a élu un président et une vice-présidente au mois de mai dernier. La principale opposante au nouveau président a porté plainte pour irrégularité de la procédure, mais elle a été déboutée. Depuis, le président burkinabé, **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, n'a toujours pas pris le décret de confirmation du nouveau président du CSC, empêchant ainsi celui-ci de poursuivre ses activités.

*" Il est inédit de voir un président empêcher le bon fonctionnement d'une instance de régulation qui joue un rôle crucial dans la promotion de la liberté de la presse, particulièrement dans un pays traversé par une crise sécuritaire dangereuse pour les médias, déclare Sadibou MARONG, directeur du Bureau Afrique de l'Ouest de RSF. Si les autorités du Burkina Faso ne veulent pas montrer une posture synonyme d'une volonté de caporalisation du CSC, elles doivent se mettre au-dessus de la mêlée et prendre sans délai le décret de confirmation de son nouveau président."*

RSF s'est entretenue avec plusieurs journalistes et organisations de médias qui ont dénoncé cette lenteur et estimé que, dès l'instant où la justice reconnaît la régularité de l'élection du nouveau président, le chef de l'État doit la rendre valable. Ils estiment également que la situation actuelle handicape la régulation du secteur médiatique et menace la crédibilité et l'indépendance du CSC. Le **3 août**, des organisations professionnelles ont rendu publique une déclaration pour *" mettre en garde le président sur ses velléités de dissolution et de caporalisation du seul et unique organe de régulation des médias du pays."*

Pour **Idrissa BIRBA**, journaliste et président de Nouveaux droits de l'homme (NDH), une organisation de défense de la liberté de la presse, le blocage du CSC *" met mal à l'aise tous les acteurs des médias. (...) Toute suppression de cet organe de régulation serait une erreur historique grave"*, a-t-il déclaré à RSF.



Beaucoup d'atteintes à la liberté de la presse ont été relevées dans le pays depuis le début de l'année. Un journaliste a été blessé et deux autres brièvement détenus en marge de la mutinerie ayant conduit au coup d'État en **janvier 2022**. En mars, des reporters ont été interdits de filmer le président **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA** qui présidait son premier conseil des ministres.

**Le Journaliste Burkinabé**

**Newton Ahmed BARRY**

Depuis le mois de mai, quatre journalistes ont fait l'objet de menaces.

Un homme soupçonné d'avoir menacé de mort le journaliste **Newton Ahmed BARRY\*** dans un enregistrement audio a d'ailleurs été interpellé en juillet. Le **14 mai**, une journaliste de *TV5 Monde* a été expulsée d'une réunion publique organisée par un activiste qui l'a accusée d'appartenir à un média français qui "*ne cesse de les diaboliser et de les caricaturer*".

À l'instar des pays du Sahel, le Burkina Faso est confronté aux menaces des groupes armés qui contrôlent certaines zones du pays, ce qui a contribué à y faire reculer le journalisme et l'accès à une information de qualité ces dernières années.

Le pays occupe actuellement la **41<sup>ème</sup> place sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2022.**

**NOTABENE** : \***Newton Ahmed BARRY** est un journaliste burkinabé et le rédacteur en chef du journal l'Événement. En novembre 2014, il est candidat au poste de président de la transition, à la suite de la révolution de 2014 au Burkina Faso.

Publié le 08.08.2022

## 5 octobre 2022 : Le capitaine Ibrahim TRAORE officiellement désigné président du Burkina Faso

**Le militaire prend la tête d'un État meurtri par la guerre depuis 2015 et qui a vécu pas moins de deux coups d'État en huit mois.**

Le capitaine Ibrahim Benjamin Traore (34 ans) **Le capitaine Ibrahim TRAORE, auteur d'un putsch**



**vendredi au Burkina Faso, pays qui a vécu deux coups d'État en huit mois, a officiellement été désigné mercredi 5 octobre président, dans l'attente de la désignation d'un président de transition par des « Assises nationales ». « Le président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) assure les fonctions de chef de l'État, chef suprême des forces armées**

**nationales** », indique une déclaration intitulée Acte fondamental, qui complète la Constitution du Burkina, « en attendant l'adoption d'une charte de la transition »

Cette déclaration a été lue par le capitaine **Kiswendsida Farouk AZARIA SORGHO**, porte-parole du MPSR, la junte au pouvoir, lors d'une émission spéciale à la télévision nationale. Le capitaine **TRAORE** a assuré lundi sur la radio RFI qu'il ne ferait qu'expédier « *les affaires courantes* » jusqu'à la désignation d'un nouveau président de transition civil ou militaire par des « **Assises nationales** » rassemblant les forces politiques, sociales et de la société civile, qui devront se réunir « *bien avant la fin de l'année* », selon lui. Il a renversé vendredi le lieutenant-colonel **Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA**, lui-même arrivé par la force au pouvoir en **janvier 2022** en renversement le président élu **Roch Marc Christian KABORE**.



L'Acte adopté mercredi précise qu'en « *attendant la mise en place des organes de la transition* », le MPSR « *est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'État, du respect des traités et accords internationaux auxquels le Burkina Faso est partie* ». La Constitution, suspendue après le putsch de vendredi, a été rétablie et « *s'applique à l'exception de ses dispositions contraires* » à l'Acte fondamental.

## **Des milliers de morts et deux millions de déplacés**

Ibrahim TRAORE, 34 ans, devient le plus jeune chef d'État au monde, devant le Chilien *Gabriel BORIC*, 36 ans. Il prend la tête d'un État meurtri par la guerre depuis 2015, et a en partie justifié son coup de force en reprochant à son prédécesseur DAMIBA « *la dégradation continue de la situation sécuritaire* ». Les attaques régulières de groupes armés affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique (EI) ont fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de quelque deux millions de personnes. Une majorité du territoire échappe au contrôle de l'État, notamment du côté des frontières avec le Mali et le Niger.

Ibrahim TRAORE a reçu mardi une délégation de la Communauté des États d'Afrique de l'ouest (Cédéao), venue évaluer la situation quelques jours après le putsch. Elle est repartie « *confiante* », selon l'ancien président nigérien *Mahamadou ISSOUFOU*, membre de la délégation et médiateur de la Cédéao pour le Burkina.

Ce dernier a jugé que le Faso avait été « *au bord du gouffre* » après un week-end de troubles et d'incertitude quant à l'acceptation du putsch par le lieutenant-colonel DAMIBA, qui s'est d'abord opposé à sa destitution avant de finalement démissionner et quitter le pays dimanche.

## **Des élections présidentielles prévues, au plus tard, en juillet 2024**

Des manifestations contre la France et pour un renforcement de la coopération militaire avec la Russie, dont l'influence ne cesse de croître dans plusieurs pays d'Afrique francophone dont le Mali voisin, se sont également tenues durant le week-end. Des bâtiments représentant les intérêts de la France, dont l'ambassade à Ouagadougou, ont été pris à partie par les manifestants. Le capitaine TRAORE, à l'issue de la rencontre avec la Cédéao mardi soir, avait assuré que Ouagadougou continuerait à respecter ses engagements pris sous DAMIBA vis-à-vis de la Cédéao, en particulier sur l'organisation d'élections et un retour de civils au pouvoir au plus tard en **juillet 2024**.

Par Le Figaro avec AFP Publié le 05/10/2022

**« Ibrahim TRAORE a pris les rênes du pays, comme un certain Thomas SANKARA, comme lui après un putsch militaire, capitaine comme lui, âgé de 34 ans comme lui. Un clin d'œil du destin pour un Burkina en quête de nouveaux repères ? » Wait and see !**

Wakat SERA *Le temps de la vraie info*

**Qui est le capitaine Ibrahim TRAORE, le plus jeune chef d'État au monde ?**

**Le jeune capitaine de 34 ans a renversé vendredi le lieutenant-colonel SABDAOGO DAMIBA, lui-même putschiste le 24 janvier 2022.**

**"Qui est-ce ?", comme à l'accoutumée en Afrique de l'Ouest, le visage du jeune capitaine Ibrahim TRAORE**

**était inconnu avant qu'il ne prenne le pouvoir par la force au Burkina Faso vendredi 30 septembre 2022 : six jours plus tard, son portrait s'affiche déjà dans les rues de Ouagadougou.**

Au grand marché de la capitale burkinabè, la photo de Ibrahim TRAORE, béret rouge de l'armée de Terre sur la tête et tenue militaire, s'affiche désormais sur les étals de photos à vendre aux côtés de celles du héros national Thomas SANKARA, président putschiste assassiné en 1987, ou de Jésus.

Le jeune capitaine de 34 ans – ce qui en fait le plus jeune chef d'Etat au monde devant le président chilien *Gabriel BORIC*, 36 ans – a renversé vendredi le lieutenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, lui-même putschiste en **janvier 2022**.

Natif de Bondokuy (ouest), il étudie la géologie à Ouagadougou et rejoint l'armée en 2010. Il est diplômé de l'Académie militaire Georges NAMONAO, une école de formation d'officiers moins glorieuse que le Prytanée militaire de Kadiogo (PMK) dont son prédécesseur DAMIBA et nombre de hauts gradés burkinabè sont issus. Il sort vice-major de la promotion nommée "Citoyenneté", raconte un ancien élève qui a étudié avec lui. Il y était "*discipliné et valeureux*", assure-t-il.



Le capitaine Ibrahim TRAORE (1988-)

## "Respecté"

S'en suivent dix ans de carrière au front : il est déployé dans le nord et le centre du pays, frappés par les **attaques jihadistes**, puis au Mali en **2018** au sein de la mission de l'**ONU**, la **Minusma\***. Il est nommé capitaine en **2020**. Un fait d'armes marquant survient cette année-là quand la ville de Barsalogo, à une quarantaine de km de Kaya dans le centre où il est alors basé, est attaquée par des **groupes jihadistes** qui menacent de la faire tomber.

La route étant réputée minée, le capitaine **TRAORE** entame alors avec ses hommes un "**rallye commando**" à pied, raconte un officier supérieur anonymement, pour libérer la ville. Le genre de décisions qui font que l'homme est "**respecté de ses hommes et a fait parler de lui dans différentes opérations**", souligne la même source à l'**AFP**.

Ironie de l'histoire, le parcours récent de **TRAORE** s'est inscrit dans les pas de celui du lieutenant-colonel **DAMIBA**, qu'il a fini par renverser. Lors du putsch contre le président d'alors **Roch Marc Christian KABORE**, le 24 janvier, qui a porté **DAMIBA** au pouvoir, **TRAORE** est membre de la junte putschiste, le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (**MPSR**).

En mars, le président **DAMIBA** le nomme chef d'artillerie du régiment de Kaya, d'où viendra petit à petit la grogne. Nommé par ses camarades porte-parole des membres du **MPSR** sur le terrain, il est mandaté plusieurs fois à Ouagadougou pour plaider un changement de stratégie auprès du président.

C'est finalement, faute d'avoir été entendu disent plusieurs de ses soutiens, qu'il aurait marché sur Ouagadougou vendredi, quelques jours après une énième attaque, cette fois contre un convoi de ravitaillement escorté par l'armée dans le nord. Bilan, 27 morts militaires et 10 civils tués.

## "Exaspération"

"*Le capitaine TRAORE est le symbole de l'exaspération des militaires subalternes et des hommes de rang*", ceux qui sont au front, par opposition aux gradés réputés friands des salons feutrés, estime le consultant en sécurité **Mahamoudou SAVADOGO**.

**TRAORE** aura la lourde tâche de reprendre l'ascendant dans **la lutte contre les groupes jihadistes**, certains affiliés à **Al-Qaïda** d'autres à l'Etat islamique, qui ne cessent de gagner du terrain depuis qu'ils ont débuté leurs attaques au "**pays des hommes intègres**" en **2015**. Il a promis de faire "**dans les trois mois**" ce "**qui aurait dû être fait dans les huit mois passés**", une critique directe de son prédécesseur.

Militaire renversant un autre militaire, **TRAORE** est une nouvelle preuve, selon **SAVADOGO**, de "**la dégénérescence de l'armée qui n'existe presque plus et qui a fini de se déchirer avec cet énième coup d'Etat**". Sa prise de pouvoir s'inscrit également dans une lutte globale d'influence entre France et Russie en Afrique francophone, où les anciennes colonies françaises sont de plus en plus nombreuses à se tourner vers Moscou.

Les manifestants qui l'ont soutenu à Ouagadougou ce week-end en brandissant des drapeaux russes et en scandant des slogans anti-France, ont fait du coup d'Etat de **TRAORE** un élément de plus dans "**la remise en cause de l'influence française en Afrique de l'ouest**", estime une source diplomatique africaine au Sahel.

Reste qu'après sa prise de pouvoir, **Ibrahim TRAORE** est, selon de nombreux interlocuteurs de l'**AFP** à Ouagadougou, porteur d'un nouvel espoir, un nouveau départ dans un pays qui ne cesse de s'enfoncer dans la guerre sahélienne depuis **2015**. Lundi, **L'Observateur Palgaa**, journal burkinabè, titrait bibliquement : "**Ibrahim, l'ami intime de Dieu, pourra-t-il nous sauver ?**"

**NOTA BENE** : \*La **MINUSMA** : **Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali**. La **MINUSMA** a été créée le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle prend le relais de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (**MISMA**) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013. Des soldats des forces armées du Burkina Faso sont déployés au sein de la **MINUSMA**. Le Burkina Faso est le plus gros contributeur à la mission. Les soldats appartiennent souvent aux meilleurs éléments de l'armée burkinabè.

<https://www.voafrique.com/> 06 octobre 2022 **AFP**



## Novembre 2022, Burkina Faso : déjà plus de 90 000 VDP engagés contre le jihadisme

Ces supplétifs civils de l'armée ont été enrôlés en trois semaines dans tout le pays, après l'appel du président de la transition Ibrahim Traoré à ce que chacun s'engage contre le terrorisme.

Des hommes font la queue avec leurs lettres de demande d'inscription en tant que VDP dans le gouvernorat de Ouagadougou, le 16 novembre 2022.



Plus de 90 000 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), des civils appelés à seconder l'armée dans sa lutte contre les jihadistes, ont été enrôlés en trois semaines. Une campagne avait été lancée le 24 octobre dernier visant à recruter 50 000 hommes (35 000 dans leur commune de résidence et 15 000 pouvant être déployés sur tous le territoire).

Cette campagne qui s'est achevée le 18 novembre vise à « renforcer les rangs de l'armée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme », selon le commandant de la brigade de veille et de défense patriotique (BVDP), le lieutenant-colonel Thomas SAWADOGO. « La BVDP se félicite de cette grande mobilisation des populations et les remercie pour leur engagement au service de la mère patrie », a-t-il indiqué, précisant que tous les inscrits ne sont pas « retenus pour le moment ».

Jeune Afrique 25 novembre 2022

## 5 Décembre 2022, Burkina Faso : Les Etats-Unis se réjouissent des échanges fructueux avec le Premier Ministre

Le 5 décembre 2022, la Chargée d'Affaires a.i.\* de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique, Mme Corina SANDERS, a rencontré le Premier ministre du Gouvernement de Transition, Me Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela.

Corine SANDERS et Joachim Kyelem de Tembela (5 décembre 2022)



Les deux officiels ont échangé sur le soutien continu des États-Unis d'Amérique au peuple burkinabè, y compris l'assistance humanitaire d'environ 105 milliards de francs CFA octroyée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en appui à divers programmes dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.

Mme la Chargée d'Affaires a réitéré l'engagement des États-Unis d'Amérique à maintenir leur assistance en matière de sécurité et à rester aux côtés du Burkina Faso dans la lutte contre l'extrémisme violent. Les échanges ont été productifs et ont permis d'aborder des questions comme les défis sécuritaires actuels. C'était l'occasion pour Mme la Chargée d'Affaires de réaffirmer l'importance de nos valeurs communes de liberté, de sécurité et de développement économique, tout en rappelant qu'un retour aux normes démocratiques constitue le meilleur garant de la protection de ces valeurs. S'inscrivant dans la poursuite des échanges fructueux entre les États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Transition, cette rencontre se voulait également la continuité des discussions déjà entamées le 20 octobre dernier entre la Sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques et le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORE.

Sandra CLARK et le président du Faso Paul-Henri SAMDAOGO DAMIBA (le 24 mai 2022)



Placée sous le leadership de l'Ambassadeur Sandra Eliane CLARK, la Mission des États-Unis d'Amérique au Burkina Faso s'engage, dans le plein respect de l'indépendance et la souveraineté du Burkina Faso, à œuvrer avec le pays pour la paix, la stabilité, la démocratie, la compréhension mutuelle et le bien-être de nos deux Nations.

**NOTABENE** : \*a.i. Un diplomate qui remplace temporairement un ambassadeur ou un ministre absent.

Un diplomate du rang le plus bas, accrédité par un gouvernement auprès du ministre des affaires étrangères d'un autre.

**Corina SANDERS** : Fonctionnaire de carrière du *Senior Foreign Service*, Mme SANDERS assumera le poste de chef de mission adjoint de la Mission des États-Unis au Burkina Faso le 28 juillet 2022. En tant que chef de mission adjoint permanent affecté au Burkina Faso, Mme SANDERS travaillera à Ouagadougou pendant deux ans.

**Sandra Eliane CLARK** : est officiellement devenue Ambassadeur des États-Unis au Burkina Faso le 25 septembre 2020 après la présentation de ses lettres de créances au Président Roch Marc Christian KABORE.

“C’est un honneur d’être agréée en tant qu’Ambassadrice des États-Unis au Burkina Faso”, a déclaré Mme CLARK, ce 25 septembre. “Je me réjouis d’avance d’agir pour renforcer les liens étroits entre nos pays et de découvrir la riche culture et l’histoire du peuple burkinabè.”

Communiqué de presse Jeudi 8 décembre 2022

## 14 Décembre 2022 : Les mercenaires Wagner présents au Burkina Faso, affirme le président ghanéen

Selon Nana AKUFO-ADDO, les paramilitaires russes « sont à la frontière nord » du Ghana, ce qui est « particulièrement inquiétant ».

Nana AKUFO-ADDO Le président ghanéen (à droite) lors du sommet des leaders américano-africains à Washington ; Le 14 décembre 2022.



Le président ghanéen Nana AKUFO-ADDO a affirmé mercredi 14 décembre que son voisin, le Burkina

Faso, avait « conclu un arrangement pour, comme le Mali, employer des forces de Wagner ». « Je crois qu’une mine dans le sud du Burkina leur a été allouée comme une forme de paiement pour leurs services », a-t-il ajouté lors d’une entrevue aux États-Unis avec le secrétaire d’État américain, Antony BLINKEN\*.



Selon le chef de l’État ghanéen, « les mercenaires russes sont à la frontière nord » du Ghana, ce qui est « particulièrement inquiétant ». « Nous n’avons aucune réaction. Je lui laisse la responsabilité de ce qu’il a dit », a répondu à l’AFP le porte-parole du gouvernement burkinabè Jean-Emmanuel OUEDRAOGO.

Vendredi, le Burkina Faso a convoqué l’ambassadeur du Ghana pour exprimer sa « désapprobation ». Les déclarations du président Nana AKUFO-ADDO\*\* sont « graves et inexactes », a ajouté une source gouvernementale interrogée par l’AFP, qui a précisé que l’ambassadeur burkinabè en poste à Accra a également été rappelé pour consultations.

Dans plusieurs pays d’Afrique francophone, Moscou mène une campagne d’influence active, notamment sur les réseaux sociaux, et jouit d’un soutien populaire grandissant quand la France, ancienne puissance coloniale, y est de plus en plus vilipendée. Plusieurs pays accusent la junte au pouvoir au Mali d’avoir recours aux services de Wagner, réputé proche du régime de Moscou, ce que Bamako dément.

\* **Antony BLINKEN**, dit parfois **Tony BLINKEN**, né le 16 avril 1962 à New York, est un haut fonctionnaire américain. Il est conseiller adjoint à la sécurité nationale de 2013 à 2015, puis secrétaire d’État adjoint de 2015 à 2017 durant la présidence de Barack OBAMA. Il est secrétaire d’État des États-Unis depuis le 26 janvier 2021, sous la présidence de Joe BIDEN.

Diplomate de carrière, volontiers francophile après avoir vécu une dizaine d’années en France, il est connu pour être un « bon connaisseur des questions européennes et otaniennes »

\*\* **Jean Emmanuel OUEDRAOGO**, né le 26 décembre 1984 à Ouagadougou, journaliste présentateur à la télévision est un homme d’État burkinabè depuis l’avènement du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration II (MPSR II) en septembre 2022. Il est nommé ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme le 25 octobre 2022, suite au coup d’État d’Ibrahim TRAORE.

\*\*\* **Nana AKUFO-ADDO**, né le 29 mars 1944 à Kyebi, est un avocat et homme d’État ghanéen, membre du Nouveau Parti patriotique. Il est président de la République depuis le 7 janvier 2017. Il a été président de la CEDEAO de 2020 au 3 juillet 2022

## Le premier ministre burkinabé en visite à Moscou

La question d'un éventuel rapprochement avec la Russie se pose également au Burkina Faso depuis le coup d'Etat du **30 septembre**, le deuxième en huit mois, qui a porté au pouvoir le capitaine **Ibrahim TRAORE**, alors que le pays peine à faire face à des attaques djihadistes meurtrières récurrentes depuis **2015**.

**Mikhaïl BOGDANOV** né le 2 mars 1952



**Lundi 12 décembre**, le premier ministre burkinabé, **Apollinaire KYELEM de TEMBELA**, a rencontré à Moscou le vice-ministre russe des affaires étrangères **Mikhaïl Léonidovitch BOGDANOV** pour évo-



quer « *les questions prioritaires du renforcement des relations* » entre les deux pays, selon un communiqué du ministère russe des affaires étrangères.

M. **KYELEM de TEMBELA** avait affirmé fin octobre qu'il n'excluait pas de réexaminer les « *rapports* » de son pays avec la Russie. « *Nous essaierons, autant que possible, de diversifier nos relations de partenariat jusqu'à trouver la bonne formule pour les intérêts du Burkina Faso. Mais il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, quel qu'il soit* », avait-il précisé mi-novembre.

**Antony BLINKEN** né le 16 avril 1962

Jeudi soir, le chef de la diplomatie américaine a réitéré ses craintes concernant le groupe russe. « *Dès que Wagner se déploie, les pays se trouvent dans une position plus faible, plus pauvre, moins en sécurité et moins indépendant* », a alerté **Antony BLINKEN** lors d'une conférence de presse en clôture du sommet Etats-Unis-Afrique de trois jours à Washington.



« *Nos partenaires africains nous disent qu'ils ne veulent pas voir leurs ressources se faire exploiter, ils ne veulent pas que les droits humains soient bafoués, ils ne veulent pas que leur gouvernance soit sapée, donc au bout du compte, ils ne veulent vraiment pas de Wagner* », a-t-il ajouté.

**Le Monde** avec **AFP** Publié le 16 décembre 2022

## 20 décembre 2022 : Le Burkina Faso demande le remplacement de l'ambassadeur de France, "Luc HALLADE"

### Après "une perte de confiance"

Le Burkina Faso a "affirmé ne plus avoir confiance en l'ambassadeur de France **Luc HALLADE\***" et réclame depuis une quinzaine de jours aux autorités françaises, son remplacement, a rapporté mercredi, l'Agence d'information du Burkina (AIB, officiel), citant une source proche du dossier.

**NOTABENE** : \***Luc HALLADE**, né le 8 mai 1957 à Bichancourt (Aisne), est un haut fonctionnaire et diplomate français. Il est ambassadeur de France aux Comores de 2008 à 2011 puis ambassadeur de France en République démocratique du Congo de 2011 à 2015. Depuis le 8 juillet 2019, il est ambassadeur de France au Burkina Faso. En décembre 2022, le pouvoir en place dans le pays depuis septembre 2022 déclare l'ambassadeur *persona non grata*.

**Luc HALLADE** Ambassadeur au Burkina



"*C'est une crise de confiance. Ce n'est pas la fin de la relation diplomatique mais c'est l'interlocuteur que nous demandons simplement de changer*", a déclaré l'Agence de presse officielle du pays citant la même source, ajoutant qu'"*il ne s'agit pas d'une rupture avec la France mais nous ne voulons plus collaborer avec cet ambassadeur*".

Une source diplomatique jointe par l'Agence **Anadolu** à Ouagadougou, a déclaré que les autorités burkinabè ont envoyé depuis le **20 décembre 2022** un courrier officiel à Paris pour exiger le remplacement de son diplomate. L'information est relayée par plusieurs médias, dont le media panafricain "**Jeune Afrique**".



## Depuis cette date, la France n'a pas réagi.

Les raisons de cette brouille diplomatique ne sont pas connues, mais des observateurs soulignent que la réaction des autorités burkinabè pourrait être en lien avec un courrier en date du **12 décembre 2022** du diplomate français appelant les ressortissants français vivant dans la ville de Koudougou (100 km de Ouagadougou) à quitter cette ville pour des raisons de sécurité.

## Un malaise de longue date

En juillet 2022, le Burkina Faso avait protesté contre les propos du même ambassadeur de France **Luc HALLADE** qui avait qualifié la situation sécuritaire au Burkina Faso de guerre civile tout en minimisant les efforts des Forces de défense et de sécurité burkinabè dans la lutte contre le terrorisme, lors d'une audition du groupe d'amitié France -Afrique de l'Ouest au sénat français.

Dans le même contexte, le **23 décembre**, le gouvernement de transition du Burkina Faso a déclaré "persona non grata" la Coordinatrice résidente/Coordinatrice humanitaire des Nations Unies et responsable désignée dans le pays, **Barbara MANZI**.

La ministre burkinabè en charge des Affaires étrangères **Olivia ROUAMBA** avait expliqué que "c'est l'individu qui n'est pas en phase avec la vision du moment au Burkina Faso" ajoutant que le gouvernement burkinabè reproche à **Barbara MANZI** d'avoir pris la "décision unilatérale" d'évacuer les familles du personnel des agences du système des Nations Unies sous prétexte que la situation sécuritaire de Ouagadougou était menacée.

Avant l'expulsion du responsable des Nations-Unies, deux citoyens français avaient été interpellés pour activités d'espionnage des forces de défense et de sécurité et expulsés du territoire burkinabè dans la nuit du **17 au 18 décembre 2022**.

Depuis le **03 décembre 2022**, le gouvernement burkinabè a décidé, la suspension jusqu'à nouvel ordre, de la diffusion des programmes de *Radio France Internationale (RFI)* sur toute l'étendue du territoire national à cause "des manquements" constatés dans le travail du média français, selon un communiqué officiel.

Depuis le coup d'Etat du **30 septembre 2022**, le deuxième en huit mois au Burkina Faso, les relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la France, déjà affectées par la montée d'un sentiment anti-politique française en Afrique, semblent se troubler de plus en plus avec l'avènement de plusieurs "incidents".

**Confronté à une crise sécuritaire alimentée par des attaques terroristes depuis 2015, en plus des actions internes de reconquête du territoire, le Burkina Faso s'est également engagé à diversifier ses partenariats dans le domaine militaire afin d'intensifier la lutte contre le terrorisme.**

Dramane TRAORE Anadolu Agency / Ouagadougou / Ekip | 04.01.2023

## Burkina Faso : une liberté de la presse non sans ambiguïté

Après des menaces contre des journalistes, la junte burkinabè d'Ibrahim Traoré et ses soutiens soufflent respectivement le froid et le chaud.

Le gouvernement a condamné les appels à la violence dont un journaliste, critique du gouvernement, a été la cible.



« Si je devais être un mort de plus, alors qu'il en soit ainsi. » Dans un Burkina Faso qui s'essaie à une outrance verbale aux accents maliens, **Newton Ahmed BARRY** emploie, lui, des mots lourds d'expérience. En **décembre 1998**, après l'assassinat du journaliste **Norbert ZONGO**, le confrère reprenait, avec d'autres, le flambeau de l'hebdomadaire "*L'Indépendant*", voué à l'extinction.

Poil à gratter plus ou moins corrosif des différents régimes qui se succéderont, voilà **BARRY** la cible récente d'appels « à la violence physique, au saccage des biens, jusqu'au meurtre » que le gouvernement s'est empressé de « condamner fermement et sans ambiguïté ».

## Culte de la personnalité

Sur les réseaux sociaux, les indéliçats justifient pourtant leurs outrances par une adhésion inconditionnelle à la transition dirigée par un Ibrahim « IB » TRAORE sujet d'un culte certain de la personnalité. Le « crime » de Newton Ahmed BARRY ? Avoir dénoncé la violation de la loi que constitue la récente suspension de Radio France Internationale (RFI), interruption qui ne pouvait être légalement prononcée que par le Conseil supérieur de la Communication (CSC), organe de régulation des médias à qui le pays doit en partie son bon classement en matière de liberté de la presse.

Damien GLEZ Dessinateur et éditorialiste franco-burkinabè. 7 décembre 2022

Décembre 2022 : Au Burkina Faso, la junte au pouvoir déclare « persona non grata » Barbara MANZI, la coordonnatrice de l'ONU

Barbara MANZI



Le pouvoir burkinabè reproche notamment à Barbara MANZI d'avoir « jeté le discrédit » sur le pays en décidant « unilatéralement » de retirer le personnel non essentiel de l'ONU à Ouagadougou.

Depuis 2015, le pays peine à faire face à des attaques meurtrières de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et l'organisation Etat islamique qui ont fait des milliers de morts et contraint quelque deux millions de personnes à fuir leurs foyers.

### Une « tentative d'influence négative »

M<sup>me</sup> Olivia Ragnagnewendé ROUAMBA, Ministre des Affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur, a toutefois souhaité faire la différence entre « la personne de M<sup>me</sup> Manzi et l'ONU », avec laquelle le Burkina « garde toujours une très bonne coopération ». Une source diplomatique a confirmé à l'Agence France-Presse qu'une « longue liste de récriminations » ont conduit « la diplomatie burkinabée à prendre ses responsabilités ».

Olivia ROUAMBA



Outre la demande du retrait du personnel non essentiel, il est aussi reproché à M<sup>me</sup> Manzi une « tentative d'influence négative » et de « s'immiscer dans les affaires politiques du Burkina », selon cette source. Les représentants des Nations unies à Ouagadougou n'étaient pas immédiatement joignables vendredi après-midi.

Cette expulsion intervient quelques jours après celle de deux Français qui travaillaient pour une société burkinabée et qui étaient soupçonnés par les autorités d'être des espions.

### Le Burkina se tourne vers la Russie

Le Burkina n'est pas le premier Etat ouest-africain à expulser un responsable onusien cette année. En juillet, le Mali, pays voisin du Burkina, également pris dans une grave crise sécuritaire, avait expulsé Olivier SALGADO, le porte-parole de la Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) pour avoir publié, selon la junte au pouvoir, des « informations inacceptables » au lendemain de l'arrestation de quarante-neuf soldats ivoiriens à Bamako.

M<sup>me</sup> MANZI, qui était également coordonnatrice humanitaire de l'ONU, était en poste au Burkina Faso depuis août 2021. Elle avait présenté ses lettres de créances à l'ancien président Roch Marc Christian KABORE, renversé en janvier 2022 par un coup d'Etat militaire.

Le Burkina Faso est dirigé depuis fin septembre par le capitaine Ibrahim TRAORE, auteur d'un autre putsch militaire. Son premier ministre, Apollinaire KYELEM de TEMBELA, a souhaité mi-novembre « diversifier les relations de partenariat jusqu'à trouver la bonne formule pour les intérêts du Burkina Faso ». Il a également affirmé que « certains partenaires » n'avaient « pas toujours été loyaux », sans citer de pays.

## Le soutien populaire des pays d'Afrique francophone à la Russie dont celui du Burkina Faso

Parmi les nouveaux partenaires envisagés, la question d'un éventuel rapprochement avec la Russie se pose au Burkina depuis le coup d'Etat qui a porté au pouvoir le capitaine Ibrahim TRAORE.

Le dernier coup d'Etat au Burkina Faso a vu des jeunes gens brandir des drapeaux russes dans les rues de la capitale, Ouagadougou



Bien qu'assez peu nombreux, ces jeunes ont suscité des spéculations quant à une éventuelle implication de la Russie dans les événements qui ont vu le capitaine Ibrahim TRAORE prendre le pouvoir dans un pays en proie à une violence djihadiste croissante.



Evgeny PRIGOZHIN\*, un oligarque proche du président russe Vladimir POUTINE et fondateur du Groupe Wagner - une organisation mercenaire de l'ombre active dans plusieurs pays africains - a félicité le jeune chef de la junte - le décrivant comme "un fils vraiment digne et courageux de sa patrie".

Dans plusieurs pays d'Afrique francophone, Moscou jouit d'un soutien populaire grandissant quand la France, ex-puissance coloniale, y est vilipendée. Le Burkina Faso n'exclut pas de réexaminer ses « rapports » avec la Russie, selon le premier ministre Appolinaire Kyélem de Tembela. « Nous essaierons, autant que possible, de diversifier nos relations de partenariat jusqu'à trouver la bonne formule pour les intérêts du Burkina Faso. Mais il ne sera pas question de nous laisser dominer par un partenaire, quel qu'il soit », avait-il dit le 19 novembre 2022.

Lors d'une rencontre dix jours plus tard avec l'ambassadeur de France, il lui avait lancé : « Les Burkinabés cherchent une bouée de sauvetage pour leur pays et si cette bouée de sauvetage doit provenir d'un autre pays autre que la France, pourquoi pas ? » Depuis le coup d'Etat du 30 septembre qui a porté au pouvoir le capitaine Ibrahim TRAORE, des Burkinabés ont à plusieurs reprises manifesté en brandissant des drapeaux de la Russie, pays avec lequel ils souhaitent que leurs nouveaux dirigeants intensifient les relations.

Mayeni JONES Correspondante BBC en Afrique de l'Ouest  
Le Monde avec AFP Publié le 08 et 23 décembre 2022

**NOTABENE :** \*Evgeni Viktorovitch Prigojine : né le 1<sup>er</sup> juin 1961 à Léninegrad, est un ancien délinquant russe, devenu homme d'affaires après la chute de l'URSS. Il est surtout connu pour son rôle controversé d'influence dans plusieurs pays d'Afrique et pour avoir développé la présence de l'armée privée Wagner en Syrie, en Afrique puis en Ukraine.



En 1979, Prigojine est condamné à du sursis pour vol, puis en 1981 à douze ans de prison pour « brigandage, escroquerie » impliquant des mineurs. Il est libéré en 1990

Après plusieurs condamnations, Prigojine fait fortune dans le domaine de la restauration après sa libération dans les années 1990. Il fait partie du cercle rapproché du président russe Vladimir POUTINE, et dit être le créateur du groupe de mercenaires Wagner ainsi que de l'Internet Research Agency, une officine de propagande russe.

Prigojine et ses entreprises sont sous le coup de plusieurs sanctions de la part des États-Unis et de l'Union européenne.

« Hitler voulait détruire la Russie, tout le monde doit de se rappeler comment cela a fini ... »

« Vous pouvez faire beaucoup plus avec des armes et de la politesse que juste de la politesse. »

« Ceux qui luttent contre la corruption devraient être irréprochables eux-mêmes. »

Citations de Vladimir Vladimirovitch POUTINE (1952- ) Président... Homme d'Etat Homme politique

« Aujourd'hui, c'est la délicatesse qui est révolutionnaire. »

Radovan Ivsic 1921-2009 Ecrivain surréaliste français



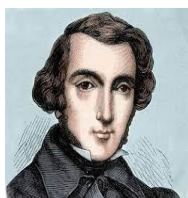
## **Monuments, Sites historiques, Touristiques, Théâtres, Témoignages, Thèses, colloques, articles, conférences etc...**

### **1830-1939 : la France des colonies**

**Au XIXe siècle, le soldat victorieux, l'instituteur civilisateur, le colon bâtisseur et le curé évangéliste sont les héros d'une aventure coloniale censée revitaliser la France. Une épopée qui va s'écrire au détriment des peuples conquis.**

#### **Le rêve colonial de la France**

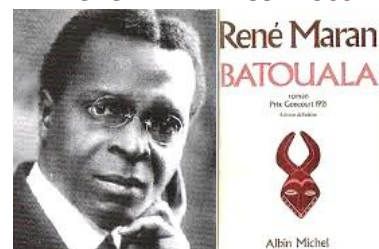
Alexis de TOCQUEVILLE 1805-1859



A partir de 1830, la France se lance à la conquête du monde et, au début du siècle suivant, elle contrôle 1/10e de la surface de la terre. Son empire, le deuxième après celui de la Grande-Bretagne, comprend le **Moyen-Congo**, la **Côte d'Ivoire**, le **Dahomey**, la **Haute-Volta**, le **Soudan français**, la **Centrafrique**, la **Guinée**, le **Niger**, le **Tchad**, la **Mauritanie**, Madagascar, l'**Indochine**, le **Maghreb** et des terres en Océanie. L'empire est un miroir flatteur dans lequel la Nation s'admire, comme le philosophe Alexis de TOCQUEVILLE en rêve dès la conquête de l'Algérie (1830) : « *Avec du temps, de la persévérance, de l'habileté et de la justice, je ne doute pas que nous puissions élever sur la côte d'Afrique un grand monument à la gloire de notre patrie.* »

En 1921, le Guyanais René MARAN\* reçoit le prix Goncourt pour son livre *Batouala – Véritable roman nègre*. Il y raconte la colonisation du point de vue d'un chef africain, il dénonce la « civilisation » des Blancs, qui a amené en Afrique déchéance, massacres et mort. Paradoxe, celui qui dénonce le racisme des colons est lui-même fonctionnaire du ministère des Colonies. Son livre, grand succès, froissera les élites, brisant sa carrière. Preuve que, hier comme aujourd'hui, faire l'histoire des colonies est une affaire risquée.

René MARAN 1887-1960



« *Civilisation, civilisation, orgueil des Européens, et leur charnier d'innocents, Rabindranath Tagore, le poète hindou, un jour, à Tokyo, a dit ce que tu étais ! Tu bâtis ton royaume sur des cadavres. Quoi que tu veuilles, quoi que tu fasses, tu te meus dans le mensonge. À ta vue, les larmes de sourdre et la douleur de crier. Tu es la force qui prime le droit. Tu n'es pas un flambeau, mais un incendie. Tout ce à quoi tu touches, tu le consumes.* »

Extrait de *Batouala* (1921) de René MARAN

Manuela FRANCE journaliste Magazine : *Ça m'intéresse Histoire* 06/10/2020

« *La France est un pays où l'on est trop souvent généreux qu'en parole. Dès qu'on essaie de l'incliner aux faits, elle se révèle tout autre. [...] il y a beau temps que je sais à quoi m'en tenir là-dessus et que le racisme français est plus profond qu'on ne croit. À preuve mon tout dernier roman.* »

Lettre de René MARAN à Daphné TREVOR, Paris, le 27 octobre 1947

**NOTABENE** : \*René MARAN, né à Fort-de-France (Martinique) le 5 novembre 1887 et mort à Paris le 9 mai 1960, est un écrivain français. Il est lauréat du prix Goncourt en 1921 pour son roman *Batouala*, dont la préface dénonce, non le fait colonial mais ce que MARAN en regarde comme les abus ou dysfonctionnements. Le terme « colonialisme » parfois utilisé à son propos est très peu usité à son époque et n'appartenait pas à son vocabulaire.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas inquiété par les autorités occupantes. Dans son œuvre romanesque inspirée par l'Afrique, il lui arrive de montrer les rapports parfois difficiles entre Noirs et Blancs, notamment le poids du racisme imposé par les institutions coloniales.

Dans les années 1930, René MARAN fréquente le salon littéraire de Paulette NARDAL où il rencontre Léopold Sédar SENGHOR, Aimé CESAIRE, Jean PRICE MARS. René MARAN exprime des réserves sur le mouvement naissant de la négritude dont il se méfie : « Considéré par les Noirs comme un précurseur de la négritude, il avouait qu'il la comprenait mal et avait tendance à y voir un racisme plus qu'une nouvelle forme d'humanisme. Il se voulait, par-dessus tout et avec obstination « un homme pareil aux autres ».

« *Devenez révolutionnaire. Etudiez beaucoup pour maîtriser la technique qui permet de dominer la nature. N'oubliez pas que la révolution est ce qu'il y a de plus important et que chacun de nous, tout seul, ne vaut rien. Soyez toujours capable de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire.* »

Che Guevara lettre d'adieu à ses enfants (1965)

### Rappel historique : L'Afrique-Occidentale française (AOF)

L'Afrique-Occidentale française (AOF) était un gouvernement général regroupant au sein d'une même fédération huit colonies françaises d'Afrique de l'Ouest entre **1895 et 1958**.

Constituée en plusieurs étapes, elle réunit à terme **la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français (devenu le Mali), la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta (devenue le Burkina Faso) et le Dahomey (devenu le Bénin)**. Sa superficie atteignait 4 689 000 kilomètres carrés, soit environ sept fois celle de la France. Son chef-lieu était Saint-Louis (Sénégal) jusqu'en 1902, puis Dakar (Sénégal).

### Le jeu des frontières en Afrique occidentale : cent ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel (1886–1986)

**Résumé :** Jusqu'à l'intervention européenne, la géopolitique précoloniale des pays du Burkina Faso actuel (ex Haute-Volta) permettait d'identifier de puissants royaumes et chefferies à l'est et des sociétés dites "sans état" à l'ouest. Les frontières, issues de fronts pionniers étaient précisément démarquées par des éléments de l'hydrographie, du relief ou par des procédés magico-religieux, et correspondaient entre autres au domaine où s'exerçait l'autorité d'un roi, d'un chef ou d'un maître de terre villageois. Pour les différentes entités en place, les conflits étaient une source de butin, un régulateur de l'ordre interne établi et des relations politico-militaires à l'échelle sous-régionale.

La création de la Haute-Volta en **1919\*** donna lieu à une frontière internationale franco-britannique (Haute-Volta Gold Coast) et a des frontières intra-coloniales qui n'étaient alors que de simples limites administratives. L'invention de l'état territorial centre sur l'espace des anciens royaumes mossi engendra des situations conflictuelles liées soit aux conflits mondiaux, soit à la suppression de la Haute-Volta de **1932 à 1947**. Parallèlement les populations divisées par les ligne-frontières se refugiaient chez les britanniques ou s'adonnaient à la fraude et à la contrebande à la frontière, sans que cela ne débouche sur un conflit armé.



### Carte du Burkina Faso, mettant en évidence ses frontières terrestres avec les pays voisins.

À partir de **1960**, le Burkina Faso\*\* accède à l'indépendance et ses six limites devinrent des frontières d'état. Des conflits frontaliers aux causes plutôt complexes opposèrent ce pays au *Ghana* (1964) et surtout au *Mali* (1974-1985).

Néanmoins, les frontières actuelles demeurent une réalité bien illustrée par l'absence de séparatisme dans un pays où l'on compte plus de 60 groupes ethniques.



**NOTABENE :** \*Un décret du 1<sup>er</sup> mars 1919 crée la colonie de la Haute-Volta, par partition de la colonie du Haut-Sénégal et Niger. Son territoire recouvre les cercles de **Gaoua, Bobo-Dioulasso, Dédougou, Ouagadougou, Dori, Say et Fada N'Gourma**.

\*\*Le Burkina Faso partage des frontières terrestres avec ses 6 pays voisins : **le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo**, pour un total de 3 193 km

**Pierre Claver HIEN** Histoire : Thèse soutenue en 1996 sous la direction de **Claude-Hélène PERROT** - Paris 1<sup>er</sup>

## 1972 : Entre Thomas SANKARA et Madagascar, des liens forts



Madagascar a inspiré l'ancien du Président du Faso Thomas SANKARA. Certains traits de cette île où il a séjourné se retrouvent aussi dans le contexte burkinabè. Les coïncidences sont assez troublantes.

Il existe une histoire d'amour entre Thomas SANKARA et Madagascar où il a étudié

### La révolution

La révolution de **Mai 1972** a sûrement marqué l'ancien Président du Faso Thomas SANKARA. Alors Thomas SANKARA est étudiant à l'Académie militaire d'*Antsirabé*, une révolte. Elle concerne toutes les couches sociales à Madagascar même si les élèves et étudiants en sont à l'initiative. Cette révolte populaire conduit à la chute du Président *Philibert TSIRANANA*. Thomas SANKARA, en démissionnant de son poste de ministre de la Communication en **avril 1982** pendant la présidence de **Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, avait lancée « malheurs à ceux qui bâillonnent leur peuple ». Une inspiration aussi venue de Madagascar. Thomas SANKARA sera porté à la tête du pouvoir par une partie de l'armée et des syndicalistes qui lui étaient favorables. Par la suite, **Didier RATSIRAK** adopte par référendum de la Charte de la révolution socialiste. Le **2 octobre 1983**, Thomas SANKARA faisait un discours d'orientation politique.

Madagascar : *Académie militaire d'Antsirabe*



### La valorisation des langues locales

Thomas SANKARA qui a aussi suivi l'évolution politique de Madagascar après son départ en France s'est aussi inspiré de la Malgachisation de l'enseignement dans ce pays. Cependant, Thomas SANKARA n'était pas dans la même démarche que **Didier RATSIRACK** qui a établi un programme de substitution progressive du français par le *malagasy*. Son effet se fait ressentir aujourd'hui encore. Plutôt que cette méthode, SANKARA a opté pour « L'Alphabé Commando » qui est l'apprentissage à lire, écrire, et calculer en langues nationales et le « **Bantaré** » un programme d'enseignement de femmes rurales en langues nationales.

Pour Thomas SANKARA, il faudrait que l'enseignement donné puisse permettre aux apprenantes de l'appliquer dans leurs activités quotidiennes. Pour SANKARA, même Toutefois, notons qu'à ce niveau le Burkina Faso avait déjà une politique de valorisation des trois principales langues parlées dans le pays à l'école primaire depuis les années **1970**. SANKARA voyait la langue française comme : « langue d'unification de nos multiples nationalités ».

### La cité AN III



La première chose qui marque lorsqu'il foule *Antananarivo*, ce sont les habitations construites en hauteur. Thomas SANKARA a aimé ce concept. Il a compris que l'on pouvait utiliser peu d'espace pour plusieurs habitations. C'est sur ce postulat qu'est partie la construction de la cité An 3 de Ouagadougou, construit dans le cadre du projet « un toit pour tous ».

### Le drapeau du Burkina

Le drapeau du Burkina ressemble étrangement à celui de Madagascar. En effet, il y a les deux bandes rouges et vertes horizontales qu'on retrouve sur les deux drapeaux. Toutefois, celui du Burkina adopté en **1984** ne comporte pas la bande blanche. Le drapeau malgache comporte une bande blanche verticale. Thomas SANKARA a peut-être remplacé cette bande blanche par l'étoile dorée. Toutefois, certains pensent que le drapeau du Burkina est inspiré de celui du mouvement populaire de libération de l'Angola (qui se serait aussi inspiré de celui du front national de libération du Sud Viêtnam).

<https://lemessagerdarique.mondoblog.org> 12/09/2016



## 26 mai 1975 : réunion à Lagos pour le traité instituant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.)

Lagos (A.F.P., A.P.).



- Quinze chefs d'État, premiers ministres ou ministres se réunissent à partir de ce lundi 26 mai à Lagos pour signer le traité instituant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.). Le traité devra ensuite être ratifié par les quinze États membres : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo.



« Ensemble, bâtissons la Communauté des peuples »

## 28 mai 1975 : création de la CEDEAO à Lagos au Nigeria

« Ensemble, bâtissons la Communauté des peuples »



A partir de 1960, de nombreux pays africains acquièrent leur indépendance mais restent largement fragiles au plan politique, économique et militaire. Les États ouest africains qui s'inscrivent en général dans cette dynamique vont vite percevoir la nécessité stratégique de se regrouper au sein d'une organisation



sous-régionale. C'est donc dans cette optique que sera créée la CEDEAO le 28 mai 1975 à Lagos au Nigeria.

### La C.E.D.E.A.O. compte quinze États membres :

Huit États francophones : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Cinq pays anglophones : Gambie, Ghana, Libéria, Nigeria et Sierra Leone

Deux États lusophones : Cap-Vert et Guinée-Bissau

NOTA BENE : Il faut rappeler qu'en décembre 2000, la Mauritanie s'est retirée de la CEDEAO. Le siège est situé à Abuja au Nigeria.



### Historique de la création Cedeao :

L'idée de la création d'une communauté de l'Afrique de l'ouest remonte à 1964. Elle est lancée par le Président du Libéria, William TUBMAN.

Un accord a été signé entre la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone en février 1965, mais celui-ci n'a pas abouti.

En avril 1972, le Général GOWON du Nigeria et le Général EYADEMA du Togo ont relancé ce projet, préparé des propositions et rendu visite à 12 pays, demandant leurs contributions, de juillet à août 1973. Une réunion a été organisée à Lomé en vue d'étudier une proposition de traité.



Une réunion d'experts et de juristes s'est tenue à Accra - capitale du Ghana - en janvier 1974 ainsi qu'une réunion de Ministres à Monrovia en janvier 1975 ; ces deux conférences ont examiné soigneusement la proposition de traité.

Finalement 15 pays d'Afrique de l'ouest ont signé le Traité pour une Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (Traité de Lagos) le 28 mai 1975.

La CEDEAO dispose d'impressionnantes potentialités naturelles et humaines. Pour accélérer le processus d'intégration, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes destinés à promouvoir les vertus de l'intégration régionale et à encourager les gouvernants à harmoniser leurs politiques de développement national avec les objectifs assignés à la CEDEAO.

Club CEDEAO

**1986 : Monument de la Place NABA KOOM "que l'eau abonde POUR TOUS".**  
Place NABA KOOM, le Monument de la femme situé en face de la gare ferroviaire avec une hauteur de 6 mètres.



Ce monument conçu par l'artiste **Hippolyte OUEDRAOGO**, représente une femme portant un foulard rouge imprimé de dessins d'hirondelles et tenant unealebasse d'eau pour souhaiter la bienvenue aux voyageurs qui arrivent à Ouagadougou par le train. **Du premier coup de pioche donné en Côte d'Ivoire jusqu'au PK (1145) à Ouagadougou, la construction du chemin de fer sur l'axe Abidjan-Ouagadougou a été essentiellement le fait de travailleurs voltaïques dont des milliers moururent de privations diverses au cours de cette grandiose épopée. La nécessité de maintenir ce patrimoine vivant est non seulement une exigence historique mais procède d'un devoir de mémoire et de respect envers ceux qui ont bâti.**

**Luc B. NANA** et **Ben Alex BEOGO** *La voix de la Presse burkinabé*

La place a été érigée en l'honneur de **NABA KOOM** sous le règne duquel a été construit le chemin de fer Côte d'Ivoire-Ouagadougou.

Il incarne la mémoire de l'arrière-grand-père de l'actuel Mogho Naaba, un empereur qui avait comme devise "*que l'eau abonde pour tous.*" Avec une hauteur de 6 mètres, il a été conçu par l'artiste **Hippolyte OUEDRAOGO** pour illustrer la devise du Naaba.

Entretenir un tel monument, conserver une telle mémoire est bien, mais faire sa promotion serait encore meilleur. Aussi doit-il être visible car il rend compte de l'histoire, en ce sens qu'il enseigne aux différentes générations, la vieille tradition d'hospitalité des hommes intègres.

**Adama OUEDRAOGO** *Enseignant chercheur*

**NOTABENE : Naaba KOOM, 1889-1942**, est un souverain du Royaume Mossi de Boussouma (ou Busma), important État mossi au Burkina Faso.



Fils de *Naaba Ligdi* et de *Tibila* (fille *Yarga de Mané*), il est intronisé roi en 1890 après avoir éliminé son frère aîné *Vènewindé*.

Son nom de règne **KOOM** est : *Koom pusgri, n'tontlepo*, autrement dit « *l'eau a jailli de la source et refuse d'y retourner* » Au cours de son règne, Il assassine des grands dignitaires de son père tel que *Balm Naaba Targnèbga*. Lors de la colonisation française, il s'opposa aux Français qui le destituent en 1908.

On trouve ses descendants directs à la tête des principautés de *Gouli*, *Lèbda* et *Nessomtenga* (Dimbiisi de Boussouma).

**RAPPEL HISTORIQUE** : Le **MOGHO NAABA**, considéré comme le représentant du soleil, était tenu en grande vénération. Il est choisi par les hauts dignitaires de la cour dans la descendance du premier Mogho Naaba, *Oubri*. Le **MOGHO NAABA** n'a en outre pas d'autorité sur les quatre autres royaumes de *Tenkodogo*, de *Fada N'Gourma*, de *Boussouma* et de *Ouahigouya* dont les souverains seraient comme lui descendants de *Yennenga*. Traditionnellement, les souverains de ces royaumes et le **MOGHO NAABA** s'évitent, mais il leur arrive de se rencontrer comme en 1946 pour se concerter sur la reconstitution de la Haute-Volta

**Maurice YAMEOGO**, le premier président de République de Haute-Volta, supprime la loi qui organisait les chefferies des cinq royaumes du pays, en réaction à une tentative de coup d'Etat du Mogho Naba Kougri en 1958.

L'autorité de **MOGHO NAABA** a été considérablement réduite au cours de la présidence de **Thomas SANKARA**, un révolutionnaire anti-impérialiste mort assassiné en octobre 1987. Il a ainsi supprimé le reste du texte législatif sur la chefferie coutumière, au motif qu'elle incarnait le passéisme et la bourgeoisie. Désormais, les chefs traditionnels gardent un rôle symbolique mais n'ont plus aucun pouvoir légal.

Aujourd'hui, le roi des Mossis incarne une autorité morale, un sage que l'on vient consulter pour toutes décisions importantes liées à la vie de la Nation, un médiateur voire un arbitre en cas de conflit aigu.

Ce rôle n'a fait que se confirmer voire s'accroître depuis les événements d'octobre 2014, qui a vu un régiment resté favorable à l'ancien régime de **Blaise COMPAORE** faire une tentative de putsch. L'intervention du **MOGHO NAABA** a joué un rôle déterminant pour convaincre leur chef de file, **Gilbert DIENDERE**, d'abandonner ce projet.

De même, le 30 décembre 2014, le chef de la transition, le lieutenant-colonel **Isaac ZIDA**, est violemment pris à partie par ses anciens camarades du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) qui remettent en cause leurs nouvelles affectations et certaines nominations. **ZIDA** s'engage à ne pas toucher au RSP mais finit, le 4 février, par se réfugier chez le **MOGHO NAABA** (il n'en sortira que grâce à la médiation du président **Michel KAFANDO**, du général **Gilbert DIENDERE** et de l'ancien chef de l'État **Jean-Baptiste OUEDRAOGO**).

<https://fr.wikipedia.org> > wiki > **Moro Naba**

# Burkina Faso : Le tragique dérapage d'octobre 1987

## La crise au sein du Conseil National de la Révolution



Beaucoup a déjà été dit et écrit sur les tragiques événements survenus dans l'après-midi du **15 octobre 1987** dans l'enceinte de la "cité du Conseil de l'entente" à Ouagadougou et qui ont coûté la vie au Président du Conseil de la Révolution le **capitaine Thomas SANKARA**.

Le déchainement des passions qui a précédé et suivi ce dénouement sanglant de la crise politique au sein des instances dirigeantes du pays a totalement éclipsé les faits objectifs et patents qui ne pouvaient que conduire à cette situation, consciemment ou inconsciemment préparée...

[...] En 1984, un ami du Burkina, député au Parlement européen, arrive à Ouagadougou. Invité officiel du gouvernement. Il souhaite mieux connaître les réalités du pays, discuter avec les autorités et rendre visite à un ami politique (un ancien parlementaire) de ses amis. Dans ses déplacements, ce fervent militant de la non-violence, disciple du *Mahatma GANDHI* et de *Martin Luther KING*, est choqué par les barrages, les contrôles effectués par les soldats et les armes à feu. Lors de sa toute première audience privée avec le président **Thomas SANKARA** - qui était aussi sa première rencontre avec lui - il décide de s'exprimer très franchement : « *Monsieur le Président, j'ai admiré le travail qui a commencé dans ce pays pour changer la vie des plus pauvres. Ma disponibilité à y contribuer autant que je le peux vous est acquise. J'ai cependant des inquiétudes après tout ce que j'ai vu et entendu... Pourquoi, alors que le peuple soutient massivement la Révolution, ne pas élaborer et adopter une constitution sur la base de laquelle il sera possible de vous faire élire et de faire élire des députés siégeant dans une assemblée nationale afin d'évoluer dans le cadre d'un état de droit ?* » Le Président **SANKARA** s'étonne et sourit « *Pourquoi faire tout ça ?* » Le vieux parlementaire laisse alors tomber ces phrases plus que prémonitoires : « *Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, laissez-moi être plus direct avec vous. Ce sont plus de 30 ans de d'expérience de vie et de luttes politiques qui vous parlent. Ecoutez-moi bien. Je viens juste de vous connaître. Je ne connais pas Blaise COMPAORE et les autres dirigeants. Si vous refusez ce que je vous propose, sachez que vous vous tuerez entre vous. Les morts seront présentés comme les bons, les vivants comme les méchants, par les esprits simples... La vérité sera ailleurs. Elle est inscrite dans la logique même de votre action commune. Vous êtes tous en train de jouer une tragédie grecque. Dans les tragédies grecques on se tue parce que on s'aime à la passion... Vous, monsieur le Président, vous êtes populaires aujourd'hui, mais vous le serez moins demain. C'est un processus tout à fait normal contre lequel vous ne pouvez absolument rien. Et si vous n'établissez pas des procédures institutionnelles qui vous permettent de vous faire quitter le pouvoir par une autre voie que celle que vous avez choisie pour y parvenir, il n'y aura pas d'autre issue que celle dont j'ai parlé... Excusez-moi mais j'ai le devoir de vous le dire... »*

Le parlementaire en question est italien, il s'appelle **Marco PANNELLA\***, il ne savait pas qu'il reviendrait quatre ans plus tard au Burkina, en **février 1988**, pour constater les dégâts prévus et réciter la même leçon au nouveau président qui n'était autre que le **N°2 de 1984 : Blaise COMPAORE**.

[...] L'Evolution actuelle de la situation en Afrique montre que nul n'est à l'abri des situations d'exception. D'autres tragédies peuvent encore arriver.

Cette analyse d'un observateur étranger à la scène politique du Burkina et de la révolution a été faite par des Burkinabé aussi. Elle permet de dévoiler la face cachée des contradictions inhérentes à tout régime d'exception quel qu'il soit. Le régime d'exception par essence ne peut pas réaliser une véritable unité de pensée et d'action en son sein, tout simplement parce qu'il n'existe pas de règles, de normes et de limites connues d'avance et acceptées par tous dans l'exercice du pouvoir.

[...] La révolution allait très (ou trop) vite et ne disposait d'aucun recours autre que la violence pour se frayer son chemin.



[...] En 1987 la Révolution burkinabé avait achevé depuis "la lune de miel" dans ses propres rangs et perdu l'état de grâce dans la société globale.

[...] Il n'était plus possible de continuer avec le principe "qui n'est pas avec la Révolution est contre la Révolution" sans aucune nuance ni concession. Même les plus sectaires des révolutionnaires ne cachaient plus en privé leurs inquiétudes et se disaient en insécurité permanente. La crise sociale et politique était remontée insidieusement jusqu'au sommet de l'appareil dirigeant.

Si c'est la pire des solutions qui s'est imposée, nul ne peut mettre cela au compte du hasard. Les failles du régime d'exception qu'était celui du Conseil National de la Révolution, son incapacité à maîtriser, réguler et résoudre par des moyens politiques les contradictions politiques en son sein et au sein de la société avaient déjà rendu imparables les recours à la force brutale et aux armes. C'est une logique interne qui a évolué avec et dans la Révolution. Civils et militaires y ont tous contribué.

Revenons donc à la situation qui prévalait à Ouagadougou en octobre 1987, à une période où "la tête pensante" (la direction du pouvoir) était complètement gangrénée par ce climat de suspicion, d'intrigues et de complots que les révolutionnaires ont l'art de savoir créer et entretenir.

Les événements du **15 octobre 1987** sont l'aboutissement logique (même s'ils sont moralement choquants) d'une dynamique répressive et suicidaire qui s'était imposée à la Révolution en construisant un cycle infernal de théorisation et glorification de la violence – le même qui avait nourri la guillotine de la Révolution française – Au Burkina même, qui a suivi la montée constante de l'intolérance vis-à-vis des "contre-révolutionnaires", des "non révolutionnaires" des "pas assez révolutionnaires", pour finir dans les rangs des "révolutionnaires pur-sang" eux-mêmes savaient que sait le pire qui se préparait ainsi. Les acharnements haineux, les menaces de mort, les humiliations, les atteintes à la dignité et à la l'intégrité physique des uns et des autres, se sont accumulés au point de constituer une ligne de conduite entre les révolutionnaires eux-mêmes. Chacun menaçait et se sentait menacé.

Reconnaitre aujourd'hui ce déficit démocratique dans les comptes de la Révolution autorise aussi à pouvoir en partager les bénéfices.

Extrait de : **Basile Laetare GUISSOU\*\*** : *Burkina Faso, un espoir en Afrique* p.75 à 79 L'Harmattan, 1995

NOTABENE : **\*Marco PANNELLA**, né le 2 mai 1930 à Teramo et mort le 19 mai 2016 à Rome, est un homme politique italien, dirigeant historique du Parti radical.



Il a été élu député européen pour la première fois lors des élections européennes de 1979. Il a siégé au Parlement sans discontinuité jusqu'en 2009, ayant été réélu en 1984, 1989, 1994, 1999 et 2004. Il est par ailleurs le leader historique des Radicaux italiens, sous leurs différentes appellations depuis 1955

Au cours de sa carrière politique, PANNELLA était aussi capable de former des alliances avec des partis de gauche comme de droite. En tant que défenseur des droits civils, il s'est battu pour les droits des femmes, des détenus, des homosexuels et des objecteurs de pensée. Il se sera engagé contre la peine de mort, la prolifération des armes et la chasse, militant aussi pour la légalisation du cannabis et l'abolition de la peine à perpétuité.

Ses campagnes étaient souvent accompagnées de grèves de la faim, qui l'auront souvent conduit à être hospitalisé et mettre plusieurs fois sa vie en danger.

**\*\*Basile Laetare GUISSOU** est né à Bobo-Dioulasso le 29 mars 1949. Il a fait le primaire à l'école Privée Catholique de Hamdalaye du cp1 au cm2. Ensuite le secondaire au Lycée Philippe ZINDA KABORE. A l'université de Ouagadougou, il est secrétaire général de l'Association des Etudiants Voltaïques et connaît une première fois la prison à la suite d'une grève en 1973. Parti la même année en France pour ses études de doctorat de troisième cycle en sociologie, il devient très vite un grand militant des associations estudiantines au sein de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France "FEANF" et de l'Association des Etudiants Voltaïques en France "AEVF". Après ses études de troisième cycle à Paris, il rejoint l'Institut de Recherche en Sciences Sociales de Ouagadougou. Il en est le Directeur quand, en 1983 il est appelé au premier gouvernement de la Révolution Burkinabé. Après avoir occupé plusieurs postes ministériels et représenté son pays dans les plus hautes instances internationales (ONU et OUA), il démissionne en avril 1987.



Il reprend ses fonctions de chercheur après mars 1988 et prend une disponibilité de 1991 à 1992 et devient Consultant privé en préparant son doctorat d'Etat en sociologie politique ; une œuvre qui explique et analyse l'évolution socio-politique et institutionnelle du Burkina Faso pré-colonial, colonial et post-colonial et qu'il soutient en l'an 2002.

Chercheur, sociologue, en 2004, il est nommé Délégué Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) à Ouagadougou.

Il est membre de la Petite Académie. Il est professeur titulaire associé à l'université Pr Joseph KI ZERBO après avoir été son Président du conseil d'administration pendant dix ans.

Comme distinctions honorifiques, Monsieur Basile GUISSOU est : Officier de l'Ordre National et du Mérite ; Officier de l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES et Commandeur de l'ordre national.

## Burkina Faso 1983-1987 : militarisation croissante et répression grandissante

Dès la prise du pouvoir le 04 Août 1983 qui avait fait cinq morts par l'aile gauche, les ténors de l'aile droite, à savoir le colonel *Yorian Gabriel SOME* et le commandant *Fidèle GUEBRE* sont passés par les armes dans la même semaine après qu'ils aient été invités respectivement de Ouahigouya et de Dédougou pour une discussion entre officiers.

**Procès Thomas SANKARA et douze autres : *Thomas SANKARA n'était pas un Saint, selon Me Mamadou SOMBIE***

Sur la question de l'impunité, il en était une traduction sous la révolution. « *Yorian Gabriel SOME et Fidèle GUEBRE ont été assassinés au conseil sous la révolution. Il n'y a pas eu de sanction. C'était au bâtiment Togo. On les a enfermés dans une chambre et on a jeté une grenade sur eux. Celui qui a fait, je l'ai rencontré, il m'a dit que c'est son chef qui lui a donné l'ordre de le faire. Et ce chef était également mon supérieur. Je me suis retourné dans mon coin* », a révélé le Général DIENDERE. Son interrogatoire se poursuit dans une salle qui renoue avec l'affluence du début du procès.

**Le CNR avait un ADN Criminel (Assassinats de SOME, GUEBRE et Amadou SAWAGO)**



Pour Me Mamadou SOMBIE, « la décennie 1980 était qualifiée de décennie, ensanglantée en Haute Volta, jusqu'au Burkina. Le CNR était un groupe d'hommes politiques et militaires. Le CNR avait un ADN criminel, il y a eu des assassinats sous le magistère de Thomas SANKARA. » C'est ainsi qu'il a laissé entendre : "*Général Gilbert DIENDERE, parlez-nous de quoi est mort le colonel Nzaire Nzenbié*" ?

**Gilbert DIENDERE né en 1960 ou 1961**

« *Je ne peux pas donner d'information précises, ce que je sais, c'est qu'il aurait été arrêté après le 02 septembre 1982. Il s'était réfugié à l'ambassade de France, ils sont allés l'extirper promettant de ne pas le tuer, puis ils l'ont abattu, c'est les infos que j'aie* », répond le général Gilbert DIENDERE.

« *Colonel Yorian Gabriel SOME ?* » après le 04 août 1983, *il s'était réfugié à Ouahigouya, on l'a fait revenir à Ouagadougou, avec Fidèle GUEBRE qui était à Diédougou. Ils étaient considérés comme animateur de l'arrestation du capitaine Thomas SANKARA en 1983. Ils étaient enfermés à la villa Togo, au conseil de l'entente, le 09 dans la nuit, quelqu'un y a balancé une grenade, et ils sont morts. Et, depuis, 1983, personnes ne trouvent leur corps* ».



Quant au Commandant **Amadou SAWADOGO**, l'ex chef de la sécurité du conseil de l'Entente affirme devant le Tribunal qu'il a été assassiné en août 1983 au niveau du barrage de *Tanghin*. On lui aurait tendu un piège lui disant de rejoindre des éléments pour une réunion

Toujours durant son intervention, le général DIENDERE a précisé que des failles ont pu exister dans le dispositif de sécurité en ces termes : « *Je n'ai pas dit qu'il n'y avait pas de faille. Les éléments de sécurité rapprochée du président n'ont pas réagi. C'était eux qui devraient réagir. L'infiltration pouvait être à leur niveau, au niveau des éléments de sécurité de Sankara, parce qu'ils n'ont pas réagi* ».

Et Me Mamadou SOMBIE, de la défense, de conclure que l'avènement de la révolution d'août 1983 était des années de braises.

« *Du sang a coulé sous la présidence du capitaine Thomas Sankara. Accuser aujourd'hui un soldat, c'est lui faire porter une camisole de force. Nous admirons tous Thomas Sankara, mais il n'était pas un Saint* » conclut-il.

Edouard SAMBOE Journaliste, chercheur et observateur des groupes extrémistes *La Croix Africa*

11 novembre 2021

*Lefaso.net*

« *La vérité est devant nous : la justice en politique, de la Haute Volta au Burkina Faso, est une question de rapport de force.* »

Tiécoura FOFANA *le Faso7*

15 octobre 1988 : Un colloque organisé dans les locaux de l'université Paris XII à Créteil pour le premier anniversaire de la mort de Thomas SANKARA

Une mémoire vivante ? Quelques réflexions à propos de la commémoration du premier anniversaire de la mort de Thomas SANKARA.

Maison Internationale des Associations  
Centre de congrès  
& conférences  
www.mia-gc.ch

Genève

La commémoration de la mort de Thomas SANKARA n'est pas passée inaperçue dans la presse internationale. Entre autres initiatives,



L'Association internationale, Thomas SANKARA, (A.I.T.S) dont le siège est à Genève, organisait un colloque, le 15 octobre 1988, dans les locaux de l'université de Paris de Paris XII à Créteil, sans sacrifier à la langue de bois universitaire ni au culte funéraire du héros.

Certes la photo de « *Thomas* » était omniprésente, affichée sous le meilleur profil. Mais cette présence « *magnétique* » ne fut accompagnée d'aucun « *griotisme* ». Si certains Burkinabés présents restent légitimement orphelins, ils ont eu depuis un an, le temps de situer l'évènement dans son contexte : moins de décolonisation, le socialisme ou la révolution que la difficile construction de L'Etat.



Au fil des interventions – du récit émouvant des circonstances du massacre du Conseil de l'entente\* à Ouagadougou au rappel des contradictions de l'homme et de l'œuvre –, il est apparu que la difficulté sur laquelle a buté SANKARA était l'impossibilité de transposer dans le contexte burkinabé ce qu'il avait vu fonctionner au Maroc et en France ou ce qu'il avait tout simplement rêvé. Son problème n'était pas seulement de faire une révolution sans révolutionnaires, ce qui, déjà pose la capacité à initier le changement, mais, surtout, de savoir vers quoi aller, vers quelle société tendre, quel pouvoir mettre en place.

Les interventions les plus appréciées, au moins à l'applaudimètre, ont montré que si Thomas SANKARA disait avoir une totale confiance dans le « *peuple* », l'inverse n'était pas vrai, non par absence de charisme mais parce que le « *peuple* » n'existait que dans l'imaginaire de SANKARA et que la société « *civile* » reste profondément hétérogène. Certains orateurs nous ont permis de mieux comprendre que « *le peuple* », « *la nation* », « *l'Etat* » ou la « *révolution* » sont des abstractions étrangères à celles qui prédominent encore dans les représentations politiques spontanées. La force (Naam)\*\*, les ancêtres, l'honneur sont des références toujours vivaces et le seul métissage fécond entre les valeurs morales endogènes et l'idéal démocratique de gestion administrative paraît avoir été la primauté de l'intégrité.

A travers l'attaque des forces syndicales, les tendances politiques concurrentes et de « *tout ce qui était institutionnalisé* », pour reprendre l'intervention d'un intervenant, l'échec de l'expérience de SANKARA n'est-elle pas liée à son « *jacobinisme* », c'est-à-dire à son incapacité de penser l'Etat de manière « *pluraliste* ».



Se refusant à n'être qu'un proconsul et sans soutien initial des forces sociales, sans doute avait-il obligation de faire fonctionner l'Etat postcolonial. Mais n'était-ce pas, ce faisant, s'interdire toute innovation et détruire l'esérance dont il était porteur ?

Le diagnostic est séduisant. Reste qu'aucun leader n'a réussi dans l'Afrique contemporaine à échapper au legs de l'Etat colonial. Ce constat n'excuse pas les erreurs de **Thomas SANKARA** mais souligne la gravité du problème de la construction de l'Etat, problème auquel vont s'affronter la quasi-totalité des pays au sud du Sahara.

**Etienne Le ROY\*\*\***

Université de Paris I<sup>er</sup> *Laboratoire d'anthropologie juridique*

**NOTA BENE** : \***Conseil de l'Entente** : est une organisation de coopération régionale d'Afrique de l'Ouest, à finalité principalement économique, créée le 29 mai 1959. sement de multiples terrains et de problématiques qui interrogent les mises en forme du partage de notre vivre ensemble.

*Bâtiment du Conseil de l'Entente à Ouagadougou*

Les pays fondateurs sont le Dahomey (*actuel Bénin*), la Haute-Volta (*actuel Burkina Faso*), la Côte d'Ivoire et le Niger. Ils ont été rejoints par le Togo en 1966.

Les bâtiments sont construits entre 1960 et 1966 à Ouagadougou (*Burkina Faso*), Niamey (*Niger*) et Cotonou (*actuel Bénin*) afin de créer des représentations locales. L'architecte des trois représentations est René FAUBLEE. Le bâtiment du Conseil de l'entente à Ouagadougou est actuellement abandonné. Il a été le lieu de l'assassinat de Thomas SANKARA. Un projet de transformation en site de commémoration est actuellement en cours.



\*\* **NAAM** : Les groupements **Naam**, c'est une formule associative originale initiée dans les années 60 par un homme, le docteur Bernard Lédéa OUEDRAOGO. L'idée reprend et réactualise une forme traditionnelle d'organisation communautaire de jeunes : le Kombi-Naam ou « *pouvoir des jeunes* ». Les jeunes d'un même village ou d'un quartier (20 à 25 ans pour les garçons, 15 à 20 ans pour les filles), se mettent d'accord pour organiser le Kombi-Naam, en général pendant la saison des pluies, principalement pour les travaux champêtres. C'est l'un des plus anciens et l'un des plus vastes regroupements de paysans, en Afrique, la Fédération Nationale des Groupements Naam, une organisation de producteurs présente dans 30 provinces au Burkina Faso.

\*\*\***Étienne Le ROY** est né le 19 février 1941 et décédé le 28 février 2020. Spécialiste de politiques foncières, Étienne Le ROY, professeur émérite d'anthropologie du droit à l'université Paris 1, était en 1996 président d'APREFA. Il est l'un des associés aux travaux du Comité technique « *Foncier & Développement* » (AFD-MAEDI).

Il aura œuvré pendant toute sa carrière à une élaboration d'une **anthropologie** politique de la juridicité, à travers l'approfondissement de multiples terrains et de problématiques qui interrogent les mises en forme du partage de notre vivre ensemble.

« **Une culture sans base matérielle et logistique n'est que vent qui passe** »

« **Si nous nous couchons, nous sommes morts.** »

« **L'Afrique doit se constituer à travers l'intégration, car elle n'existe pas vraiment pour le moment. C'est par son « être » que l'Afrique pourra vraiment accéder à l'avoir.** »

**Joseph Ki ZERBO 1922-2006** Historien et homme politique burkinabé  
Entretien avec René HOLESTEIN, 2003

« **Le plus important, je crois, c'est d'avoir amené le peuple à avoir confiance en lui-même, à comprendre que finalement, il faut s'asseoir et écrire son développement ; il faut s'asseoir et écrire son bonheur ; il peut dire ce qu'il désire. Et en même temps, sentir quel est le prix à payer pour ce bonheur.** »

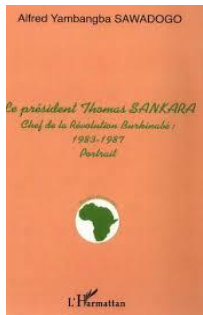
**Thomas SANKARA (1984)**

« **La démocratie est le peuple avec toutes ses potentialités et sa force. Le bulletin de vote et un appareil électoral ne signifient pas, par eux-mêmes, qu'il existe une démocratie. Ceux qui organisent des élections de temps à autre et ne se préoccupent du peuple qu'avant chaque acte électoral, n'ont pas un système réellement démocratique. Au contraire, là où le peuple peut dire chaque jour ce qu'il pense, il existe une véritable démocratie, car il faut alors que chaque jour l'on mérite sa confiance. On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple ; le pouvoir économique, militaire, politique, le pouvoir social et culturel.** »

Extrait de : *Ce qu'est la démocratie selon Sankara* p. 17 **Thomas SANKARA** Recueil de textes introduit par

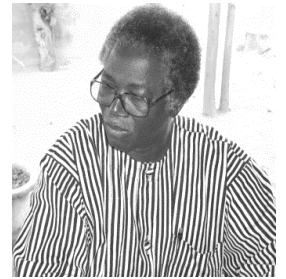
**Bruno JAFFRE**

## Le président Thomas SANKARA décrit par Alfred Yambangda SAWADOGO



[...] D'avril 1984 jusqu'à sa mort le 15 octobre 1987, Alfred Yambangda SAWADOGO

j'ai côtoyé cet homme. Je scrutais le personnage. Il était étonnant : tantôt exubérant, chamailleur, taquin, humoriste, amical et chaleureux. Tantôt dur, renfermé, coléreux, le regard implacable. Tantôt lyrique, poétique, la parole puissante, profonde et vraie. Mais toujours égal à lui-même : nationaliste jusque dans l'âme, idéaliste, exigeant, rigoureux, organisateur. Aimant le beau, les fleurs, la grâce féminine, la simplicité ;



méticuleux sur la question de la propreté. Ses chaussures « rangers » toujours bien astiquées et brillantes.

Parfois impertinent, mal élevé même, sans état d'âme face aux décisions impopulaires, parfois les plus absurdes. Audacieux, fier d'être ce qu'il était, militariste sur la question de la discipline, homme de culture et de connaissances. Exerçant le pouvoir d'Etat jusqu'à la jouissance, courtois et chaleureux, surtout à l'égard des petites gens, superbe de défi et provocateur envers les grands de ce monde ; imprévisible, attachant, sportif, possédant un solide appétit.

Un homme d'Etat d'un style nouveau ! Il fascinait et personne ne restait indifférent face au personnage. C'est pourquoi il fut si aimé, si adulé, si haï de haine féroce. Même tant d'années après sa disparition, des soupirs de désespoir, des larmes de douleur refoulées lui sont personnellement imputées, comme sont décernés les plus grands éloges à l'homme d'Etat exceptionnel qu'il a été.

Sa légende parcourt déjà le monde. Dans la plupart des pays d'Afrique, son souvenir reste très vivant. Plus de dix ans après sa disparition, des autocollants de ses photos sont visibles sur des taxis et des motos dans plusieurs capitales d'Afrique. L'on parle déjà de lui comme d'un personnage mythique, qui n'a existé que dans la légende.

Je ressentis alors le besoin d'écrire sur l'homme, sur ce que je crois connaître de lui. Aussi, mon récit ne poursuit-il pas une ambition littéraire. Il se veut être une peinture de l'homme avec le maximum de fidélité, tel qu'il m'est apparu. Ce n'est pas non plus un essai d'histoire sur la Révolution burkinabé, ni une biographie du Président. C'est un simple témoignage tiré de mon vécu personnel aux côtés de lui, de mes observations, de mes analyses à travers des anecdotes issues de ma collaboration avec lui. Je voudrais le peindre uniquement par les mots, le montrer tel qu'il m'a semblé être.

Si je réussissais à réaliser ce portrait, j'aurais été moi aussi fidèle à ma promesse. Car de son vivant, je lui avais fait savoir que j'aimerais un jour réaliser son portrait. En guise de réponse à ce projet, il s'était contenté de garder le silence, le sourire épanoui, ce qui était chez lui signe d'acquiescement, mais souvent aussi signe de dénégation. C'était un homme qu'il fallait savoir lire à l'instant précis, comme la météo.

Aujourd'hui encore, si SANKARA, était à conduire à l'échafaud, ils seraient des milliers de Burkinabé à se bousculer au portillon pour actionner le couperet avec un indicible bonheur. Ils seraient aussi des milliers à pleurer la mort d'un héros, d'un homme qui a incarné le rêve collectif de tout un peuple. [...]

Lomé, Togo, le 29 août 1993 Alfred Yambangda SAWADOGO

NOTABENE : Alfred Yambangda SAWADOGO de Nationalité : Burkina Faso est né à : Tikaré, Province du Bam, Burkina Faso, en 1944

Sociologue et ingénieur, il est responsable de la formation de jeunes agriculteurs pour le développement de l'agriculture au Burkina Faso.

Alfred Yambangda SAWADOGO a été directeur du Bureau de Suivi des ONG à la Présidence du Faso de 1984 à 1987.

Extrait de : *Le Président Thomas SANKARA, Chef de la Révolution Burkinabé 1983-1987 Portrait*  
Alfred Yambangda SAWADOGO p.17-19 Paris L'Harmattan 2001

## Un regard critique sur le sankarisme : Les erreurs stratégiques et politiques commises, auraient-ils joué dans sa chute et son assassinat

### SANKARISME

Le commandant Thomas SANKARA « Tom Sank », comme l'appelle la jeunesse, appelait à une révolte permanente et invitait tout le peuple, et en particulier les femmes, à revendiquer leur participation au pouvoir.

SANKARA consacra sa politique à la volonté de donner une autonomie et une indépendance économique à son pays [...].

En regardant de plus près la mise en œuvre de sa révolution, l'observateur avisé reconnaît certaines erreurs stratégiques et politiques qui ont, pour une grande partie, joué dans sa chute et son assassinat : le remplacement de quelque 2 600 instituteurs par des jeunes révolutionnaires, souvent peu ou pas qualifiés du tout, la création de sortes de milices comme contrepoids à l'armée officielle, le conflit frontalier avec son voisin le Mali avec pertes humaines des deux côtés, sa rigidité envers la presse et l'emprisonnement de certains opposants ou encore les dissolutions annuelles de son gouvernement, justifiées comme étant une formule pédagogique révolutionnaire pour rappeler à ses ministres leur devoir de servir le pays et de se remettre en permanence en question.

Toutes ces décisions, qui ont certes été pensées et appliquées dans une logique de conférer en partie le pouvoir à la population, ont participé à la création d'un réservoir de mécontentement et de frustration. Il serait intéressant de voir quelle serait aujourd'hui la position de certaines organisations de la société civile responsables du respect des droits de l'Homme et la bonne gouvernance face à un régime de style **sankariste**.

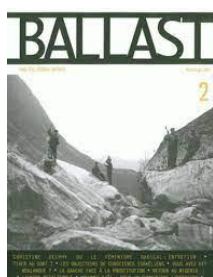
La grande popularité dont SANKARA jouissait auprès d'une large partie de la population, de même que son attitude imprévisible, a attiré également la méfiance de ses voisins, comme la Côte d'Ivoire, et de certains pays occidentaux, l'ancienne puissance coloniale la France en tête, qui craignait que sa révolution fasse tache d'huile en Afrique. Son programme de réformes majeures, pour combattre la corruption et améliorer l'éducation, l'agriculture et le statut des femmes, allait à l'encontre des pratiques en place et se heurta à une forte opposition des pouvoirs traditionnels qu'il marginalisait, ainsi que des classes moyennes peu nombreuses mais puissantes. Tous ces facteurs combinés ont contribué à provoquer le coup d'État du **15 octobre 1987** et l'**assassinat de SANKARA**.

<https://wwwforum.lu> > 63000-272 Reuters PDF 2007

« *Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable par l'homme* » Thomas SANKARA

### Que signifie être « sankariste » aujourd'hui ?

Revue BALLAST



Être **sankariste**, pour nous, c'est d'abord être formé politiquement. Être actif dans l'espace public de manière positive. C'est participer à la gestion de nos collectivités par des travaux d'intérêt commun, des prises de position critiques sur l'action des décideurs. C'est construire des espaces de dialogue et de contrôle autour de ce qui a une incidence sur la vie des gens. Nous avons par exemple organisé des manifestations afin d'exiger l'équipement adéquat de l'hôpital de Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays, où il était difficile d'avoir des soins de première nécessité.

Nous avons également réussi, par des *sit-in* sur la voie publique, à faire installer l'éclairage de la principale voie de Bobo. Nous avons surtout démontré, à travers une enquête menée par des journalistes membres du mouvement, que les fonds initialement prévus pour l'éclairage avaient servi à réaliser des travaux pour la deuxième résidence du président **COMPAORE**. Cette dénonciation a obligé le conseil municipal à sortir de son mutisme et à communiquer sur la question.



Le **sankarisme**, c'est combattre les crimes politiques et économiques au sein de notre pays.

Le **sankarisme**, c'est le panafricanisme afin de construire un espace africain solide, pour assurer la sécurité et le développement du continent, et ce dans la solidarité avec les autres peuples.

Le **sankarisme**, c'est enfin être ouvert sur les affaires du monde et se positionner dans le camp des opprimés, de ceux qui luttent pour se soustraire aux griffes des puissances impérialistes et des multinationales qui exploitent sans vergogne les ressources des pays et alimentent des conflits, surtout dans les pays du Sud.

Extrait de : *Burkina Faso, l'héritage sankariste* dans **BALLAST 2014/1 (N° 1)**

## Ouaga\* 2000, l'autre capitale : « une ville dans la ville »

Le nouveau quartier, à une dizaine de kilomètres au sud-est du centre-ville ancien, fascine ou irrite. En tout cas, il grandit. C'est là que l'élite burkinabè a planté son décor.

Parc naturel de Bangr-Weogo



Il est bien loin le temps où le quartier du parc urbain *Bangr-Weogo* (l'ancien Bois de Boulogne), dans le nord-est de la ville, était le nec plus ultra de la capitale. Il a désormais cédé sa place à Ouaga 2000, nouveau quartier du sud-est de Ouagadougou, à 10 km du centre-ville. Considéré comme une ville dans la ville, il force l'admiration des uns, la colère des autres et, quoi qu'il en soit, ne laisse pas indifférent.

C'est là que l'élite burkinabè a élu domicile.

Centre commercial Ouaga 2000



Hôtel Lancaster Ouaga 2000



Maison de grand standing



Monuments des Martyrs



Si les Ouagalais en parlent, à raison, comme d'une zone luxueuse, la richesse des lieux ne saute pas immédiatement aux yeux. Il y a, certes, le nouveau palais de Kosityam, siège de la présidence de la République, l'hôtel 5 étoiles Laico et le centre commercial flambant neuf El Fateh Center, tous deux construits par la **Libyan Arab African Investment Company (Laaico)**. En revanche, il faut prêter plus d'attention pour entrevoir les villas cossues dont la plu part sont dissimulées derrière de hauts murs agrémentés de bougainvillées soigneusement entretenues.

Vaste terrain vague il y a quinze ans, Ouaga 2000 est né presque du jour au lendemain, à l'occasion du sommet France-Afrique de 1996. Il s'agissait, à l'époque, de doter la capitale de lieux d'hébergement de standing pour accueillir de tels rendez-vous internationaux. Les premiers à sortir de terre furent un centre de conférences et quelques villas présidentielles, construites par le magnat des BTP burkinabè, **El-Hadj OUMAROU KANAZOE**. Depuis, le quartier s'est considérablement étendu et embelli. Il accueille désormais des ambassades, le palais de justice, des ministères et des administrations, des sièges d'entreprises et de banques.

### Une ville dans la ville

Signe de l'émergence d'une nouvelle classe aisée, les villas privées se sont multipliées. Les rues serpentant entre les bâtisses, où la faïence est reine, portent les noms de grandes figures africaines et nationales.

Leurs habitants ne sont pas moins célèbres – *hauts fonctionnaires, politiques, décideurs économiques*... sans compter la quasi-totalité des membres du gouvernement, qui y disposent d'une villa de fonction.

Dans le quartier, on peut croiser le Mauritanien **Moustapha CHAFI**, éminence grise et conseiller influent du président **Blaise COMPAORE**, qui fut l'un des premiers à investir les lieux, il y a plus de dix ans. L'ancien ministre des Affaires étrangères, **Ablassé OUEDRAOGO**, y possède une villa à l'architecture inspirée du style Le Corbusier. Le Premier ministre ivoirien, **Guillaume SORO**, tout comme l'ancien ministre de l'Agriculture **Salif DIALLO**, actuellement ambassadeur du Burkina en Autriche, y ont également leurs pied-à-terre. Le président du groupe *Smaf* International, **Mahamadi SAWADOGO**, y possède, dit-on, « une maison de plus de trente pièces ». Quant au président de l'Assemblée nationale, **Rock Marc Christian KABORE**, il vient d'y acheter un terrain.

Cette population huppée attire les services haut de gamme. Les écoles publiques sont rares. Du primaire au lycée, ce sont les cours privés qui dominent. Même constat pour les cliniques.

À l'instar du Rosa dei Venti ou du Vert galant – le plus couru du quartier –, les restaurants servent une clientèle triée sur le volet. Les salons de beauté, de relaxation et de fitness font leur apparition. « *Les femmes roulent dans de grosses cylindrées et préfèrent accoucher aux États-Unis ou en Europe, explique un habitant du quartier. Certaines font même des allers-retours à Paris pour leurs emplettes...* »

### **Un luxe tapageur au milieu de la pauvreté ?**

Certains Ouagalais le pensent. D'autant que la récente arrivée de nombreux Ivoiriens aisés, pour la plupart mariés à une Burkinabè, a accentué les signes extérieurs de richesse. Parfois jusqu'à la caricature. Ces derniers, dont certains lieutenants des ex-Forces nouvelles, « *ont fait fortune rapidement, en partie grâce à la crise ivoirienne, remarque un résident. Mais il y a aussi de jeunes nouveaux riches burkinabè.* »

### **Instituts de beauté et grosses cylindrées**

Les uns comme les autres n'hésitent pas à étaler leur train de vie, arborant bijoux, accessoires en or, costumes de marque et 4x4 flamboyants. On les retrouve le soir au Top 2000, la boîte où le champagne coule à flots. Du même coup, ils font flamber les prix des loyers et des terrains. De 16 000 F CFA en 1999 (24,50 euros), le mètre carré peut désormais dépasser les 50 000 F CFA, explique-t-on à la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (Sonatur), société d'État chargée de gérer, entre autres, l'aménagement de Ouaga 2000. La location d'une villa peut atteindre plusieurs millions de francs par mois.

Cependant, beaucoup de Ouagalais tiennent un autre discours. Nombreux sont fiers de l'existence de ce quartier, qui, malgré son exubérance, crée des emplois et rehausse l'image de la ville.

\***Ouaga-la-Belle** comme l'appellent familièrement ses habitants est une ville qui ne manque pas d'atouts pour charmer le touriste qui s'avance sur la terre des hommes intègres. Avec son ambiance chaleureuse qui se traduit à travers l'humour et la gentillesse de sa population, vous êtes sûr d'y vivre un séjour inoubliable. Capital du Burkina Faso, Ouagadougou est le principal pôle, le cœur économique, administratif et culturel du pays. Vous y découvrirez de nombreux sites d'intérêt comme l'impérial palais du *Mogho Naba*, la statue *Naba Koom*, le musée national, la place du Grand Lyon, etc. Ouaga vous fera vibrer par sa joie de vivre !

Jeune Afrique 9 juin 2009

## **SANKARA l'immortel sur le lieu symbolique du Conseil de l'Entente**



A Ouagadougou, sur les traces de SANKARA. La statue en bronze du capitaine, bâtie sur les lieux de son assassinat, est devenue un lieu de pèlerinage pour les burkinabè et les étrangers.

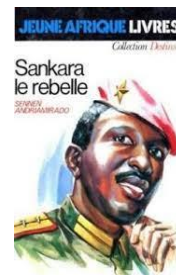
Les temps ont bien changé. Le Conseil de l'Entente ne fait plus peur. Il y a encore quelques années, personne n'osait flâner en ces lieux, entre temps, quartier général du Régiment de sécurité présidentiel, l'ancienne garde prétorienne du président Blaise COMPAORE.

« *Thomas SANKARA a prouvé que venir d'un des pays les plus pauvres au monde n'empêchait ni d'être ambitieux ni d'être digne. Les Burkinabés en conservent une fierté. De Ouagadougou à Bobo Dioulasso\*, le sourire du capitaine se retrouve aujourd'hui sur des tee-shirts, des autocollants, des pagnes. Dans les esprits, SANKARA reste vivant. Il a survécu à la « rectification », cette campagne initiée par Blaise COMPAORE qui lui a succédé et dont le but était d'effacer toute trace de lui.*

**N.B :** \*Bobo Dioulasso est la capitale économique du Burkina Faso et la deuxième ville en population après Ouagadougou. C'est la capitale de la région des Hauts-Bassins, de la province du Houet et la préfecture du département du même nom. Baptisée ainsi par les colons, son nom signifie « la maison des Bobo-dioula ».

Pierre LEPIDI (Ouagadougou, envoyé spécial)

Cet après-midi du **15 novembre**, **Abdoul BANCE**, étudiant, regarde avec envie le livre « *Thomas Sankara le rebelle* », du journaliste malgache, **Sennen ANDRIAMIRADO**, sous un arbre à l'entrée du conseil de l'entente. Des objets à l'effigie du leader de la révolution burkinabè y sont vendus. « *Je voulais acheter le livre mais c'est cher pour l'étudiant que je suis. J'avais déjà vu le livre avec un ami, mais je n'avais pas terminé la lecture* », dit **Abdoul BANCE** qui étudie le droit dans l'université qui porte le nom de son idole.



Juste derrière le jeune étudiant trône une statue de 5 mètres en ronde bosse symbolisant le **Capitaine Thomas SANKARA** entièrement réalisée en bronze. L'œuvre est montée sur un socle de trois mètres de haut en forme de pyramide, dont les côtés comportent chacun trois bustes des douze camarades fauchés avec le capitaine président. Alors qu'un procès devant la Cour militaire tente d'élucider les conditions dans lesquelles est mort le capitaine, le jeune étudiant dit être venu en pèlerinage au Conseil de l'entente où il a été tué.

« *Je suis né et j'ai grandi en Côte d'Ivoire. C'est après mon BAC que je suis venu au Burkina. Depuis que je suis enfant j'entends parler de Thomas SANKARA, je suis venu aujourd'hui pour mieux le connaître et savoir comment il a été tué* », raconte le visiteur. **Karim ZABDA**, également étudiant à l'université **Thomas SANKARA**, fait la visite commentée des lieux.

Le site du mémorial **Thomas SANKARA** attire des touristes de plusieurs nationalités. **Mourad KHALIDI**, marocain en voyage d'affaires à Ouagadougou, avait inscrit la visite du mémorial dans son programme. Il se fait photographe en ces lieux chargés d'histoire. Quand il parle de **SANKARA**, c'est avec enthousiasme et émotion. Ses yeux s'illuminent. « *Il est dans nos cœurs. Dans les cœurs de tout le monde, des burkinabè et des africains. C'est une idole pour tout le monde, les vieux, les jeunes, les familles* », confie-t-il.

Pour le touriste d'un soir, le président du Conseil national de la révolution est un guide pour les peuples africains. Il faut s'inspirer de ses idées. « *Je sais que dans quelques civilisations, on a la réussite des peuples grâce à des leaders. Et des leaders, l'Afrique en a besoin... Thomas Sankara va rester pour l'éternité* », clame-t-il, avec force.

### Un site touristique en projet

Le site du mémorial **Thomas SANKARA** draine du monde depuis son ouverture au grand public, le **1er juin 2020**. Selon les données du Comité international, il enregistre environ **216 visiteurs par jour**, devenant ainsi le premier site le plus visité de la ville de Ouagadougou et du Burkina Faso.

Le projet du mémorial **Thomas SANKARA** est un complexe architectural qui devrait comprendre un mausolée, une maison des mémoires et un musée. Le coût global du projet est estimé à 35 milliards de F CFA, selon l'architecte **Francis KERE** lors de la commémoration du 33e anniversaire de l'assassinat de **Thomas SANKARA** et ses compagnons. Au centre du projet, une tour de 87 mètres qui dominera la capitale.

**Tiga Cheick Sawadogo** Journaliste *LeFaso.net* 18 novembre 2021

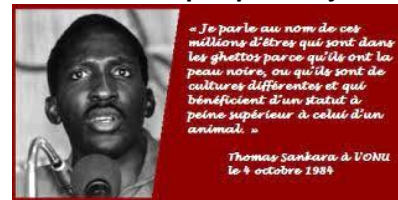
## 2006 : Quand SANKARA... film de Armand Gbaka-Brédé dit GAUZ

### Présentation du film : Film Couleur DVD Cam 8 minutes

Lieu de tournage : République du Mali.

Discours de 1984 à l'ONU repris par des jeunes

Pendant le Forum Social Mondial qui s'est déroulé à Bamako en janvier 2006, un lieu a particulièrement attiré l'attention par son originalité et par le dynamisme de ses animateurs : le camp international de jeunes **Thomas SANKARA**.



Des jeunes reprennent le discours que prononça **Thomas SANKARA** à l'assemblée extraordinaire de L'ONU en 1984 à New York. Plus de 20 ans après, ce discours d'une particulière clairvoyance, garde une force extraordinaire et est hélas, encore d'une cruelle actualité...



## Présentation de l'auteur :



Naissance : 22 mars 1971 à Abidjan (Côte d'Ivoire)

Etudes : Biochimie à l'université d'Abidjan puis à Paris VII Jussieu

Signes particuliers : Panafricaniste acharné.

**Armand GAUZ** est depuis devenu un écrivain à succès grâce à trois romans avec en toile de fond les thèmes de l'émigration et de la colonisation : - *Debout-Payé*, Paris, Le Nouvel Attila, 2014, - *Camarade Papa*, Le Nouvel Attila, 2018, - *Cocoiains (naissance d'une nation chocolat)*, L'Arche, 2022.

<http://gauz.afrikart.net>

## Janvier 2007 : En France l'année SANKARA commence au Foyer du Bourget en Seine Saint Denis

**C'est en effet le samedi 20 janvier 2007 qu'a été organisée, en France, la première soirée dans le cadre de la commémoration du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Thomas SANKARA. Que cette première soirée ait été organisée dans un foyer qui abrite des travailleurs immigrés, dénote de la forte demande des maliens d'approfondir leur connaissance la révolution burkinabé et d'exprimer leur reconnaissance à Thomas SANKARA pour avoir montré la voie et redonner l'espoir.**

**Armand GAUZ** écrivain réalisateur, Né le 22 mars 1971 à Abidjan (côte d'Ivoire)

D'autre part, les organisateurs ont voulu s'adresser aux immigrés, ressortissants d'un pays voisin du Burkina, obligés de s'exiler pour nourrir leurs familles, faute de politique de développement adéquat dans leur pays en raison du manque de courage de leurs dirigeants mais tout autant que du diktat des pays occidentaux et des multinationales.

Cette soirée a pu être organisée, grâce à l'engagement de M. **Djédjé SOUMARE** président du Haut-Commissariat des maliens en France, et du délégué du foyer du Bourget, d'**Armand Gbaka-Brédé dit GAUZ**, réalisateur du film "**Quand Sankara...**" et de **Bruno JAFFRE**, auteur de deux ouvrages sur **Thomas SANKARA** et la révolution burkinabé, mais aussi membre actif du collectif d'organisation de la commémoration du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de **Thomas SANKARA**.



Le film d'**Armand GAUZ** n'a malheureusement pas pu être projeté pour des raisons techniques mais un débat très riche s'est cependant tenu avec une cinquantaine de personnes, ressortissants maliens à quelques exceptions près.

Beaucoup ont tenu à témoigner de la référence que constitue pour eux **Thomas SANKARA** et à donner leur opinion sur cette expérience révolutionnaire, voir à développer leurs analyses...

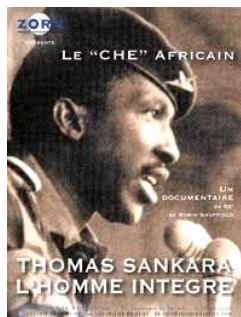
Par ailleurs, nombreux aussi sont ceux qui ont posé des questions à **Bruno JAFFRE** qui animait le débat entraînant un débat assez riche sur de multiples questions :

- Pourquoi n'y a-t-il pas eu de protestations après l'assassinat de **SANKARA** ?
- Que dire du pouvoir actuel ?
- Est-il possible de développer une expérience révolutionnaire en rompant avec la France ?
- Quelle était la formation de **Thomas SANKARA** ?
- Est-il vrai que c'est **Blaise COMPAORE** qui a pris le pouvoir ?
- Comment faire une telle révolution aujourd'hui ?

Autant de questions qui ont nécessité de longs développements afin d'apporter tous les éclaircissements demandés. Outre **Bruno JAFFRE**, plusieurs présents dans la salle ont apporté leurs réponses. Plusieurs présents ont affirmé leur volonté de s'engager pour que d'autres réunions de ce type se tiennent rapidement.

Février 2007 : film documentaire, "Thomas SANKARA. L'homme intègre" de Robin SHUFFIED

Thomas SANKARA l'homme intègre (Affiche du film documentaire France :2007)



**L'homme intègre, c'est Thomas SANKARA, président du Burkina Faso de 1983 à 1987, arrive au pouvoir à l'âge de 34 ans. Tenue militaire, colt au ceinturon et livre de Marx en main, "Tom Sank" ou "Comarade Sankara" décide de donner un sérieux coup de balai dans son pays. Symbole : la Haute-Volta devint Burkina Faso, "le pays des hommes intègres" ». Un homme hors du commun qui a tenté de bousculer pendant son mandat les idées reçues sur l'Afrique et les Africains. Ce film documentaire retrace les quatre années de pouvoir de ce chef d'état étonnant, surnommé le *Che africain*, et connu de tous sur le continent pour ses idées novatrices, son franc-parler teinté d'humour ravageur, sa fougue et son altruisme. À travers de nombreuses images d'archives, les témoignages de collaborateurs et d'hommes politiques de l'époque, ce film dresse le portrait de Thomas SANKARA, jeune chef d'état assassiné pour avoir été trop vite et trop loin dans sa volonté de changement, tant au Burkina que sur le plan international.**

*« Cela faisait quelques années que je voulais faire un film sur Sankara. J'habitais dans différents pays d'Afrique de l'Ouest et, à chaque fois, on me parlait de Sankara comme d'un héros mais généralement « à voix basse ». Cela sentait le tabou... Je ne connaissais aucun film sur Sankara et il était difficile de trouver des livres sur lui (en Afrique en tout cas). A force de cogiter sur l'homme, je me suis naturellement posé la question : pourquoi ne pas faire un film sur lui. J'avais terminé deux documentaires qui avaient en commun les solutions africaines aux problématiques africaines. Je voyais la possibilité de terminer une « trilogie » en beauté : le principal problème de l'Afrique vient des hommes politiques... »*

*« J'ai tourné au Faso plusieurs fois et je dois avouer que je n'ai pas eu de vrais problèmes ou de véto de l'administration... »*

*« Les sources sont multiples : il existe des fonds publiques et privés. Il faut savoir que malheureusement, la plupart des chaînes africaines ne disposent plus de leurs archives (pour des raisons financières mais aussi parfois politiques). Les images disparaissent et c'est des pans entiers de l'histoire qui partent en poussière... La plupart des archives que vous voyez dans le film proviennent de fonds d'archivage, occidentaux pour la plupart : en France, en Suisse, en Belgique, aux Etats-Unis, mais aussi des images filmées par des coopérants ou des journalistes en place pendant la révolution, ... Il y a également des archives privées issues des pays voisins... »*

**Robin SHUFFIELD\***

Le documentaire de Robin SHUFFIELD nous montre aussi le président burkinabé proposer aux autres dirigeants africains, lors du Sommet de l'Organisation pour l'unité africaine (OUA) à Addis Abeba en juillet 1987, de refuser en bloc de rembourser la dette extérieure. *« Si le Burkina Faso, tout seul, refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! »*

**NOTA BENE :** \*Romain SHUFFIED : "L'homme intègre" est son troisième documentaire. Comme les deux précédents, il fait découvrir les solutions africaines aux problématiques africaines. SANKARA symbolisera la solution politique aux problèmes de gestion des pays africains. Robin SHUFFIELD est né en 1969 en France. Il part vivre en Belgique où il obtient son diplôme de réalisateur à l'institut des Arts de diffusion. Après des stages, des petits boulots puis finalement de la réalisation dans divers secteurs de l'audiovisuel (Publicités, films institutionnel, courts métrages, news,), il se lance dans le documentaire et, du même coup, quitte l'Europe pour l'Afrique. Il donne des cours d'audiovisuel dans des ONG (Organisations non gouvernementales internationales) et travaille comme journaliste reporter d'images (JRI). Les relations nord sud sont bien évidemment, comme à son habitude, évoquées...



Aujourd'hui, Il travaille pour l'agence Reuters en Afrique et prépare un documentaire sur... l'industrie pharmaceutique.

### 3 février 2007 : Ouverture en Italie de l'année SANKARA dans le prestigieux Palazzo Vecchio à Florence

Le Palazzo Vecchio à Florence

Le 3 février 2007 à Florence en Italie a eu lieu le débat *“1987-2007: vingt ans après. La révolution au Burkina Faso guidée par Thomas SANKARA”*, organisé dans les salles de la mairie à Palazzo Vecchio dans le cadre du programme de débats *“Luttes et révolutions en Afrique : l'opposition du continent noir au néolibéralisme”* par le Parti de la Réfondation Communiste – Gauche Européenne (PRC-SE).



Ont participé au débat **Gabin DABIRÉ** (musicien), **Bruno JAFFRÉ** (Auteur de livres sur Thomas Sankara et la révolution burkinabé), **Matias MESQUITA** (Association d'étudiants Angolais Njinga Mbande), **Pape DIAW** (Conseiller municipal de Florence PRC-SE), **Roger SASSOU** (Président de la Fédération Africaine de Toscane), **Antonio MELE** (PRC-SE, Collectif Bellaciao Paris). Un film sur le discours sur la dette de Thomas Sankara à l'Organisation pour l'Unité Africaine à Addis Abeba le 29 juillet 1987 été projeté en introduction. Il a été accueilli avec beaucoup d'émotion par le public (une quarantaine de personnes) pour son actualité et pour sa date très proche de celle de l'assassinat du président.

**Bruno JAFFRÉ** a présenté d'un point de vue historique le parcours personnel de **Thomas SANKARA** et les faits de la révolution burkinabé, en soulignant entre autre les modes de participation du parti communiste **PAI** (Parti Africain de l'Indépendance) aux différentes phases de la révolution ; **Gabin DABIRÉ** a raconté comment la révolution a été vécue par les burkinabé, au Burkina et à l'étranger, comment la population vivait les changements introduits; **Pape DIAW** et **Roger SASSOU** ont présenté le point de vue des jeunes de l'Afrique francophone et **Matias MESQUITA** celui des jeunes de l'Afrique australe.

Tous les Africains présents ont insisté sur l'énorme charisme de **Thomas SANKARA** dans leurs pays, grâce à l'unicité dans l'éventail des autres chefs d'état africains de sa façon de faire de la politique, d'être proche des gens surtout des classes les plus défavorisées, d'introduire l'honnêteté et l'égalité dans l'administration de l'Etat.

Les différents facettes de Sankara ont été évoquées, le président rébelle, le président des femmes, le président des paysans, le président le plus pauvre du monde.

[...] Le public a exprimé le besoin de création d'une liste pour connaître les rencontres futures autour de **SANKARA** (ils ont été renvoyés vers le site [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net) qui coordonne les activités pour l'année **SANKARA** dans le monde).

[...] Le 6 février 2007 un autre débat a eu lieu, organisé par l'Association d'étudiants angolais Njinga Mbande dans les salles du département de Sciences Humaines de l'Université de Florence: *“La vision de Thomas SANKARA dans l'Afrique d'aujourd'hui: une proposition alternative de gouvernance et coopération”*. Ont participé **Bruno JAFFRÉ**, **Pape DIAW**, **Matias MESQUITA**, **Antonio MELE** et **Maria Stella ROGNONI**, professeur d'Histoire de l'Afrique à Florence.

La chose la plus importante qui est ressortie de ces rencontres a été la reconnaissance de la part du public de l'incroyable actualité d'une grande partie de la pensée de **Thomas SANKARA** et du fait que l'esprit de ses pratiques politiques de justice et honnêteté est nécessaire aujourd'hui non seulement au Burkina et en Afrique mais aussi dans nos pays du nord.

Le public a donc compris l'esprit avec lequel nous avons organisé ces rencontres: la commémoration du chef d'Etat assassiné il y a vingt ans n'est qu'un prétexte pour parler de ses idées, qui reste aujourd'hui révolutionnaires et intéressantes. Avec notre travail nous espérons que ces idées soient connues et mises en pratique en Italie aussi.

Ces premières rencontres autour de **Thomas SANKARA** s'inscrivent dans le cadre des célébrations de l'année Sankara qui préparent les grandes manifestations du 15 octobre 2007, date anniversaire de sa mort. La plus grande sera organisée à Ouagadougou, mais d'autres sont d'ores et déjà en préparation au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en France, au Canada, en Italie et dans d'autres pays.

Pour plus d'informations: [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net). Antonio Mele [www.bellaciao.org](http://www.bellaciao.org)



## Octobre 2007 : Présentation du spectacle "Thomas SANKARA, La lutte en marche..." de Carlos OUEDRAOGO

Présentation du spectacle : *Thomas SANKARA, la lutte en marche...*



Puisant dans le vivier des récits, des discours et d'anecdotes qui ont tissé la mémoire de la révolution burkinabè, Carlos OUEDRAOGO compose, entre conte et musique, le portrait d'un visionnaire fauché trop tôt et d'une résistance... toujours en marche.

Le texte de la pièce alterne extraits de discours de SANKARA et extraits du livre de Alfred SAWADOGO intitulé "*Le Président Sankara, chef de la révolution Burkinabé 1983-1987, portrait*". L'auteur témoigne de sa collaboration avec Thomas SANKARA à la Présidence. Carlos OUEDRAOGO en restitue certaines anecdotes à la manière d'un conteur.

**"Aucun artiste burkinabé ne peut faire acte de création sans porter en lui l'héritage de Thomas SANKARA".**

Carlos OUEDRAOGO

### Note d'Intention de l'auteur :

*Thomas SANKARA a été une grande figure politique africaine des années 80.*

*Père de la révolution burkinabè, il a incarné l'espoir d'un continent entier à travers son intégrité, sa rigueur, son courage, sa volonté de rupture avec le système néocolonial pour une indépendance véritable et une dignité de l'Afrique.*

*Brutalement assassiné le 15 octobre 1987, Thomas SANKARA a rejoint le Panthéon de tous ces dignes fils d'Afrique tels Patrice LUMUMBA, Kwamé KRUMA, Jomo KENNIATA, Samora MACHEL etc... vingt ans après que nous reste-t-il de l'homme et de son message ?*

*A l'occasion du 20ème anniversaire de son assassinat, j'ai décidé de lui rendre hommage en invoquant le souvenir de cet homme au destin unique que l'on a longtemps tenté d'effacer, à travers une composition d'extraits de discours, de témoignages vivants et d'anecdotes, racontés sous une forme contée, ponctuée de passages musicaux.*

*Thomas SANKARA : la lutte en marche se veut une invitation à la rencontre de l'homme, de son message, pour l'espoir qu'il a suscité et qu'il suscite toujours... une invitation au voyage dans le temps, le présent chargé du passé et déjà gros du futur.*

*SANKARA est une belle leçon d'engagement, et comme disait GANDHI : « Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde. »*

Carlos OUEDRAOGO [marloso@free.fr](mailto:marloso@free.fr)

**NOTABENE :** \*Carlos OUEDRAOGO : Il est né en 1969 à Bobo Dioulasso au Burkina Faso. Son gendarme de père a « fait la France et la guerre », et en est revenu les valises pleines de récits, lui donnant le goût des mots et de la représentation... Il consacre une dizaine d'années au théâtre d'intervention sociale, puis se met à envier la sagesse du conteur... et se laisse piquer à son tour par une mouche française.

Il vit à Paris depuis 1998 et conte sur tous les terrains de la culture et de l'éducation. Il a participé de 2001 à 2004 au laboratoire de recherches de La Maison du Conte de Chevilly-la-rue.

Il est aussi comédien et documentariste (*Le Galop de Ouédraogo* qu'il a co-réalisé a reçu le deuxième prix du Festival du documentaire de Milan en 2001).



### ➤ L'actualité au Burkina Faso – Le Contexte historique

Entouré par le Mali, le Niger, le Togo, le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'ouest ayant pour capitale Ouagadougou. Le Burkina Faso fut un protectorat français puis une colonie autonome au sein de la communauté française jusqu'en 1960, année de l'indépendance du pays. Anciennement appelé République de Haute-Volta, le Burkina Faso adopte son nom en août 1984. La langue administrative reste le français même si d'autres langues sont couramment parlées parmi lesquelles le Moré, le Dioula, le Peul (reconnues comme langues nationales), le gulmancema et le foulfouldé.

2007-2009 Film documentaire : "Sankara dans mes rimes". Thomas SANKARA, icône des artistes du Burkina Faso et d'Afrique

Baoui Jean Camille ZIBA La figure de son Thomas SANKARA



resurgit. L'ex-dirigeant du Burkina Faso, assassiné en 1987 lors d'un coup d'Etat qui porta au pouvoir le président aujourd'hui déchu, Blaise COMPAORE, a inspiré un nouveau film, "Sankara dans mes rimes".



Tourné au Burkina Faso entre octobre 2007 et mai 2009, « sankara dans mes rimes » est un film documentaire de 19 mn dans lequel, interviennent des artistes (notamment dans le milieu Hip hop) s'inspirant de Sankara dans leur composition musicale.

A travers ce film de Baoui Jean Camille ZIBA, ces artistes expliquent pourquoi ils chantent Sankara, qui est-il pour eux et qu'est-ce que la jeunesse actuelle, qui ne l'a pas connu et qui l'admire devrait savoir de Sankara et garder comme image de lui.

La figure continue d'inspirer écrivains et musiciens au Burkina (et ailleurs en Afrique) D'où ce film et ses nombreux témoignages, qui surviennent au moment le pouvoir de son successeur, Blaise COMPAORE, a été fragilisé par des manifestations populaires sans précédent pour dénoncer la tentative de Blaise COMPAORE d'abolir la règle constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats présidentiels, et demander de vrais changements politiques et sociaux.

Ce film a été diffusé pour la première fois au Burkina Faso lors du festival ciné droit libre au mois de juin 2009 et beaucoup d'autres diffusions ont suivi sur le territoire national.

Les artistes apparaissant dans le film : Didier Awadi, Smockey, Samsk le Jah, Faso Kombat, Smarty(yeleen), Basic Soul, King Adé, Dhudn'j et Obscur Jaffar.

<https://www.thomassankara.net> > sankara-dans-mes-rimes... mai 2009

L'Humanité Mardi 4 février 2014

**Physiquement il est n'est plus, mais spirituellement, SANKARA restera un guide pour nous.**

- Sams'k Le Jah, *chanteur de reggae burkinabè*

Difficile à croire, pour d'autres, qui voient en lui l'incarnation du démocrate le plus accompli. Dans les derniers temps précédant son assassinat, constatant le décalage entre son empressement révolutionnaire et un peuple essoufflé, n'avait-il pas déclaré : « *Je préfère faire un pas avec le peuple, que cent pas sans le peuple* » ? Typiquement le genre de phrases-chocs qui séduisent la nouvelle génération.

Loin de jeter le discrédit sur l'ancien régime militaire, elles entretiennent « une certaine nostalgie de l'action révolutionnaire », estime le reggaeman burkinabè Sams'k Le Jah, Sama KARIM de son vrai nom. Depuis 3 ans, le chanteur a initié le « Thomas Sankara Revival ». Il a lieu tous les 21 décembre (date anniversaire de la naissance de Sankara, en 1949). « *Physiquement il est n'est plus, mais spirituellement, il restera un guide pour nous* », explique Sams'k Le Jah.

- "Sankara mania" sans frontières

Le court-métrage fait intervenir des artistes s'inspirant de Sankara dans leurs compositions musicales. Parmi eux, la star sénégalaise du hip hop, Didier AWADI. À Dakar, celui-ci a même choisi de baptiser son studio d'après le nom du président burkinabè. Car la « Sankara mania » dépasse les frontières du Burkina Faso.

Elle serait même plus forte, car plus libre à l'extérieur. « *C'est un phénomène qui a plus d'ampleur hors de nos frontières* », remarque Smockey, le rappeur. « *Congo, Sénégal, Ghana, Mali... La jeunesse est en quête d'un héros pour remplacer Sankara, mais elle n'a pas encore fait son deuil. Il y a eu la génération Cheikh Anta Diop, et avant cela, la génération Nkrumah et Lumumba, aujourd'hui, la nouvelle génération porte le nom de Thomas Sankara.* »

Abou DIALLO *Jeune Afrique* 15 octobre 2012

## 2008, représentation théâtrale : "MITTERRAND et SANKARA" de Jacques JOUET



De Jacques JOUET

Odile SANKARA sœur du Président Thomas SANKARA

Mise en scène Jean-Louis MARTINELLI

Avec Pierre HIESSLER Odile SANKARA Moussa SANOU

**Fiction basée sur un fait historique resté ancré dans la mémoire politique africaine, la pièce part du face à face aigre-doux des présidents MITTERRAND et SANKARA sur les thèmes du *néo-colonialisme*, de l'*apartheid*,**



**des *relations Nord-Sud*. Force est de constater que les dossiers soulevés en 1986 par nos deux protagonistes restent d'actualité.**

La question africaine, les rapports de la France et de l'Afrique ne cessent d'occuper nos esprits. Convoquer sur scène deux symboles tels que SANKARA et MITTERRAND c'est d'évidence se placer dans une perspective historique, mais force est de constater que les dossiers soulevés en 1986 par nos deux protagonistes restent d'actualité.

La représentation, car ici il s'agit de théâtre, comportera deux parties, l'une « réelle » à partir des discours prononcés par SANKARA à l'ONU en 1984 et par MITTERRAND à Cancun, l'autre sera constituée d'un texte écrit par Jacques JOUET, *Mitterrand et Sankara* :

*« J'ai traité dans Mitterrand et Sankara le célèbre face à face aigre-doux des deux présidents, en 1986. Mitterrand termine à Ouagadougou une tournée dans plusieurs pays de l'Ouest africain.*

*Au cours de la réception officielle, Thomas Sankara, le capitaine-président du Burkina Faso adresse à Mitterrand une longue semonce improvisée et peu diplomatique sur les thèmes du néo-colonialisme, de l'apartheid, des relations Nord-Sud...*

*Bref de tous les sujets qui fâchent et sur lesquels ne peuvent que s'opposer le bouillant révolutionnaire africain et le socialiste tiédi aux commandes de l'ancienne puissance coloniale. Les deux personnages sont accompagnés, dans la pièce, par "Le Théâtre simple", allégorie de l'art scénique qui propose une règle du jeu un peu particulière pour le déroulement de la pièce, lequel est amené à changer à chaque représentation. »*

**Avant d'être présenté aux Amandiers, ce spectacle sera en tournée africaine, avec l'aide de Kuljaamaopcion, sous l'impulsion d'Odile SANKARA, actrice burkinabée et sœur du défunt président Thomas SANKARA.**

Paris & Ile-de-France CONTEMPORAIN

## 2012 : Un témoignage saisissant d'Acheikh Ibn-Oumar "Il y a 25 ans, tombait Thomas SANKARA"

Thomas SANKARA, le panafricaniste, l'ami du Tchad



**Il m'est difficile d'oublier cette après-midi du 15 octobre 1987, à Ouagadougou. C'était un peu avant 16 heures, heure locale. Tout baignait dans une torpeur incitant à la sieste. Nous étions six dans la villa où nous logions : trois de mes collaborateurs, le cuisinier et le sous-officier burkinabé affecté à notre service. Puis brusquement, de brèves rafales d'armes automatiques déchirèrent le silence.**

Quelqu'un remarqua : « *Ça vient de la direction du Conseil de l'Entente (quartier général du CNR, Conseil National de la Révolution) !* ». Puis, le calme retomba. Un calme bien étrange. On pouvait presque ressentir la tension que vivaient, à ce moment-là, tous les habitants de la ville.



C'est que depuis quelques semaines, une sourde tension politique régnait au sommet de l'État et, ces derniers jours, les rumeurs les plus alarmantes parcouraient la ville. On parlait de graves divisions chez les militaires et les intellectuels civils, de complots, d'épuration... Mais on ne savait pas encore que ces brèves rafales venaient de faucher le camarade **Thomas** et six membres de son staff.

Le président **Goukouni Webbdeye** et moi-même avions été **Goukouni Webbdeye** dans les locaux de **RFI** reçus par **Thomas SANKARA** quelques jours auparavant, dans le cadre de ses efforts pour tenter de recoller les morceaux du Gouvernement d'union nationale de transition (**GUNT**), coalition de mouvements opposés au président **Hissène HABRE**.



Quelques minutes après que nous avons entendu les tirs, l'officier de sécurité téléphona à sa hiérarchie. « *Il y a des sérieux problèmes et on me demande de vous dire de ne sortir sous aucun prétexte et de passer la consigne à vos compatriotes* », nous annonça-t-il. Malgré ses efforts pour avoir un « ton de service », un désarroi mal maîtrisé se lisait sur son visage.

Dans une rue avoisinante, le commandant **LINGANI\***, numéro 3 du directoire militaire et ministre de la Défense, passa alors à toute vitesse au volant d'une jeep, hurlant des ordres dans son talkie-walkie.

### **Rumeurs ouagalaises**

Les coups de feu entendus et le va-et-vient de véhicules militaires ne laissent aucun doute. La crise politique, qui couvait, venait de connaître un important développement. Depuis plusieurs semaines, des milieux politiques jusqu'aux « doloteries » et « alokodromes » (restaurants en plein air), il n'y avait qu'un seul sujet de conversation.

« *Ça ne va pas du tout entre les dirigeants. Le mouvement révolutionnaire dans son ensemble est divisé par des luttes d'influence entre factions rivales* », entendait-on en ville.

A cela s'ajoutaient deux signes annonciateurs. Le premier, le discours lu par le représentant des étudiants à la cérémonie du quatrième anniversaire de la **DOP** (Déclaration d'orientation politique) et que tout le monde avait interprété comme un message de la fraction opposée à **Thomas SANKARA**.

Le second, la circulation de tracts attaquant violemment l'un ou l'autre des hauts dirigeants et attribués tantôt aux partisans de **Blaise COMPAORE**, tantôt à ceux de **Thomas SANKARA** lui-même.

Si mes rencontres avec les principaux concernés n'avaient rien laissé paraître, mes discussions avec certains anciens camarades de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (**FEANF**) m'avaient permis de toucher du doigt de sérieuses contradictions internes.

D'abord, j'avais constaté que les anciens de la **FEANF**, bien qu'engagés dans le mouvement révolutionnaire, étaient repartis entre plusieurs organisations, créées au départ dans la clandestinité, selon des postures idéologiques, parfois assez surréalistes par rapport aux besoins de la construction nationale au Burkina. Ils parlaient ouvertement des déviations dans la « Révolution ». Les uns accablaient le « camarade **Thomas** », les autres le « camarade **Blaise** ».

Au niveau de ces intellectuels, la principale pomme de discorde était « la question du parti » d'avant-garde. On prêtait à **SANKARA** et ses partisans la volonté de vouloir dissoudre toutes les organisations qui étaient représentées dans le **CNR**, au profit d'une sorte de parti unique acquis à sa personne, et de supprimer la référence à tout système de parti, pour confier le monopole de la mobilisation politique aux Comités de défense de la Révolution (**CDR**), sur le modèle des comités révolutionnaires libyens.

Au niveau militaire, la décision de créer la **FIMATS**, une force d'intervention au sein du ministre de l'Intérieur, fut interprétée comme faisant partie d'un plan de marginalisation progressive des officiers de l'armée régulière, majoritairement acquis à **Blaise**.

## **SANKARA, le « camarade qui s'était trompé », selon COMPAORE**

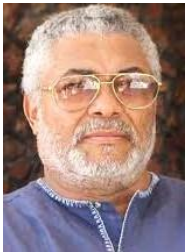
Ce 15 octobre 1987, le suspens ne dura pas longtemps. Vers 18h30, un très bref communiqué fut lu par une voix inconnue, au nom d'un mystérieux « Front Populaire » qui commençait par : « *Le régime autocratique de Thomas Sankara vient de tomber* ». Il y était question de « déviation », de « tentative de restauration néocoloniale » par Thomas SANKARA et de la nécessité d'un « Mouvement de rectification ». Le communiqué s'achevait par « signé : *Blaise COMPAORE* ». Ce dernier devait expliquer, plus tard, au cours d'une interview, qu'il n'avait pas participé au drame qui s'était déroulé au Conseil de l'Entente et qu'il était chez lui, « *en train de dormir* » ...

Une explication plus consistante, sous la forme d'un long discours, fut lue à la radio des jours plus tard par **Blaise COMPAORE** lui-même. Il expliquait que les erreurs s'étaient accumulées et qu'elles avaient conduit au « Mouvement de rectification ». SANKARA n'était plus traité d'« *autocratique* » et de « *réactionnaire* », mais de « *camarade qui s'était trompé* ». « *Une sépulture digne de la place qu'il avait occupée lui serait construite* ». Pourquoi parler de « *sépulture* » ? C'est que SANKARA et ses camarades d'infortune avaient été enterrés à la hâte, à même la terre. Certaines des parties de leurs corps affleuraient même au niveau du sol !

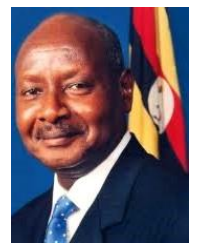
La nuit de ce 15 octobre 1987 fut encore secouée par des coups de feu, nettement plus nourris que ceux de l'après-midi. On apprit le lendemain que c'était **Pierre OUEDRAOGO**, le coordinateur des CDR qui faisait de la résistance chez lui, pendant plusieurs heures avant de se rendre

### **La fin de l'omerta, le début d'une réflexion**

**Jerry RAWLINGS** L'écho, en Afrique et dans le monde, de l'annonce de l'assassinat **Yoweri MUSEVENI**



de Thomas SANKARA fut immense. **Jerry RAWLINGS**\*\* du Ghana et **Yoweri MUSEVENI**\*\*\* d'Ouganda, rompant avec le sacro-saint principe de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, l'ancêtre de l'Union africaine) de ne pas critiquer les changements internes aux Etats, condamnèrent officiellement l'événement et décrétèrent un deuil national. Curieusement le colonel **KADHAFI** fut complètement



muet sur l'évènement. (Vingt-cinq ans après, il n'y a jamais eu d'enquête officielle sur ce drame !).

Récemment encore, dans une interview à *Jeune Afrique*, le président **COMPAORE** se contenta de justifier cette *omerta* par le fait que les révolutions connaissent souvent des soubresauts sanglants et que les drames non-élucidés ne sont pas l'apanage du seul Burkina Faso.

L'enquête pour faire toute la lumière sur les circonstances du drame est une nécessité, non pas pour punir des coupables, mais pour assainir l'ambiance politique au Burkina, permettre à sa famille d'aller au bout de son travail de deuil et donner à **Thomas SANKARA** la place qui lui revient dans l'Histoire burkinabé et africaine.

**Au-delà de cet aspect humain, le destin tragique de Thomas SANKARA, comme celui de Patrice LUMUMBA, Amilcar CABRAL et d'autres leaders africains dont l'élan visionnaire fut précocement brisé, suscitent des questionnements idéologiques, socio-historiques et, naturellement, politiques. Ils méritent d'être traités en profondeur, sans passion, en vue d'en tirer des leçons et d'éclairer la lutte des générations montantes pour l'émancipation et l'unification des peuples africains.**

NOTA BENE : \***Jean-Baptiste BOUKARY LINGANI** est un officier de l'armée de la République de Haute-Volta au grade de commandant exécuté avec **Henri ZONGO** le 19 septembre 1989 par **Blaise COMPAORE** qui l'accuse de préparer un coup d'État

\*\***Jerry RAWLINGS**, né Jeremiah Rawlings John, le 22 juin 1947 à Accra et mort le 12 novembre 2020 dans la même ville, est un homme d'État ghanéen. Il est à la tête de l'État en 1979 puis de 1981 à 2001. Il est surnommé « *Le flying lieutenant et Jesus Junior* »

\*\*\***Yoweri MUSEVENI**, né le 15 septembre 1944 à Ntungamo, est un homme d'État ougandais, président de la république d'Ouganda depuis 1986. Commandant du Mouvement de résistance nationale, il monte une guerre de brousse contre le gouvernement du président Milton OBOTE après l'élection controversée de ce dernier en 1980.

-Par **Acheikh Ibn-Oumar** : homme politique et ancien chef de groupe politico-militaire tchadien, d'origine arabe de la région du Batha Afrik

2012 : "Capitaine Thomas SANKARA", film documentaire de Christophe CUPELIN\*

Plus de vingt-cinq ans après l'assassinat de Thomas SANKARA, figure qui a insufflé et porté la révolution burkinabé de 1983, Christophe CUPELIN, cofondateur de la structure indépendante genevoise *Laïka Films*, réalise un film de montage à partir d'archives de cette période. A l'occasion de son dernier projet, CUPELIN revient sur les années précédant le coup d'Etat de Blaise COMPAORE en 1987, actuel président du Burkina Faso, tenant ainsi une chronique révolutionnaire par archives interposées.

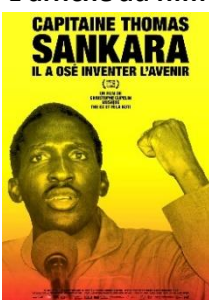
*"Si la forme est souvent délaissée, il reste un documentaire nécessaire sur une personnalité dont on devrait louer la plupart des actions."*

AbusDeCine

*"Par la vivacité du montage, le film crée avec son sujet une familiarité qui rend sa fin d'autant plus brutale."*

Première

L'affiche du film



Un portrait en archives de **Thomas SANKARA**, président de trente-trois ans qui a voulu transformer les mentalités dans son pays, le Burkina Faso, qui a marqué l'histoire de l'Afrique, qui a tenté de remettre en cause l'ordre mondial et fait trembler les puissants de son époque dans les années quatre-vingt.

**Thomas SANKARA** devient président de la Haute-Volta le **4 août 1983**. Une année après, il marque définitivement l'histoire et l'identité de son pays en le rebaptisant "**Burkina Faso**", littéralement la "**Terre des Hommes intègres**".

Bien au-delà des frontières de son pays, il a représenté un immense espoir pour une grande partie de la jeunesse africaine. Il a conduit une révolution "**démocratique et populaire**", et apporté davantage de progrès pour les populations pendant les quatre années de sa présidence que durant un demi-siècle de colonisation française.

Christophe CUPELIN (Réalisateur)

Vingt-cinq ans après la disparition tragique et non élucidée de **Thomas SANKARA** survenue le **15 octobre 1987**, ce film donne à voir et à entendre la parole de ce chef d'Etat atypique, sans doute l'un des plus importants Leaders africains du 20e siècle.

Malgré ces réserves, *Capitaine Thomas SANKARA* est un film exemplaire, qui reconstitue une leçon d'histoire que le gouvernement de **COMPAORE** n'est pas parvenu à définitivement oblitérer. L'intérêt du film de compilation ou de remontage, par rapport aux documents issus de la révolution ( procès-verbaux, lois, discours, etc.), aux recherches et aux études ultérieures qui empruntent le biais de l'écrit, est de donner à voir et à entendre un acteur de la révolution dans le contexte à travers lequel il évolue - ainsi tel regard désapprobateur ou tel geste « *paternaliste* » de **MITTERRAND** envers **SANKARA** à l'occasion du Sommet de Vittel prennent-ils un relief tout particulier, renvoyant à une situation postcoloniale dont nous ne sommes pas encore sortis.

*Capitaine Thomas Sankara (2013) de Christophe CUPELIN : archives et inconscient politique*

François BOVIER et Cédric FLUCKIGER

<https://www.thomassankara.net> >Français : Analyses>

**NOTABENE** : \***Christophe CUPELIN** né en 1966. Nationalité suisse. Cinéaste indépendant. Vit et travaille entre le Nord (Genève) et le Sud (Burkina Faso). Formation artistique à l'Ecole Supérieure d'Art Visuel de Genève, diplôme en 1993. Responsable du Cinéma Sputnik à Genève de 1990 à 1993. Fondation d'une structure de production, Laïka Films en 1993.





2017 : film documentaire, Belgique Burkina-Faso "Qui es-tu Octobre?"

Trente ans après l'assassinat de Thomas SANKARA, Julie JAROSZEWSKI sonde le quotidien des Burkinabès secoués, depuis sa mort en octobre 1987, par une autre révolution d'octobre, celle de 2014, qui a poussé son successeur, Blaise COMPAORE, à l'exil. La réalisatrice met en relation les deux événements.

### Les révolutions d'octobre 1987 et 2014

Julie JAROSZEWSKI (Artiste belge)



C'est cet héritage qu'interroge le film « Qui es-tu Octobre? » de Julie JAROSZEWSKI. Un film volontiers contemplatif qui s'immisce dans le quotidien d'une famille pauvre de Ouaga et s'empare par touches successives de son sujet. « Qui es-tu Octobre ? » tisse un parallèle entre deux dates, deux crises : celle provoquée le 15 octobre



1987 par l'assassinat de SANKARA et la révolte menée par le peuple, les 30 et 31 octobre 2014, afin de forcer le départ du président Blaise COMPAORE, ancien compagnon d'armes de SANKARA qui s'empressa de liquider son héritage.

Objet hybride, entre documentaire et fiction, la narration organise la transmission des témoignages tandis que la caméra filme l'impact de ce nouveau séisme politique sur le quotidien des familles les plus humbles. Exhumation du corps de l'ancien président (mai 2015), putsch du général DIENDERE (septembre 2015), nomination de Roch Marc KABORE au poste de président (novembre 2015) : les événements se succèdent sans clarifier la situation du plus grand nombre. Entre extraits des discours marquants du « regretté président » et flashes d'info actuels sur une situation politique en pleine ébullition, le Burkina livre ses soucis et ses espoirs.

Karin TSHIDIMBA Journaliste cinéma & séries

### Un film performé

Le quartier populaire de Nagrin à Ouagadougou

Rejouer, jouer de l'écho, les flashes d'information résonnent sur les murs en banco du microcosme d'un quartier populaire de Ouagadougou où les femmes cuisinent à ciel ouvert dans les cours. Rejouer l'insurrection populaire, tel est l'enjeu du pacte scellé par la réalisatrice avec les habitants, essentiellement des femmes et des adolescents, du quartier de Nagrin retranché de la fureur qui s'abattra sur le centre-ville au sein des institutions et des ambassades pendant l'insurrection.



Avec ce film Julie JAROSZEWSKI prolonge l'expérience d'un atelier théâtral avec un groupe de jeunes acteurs non-professionnels et scénarise son film autour de Mika, 18 ans, qui assiste à la montée de l'insurrection et à ses conséquences. *Qui es-tu octobre ?* est un film « performé » en ce sens qu'il entre dans le champ de la performance tant dans sa conception et sa genèse que dans sa mise en œuvre. En mêlant théâtre et cinéma au cœur de son dispositif filmique Julie JAROSZEWSKI propose aux témoins que sont les habitants de Nagrin d'être acteurs de leur histoire, de la rejouer comme pour mieux la saisir et nous la transmettre.

[...] *Qui es-tu octobre ?* ne prétend pas à un discours savant sur l'Histoire du Burkina Faso, il narre avant tout l'impossibilité pour tout un peuple de faire le deuil de SANKARA. Il tente aussi de dépeindre l'incroyable retournement de l'Histoire, d'un octobre à l'autre, dont auront été acteurs et témoins les burkinabè comme le proclamera Izaac ZIDA, personnage majeur de la Transition, au lendemain de la fuite de Blaise COMPAORE. *Qui es-tu octobre ?* est un film-poème attachant et l'on ne peut que se réjouir de la multiplicité des œuvres de théâtre, cinéma ou arts visuels faisant référence à Thomas SANKARA et à sa pensée.

Frédérique LAGNY Directrice de production à CINERGIE.be 02 septembre 2017.

Octobre 2017, Mohamed MBOUGAR SARR : Thomas SANKARA, « le mythe qui ne lisait pas assez de poésie »

Mohamed MBOUGAR SARR (1990-)



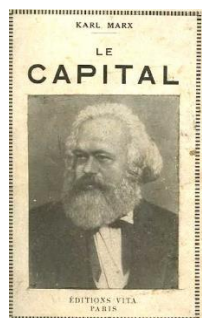
J'ai enfin compris pourquoi SANKARA ne me touchait qu'à moitié. L'homme est admirable. Il a transformé un pays, redonné de l'espoir à un peuple, rebaptisé sa patrie, combattu l'ennemi, dénoncé l'impérialisme, tenté de voler l'avion d'un pays ami, travaillé à la souveraineté de ses frères.

Et tout cela n'est encore qu'une infime part de son geste, d'autant plus superbe qu'elle a eu une fin prématurée et tragique. C'est un homme devenu un mythe, un saint, un des nombreux prophètes du siècle passé. Il a même des zones d'ombre. On s'incline bien bas.

Pourtant... Mais avant de continuer, un aveu : imbécile ou naïve habitude, je ne juge les hommes et femmes d'État qu'à leurs lectures, à leur bibliothèque. Là est leur dernière vérité (politique).

### L'État et la Révolution, son « livre refuge »

SANKARA lit, bien entendu. Qu'y a-t-il dans sa bibliothèque ? Rien, puisqu'il dit,



dans un très révélateur entretien publié dans ce journal même [numéro du 12 mars 1986], ne pas en posséder. En réalité, l'homme a un rapport problématique à la confession de ses lectures : « Une bibliothèque, c'est dangereux, ça trahit. » Il ne lit presque jamais de fiction, ça l'emmerde. Les romans africains l'insupportent. Il tance Ki-Zerbo, égratigne Cheikh Hamidou Kane, confirme qu'il écrit lui-même ses discours – ouf !



Mais que lit le grand homme ? Il lâche qu'il n'a pas fini *Le Capital*, mais qu'il a lu tout Lénine. Entre camarades prophètes... *L'État et la Révolution* est son « livre refuge ». Il l'emporterait sur une île déserte avec... la *Bible* et le *Coran*. S'ensuit un très intéressant développement philosophico-politico-religieux sur Lénine, le Christ et Mohammed, où SANKARA fait preuve d'une grande agilité dialectique et d'une certaine acuité dans son analyse historique.

### Un manque de souffle poétique

En fait, SANKARA, comme tous les vrais révolutionnaires, était un mystique, mais un mystique sans extase. La dimension mystique me plaît : c'est celle de la vision, de la détermination, de la foi en un idéal transcendant. Mais tout cela est trop « aride », comme il le dit avec humour au début de son propos.

SANKARA avait – c'était sûrement sa force et, peut-être, sa faiblesse – un tel souci de la transformation du réel qu'il en a peut-être oublié l'espace du rêve – ce qui est une faute pour un idéaliste. L'imaginaire poétique lui faisait défaut, ou alors il s'y refusait ; en tout cas cela se sentait : ses discours, même les plus mémorables, ont manqué non de style, non d'humour, non d'effets rhétoriques, mais de souffle poétique. Si seulement il avait lu plus de romans et de poésie, il aurait vu qu'on tentait aussi d'y changer les hommes.

Mohamed MBOUGAR SARR 13 octobre 2017

**NOTABENE :** Mohamed Mbougar Sarr, né le 20 juin 1990 à Dakar au Sénégal, est un romancier sénégalais d'expression française. Il est le premier écrivain d'origine Subsaharienne, depuis 1921, mais aussi le plus jeune lauréat, depuis 1976, à remporter le prix Goncourt, en 2021, pour *La Plus secrète mémoire des hommes*.

Mohamed MBOUGAR SARR dispose d'une audience importante à l'international : avec plus d'une cinquantaine d'interviews accordées aux médias internationaux, dont le Guardian et le New York Times, le roman *La Plus Secrète Mémoire des Hommes* lui a permis de mettre en avant une dimension transculturelle qui touche les lecteurs de tous les continents. En remportant le prix Goncourt, une problématique importante est soulevée concernant la reconnaissance tardive des auteurs francophones et de la littérature africaine insuffisamment mise en avant mais aussi de la nécessité d'une lecture universelle.

« *La littérature est un point de vue sur le monde. Il n'y a pas de différence entre la vie et la littérature [...], c'est la même énergie* »

Mohamed MBOUGAR SARR

## 15 octobre 2017 : Thomas SANKARA et CHE GUEVARA, ont été célébrés à Ouagadougou

Maison du peuple à Ouagadougou



Ce dimanche 15 octobre 2017, marque les trente ans de la disparition tragique du père de la révolution voltaïque, Thomas SANKARA. L'UNIR/PS, parti d'obédience *Sankariste*, et l'ambassade cubaine au Burkina Faso, ont commémoré, à la fois, le trentenaire de l'assassinat de SANKARA et le cinquante-naire de celui de CHE GUEVARA.

C'était à la maison du peuple de Ouagadougou.

Le 15 octobre 1987, le père de la révolution voltaïque, Thomas Isidore Noël SANKARA, a été assassiné au Palais présidentiel au Conseil de l'Entente. Trente ans après, "les héritiers", les amis, et autres camarades de lutte de SANKARA, ont décidé de marquer d'une pierre blanche cet anniversaire de son décès.

Ernesto Rafael GUEVARA, révolutionnaire marxiste argentin plus connu sous le nom de "Che", ou encore "CHE GUEVARA", assassiné lui aussi, le 08 octobre 1967, fut un modèle pour SANKARA. Ce dernier, s'inspirant donc pour beaucoup des idéologies révolutionnaires cubaines dans ses luttes, et considéré également comme un grand ami de la Cuba, la République cubaine, à travers son ambassade au Burkina, s'est associée à la double célébration : le cinquante-naire de la disparition du "Che", et le trentenaire de celle de Sankara.

Anna Maria CHONGO ambassadrice

Selon l'ambassadrice cubaine au Burkina et marraine de la cérémonie, Ana Maria CHONGO, c'est un jour spécial pour rendre hommage à deux héros de l'humanité caractérisés par des valeurs forgées dans la lutte, qui en faisaient des révolutionnaires exceptionnels, des hommes spéciaux. « *Ils ne sont pas morts, ces figures ne cessent de croître avec le temps* », ajoute l'ambassadrice.



Pour elle, il faut que la jeunesse s'approprie les appels constants à la consécration du travail et de l'accomplissement du devoir lancés par CHE GUEVARA et SANKARA. Nous voulons, poursuit-elle, que l'exemple de Che Guevara se multiplie partout sur le continent africain.

Germaine PITROIPA amie et compagne de lutte de Thomas SANKARA



Germaine PITROIPA, la représentante de l'UNIR/PS, de la section de France, et représentant Mariam SANKARA, épouse du regretté, a livré le message de cette dernière. Il en ressort une position claire de la famille après trente ans d'impunité. « Nous voulons connaître au plus vite les commanditaires et les exécutants de cet assassinat et ceux des autres crimes », a lu Germaine PITROIPA.

La famille SANKARA, toujours en attente des conclusions sur le dossier estime que, ne pas rendre justice, c'est refuser une sépulture digne à Thomas SANKARA et ses compagnons. C'est également empêcher les familles de faire leur deuil. Cependant, tout en saluant l'initiative visant à ériger un mémorial à la mémoire de SANKARA, la famille ne voudrait pas qu'il soit construit dans l'enceinte du Conseil de l'Entente qui rappelle de douloureux souvenirs en raison des assassinats et des tortures qui ont marqué ce lieu.

Bénéwindé Stanislas SANKARA\*, Président de l'UNIR/PS, prenant la parole, a dit ses sincères remerciements et reconnaissances aux amis de Thomas SANKARA.



Trente ans après, il soutient que :

L'héritage de Thomas SANKARA est intact dans le comportement des Burkinabè.



**Quant à cette double commémoration qui a lieu dans le contexte du centenaire de la révolution bolchévique (Russe) d'octobre 1917, il affirme que Che Guevara et Thomas SANKARA sont deux hommes avec un même destin.**

Rappelons qu'avant cette cérémonie, un peu plus tôt dans la matinée, une marche a été organisée afin de réclamer **vérité et justice** pour **Thomas SANKARA**. De même, une exposition a été organisée à la maison du peuple pour les trente années de son décès.

**NOTA BENE** : \***Bénéwendé Stanislas SANKARA**, né le 23 février 1959 à Toéssin dans le département de Samba au Burkina Faso, est un homme d'État burkinabè, président de l'Union pour la renaissance/Mouvement sankariste. Il est président de l'Assemblée nationale par intérim du 19 août au 8 septembre 2017

**LEFASO.NET** **TAMBI Serge** et **Pacôme ZONGO** lundi 16 octobre 2017

## **Octobre 2018 : Thomas SANKARA, le « Che africain » héros d'une jeunesse française, célébré à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)**



Mort en 1987 à l'âge de 37 ans, l'ancien président du Burkina Faso est devenu une icône. Alors que **Blaise COMPAORE** vient d'être reconnu coupable de son assassinat, les idées révolutionnaires de celui qui s'opposait autant à la corruption qu'à l'impérialisme résonnent fortement en France chez les jeunes et dans la pop culture.

**SANKARA** serre le poing. La fresque de 33 mètres de haut domine la rue Hoche, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), au sud de Paris.

Dans ce quartier tout en béton et en verticales, le nom de famille de l'ancien président du Burkina Faso, assassiné en 1987 lors d'un coup d'Etat, est inscrit en grandes lettres blanches sur l'œuvre peinte par l'artiste **Vinci VINCE**.

« *C'est une manière de dire que Thomas SANKARA n'est pas mort pour rien* », explique **Mehrez MRAIDI**, 44 ans, à l'origine de cet hommage. Lunettes aux verres fumés et pull arborant le slogan « **Art changes everything** », le conseiller municipal Convergence Citoyenne Ivryenne (**CCI**) de la majorité communiste y tenait beaucoup. Car, sans l'ancien leader africain, il n'aurait jamais fait de politique, confie-t-il autour d'un café, à la terrasse d'une boulangerie.

**Mehrez MRAIDI** Ce père de trois enfants raconte l'arrivée en France de son propre père, venu de Tunisie en 1965. Quand celui-ci meurt d'un cancer, Mehrez n'a que 10 ans. Il se souvient de sa mère, qui cumule trois boulots de femme de ménage pour survivre, de 5 heures du matin à tard le soir. Lui obtient un CAP cuisine mais travaille **Mehrez MRAIDI** finalement dans la sécurité privée. Au milieu des années 1990, à la Fête de **L'Humanité**, il découvre le destin tragique de **Thomas SANKARA**. Un « **choc** » déterminant dans son engagement, dit-il. Depuis, **Mehrez MRAIDI** essaie de



« **changer les choses** » en s'impliquant dans l'association d'aide aux devoirs Kinkiliha créée par une enseignante d'Ivry-sur-Seine, en 2001, et qu'il préside bénévolement depuis huit ans.

L'Ivryen est fier de cette fresque, pour laquelle il a bataillé un an avant d'obtenir financements et autorisations. Elle a été inaugurée en **octobre 2018**, devant plus de 400 personnes, en présence d'**Assa TRAORE**, la militante de la lutte contre les violences policières, et de représentants de l'ambassade du Burkina Faso.

Comme un aimant, l'œuvre attise les curiosités. Il n'est pas rare que des habitants du quartier viennent poser au gardien de l'immeuble des questions sur le Burkina Faso et son ancien président. Ou s'arrêtent simplement pour quelques selfies. « *On voit aussi de plus en plus de monde venir d'autres quartiers rien que pour la fresque, se réjouit Mehrez MRAIDI\**. Ou même d'autres villes. »

\***Mehrez MRAIDI**, 44 ans, conseiller municipal communiste d'Ivry-sur-Seine, a découvert le destin tragique de **Thomas SANKARA** à la Fête de « **L'Humanité** » dans les années 1990. Ici à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 21 mars 2022. Manuel OBADIA-WILLS pour « Le magazine du MONDE »

**N.B** : Le plus souvent en uniforme militaire et en béret, la figure de **Thomas SANKARA** s'affiche sur les murs, mais aussi sur des vêtements, des affiches et à longueur de comptes Instagram. Le procès de son assassinat vient de se terminer à Ouagadougou, la capitale burkinabé.

Par **Lucas MINISINI** *Le Monde* Publié le 17 avril 2022

## 24 mai 2019 à Tropiques atrium de Fort-de-France : "Sank ou la patience des morts"

**La scène nationale présente la pièce de théâtre « Sank ou la patience des morts » où l'auteur parle de Thomas SANKARA qui transforma la Haute-Volta en Burkina Faso.**

**Aristide TARNAGDA** né en 1983 à Ouagadougou

**Tropiques Atrium** le 24 mai 2019



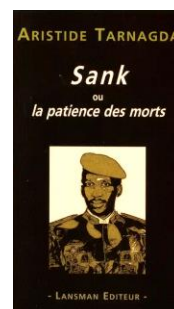
**Aristide TARNAGDA\*** est l'auteur de la pièce « **Sank ou la patience des morts** ». Pour l'écrivain africain, il était important de mettre la lumière sur ce fait historique du Burkina Faso, parce que pour lui, « l'événement est si important qu'il dépasse les frontières de (s)on pays. C'est une lutte qui vaut pour tous car c'est une lutte pour la liberté ! »



L'auteur raconte : « *Thomas SANKARA est l'un des pères de la révolution burkinabée. Mais alors qu'il était en chemin pour la victoire, il a été assassiné le 15 octobre 1987 lors d'un coup d'Etat. L'affaire n'est pas encore complètement élucidée même si l'on sait qui a fait le coup. Je ne veux donc pas imposer une façon de voir aux spectateurs. J'ai préféré offrir des pistes de réflexion afin que chacun se fasse lui-même son opinion.* »

La pièce se fait sobre avec une mise en scène qui met en exergue un texte et des comédiens plus qu'un décor. En revanche, la musique tient une place tout à fait prépondérante. Elle est forte, omniprésente, tellement présente qu'il y a sur scène, un musicien en live autour des deux comédiens.

Avant de nous quitter, **Aristide TARNAGDA** tient à préciser qu'il est « *particulièrement heureux* » de présenter cette pièce, qui a déjà bien tournée, « *au pays d' Aimé CESAIRE* ». Il conclut : « *Un Africain se sent un peu chez lui ici en Martinique. Il y a tant de similitudes entre nos cultures et je crois reconnaître dans la rue des visages d'Africains. J'ai l'impression d'être au milieu de visages connus. Pareil pour la cuisine, je ne suis pas complètement dépaysé. Je m'aperçois de tant de ponts entre nos cultures et ça m'enchant.* »



**« Sank ou la patience des morts » revient sur un épisode sombre de l'histoire du Burkina Faso.**

**NOTA BENE** : \***Aristide TARNAGDA** est né à Ouagadougou en 1983. Il entame sa carrière en 2004 après ses études universitaires en sociologie à l'université de Ouagadougou. La rencontre avec l'auteur koffi KWAHULE pendant les récréatives le forge. L'écriture est désormais ancrée au cœur de sa vie artistique. Il fonde en 2005, la compagnie théâtre acclamation et travaille en collaboration avec Lamine DIARA, Etienne MINOUNGOU, Odile SANKARA (la petite sœur de Thomas SANKARA), Eva DOUMBIA, Marie-Pierre BESANGER, Alexandre KOUTCHEVSKI, Luis MARQUES, Moïse TOURE...

Le texte - *Sank pour la patience des morts* - est présenté au festival d'Avignon en 2017 où il reçoit le grand prix littéraire d'Afrique noire.

**FRANCE ANTILLES** (Photo **Valérie BURTON**) 24 mai 2019

**« Là où il y a des humains, il y a histoire, avec ou sans écriture ! »**

**Joseph KI-ZERBO 1922-2006** Historien et homme politique burkinabé

*Entretien avec René Holenstein 2013*

## "Sank ou la patience des morts" d'Aristide TARNAGDA

THÉÂTRE  
SANK OU LA  
PATIENCE DES MORTS



Ecrit en 2016 par *Aristide TARNAGDA*, la pièce de théâtre intitulée « Sank ou la patience des morts », est construite autour de la figure emblématique de Thomas SANKARA, président du Burkina Faso de 1983 à 1987. 1987, année où il fut assassiné à l'occasion du coup d'état amenant au pouvoir *Blaise COMPAORE*.

Titre suggestif que celui de cette pièce, nous mettant d'emblée en présence d'un homme qui s'inscrit dans la durée, dans la mémoire collective de son peuple ; un homme qui – en dépit de la mort – devient une sorte de référence d'ensemble.

Thomas SANKARA, en effet, est à ce point présent dans les mémoires qu'il finit par devenir un proche, un intime – au plus intime des consciences – que l'on pourrait presque tutoyer, en témoigne le diminutif par le biais duquel il est désigné.

La pièce d'Aristide TARNAGDA a ceci de symbolique qu'elle permet – d'emblée – à Thomas SANKARA (le personnage réel et historique) de devenir Sank ; ce double littéraire qui, en dépit de l'assassinat dont il a été la victime, parvient à l'éternité.

Dès le début de la pièce, en effet, SANKARA est abattu. Sank, toutefois, se relève et se met à écrire... frénétiquement... comme si sa vie en dépendait... comme s'il n'y avait pas de temps à perdre... comme s'il était important, vital, même, d'assurer la pérennité des idéaux indispensables à la construction d'un nouveau monde. Sank est donc mis en scène... en train d'écrire ; de réécrire-au présent – les discours que SANKARA prononçait de son vivant.

L'écriture, précisément, permet à Sank de faire entendre sa voix... sa voix qui se dissémine dans toute la pièce et lui permet de s'ancrer pleinement dans l'humanité dont il épouse les problèmes et les maux au point de s'oublier lui-même, d'oublier son épouse et ses propres enfants, de s'opposer à sa mère lorsque cette dernière –venue semble-t-il du pays des morts – lui recommande la prudence. Sa voix qui – là est le plus important – fait entendre et inscrit dans le marbre un idéal politique généreux et humaniste. Son discours, à l'ouverture de la pièce, s'impose tout de suite comme un manifeste humaniste prenant le parti des plus faibles, des exploités. Relevons, entre autres éléments, l'emploi d'un impératif à valeur collective : « *Choisissons alors de risquer de nouvelles voies... Apprenons à vivre simplement... Refusons l'état de survie, libérons nos campagnes d'un immobilisme moyenâgeux...* ». Impératif mettant en évidence l'impératif d'un changement bénéfique au profit de toutes et de tous. Le lecteur-La lectrice, se montrera sensible, par ailleurs, aux accents césairiens de ce discours (et des autres) mettant notamment en évidence l'importance de la bouche...

La bouche qui crie son indignation et sa révolte ; exprime son refus de la soumission... Thomas SANKARA à l'origine d'un frêle espoir d'autant plus fort qu'il envisage un futur dans un présent renouvelé.

Philippe CHARVEIN, le 04/04/2023

**"Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche... Ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir".**

Aimé CESAIRE (1913-2008) *Cahier d'un retour au pays natal* 1939

**"La liberté ne connaît pas de frontières, il suffit qu'une voix s'élève et appelle à la liberté dans un pays, pour redonner courage à ceux qui sont à l'autre bout du monde".**

Kofi ANNAN (1938-2018) Diplomate et économiste, Homme d'état, Homme politique, Humaniste, Scientifique





## 9 novembre 2018 : "Les Orphelins de Sankara"

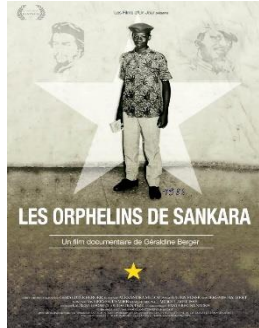
Documentaire

Géraldine Berger réalisatrice

Réalisé par Géraldine Berger • Écrit par Géraldine Berger

France • 2018 • 84 minutes • Couleur

En 1986, six cents enfants orphelins et ruraux du Burkina-Faso sont envoyés à Cuba avec la mission d'apprendre un métier et revenir développer leur pays en pleine révolution. Mais après l'assassinat en 1987 du président burkinabé, Thomas SANKARA, la liquidation de la Révolution par Blaise COMPAORE et la fin de la Guerre Froide, comment revenir, se construire, exister ?



Au récit de cette utopie de l'Afrique Rouge, aux souvenirs épiques de ces enfants, se mêlent les images d'archives tantôt rougies par le sable, la chaleur et le vent, tantôt délavées, s'effaçant presque, nous donnant ainsi à voir les réminiscences de leur jeunesse révolutionnaire.

### Une découverte faite grâce à la radio

Aujourd'hui, grâce au documentaire de la réalisatrice française **Géraldine BERGER**, "*Les orphelins de Sankara*", il n'est plus possible d'ignorer cette histoire. C'est en écoutant l'émission *L'Afrique enchantée*, alors animée sur la radio publique française *France Inter*, par le journaliste ivoirien **Souleymane COULIBALY** dit *Soro Solo* et l'ethnologue français **Vladimir CAGNOLARI** – la dernière de cette émission a eu lieu cet été –, que **Géraldine BERGER** découvre l'histoire des six cents orphelins burkinabè.

C'est un film émouvant, bouleversant de vérité, de sincérité et de fraternité. Le film s'ouvre sur la sublime musique d'**Abdoulaye CISSE**, icône de la musique burkinabée, et sur un long plan séquence sur la *Maison du peuple*, symbole des luttes et de la démocratie contemporaine dans le pays.

<http://www.thomassankara.net/les-orphelins-de-thomas-sankara-un-film-de-geraldine-berger/>

4 Octobre 2020, en Martinique : : le film, "les orphelins de Sankara", projeté à la 4ème édition des « Révoltés du Monde » à Madiana

**Onze films concourent cette année au 4ème Festival International du Film Documentaire de Martinique, qui se tient au Palais des Congrès de Madiana, du 1<sup>er</sup> au 4 octobre.**



Pour sa quatrième édition, qui se tient du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 2020 au Palais des Congrès de Madiana à Schoelcher, le Festival International du Film Documentaire de Martinique « **Les Révoltés du Monde** » revient avec une sélection inédite de Onze films en compétition.

La programmation de cette année ouvre un large débat sur les solidarités citoyennes face aux questions environnementales, culturelles politiques et sociaux-économiques.

Elle croise en ce sens les itinéraires de fortes personnalités et de groupes atypiques comme celles des orphelins envoyés par **Thomas SANKARA** à Cuba. Le festival met aussi en lumière des paysages de luttes avec les bananeraies empoisonnées au chlordécone en Martinique et les mines à ciel ouvert au Burkina Faso.

« *Au regard des bouleversements survenus en 2020, le cinéma documentaire est plus que jamais un outil de transformation sociale pour construire « le monde d'après »*, indique l'équipe des Révoltés du Monde.

Extrait : **FRANCE-ANTILLES** 30 septembre 2020

15 octobre 2020 : 33<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de Thomas SANKARA : Le Président du Faso honore sa mémoire

La cérémonie officielle de la commémoration du 33<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat du Président Thomas SANKARA s'est déroulée le mercredi 15 octobre 2020 à Ouagadougou. Pour marquer l'événement d'une pierre blanche, le Président du Faso Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a déposé à l'occasion une gerbe de fleurs en sa mémoire.



Cela fait 33 ans que le capitaine Thomas SANKARA n'est plus et les Burkinabè s'en souviennent. Ce 15 octobre 2020, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a rendu un vibrant hommage au Père de la révolution d'août 1983 et ses douze compagnons, par un dépôt de gerbe de fleurs au mémorial qui lui est dédié.

*" C'est tout à fait normal que nous puissions rendre un hommage de l'État à ce digne fils qui a conduit le Burkina Faso pendant quelques années. Il a marqué l'histoire de ce pays et de tous les peuples africains. Thomas SANKARA a toujours voulu une Afrique libre et digne car il a compris que sans une indépendance véritable, sociale et économique, il est difficile pour les pays africains de s'en sortir "*, a-t-il indiqué.

Roch Marc Christian KABORE a également remercié le Comité international du mémorial Thomas SANKARA et a souhaité que ce mémorial soit un lieu de passage et un lieu d'information.

Le Maire de la Commune de Ouagadougou Monsieur Armand Pierre BEOUNDE a félicité le Président du Faso pour cette belle initiative qu'il a prise afin que la date du 15 octobre soit célébrée chaque année.

Le représentant du Comité international du mémorial Thomas SANKARA, Luc DAMIBA a également remercié le Président du Faso pour l'adoption du texte pour une commémoration officielle chaque 15 octobre. Il a aussi souligné que le dossier Thomas SANKARA est bouclé par la justice mais espère toujours que lumière soit faite sur ce dossier dans les meilleurs délais.

Cette commémoration a connu la présence de Son Excellence le Premier ministre Christophe Joseph Marie DABIRE\*, chef du gouvernement, du premier Vice-président de l'Assemblée nationale, de Maître Stanislas SANKARA, avocat de la famille, du Représentant du Comité international du Mémorial Thomas SANKARA, des représentants des institutions internationales, des parents des victimes et de plusieurs étudiants de la nouvelle Université Thomas SANKARA.



**NOTABENE** : Christophe Joseph Marie DABIRE, né le 27 août 1948 est un économiste et homme d'État burkinabé. Il est ministre de la Santé puis des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique sous le régime de Blaise COMPAORE. Le 21 janvier 2019, il est nommé Premier ministre par le président Roch Marc Christian KABORE.

Reportage actualité **Service d'information du gouvernement** 16/10/2020

Octobre : 2020

Rue Thomas SANKARA à Montreuil (Seine-Saint-Denis)



Après la place Thomas SANKARA à MONTPELLIER dans le département de l'Hérault, la rue du même nom à NIORT dans le département des Deux-Sèvres et ÉVRY-SUR-SEINE dans le département du Val-de-Marne avec sa fresque géante.

C'est au tour de la ville de MONTREUIL, près de Paris, dans le département de la Seine-Saint-Denis de baptiser une de ses rues au nom du père de la Révolution Burkinabè

15 octobre 2020 : 33<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Thomas SANKARA : l'Université Ouaga II inaugurée à son nom



En marge de la commémoration du 33<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Thomas SANKARA, le Premier ministre, Christophe Joseph Marie DABIRE\*, a inauguré, ce jeudi 15 octobre 2020, à Ouagadougou, l'Université Thomas SANKARA. C'est une étape de plus dans la réhabilitation de la mémoire de Thomas SANKARA : une université porte désormais son nom. L'inauguration de ce qui était jusque-là le campus Ouaga 2 a eu lieu ce jeudi matin à quelques kilomètres à l'est de la capitale. L'occasion pour le chef du gouvernement de lancer un appel au monde universitaire qui va occuper ces lieux de porter haut les idéaux défendus par Thomas SANKARA

« Nous ne serons plus les sans-domicile fixe, mais nous serons désormais dans notre domaine fixe », a déclaré le président de l'Université Ouaga II, le Pr Adjima THIOMBIANO\*\*, à l'inauguration de l'Université Ouaga II en Université Thomas SANKARA, ce jeudi 15 octobre 2020. Le Pr Adjima THIOMBIANO a indiqué qu'entre la création de l'Université Ouaga II en 2007 et son inauguration en Université Thomas SANKARA, ce jeudi 15 octobre 2020, il s'est écoulé 13 ans. « 13 années de construction, de lutte quotidienne, d'errance dans les différents quartiers de Ouagadougou », a-t-il relaté.

Pour lui, la victoire que la communauté universitaire de l'ex-Université Ouaga II, aujourd'hui Université Thomas SANKARA, célèbre n'est qu'une étape. « Nos rêves sont si grands que nous fondons l'espoir de la renaissance des forces vives de la nation, à partir de ce campus », a lancé le président de l'université.

Inauguration : Coupure du ruban



Pam ZAHONOGOO Président UTS

Composée d'amphithéâtres et salles de classes de 13 000 places assises, de bureaux, d'un plateau omnisportif, l'université Thomas Sankara est bâtie sur une superficie de 1 800 hectares. Ce qui fait la satisfaction et la fierté des étudiants : « Thomas SANKARA, ce n'est pas seulement le nom, Thomas SANKARA, c'est dans les actes. C'est ce que nous allons apprendre. Nous espérons que nos formateurs, nos différents responsables, vont peut-être mettre ça en pratique. » Même pour de vue pour cet autre étudiant :

« C'est un modèle à imiter, pas seulement pour les jeunes du Burkina Faso, mais pour les jeunes Africains, pour les jeunes partout dans le monde. » À ses côtés, une jeune femme se projette dans l'avenir :

« Je sens que cette université va réveiller les Sankaras qui dort en nous. Les professeurs doivent aussi nous former au maximum pour que nous soyons des Sankaras dans le futur. »

### Enseigner les idéaux de SANKARA

Le président de cette université se dit conscient de la lourde et noble mission de porter le nom de ce héros national qu'est Thomas SANKARA. Pour le chef du gouvernement Christophe DABIRE, cette inauguration, ce 15 octobre, est un acte majeur pour rendre hommage au capitaine Thomas SANKARA.

« C'était quelqu'un qui était vraiment impliqué dans les questions de l'éducation, parce que la formation professionnelle, la formation scientifique et également le support qu'il donnait à l'éducation, c'est-à-dire l'émergence de l'humain dans tout le système de développement, c'est ça que nous sommes en train de magnifier aujourd'hui », estime Christophe DABIRE.





Le ministre de l'Enseignement supérieur annonce déjà la mise en place d'un module d'enseignement et de formation aux idéaux et valeurs défendues par **Thomas SANKARA** au sein de cette université.

**Blandine SANKARA** représentant la famille



Quant à la **famille Sankara**, c'est avec joie qu'elle a accueilli le baptême de cette université au nom du père de la Révolution burkinabè. En effet, la sœur cadette de **Thomas SANKARA**, **Blandine SANKARA**, au nom de la famille, a remercié le président de l'Université **Thomas Sankara**, son équipe et toute la nation burkinabè de cette considération et reconnaissance.

« **Nous nous sentons honorés de la démarche respectueuse et louable de baptiser et inaugurer l'Université Ouaga II, Université Thomas Sankara** », a-t-elle soutenu. Pour elle, ce baptême ramène au grand jour la flamme du combat de la Révolution du **4 août 1983**.

**En rappel, le président Thomas SANKARA a été assassiné le 15 octobre 1987, à Ouagadougou.**

**NOTA BENE** : \***Christophe Joseph Marie DABIRE**, né le 27 août 1948 est un économiste et homme d'État burkinabè. Il est ministre de la Santé (1992-1997) puis des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique (1997-2000) sous le régime de **Blaise COMPAORE**. Le 21 janvier 2019, il est nommé Premier ministre par le président **Roch Marc Christian KABORE**. Il démissionne le 8 décembre 2021

**\*\*Adjima THIOMBIANO** né le 27 octobre 1966 à Fada N'Gourma, est professeur titulaire en biologie et écologie végétales depuis juillet 2011. Il est titulaire de deux doctorats obtenus à l'université *Joseph Ki-Zerbo*, ex-Université de Ouagadougou.

Il a été nommé ce 25 octobre 2022. Professeur titulaire en biologie et écologie végétales, il a notamment occupé le poste de président de l'université **Thomas SANKARA** et de l'institut des sciences.

Le Pr **Adjima THIOMBIANO** est le nouveau ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Le nouveau ministre de l'enseignement supérieur a supervisé plusieurs travaux de thèses au Canada, au Tchad et au Burkina Faso. Il a également participé aux jurys de thèses au Niger, en Allemagne, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Canada et au Burkina Faso. Il a collaboré dans une centaine de publications scientifiques.

Le Pr **Adjima THIOMBIANO** est depuis octobre 2014, chevalier de l'Ordre des Palmes académiques.

**Lasso SAMA** 15 octobre 2020 et **Yaya BOUDANI**, correspondant de *Radio France Internationale (RFI)* au Burkina Faso, rédacteur en chef de *Radio Pulsar* à Ouagadougou 15 octobre 2020

**L'ex-président burkinabè Jean-Baptiste OUEDRAOGO écrit sur Thomas SANKARA et Blaise COMPAORE**

**Longtemps tenu au silence, l'ancien président Jean-Baptiste OUEDRAOGO s'apprête à donner sa version de l'une des pages les plus controversées de l'histoire du Burkina : le coup d'État de Thomas SANKARA qui mit fin à son régime, le 4 août 1983.**

**Jean-Baptiste OUEDRAOGO**, lorsqu'il était président de la Haute Volta, en 1983



Dans *Ma part de vérité*, « publié par les Editions Mercury en mai 2020 », il raconte aussi les coulisses de la création du Comité du salut du peuple, dont il fit partie et qui renversa son prédécesseur, **Saye ZERBO**, en novembre 1982. Enfin, il évoque son passage en prison lors de la révolution sankariste. Un second ouvrage, en cours de rédaction, portera, lui, sur l'ère **Compaoré**.



« **Vieux sage** »

À 77 ans, **J-B. OUEDRAOGO** exerce toujours comme pédiatre à la polyclinique *Notre-Dame-de-la-Paix*, qu'il a fondée en 1992 dans un quartier populaire de Ouagadougou. Très préoccupé par la situation sécuritaire de son pays, il estime que « **la cohésion nationale est mise à rude épreuve** ».

Considéré comme un « **vieux sage** », l'ex-chef de l'État avait été sollicité, en 2014, pour servir de médiateur entre l'opposition et **Blaise COMPAORE** lorsque celui-ci voulait supprimer la limitation des mandats présidentiels. Lors du procès du putsch manqué de 2015, il a nié avoir soutenu le général **Gilbert DIENDERE**.

**Aïssatou DIALLO** <https://www.jeunaafrique.com> >auteurs>aïssatou diallo\_13 novembre 2019

Aïssa MAÏGA revit les soupçons d'assassinat de son père Mohamed MAÏGA (1984), un proche de Thomas SANKARA, et la mort prématurée de son frère

La comédienne Aïssa MAÏGA née le 25 mai 1975 à Dakar au Sénégal



**La comédienne Aïssa MAÏGA s'est confiée samedi 9 juin lors d'un entretien accordé à Catherine CEYLAC dans l'émission *Thé ou Café* sur France 2. Elle y a évoqué les difficiles épreuves qu'elle a traversées, son deuil insurmontable et sa volonté de rendre hommage à ses défunts.**

En mai dernier au Festival de Cannes, Aïssa MAÏGA a été à l'initiative, avec une quinzaine d'autres femmes de couleur issues du monde du cinéma, du mouvement « Noire n'est pas mon métier ». Samedi 9 juin, elle était l'invitée de Catherine CEYLAC dans l'émission *Thé ou Café* sur France 2 pour faire la promotion de leur manifeste, intitulé du même nom que leur slogan. Entre deux questions, la tête d'affiche de *Prêt à tout* s'est confiée sur son enfance bouleversée par plusieurs décès parmi ses proches.

« *C'était des jeunes Africains assez flamboyants qui croyaient en l'égalité entre les hommes et les femmes* »

**Aïssa MAÏGA**

**Mohammed MAÏGA 1948-1987** Journaliste malien Avec une grande sagesse et un optimisme à toute épreuve, Aïssa MAÏGA a tout d'abord raconté l'assassinat de son père journaliste au Burkina Faso. Le Malien Mohammed MAÏGA aurait été empoisonné en 1987 alors qu'il se trouvait dans le pays d'Afrique de l'Ouest. Quand une photo de lui apparaît à l'écran, la comédienne de 43 ans ne peut s'empêcher d'évoquer sa fierté. Aujourd'hui, le meurtre de son père n'a toujours pas été résolu. Aïssa MAÏGA prépare un documentaire sur son histoire afin de rendre hommage à son travail. « *J'ai quelques pistes, mais elles sont ténues. (...) C'est un pays qui a connu une révolution à laquelle il (Mohammed MAÏGA) a pris part, une révolution sociale auprès de Thomas SANKARA, explique-t-elle. C'était des jeunes Africains assez flamboyants qui croyaient en l'égalité entre les hommes et les femmes, qui avaient un discours très pointu en terme d'écologie, et surtout qui étaient en rupture avec la Françafrique, c'est-à-dire un mode de corruption étatisé entre la France et ses anciennes colonies.* »

### Une enfance jalonnée de drames

« *On essaye surtout de maintenir le souvenir et de faire vivre sa mémoire* »

**Aïssa MAÏGA**

Autre sujet douloureux pour cette jeune mère de deux enfants, le décès prématuré de son frère. Ce dernier s'est éteint des suites d'un cancer foudroyant à l'adolescence. Un drame dont elle a eu beaucoup de mal à se remettre. « *Il est mort vraiment trop jeune, il était adolescent. Il est mort d'une leucémie, il est parti extrêmement vite. Ce sont des choses qui marquent à vie les êtres, la famille, détaille Aïssa MAÏGA. Et en même temps, on apprend à l'accepter d'une certaine façon, même si c'est inacceptable, que c'est absolument révoltant et qu'il y a cette présence-absence. On se demande ce qu'il serait devenu et puis on essaye surtout de maintenir le souvenir et de faire vivre sa mémoire.* »

Née au Mali et arrivée en France à l'âge de 4 ans, Aïssa MAÏGA a été élevée par son oncle et sa tante, qui sont devenus à ses yeux ses « parents de cœur ».

« *Ce sont deux personnes qui sont encore pour moi des modèles de droiture, de simplicité et d'exigence, confesse-t-elle. Ces gens m'ont adopté comme leur propre enfant.* » L'actrice reprend avec humour le thème de l'adoption en 2016 dans le film *Il a déjà tes yeux* où elle interprète une femme de couleur qui élève un enfant blanc.

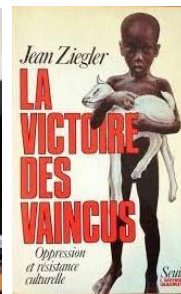


Le Figaro Publié le 11/06/2018

Jean ZIEGLER, l'ami suisse de Thomas SANKARA

Le sociologue et politologue Jean ZIEGLER installé à Genève noua et développa une relation intense avec le jeune révolutionnaire burkinabé Thomas SANKARA pendant toute la période où il fut au pouvoir. Il en témoigne aujourd'hui, avec trente-quatre ans de recul

29 août 1986. Conférence de presse de Thomas SANKARA Jean ZIEGLER né le 19 avril 1934



Auteur de best sellers internationaux sur les luttes du tiers-monde, Jean ZIEGLER a toujours été « ébloui par la puissance des peuples de la périphérie », comme il

l'explique dans l'avant-propos de *La Victoire des vaincus*. Alors qu'il est professeur de sociologie de l'Université de Genève et grand facilitateur d'un dialogue Nord/Sud, il est mis en contact avec Thomas SANKARA, le tout jeune président de la Haute-Volta. Entre le révolutionnaire trentenaire et l'intellectuel tout juste quinquagénaire se noue une amitié solide faite de rencontres, de coups de fil et d'une large correspondance. Trente-quatre ans après l'assassinat de SANKARA, Jean ZIEGLER revient sur leur relation et sur la pensée du « capitaine ».

**Le Temps : Dans quelles circonstances avez-vous rencontré Thomas SANKARA ?**

-Jean ZIEGLER : C'était à Noël 1984. J'ai reçu un téléphone à la maison. « Ici le capitaine Thomas SANKARA. Lorsque j'étais en prison, j'ai lu votre livre "*Main basse sur l'Afrique*". Je dois vous voir de toute urgence. Je vous attends à Ouagadougou. » J'étais sur le point de partir faire du ski. Mais il a insisté : « Venez ! Je vous fais parvenir les billets. » En général, quand j'entends parler un militaire, je ne suis pas très porté à la sympathie, plutôt à la méfiance. Mais ma curiosité était éveillée. Je suis donc allé à Ouagadougou. Sur place, nous avons eu discussion sur discussion. J'ai donné quelques conférences à l'académie militaire et à l'université.

-De là est née notre amitié. Je l'ai ensuite rencontré de nombreuses fois à Ouagadougou, puis une fois en septembre 1987 à Addis-Abeba, lors de la proclamation de la constitution de la république éthiopienne, quatre semaines avant son assassinat. Je me rappelle que SANKARA m'a alors demandé : « Quel âge avait CHE GUEVARA au moment de mourir ? » Je répondis : « 39 ans et 8 mois. » Il répliqua, songeur : « Atteindrais-je jamais cet âge-là ? » C'est la dernière discussion que j'ai eue avec lui. SANKARA aurait eu 38 ans en décembre 1987.

**En seulement trois ans et demi, il a rendu le Burkina alimentairement autosuffisant. Sa réforme agraire a vaincu la faim**

-Ce fut l'une des rencontres qui ont marqué ma vie. Sa chaleur humaine, sa droiture, son intelligence. Il incarne l'Afrique. Son programme politique était ce que chacun souhaite : il a mené une lutte radicale contre la corruption qui était endémique, nationalisé l'industrie du coton et instauré la souveraineté du pays en coupant les liens néocoloniaux avec la France. Il a créé une nation libre où le pouvoir républicain s'est imposé face au pouvoir traditionnel. En seulement trois ans et demi, il a rendu le Burkina alimentairement autosuffisant. Sa réforme agraire a vaincu la faim. Son projet dépassait la politique. Il voulait transformer l'homme dans un esprit de solidarité, de respect mutuel. Il a réellement créé une démocratie de base. Il a aussi été un défenseur de la femme. Il voulait l'égalité hommes-femmes, la suppression du mariage forcé, des mariages d'enfant, la fin de l'excision.





## **Il n'est pourtant pas parvenu à supprimer l'excision au Burkina Faso ?**

-Oui, car il s'est heurté à une résistance effrénée de la société traditionnelle. Nous avons eu des discussions infinies à ce sujet. Il a opté pour une voie pédagogique plutôt que répressive, avec des campagnes d'affichage et de sensibilisation qui condamnaient les mutilations de la femme. Pendant un certain temps, l'excision a continué à se pratiquer, mais les ciseaux rouillés ont été remplacés par du matériel chirurgical plus hygiénique. Ce fut un très très long combat.

### **Sa démarche était-elle visionnaire ?**

-Oui, entre autres par son approche écologiste et féministe, par sa détermination à produire et à consommer des produits régionaux, mais surtout par sa volonté de souveraineté. Ses affrontements avec la France et les Etats-Unis étaient la concrétisation de cette attitude. Ses discours étaient diffusés à la radio. C'est comme ça que sa voix a eu un retentissement au-delà des frontières de son pays. Il a créé une conscience, des ambitions nouvelles. Il a mené une lutte inédite jusque-là pour la jeunesse africaine de la sous-région. Et c'est ce qui l'a finalement condamné à mort par les services secrets occidentaux.

-Pendant le temps du silence, la tombe de SANKARA a été visitée toutes les nuits. Les gens déposaient des fleurs, des messages. SANKARA continuait à vivre dans la mémoire collective, mais clandestinement

**Son présumé assassin, Blaise COMPAORE, lui a succédé. Il a cherché à effacer son message et son programme. Pourtant, à la suite de l'assassinat du journaliste et opposant politique Norbert ZONGO en 1998, la parole se libère, comme si elle n'avait jamais perdu de sa vigueur...**

-Pendant les onze ans qui séparent la mort de SANKARA de celle de Norbert ZONGO, pendant le temps du silence, la tombe de SANKARA a été visitée toutes les nuits. Les gens déposaient des fleurs, des messages. SANKARA continuait à vivre dans la mémoire collective, mais clandestinement. A partir de l'assassinat de Norbert ZONGO, la parole de SANKARA redevient publique.

-Sa vie et ses écrits sont étudiés en tant que « parole universelle ». Des millions de jeunes Africains se reconnaissent en lui et se nourrissent de sa pensée

**En 2013, le phénomène prend encore plus d'ampleur lors de la création du Balai citoyen, mouvement issu de la société civile qui est à l'origine de la chute du régime COMPAORE. Aujourd'hui, la renommée de SANKARA est devenue mondiale. Comment expliquez-vous une telle aura ?**

-En 2014, le peuple chasse COMPAORE. Alors qu'elle n'était jusque-là défendue que par les membres du Balai citoyen, la parole de SANKARA explose et remplit la conscience collective. SANKARA devient une figure de référence historique : il incarne les ambitions africaines, voire de la totalité du tiers-monde. Sa vie et ses écrits sont étudiés en tant que « parole universelle ». Des millions de jeunes Africains se reconnaissent en lui et se nourrissent de sa pensée. Je garde pour Thomas SANKARA une immense gratitude, une admiration et une affection profondes.

### **Quels sont les héritiers de SANKARA aujourd'hui ?**

-Il y a des grandes figures, comme Aminata TRAORE\*, ancienne ministre de la Culture au Mali, intellectuelle, écrivaine et militante, ou Alaa Abdel FATTAH, un des leaders de la révolution égyptienne de 2011 qui a renversé MOUBARAK et qui vient d'être condamné à 5 ans de prison. Lui, comme tous les jeunes de cette révolution, se référait souvent à SANKARA. L'ancien président de la Bolivie Evo MORALES citait également SANKARA. Il y a aussi tous les autres anonymes, qui participent aux mouvements populaires civils. SANKARA est la référence de l'Afrique indépendante, de la deuxième génération. La première indépendance, c'est LUMUMBA, NKRUMAH, Sékou TOURE, et les autres. L'Etat devient indépendant, mais reste néocolonial. Et la deuxième indépendance, celle de Thomas SANKARA, c'est celle de l'Etat souverain.

**Elisabeth STUDDMANN** *Le TEMPS* Publié mercredi 29 décembre 2021

**NOTABENE :** \*Aminata Dramane TRAORE est une femme politique et écrivaine malienne, née le 26 juillet 1947 à Bamako (Mali) dans une famille modeste de douze enfants. Aminata TRAORE a fréquenté l'école Maginot. Elle a étudié en France à l'université de Caen. Elle est titulaire d'un doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en psychologie sociale et d'un diplôme de psychopathologie. Chercheuse en sciences sociales, elle a enseigné à l'Institut d'ethnosociologie de l'université d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et travaillé pour plusieurs organisations régionales et internationales.

## 2021 : "Wagner, l'armée qui n'existait pas" Une chronique de Jérôme CHAPUIS

**La Russie n'a pas le monopole de la barbouzerie.** Jérôme CHAPUIS Journaliste né en 1977

**Et la privatisation de la guerre n'est pas hélas une affaire nouvelle.** On se souvient du rôle que les sociétés de sécurité privées ont joué aux côtés de l'armée américaine lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Au moins agissaient-elles à l'époque de manière officielle et relativement contrôlée.



Il en va tout autrement du **groupe Wagner**. La première caractéristique de cette milice russe est qu'elle n'existe pas. Hors de tout cadre légal, Wagner emploie environ 5 000 mercenaires, qu'elle a déployés en Libye, en Syrie, en Centrafrique, et bientôt - si ce n'est déjà - au Mali. Le mois dernier, l'agence Reuters a dévoilé les préparatifs d'un accord entre Wagner et le gouvernement de Bamako issu du putsch d'août 2020. Les démentis de ce dernier ne trompent personne. Le groupe aurait négocié un soutien militaire contre l'exploitation de plusieurs mines et le versement de 9 millions d'euros par mois.

Il est difficile de mesurer l'influence réelle de **Wagner**. Les témoins sont rares. Trois journalistes qui enquêtaient sur ce sujet ont été assassinés. Le groupe suscite donc beaucoup de fantasmes. Militairement, ce ne sont pas quelques milliers d'hommes, de surcroît assez mal entraînés, qui vont changer la donne dans les guerres qui déchirent l'Afrique ou le Moyen-Orient. Mais l'affaire malienne met en lumière une réalité, avec laquelle doivent composer toutes les puissances qui entendent jouer un rôle dans la région : la capacité de la Russie à perturber le jeu par le biais de ce type d'organisations. **Wagner permet à Vladimir POUTINE de s'immiscer dans les conflits sans en assumer les risques politiques.**

Jérôme CHAPUIS, *La Croix* le 19/10/2021

### Qui est ce groupe russe proche du Kremlin et qui déteste que l'on parle de lui ?

*"Nous sommes là où règne l'anarchie", "Où nous sommes, il y a la paix", "La justice avant tout", "Nous sommes contre ceux qui tuent les enfants, les femmes et les personnes âgées".* Sur son site internet, le groupe russe Wagner ne fait pas dans la nuance. Se présentant comme un regroupement de **"personnes prêtes à donner leur vie dans la lutte pour la justice (...) et n'acceptant pas l'oppression des civils"**, Wagner offre un tableau très éloigné de celui brossé par de nombreuses organisations de défense des droits humains qui évoquent plutôt des mercenaires se rendant coupables de **"tortures, exécutions ou viols, contre des civils, dans des zones de conflit"**.

NOTABENE : \*Le **groupe Wagner**, également connu comme **PMC Wagner**, **ChVK Wagner**, ou **CHVK Vagner**, est une organisation paramilitaire qui œuvre dans le but d'assurer la défense des intérêts extérieurs de la Russie. Fondé le 1er mai 2014 par l'homme d'affaires **Evgueni PRIGOJINE**<sup>1</sup>, un proche du président russe Vladimir POUTINE, il est présenté à ses débuts comme une société militaire privée russe fournissant des mercenaires avant de se diversifier dans la prospection minière et l'exploitation de ressources naturelles diverses sur le continent africain.

*"Tous ces soi-disant coups d'État sont dus au fait que l'Occident essaie de gouverner les États et de supprimer leurs priorités nationales, d'imposer des valeurs étrangères aux Africains, parfois en se moquant clairement d'eux"*, a ainsi déclaré Evgueni PRIGOJINE dans un commentaire publié sur le réseau social russe VK par sa société, Concord

-1 : **Evgueni Viktorovitch PRIGOJINE** né le 1<sup>er</sup> juin 1961 à Leningrad, est un homme d'affaires russe.

Après plusieurs condamnations, PRIGOJINE fait fortune dans le domaine de la restauration après sa libération dans les années 1990. Il fait partie du cercle rapproché du président russe Vladimir POUTINE, et dit être le créateur du groupe de mercenaires Wagner ainsi que de l'Internet Research Agency, une officine de propagande russe.

PRIGOJINE et ses entreprises sont sous le coup de plusieurs sanctions de la part des États-Unis et de l'Union européenne.

En 1979, PRIGOJINE est condamné à du sursis pour vol, puis en 1981 à douze ans de prison pour « *brigandage, escroquerie et incitation de mineurs à la prostitution* ». Il est libéré en 1990, diversifier dans la prospection minière et l'exploitation de ressources naturelles diverses sur le continent africain.

**Matthieu VENDRELY** *Afrique Au Sahel, la guerre contre les djihadistes La Russie et l'Afrique*  
24/12/2021 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Evgueni\\_Prigojin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Evgueni_Prigojin)

7 octobre 2022 : à Juvignac, département de l'Hérault, inauguration du Chemin Thomas SANKARA, une voie vers l'Histoire  
Les écoliers du groupe scolaire Nelson-Mandela emprunteront cette voie.



**Une voie de passage orpheline de Juvignac a maintenant un nom. Cette voie qui amène les élèves de la rue Jupiter vers le groupe scolaire Nelson-MANDELA porte désormais le nom d'un personnage emblématique de l'histoire du Burkina Faso.**

Le maire, Jean-Luc SAVY, a inauguré le 7 octobre le chemin Thomas SANKARA en présence d'élus locaux, de proches de l'ancien président et de représentants des associations Comité SANKARA et des Burkinabès de l'Hérault.

Auparavant, des animations ludiques et pédagogiques ont été proposées aux nombreux enfants sur le parvis du groupe scolaire. **Chef de l'État burkinabé de 1983 à 1987, Thomas SANKARA** avait engagé son pays sur la voie de la modernité. Visionnaire précoce, il militait pour une société africanisée et non dépendante. Il a été assassiné en **octobre 1987**. Son image reste encore très présente dans l'inconscient collectif du pays.

Celui-là même qui s'était fortement opposé à la politique d'Apartheid en Afrique du Sud rejoint sur le site le porte-flambeau de cette lutte. **MANDELA** et **SANKARA**, joli clin d'œil de l'Histoire.

Urbanisme, Juvignac Publié le 11/10/2022

15 octobre 2022, Burkina Faso : Le capitaine Ibrahim TRAORE rend hommage à « l'homme intègre » Thomas SANKARA



Après Roch KABORE, le capitaine Ibrahim TRAORE est le 2e président du Faso à déposer une gerbe au mémorial Thomas SANKARA. Au lendemain de sa désignation comme président de la transition, le capitaine Ibrahim TRAORE a pris part, samedi 15 octobre 2022 à Ouagadougou, à la commémoration du 35e anniversaire de l'assassinat du père de la Révolution burkinabè.

A l'occasion, le capitaine TRAORE, 34ans, a déposé une gerbe en la mémoire de son devancier et de ses douze compagnons assassinés, il y a 35 ans jour pour jour, avant de reconforter les familles des victimes. Il a ensuite reçu le « flambeau de la révolution » de Thomas SANKARA.

La présente commémoration s'est tenue sous le thème « passer le flambeau à la jeunesse ».

Le Colonel à la retraite, Pierre OUEDRAOGO, le président du Comité international Mémorial Thomas SANKARA a expliqué : « c'est une invite à la jeunesse pour s'approprier les idéaux de la Révolution Démocratique et Populaire, afin de continuer les luttes engagées depuis le 4 août 1983. »

Le comité d'organisation a appelé le capitaine TRAORE à incarner les valeurs du capitaine Thomas SANKARA en cette période de transition du Burkina Faso, marquée par une crise sécuritaire qui secoue le pays.

« La date du 6 avril 2022 restera gravée dans l'histoire de notre pays comme un moment important au cours duquel la justice du Burkina Faso a sanctionné les assassins du président Thomas SANKARA et ses 12 compagnons d'infortune », a indiqué Mariam SANKARA, veuve de SANKARA dans une déclaration publiée ce samedi.

« Nous devons toutefois savoir que notre lutte n'est pas finie. Dans une prochaine étape, il sera question du volet international du procès Thomas SANKARA et ses 12 compagnons, volet devant faire la lumière sur les complicités extérieures de ces assassinats », a-t-elle insisté dans sa déclaration.



Le président du comité International **Mémorial Thomas SANKARA, Pierre OUEDRAOGO**, a appelé les autorités à accélérer l’instruction sur le volet international de l’assassinat de **SANKARA**.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, **Mariam SANKARA** a appelé les Burkinabès à opter pour le soutien des forces de sécurité, des familles des victimes et des déplacés de guerre qui se comptent par milliers, selon elle.

« *Certes, nous devons compter sur nos propres forces, mais il est impératif que nous fassions, au besoin, recours à des partenaires honnêtes et crédibles* », a-t-elle soutenu.

Agence Anadolu <https://www.aa.com> Publié le 15.10.2022 par APA

**1<sup>er</sup> mars 2023 : "Si tu es un homme" un documentaire de Simon PANAY**  
**« La mine est une prison où les gens sont esclaves d’eux-mêmes »**

**Simon PANAY**

**"Si tu es un homme" de Simon PANAY, film documentaire, sorti en France le 1er mars 2023**



**Pour « Si tu es un homme », le documentariste a suivi, dans la mine de Perkoa, au Burkina Faso, Opio, un jeune garçon dont le salaire consiste en des sacs de pierres qui peuvent (ou pas) contenir de l’or.**



À 13 ans, **Opio** travaille dans la mine d’or de **Perkoa**, au Burkina Faso. De la surface, il tire sur une corde pour remonter les mineurs descendus dans un trou à 250 mètres sous terre. Pour salaire, il gagne un sac de cailloux, qu’il doit lui-même traiter pour en extraire de l’or. Se tuer à la tâche pour gagner un tas de pierres et un brin d’espoir, c’est ce que montre *Si tu es un homme* du documentariste français **Simon PANAY**. Les hommes dont il est question dans le titre, ce sont ceux qui descendent dans la mine. C’est ce droit qu’**Opio** réclame avant l’âge à son patron. Son but : récolter les 35 000 francs CFA qui leur permettront de payer les frais de scolarité nécessaires pour étudier. Il gagnera ainsi plus de sacs de pierres et d’espoir...

**Simon PANAY**, scénariste et réalisateur, révèle l’engrenage de la vie des mineurs, prisonniers du mirage de la ruée vers l’or et de la fuite en avant qu’elle induit. Suivant **Opio**, caméra à l’épaule, le réalisateur de 29 ans nous immerge dans cet univers aux allures carcérales. Les rayons de soleil sont ceux qu’apportent l’amitié et la solidarité entre mineurs, obstrués par des nuages de méfiance vis-à-vis de ceux qui pourraient les voler. Le destin d’**Opio Bruno BADO** ressemble à celui de *Sisyphé*, condamné à rouler une pierre jusqu’au sommet d’une montagne, d’où elle retombe invariablement. **Simon PANAY**, signe ici son premier long-métrage, avec sensibilité et sens de l’observation. L’Afrique des démunis, devant sa caméra, est proche de nous. **Opio**, ou le visage d’un continent en quête d’un futur.



"*Si tu es un homme*" prend aux tripes et, même si son auteur se défend de tout engagement politique, il ouvre les yeux sur une partie obscure de la condition sociale humaine.

**Mabrouck RACHEDI**, écrivain et journaliste français né en banlieue parisienne en 1976, 1 mars 2023

<https://www.nouvelobs.com> > Culture > Cinéma

**NOTABENE : Le Burkina Faso ferme plus de quarante mines d’or pour « raisons de sécurité »**

Dans un arrêté daté du 27 février 2023 et publié mercredi, le gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun, Babo Pierre BASSINGA, somme 43 sites, « d’exploitations artisanale d’or » de fermer « jusqu’à nouvel ordre », dans le nord-ouest du Burkina Faso, en proie aux violences jihadistes.

Selon une source sécuritaire, « cela répond au besoin de limiter, voire réduire à néant le trafic des explosifs sur ces sites artisanaux très souvent détournés au profit des groupes armés terroristes (...) Il s’agit aussi d’assécher les sources de revenus de ces groupes dont certains rançonnent les sites miniers qui échappent au contrôle de l’État. »

**Jeune Afrique** 1 mars 2023

## FESPACO de Ouagadougou : Le berceau du cinéma panafricain



Le cinéma africain aurait-il pu survivre face à l'industrie mondiale du film sans l'existence du Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou (FESPACO)? Sans doute pas. Grâce à ce festival presque



aussi ancien que l'indépendance de l'Afrique francophone, le Burkina Faso a acquis une sérieuse réputation en matière cinématographique. Surtout, il représente une formidable tribune pour les cinéastes du continent.

Depuis sa première édition, le FESPACO draine des milliers de visiteurs, professionnels ou non. Rien ne laissait envisager une telle notoriété. Organisée tous les deux ans depuis sa création officielle en 1972, ce festival de Cannes à l'africaine, qui succéda à la semaine du cinéma créée en 1969, constitue la véritable identité culturelle du pays ayant bénéficié très tôt de la décision salubre de la nationalisation des salles de cinéma en (1970). Sa vocation est de réunir, présenter et protéger via la fédération panafricaine des cinéastes (FEPACI) l'ensemble des œuvres africaines tout en tentant de les promouvoir hors d'Afrique.

Tous les deux ans pendant une semaine, les salles de cinéma ne désespèrent pas et s'agitent aux sons et images des cinéastes confirmés ou débutants. Les salles sont ouvertes à tout public laissant aux professionnels – dont de nombreux représentants de la diaspora américaine – le soin de débattre et même de sensibiliser les représentants de l'industrie mondiale pour que le cinéma africain occupe la place qui lui revient.

[...] Mais ce festival est une séquence particulière de l'actualité culturelle. Son succès tient également au travail de suivi accompli tout au long de l'année par les opérateurs de la filière grâce aux infrastructures existantes. La croisette " ouagalaise " se distingue par le nombre de ses salles et la programmation de haute tenue qui, bien souvent, n'ont rien à envier à celle de certaines salles européennes.

[...] Environ deux mois séparent les projections de leur sortie en France, un peu moins lorsqu'il s'agit de la programmation du Centre culturel français Georges MELIES de la capitale, qui dispose de deux salles dont une en plein air et celui du centre Culturel français Henri MATISSE de Bobo-Dioulasso. D'autres espaces sont réputés pour leur qualité. On retiendra surtout « *L'indépendance* » dans le centre-ville et le « *Neerwaya* » proche de la Cité An II qui peut contenir plus de 1500 personnes.

**Idrissa OUEDRAOGO 1954-2018**



[...] Il serait incompréhensible que le Burkina Faso ne tire pas profit de cette spécialisation en ne produisant pas ses propres acteurs et réalisateurs. Parmi eux, Drissa TOURE, Pierre YAMEOGO (*Silmandé*) et surtout Idrissa OUEDRAOGO qui reçoit en 1960 le prix la critique internationale du 42<sup>ème</sup> Festival de Cannes pour *Youba*.

**Sotigui KOUYATE 1936-2010**



[...] L'acteur le plus célèbre reste Sotigui KOUYATE Depuis de nombreuses années celui-ci dépasse l'espace africain pour l'admiration que lui porte Peter BROOKE dont il est l'acteur fétiche. D'origine guinéenne, né au Mali et vivant en France. Sotigui KOUYATE revendique son rattachement au Burkina Faso qu'il décrit volontiers comme son pays d'adoption.

**Cinéphiles assidus, les Burkinabés disposent de plusieurs salles pouvant officier pour des conférences ou des concerts. Appuyées par des bailleurs de fond, des séries télévisées locales de qualité sont tournées. Une saga historique sur " l'épopée mossi " est en cours de tournage.**

Extrait de : *Le Burkina Faso* Frédéric LEJEAL p. 318-320 Editions Karthala 2002

## ❖ Année 2022, un bilan accablant : une vie politique très pénible au Burkina Faso



L'année 2022 a été « éprouvante » pour le Burkina Faso, comme l'a souligné le Premier ministre de la transition, nommé le 21 octobre 2022, Me Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela dans son message de vœux de nouvel an. En l'es-



pace d'une année, le pays a connu trois présidents, deux coups d'Etat et des « velléités » de déstabilisation, en plus des attaques armées qu'il subit depuis 2015.

Le président Roch Marc Christian KABORE, a accédé au pouvoir fin 2015, après une période transitoire avant d'être réélu fin 2020. Il a été renversé le 24 janvier 2022 par la force des armes. Sa place a été occupée par le lieutenant-colonel Paul Henri SANDAOGO DAMIBA qui était censé conduire la transition sur une période de 24 mois.

Mais, cet officier militaire a été à son tour écarté par le capitaine Ibrahim TRAORE, le 30 septembre 2022.

**NOTABENE :** Le Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique de l'Ouest malgré son activité dans la production d'or, a été le théâtre de nombreux coups d'État depuis 1960, date de son indépendance.

Wakat Séra *Le temps de la vraie info* <https://www.wakatsera.com> 3 janvier 2023

## ❖ Année 2023, Burkina Faso : dernières nouvelles

2 janvier 2023 : Inhumation de Thomas SANKARA et ses compagnons. Les familles des victimes choisissent le Monument des Martyrs Le Mémorial aux Héros nationaux



Les familles des victimes du coup d'Etat du 15 octobre 1987, ont choisi à l'unanimité le Monument des Martyrs comme lieu d'inhumation des restes Thomas SANKARA et de ses douze compagnons, selon une correspondance adressée, le 2 janvier 2023, au président de la transition burkinabè, le capitaine Ibrahim TRAORE.

Cette décision fait suite à une rencontre tenue le 28 décembre 2022 avec le président TRAORE, où il leur est instruit de faire une proposition d'un site d'inhumation de leurs proches.

Pour ce qui est de la date, elles ont sollicité un délai minimum de trois mois, dans le but de permettre à toutes les familles de s'organiser afin d'être présentes à l'inhumation.

Le 15 octobre 1987, le père de la révolution d'août 83, Thomas SANKARA a été renversé par un coup d'Etat qui a porté le capitaine Blaise COMPAORE au pouvoir. Ce putsch s'est soldé par la mort du président SANKARA et douze de ses compagnons, le 15 octobre 1987.

Les personnes impliquées dans cette affaire ont été jugées et certains accusés ont été condamnés. Le verdict du procès du dossier de l'assassinat du père de la Révolution burkinabè, le capitaine Noël Isidore Thomas SANKARA et douze de ses compagnons a été prononcé le mercredi 6 avril 2022. Les trois principaux accusés dans cette affaire qui a duré 35 ans, ont écopé de lourdes peines.

Wakat Séra *Le temps de la vraie info* <https://www.wakatsera.com> 4 janvier 2023

« Chaque homme dans sa nuit s'en va vers sa lumière. »

Victor HUGO (1802 - 1885) Artiste, écrivain, Poète, Romancier



## Janvier 2023 : Lutte contre le terrorisme : « La guerre va s'introduire dans les prochains jours » (Capitaine Ibrahim TRAORE)

Logo de L'Université de Ouagadougou

L'Amphithéâtre de l'Université Joseph KI-ZERBO



**Le Président de la Transition, le Capitaine Ibrahim TRAORE s'est entretenu à bâtons rompus avec les étudiants le mardi 17 janvier 2023 à l'Université Joseph KI-ZERBO pendant environ une heure trente d'horloge.**



« IB..., IB..., IB..., IB..., IB... », ce sont ces cris qui ont fait vibrer les deux amphithéâtres interconnectés bondés de monde avec des intercalaires au dehors le mardi 17 janvier 2023 à l'Université Joseph KI-ZERBO où le président de la transition a décidé d'aller s'entretenir avec les étudiants après une première rencontre avec les professeurs et chercheurs qui s'est déroulée à huis clos.

Évoquant la situation sécuritaire du pays avec les étudiants, le capitaine IB a assuré que lui et tous ses Hommes sont déterminés jusqu'à la bataille finale. « *Ils (terroristes) ont espoir que nous allons nous décourager mais jamais. Nous, notre moral est d'acier. On ne peut jamais nous décourager* », a-t-il clamé.

Aussi, a-t-il salué le sens élevé du patriotisme dont a fait preuve la jeunesse burkinabè quand l'appel pour l'enrôlement des VDP (volontaires pour la défense de la patrie) a été lancé. « *J'ai été ému de voir que nous avons eu deux fois plus que l'effectif que nous voulions. Je suis convaincu que si aujourd'hui, nous décidons de lever un million d'Hommes, vous répondrez présents* », a-t-il argué.

Pour le capitaine président, la guerre face au terrorisme pour emprunter ses mots n'est qu'à son préambule avec « *ses petites opérations qui se mènent* » sur le terrain actuellement. « *Le défi de l'équipement (...) C'est en cours mais c'est déjà fait pour beaucoup de zones, ça continue et la guerre va s'introduire dans les jours à venir* », a-t-il informé.

Également, capitaine IB a interpellé les étudiants sur les discours de haine basés sur l'ethnisme. « *Certaines personnes par leur position ou de par leur rang social soulèvent certaines questions qui n'ont pas raison d'être. Je souhaite donc vous inviter à pouvoir faire une analyse succincte de ce que ces individus veulent et à se départir de certaines choses. Lorsqu'ils sentent que cette lutte, nous allons la gagner, subitement la question ethnique a commencé à se poser. Ne tomber pas dans leur jeu. Moins de virulence, soyez tolérants (...)* », les a-t-il exhortés.

La priorité pour le président de la transition reste et demeure la reconquête du territoire. Ainsi, il a clairement signifié aux étudiants qu'une fois la situation sera sous contrôle les ressources seront orientées dans l'éducation et l'enseignement supérieur.

« *Ça nous amène à dire qu'au sortir de ces événements, il n'y a pas de raison que nous ne basculions pas automatiquement sur le combat de l'éducation. Lorsque la température va baisser, il va de soi que nous puissions orienter les ressources pour améliorer les conditions d'étude depuis donc l'école primaire jusqu'aux universités pour permettre de construire notre nation* », a-t-il dit.

Au cours des échanges, les étudiants ont soulevé certaines préoccupations dont entre autres l'étroitesse de la route qui amène à l'Université Thomas Sankara, le président a promis d'engager le ministre en charge des infrastructures afin de trouver une solution plus rapide, car il admet avoir constaté cela lui-même.

Il y a aussi la question de la sécurisation des sites universitaires qui est beaucoup revenue dans les échanges et instruction a été donnée au ministre en charge de la sécurité pour trouver des solutions le plus vite que possible. Enfin, le capitaine IB a félicité les étudiants qui ont compris l'urgence du moment et qu'ils n'ont pas évoqué la question du FONER, par exemple, au cours des échanges.

## 18 janvier 2023 : Le Burkina Faso demande le départ des troupes françaises « d'ici un mois »

Selon une source proche du gouvernement, les autorités ont demandé « le départ des soldats français dans un bref délai ».

Des manifestants hostiles à la présence française. VINCENT BADO / REUTERS



« Cette dénonciation faite le 18 janvier 2023, donne selon les termes de l'accord du 17 décembre 2018, un mois aux Forces armées françaises pour quitter le territoire burkinabè », poursuit l'agence nationale. Selon une source proche du gouvernement, les autorités ont



demandé « le départ des soldats français dans un bref délai ». « Ce n'est pas la rupture des relations avec la France. La notification concerne uniquement les accords de coopération militaire », a-t-elle précisé.

Manifestations contre la France et le bloc régional ouest-africain connu sous le nom de CEDEAO dans les rues de Ouagadougou au Burkina Faso, le mardi 4 octobre 2022. Photo/Kilaye Bationo

La France, ex-puissance coloniale est contestée au Burkina Faso depuis plusieurs mois. Plusieurs manifestations la dernière, vendredi, ont récemment eu lieu à Ouagadougou pour exiger le retrait de la France de ce pays sahélien, qui héberge un contingent de près de 400 forces spéciales françaises.



« **Combat pour la souveraineté** »

Mardi, le président de transition, le capitaine **Ibrahim TRAORE**, arrivé au pouvoir dans un putsch fin septembre, le deuxième en huit mois, avait affirmé devant des étudiants que le « *combat pour la souveraineté* » était « *engagé* ». « *Dans les heures à venir vous verrez un certain nombre d'informations tendant à revoir nos relations avec certains Etats* », avait-il prévenu.

Chrysoula ZACHAROPOULOU née le 7 mai 1976



La semaine dernière, Paris avait dépêché la secrétaire d'État **Chrysoula ZACHAROPOULOU** pour y rencontrer le président de transition. « *La France n'impose rien, elle est disponible pour inventer un avenir ensemble* », a-t-elle martelé, assurant ne vouloir « *influencer aucun choix, ni aucune décision, personne ne peut dicter ses choix au Burkina* ». Les autorités du Burkina, arrivées au pouvoir par un coup d'État en septembre, le deuxième en huit mois, ont manifesté leur volonté de diversifier leurs partenariats notamment en matière de lutte contre le djihadisme qui mine ce pays depuis 2015.

Le Figaro avec AFP Publié le 21 janvier 2023

« **Ne pas avoir peur du peuple et l'amener à participer à toutes les décisions qui le concernent – telle est la condition fondamentale de la démocratie révolutionnaire que nous devons réaliser progressivement.** »

**Amilcar Cabral 1924-1973** Extrait de son discours à la Conférence de Dar es Salam (Tanzanie) en 1965

### Actualités culturelles à Ouagadougou en 2023

**SIAO 2023** Le salon internationale de l'artisanat de Ouagadougou réunit chaque deux ans des artisans qui viennent de tous les horizons du monde pour présenter leurs œuvres d'arts à Ouagadougou. L'Édition 2023 a lieu du 27 janvier au 5 février 2023 avec la république de Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur.

**FESPACO 2023** Le festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco) est un biennal du cinéma africain qui a lieu chaque deux ans dans la capitale burkinabè. L'édition 2023 a lieu du 25 février au 4 mars. 197 films africains sont en compétition.

## Janvier 2023, Burkina Faso : Vers un rapprochement avec la Russie

Apollinaire Kyélem de Tambéla Si les autorités assurent en coulisses à Paris ne pas vouloir s'adjoindre *les services de Wagner*, un rapprochement avec Moscou semble se dessiner.



Les yeux se tournent vers ces pays qui ont décidé de faire de l'Afrique un autre terrain de leur confrontation avec les Occidentaux : *la Chine, la Turquie et la Russie.*

Le Premier ministre Apollinaire Joachim Kyélem de Tambéla\* s'est en effet rendu à Moscou dans le cadre d'une « visite privée » le 7 décembre 2022, après une première escale au Mali, selon le site Jeune Afrique. Il avait ensuite déclaré qu'un partenariat avec la Russie était « un choix de raison ».

Interrogé sur les relations entre Moscou et Ouagadougou, le Premier ministre a répondu :

« À l'heure actuelle, les relations ne sont pas très poussées. Par le passé, nous avons des relations beaucoup plus suivies mais qui, par la suite, se sont détériorées. Nous aimerions que ces relations se renforcent davantage. C'est la raison de ma présence ici à Moscou. » À la question de savoir quels domaines de coopération il souhaiterait développer, il a répondu : « *tous les domaines possibles* » et notamment « *un soutien de la Russie dans la lutte contre les djihadistes* ». Mais contrairement au Mali voisin, aucun accord sécuritaire n'a pour l'instant été annoncé avec la milice russe Wagner.

### Enseignement du russe dans les écoles

« *Nous aimerions que la Russie prenne la place qui lui revient en tant que grande nation dans mon pays* », a expliqué le Premier ministre, citant en particulier la production de médicaments.

« *Pourquoi les Russes ne viendraient-ils pas ouvrir une usine de pharmacie au Burkina ? [...] Tous les champs sont ouverts. Nous souhaiterions avoir plus de produits russes au Burkina pour diversifier notre partenariat et ne pas être seulement lié aux Occidentaux* », a-t-il dit avant d'aborder la question de la sécurité alimentaire. « *Nous ne produisons pas de blé alors que nous en consommons. À court terme, nous aimerions que la Russie nous aide en nous fournissant du blé mais à moyen terme nous voulons cultiver le blé chez nous-mêmes. [...] Nous aimerions aussi que la Russie nous fournisse de l'engrais.* »

Wassim NASR



Par ailleurs, une équipe de liaison du groupe paramilitaire actif au Mali est venue prospecter au Burkina, pays riche en ressources minières, selon plusieurs sources françaises. Et si Ouagadougou suit la voie du Mali, les forces militaires burkinabées pourraient venir appuyer les militaires dans leur lutte contre les djihadistes. Pas sûr en revanche que les résultats soient plus probants avec *Wagner* qu'avec l'armée française. « *Leur seul résultat au Mali, c'est d'avoir délogé la France, et les Burkinabés le voient* », tranche Wassim NASR\*\* qui a par ailleurs avalisé la présence de *Wagner* au Mali depuis un an dans pour le centre de lutte contre le terrorisme de West Point. Il précise par ailleurs que depuis, « *les moyens d'action de l'EI ont beaucoup augmenté au Mali* ». La présence de *Wagner* a donc été positive, « *mais pour les djihadistes* », martèle-t-il. A la fin, c'est tout le contexte sécuritaire qui risque d'empirer au Sahel.

**NOTABENE** : \*Apollinaire Joachim Kyélem de Tambéla, né à Tambéla, dans la province du Kouritenga, est un avocat, écrivain et homme d'État burkinabé. Il est nommé Premier ministre par le président de la transition, chef de l'État, Ibrahim Traoré le 21 octobre 2022.

\*\*Wassim NASR est un journaliste et veilleur analyste spécialiste des mouvements djihadistes.

NASR est diplômé du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) en « Relations internationales approfondies » avec félicitations des jurés sur le thème « *La France et le conflit israélo-arabe* » (troisième cycle) et de l'IRIS sur le thème « *Défense, Sécurité et Gestion de crise* » (Master 2) entre 2010 et 2011. Il travaille à France 24 depuis 2011 et a travaillé à BFM TV, entre 2011 et 2012. Il parle le français, l'anglais et l'arabe.

Cécile De SEZE Publié le 26/01/22

Malick DIAWARA et Bernard KABORE à Ouagadougou Le POINT Afrique



26 janvier 2023 : La France accepte de retirer ses troupes du Burkina Faso et de mettre fin à "l'opération Sabre"\*



**La France a accepté la demande des chefs militaires du Burkina Faso de retirer toutes ses troupes du pays.**

**Le Burkina Faso, qui lutte actuellement contre une insurrection djihadiste, affirme vouloir se défendre.**



**Il y a actuellement 400 forces spéciales françaises au Burkina Faso, qui n'ont qu'un mois pour partir.**

**L'année dernière, la France a également quitté le Mali voisin, où ses troupes avaient passé huit ans à combattre les militants islamistes.**

La France a conservé des liens militaires étroits avec nombre de ses anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest et a aidé plusieurs d'entre elles à combattre les djihadistes actifs dans la région dans le cadre de l'opération Barkhane, désormais terminée.

Toutefois, le maintien de ses liens économiques a suscité un certain ressentiment à l'égard de son rôle, que la Russie a exploité.

**Le Mali et la République centrafricaine travaillent désormais avec le groupe mercenaire russe Wagner.**

**Le Burkina Faso a démenti les informations selon lesquelles il allait également engager le groupe Wagner contre les djihadistes, mais une équipe de liaison des mercenaires s'est déjà rendue sur place, selon l'agence de presse AFP.**

Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a confirmé que le gouvernement burkinabè avait envoyé une demande écrite pour le départ de ses troupes.

*"Nous respecterons les termes de l'accord en honorant cette demande"*, a déclaré le porte-parole.

Le Burkina Faso est frappé par une insurrection qui dure depuis dix ans et qui a forcé près de deux millions de personnes à quitter leur foyer.

Plus récemment, des djihadistes présumés ont enlevé une soixantaine de femmes qui cherchaient de la nourriture dans le nord du pays. Au début du mois, les corps de 28 personnes abattues ont été retrouvés dans la ville de Nouna, dans le nord-ouest du pays. Elles ont depuis été libérées.

Depuis que le capitaine **Ibrahim TRAORE** a pris le pouvoir au Burkina Faso en septembre, de nombreuses spéculations ont circulé sur le fait qu'il pourrait commencer à travailler avec des mercenaires russes, ce que le Ghana voisin a qualifié de "navrant".

**Le capitaine TRAORE a promis de reconquérir des territoires aux mains des djihadistes et d'organiser des élections démocratiques en juillet 2024.**

**NOTABENE** : Le matériel français restera au Burkina Faso jusqu'au printemps, rapporte l'AFP

\*Créée en 2009, la "Task Force Sabre" est déployée pour répondre à une série de prises d'otages et à une attaque contre l'ambassade française en Mauritanie. Basée près de Ouagadougou, cette force a œuvré contre les jihadistes sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne. A l'époque, les groupes islamistes armés, venus d'Algérie, commencent à opérer au sud du Sahara. Après un bref passage à Atar, en Mauritanie, les unités commandos de l'armée française emménagent en 2010 sur l'emprise du camp militaire burkinabè Bila-Zagré, au bout d'une piste poussiéreuse, non loin d'une route fréquentée près de la capitale. Leur mission principale deviendra plus tard l'élimination physique des chefs jihadistes, notamment au Mali. Active dans plusieurs pays sahéliens, la force Sabre finit par s'établir sur la base de Kamboinsin, en périphérie de Ouagadougou. Composée au départ de quelques commandos, la force Sabre s'est élargie au fil des années tout en gardant des effectifs relativement réduits.

La "Task Force Sabre" est dotée de véhicules au sol mais aussi d'hélicoptères et d'avions, elle est capable d'opérer de jour comme de nuit, ce qui la rend encore plus difficile à appréhender

**Cecilia MACAULAY & Joseph WINTER ROLE, BBC News 26 janvier 2023**

**Laurence DEFRANOUX Libération 14 février 2023**

### 3 Février 2023 : Le capitaine Ibrahim TRAORE réfute la présence de Wagner et maintient les relations avec Paris

Le président du Burkina Faso a affirmé, ce vendredi 3 février, qu'il n'y avait « *pas de rupture des relations diplomatiques* » avec la France et a *démenti la présence des mercenaires russes de Wagner* dans son pays.



« La fin des accords diplomatiques, non ! », a déclaré le **capitaine TRAORE** dans un entretien télévisé accordé à des journalistes burkinabè ce **vendredi 3 février**. « *Il n'y a pas de rupture des relations diplomatiques ou de haine contre un État particulier* », a-t-il ajouté. Selon lui, il y a simplement eu rupture à la demande du Burkina d'un accord militaire sur la présence des forces spéciales françaises à Ouagadougou. « *C'est juste un processus qui a été enclenché et ça n'a rien à voir avec la diplomatie* ».

Alors que des manifestations contre la France ont régulièrement lieu au Burkina Faso depuis qu'il a pris le pouvoir en septembre, le **capitaine TRAORE** a affirmé que son souhait de voir partir les forces spéciales françaises de Ouagadougou n'avait pas d'incidence sur les relations diplomatiques avec Paris. « *L'ambassade de France est là [à Ouagadougou], les ressortissants sont là, on a notre ambassade là-bas [à Paris] donc, diplomatiquement, rien n'a été touché* », a-t-il remarqué, sans évoquer les relations tendues avec l'ambassadeur de France rappelé à Paris « **pour consultations** ».

« **Nos Wagner, ce sont les VDP** »

Il a par ailleurs démenti la présence de mercenaires russes de la **société Wagner** au Burkina. « *On a entendu partout que Wagner est à Ouagadougou. Ah bon, ils sont où ?* » a-t-il questionné. « *Nous avons nos Wagner, ce sont les VDP [Volontaires pour la défense de la patrie, supplétifs civils de l'armée] que nous recrutons. Ce sont eux nos Wagner* », a-t-il souligné. Selon lui, le rapprochement du Burkina avec la Russie est vu « *forcément de façon politique, mais nous, nous sommes là pour une mission, c'est la sécurité, c'est la mission première* », a-t-il précisé, alors qu'une recrudescence de la violence jihadiste, présente dans le pays depuis 2015, est observée ces derniers mois. « *Nous voulons vraiment scruter d'autres horizons, parce que nous voulons des partenariats gagnant-gagnant* », a-t-il dit, ajoutant : « *Nous ne voulons pas de partenariats pas clairs, un peu flous ou déséquilibrés.* »

#### **Souveraineté et dignité**

Le président a affirmé que « *tout ce que le peuple veut, c'est sa souveraineté, vivre dignement* ». Les partenariats recherchés par le **capitaine TRAORE** sont en particulier d'ordre militaire et « *si on ne peut pas nous permettre d'acquérir des équipements militaires dans tel pays, on va aller dans d'autres pays pour l'acquérir. [...] Ça ne veut pas dire quitter un pays pour un autre* ». Il faut qu'on « *nous permette de pouvoir nous équiper et faire la guerre, parce qu'on ne va pas s'asseoir et regarder notre peuple mourir, ça jamais !* » Mais si un pays vient « *pour nous coloniser, nous dominer, nous ne serons pas d'accord* ».

On attaque des civils désarmés, on les arrête et on les assassine. Comment peut-on négocier avec des gens qui font ça ?

Le Burkina Faso, théâtre de deux coups d'État militaires en 2022, est pris depuis 2015 dans la spirale de la violence jihadiste apparue au Mali quelques années auparavant et qui s'est étendue au-delà de ses frontières. Les attaques des groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique y ont fait des milliers de morts et quelque deux millions de déplacés. Ces groupes occupent environ 40 % du territoire burkinabè.

Le **capitaine Ibrahim TRAORE**, président de transition depuis le 30 septembre 2022, s'est donné pour objectif « *la reconquête du territoire occupé par ces hordes de terroristes* ». Il a écarté vendredi toute négociation avec les jihadistes. « *On attaque des civils désarmés, qui sont assis tranquillement chez eux, ou qui voyagent [...], on les arrête et on les assassine. Comment peut-on négocier avec des gens qui font ça ?* » Selon lui, « *le Burkina est un pays souverain, un pays laïc et ces valeurs ne se négocient pas* ».

Jeune Afrique avec **AFP** 4 février 2023

**« Les colonialistes ont l'habitude de dire que, eux, ils nous ont fait rentrer dans l'histoire. Nous démontrerons aujourd'hui que non : ils nous ont fait sortir de l'histoire, de notre propre histoire, pour les suivre dans leur train, à la dernière place, dans le train de leur histoire. »**

**Amilcar Cabral 1924-1973** Extraits de son discours « L'arme de la théorie », prononcé à la conférence Tricontinentale de La Havane (Cuba) en 1966

**9 février 2023, Cédéao et UA : le Burkina Faso, le Mali et la Guinée souhaitent la levée de leur suspension**

**Olivia ROUAMBA, Morissanda KOUYATE et Abdoulaye DIOP, ses homologues guinéen et malien**



**Olivia ROUAMBA\***, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, s'exprime lors d'une conférence de presse commune avec **Morissanda KOUYATE\*\*** et **Abdoulaye DIOP\*\*\***, ses homologues guinéen et malien, le 9 février 2023 à Ouagadougou.

**Le Burkina, le Mali et la Guinée, trois pays suspendus de la Cédéao et de**

**l'Union africaine (UA) après des prises de pouvoir successives par des militaires en 2020, 2021 et 2022, ont souhaité jeudi la levée de leur suspension de ces organisations.**

Ces trois pays "ont convenu de mutualiser leurs efforts et d'entreprendre des initiatives communes pour la levée des mesures de suspension et autres restrictions" prises par la Cédéao et l'UA, indique une déclaration commune rédigée à l'issue d'une rencontre de leurs ministres des Affaires étrangères à Ouagadougou.

**Ils avaient été suspendus de ces deux organisations après les prises de pouvoir successives par des militaires en 2020, 2021 et 2022. Le Mali et la Guinée avaient en outre été soumis à d'autres sanctions, en partie levées depuis.**

"Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité dans la bande sahélo-saharienne", les trois ministres "ont relevé la nécessité de conjuguer leurs efforts et ceux des pays de la sous-région et de la région pour faire face à ce fléau", ajoute la déclaration, lue par la cheffe de la diplomatie burkinabè **Olivia ROUAMBA**.

**Olivia ROUAMBA, le Malien Abdoulaye DIOP et le Guinéen Morissanda KOUYATE,**

**« appellent à une mise en cohérence des actions au niveau régional, sur la base des efforts bilatéraux déjà mis en œuvre ». Ils ont déploré "les sanctions imposées de façon mécanique qui ne tiennent pas compte des causes profondes et complexes des changements politiques".**

**"Populations déjà meurtries"**

Ces sanctions "touchent des populations déjà meurtries par l'insécurité et les instabilités politiques, privent la Cédéao et l'UA de la contribution des trois pays nécessaire pour relever les défis majeurs, et portent atteinte à la solidarité sous-régionale et africaine qui constitue le principe cardinal de l'intégration, de la coopération régionale et continentale". Ils en appellent "à un appui technique et financier concret et conséquent aux efforts de sécurisation et à accompagner le processus de retour à un ordre constitutionnel", théoriquement prévu en 2024 au Mali et au Burkina Faso, en 2025 en Guinée.

Selon **Morissanda KOUYATE**, "nous appartenons déjà à des instances, la Cédéao et l'Union africaine, nous n'allons pas réinventer la roue". "Il n'est pas acceptable que 60 ans après les indépendances, nous soyons là à trois à discuter de ces questions", a pour sa part estimé **Abdoulaye DIOP**.



La rencontre de Ouagadougou est intervenue deux jours après la visite mardi au Mali du ministre russe des Affaires étrangères, **Sergueï LAVROV\*\*\*\***, qui a promis son aide "à la région sahélo-saharienne et même aux pays riverains du Golfe de Guinée".



La série de coups d'État au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, et l'instabilité du Sahel en proie à la violence jihadiste, malgré le déploiement de forces internationales, a fait le lit de la présence russe.

Après le Mali, le Burkina a également été ensanglanté par les violences jihadistes et, comme son voisin, il vient de demander le départ des 400 membres des forces françaises de son territoire, sans pour autant envisager la rupture des relations diplomatiques avec la France, ex-puissance coloniale dans la région où elle est de plus en plus vilipendée.

Les deux pays se sont rapprochés de la Russie. Selon les Occidentaux, des mercenaires du groupe russe Wagner sont déployés au Mali, ce que dément Bamako qui reconnaît uniquement la présence d'instructeurs russes.

Le capitaine **Ibrahim TRAORE**, chef de l'État burkinabè, a également démenti la présence de mercenaires de Wagner au Burkina, affirmant que "nos Wagner, ce sont les VDP", Volontaires pour la défense de la patrie, les supplétifs civils de l'armée.

Texte par : **FRANCE 24** Avec **AFP** Vidéo par : **Stéphane BALLONG** 10 février 2023

**NOTABENE** : \***Olivia Ragnaghnewendé ROUAMBA** est une diplomate et une femme politique du Burkina Faso. Olivia ROUAMBA est diplomate depuis 20 ans. Conseiller des Affaires étrangères elle était, avant sa nomination le 5 mars 2022 comme ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'Extérieur, et ce depuis le 15 septembre 2021, l'ambassadeur de notre pays auprès de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Représentant Permanent auprès de la Commission de l'Union Africaine et de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique.

Elle parle français, anglais et espagnol, avec des notions en allemand.

\*\***Morissanda KOUYATE** est un homme politique guinéen. Il est le Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger dans le gouvernement dirigé par *Mohamed BEAVOGUI* du 25 octobre 2021, puis celle de *Bernard GOU MOU* depuis 20 août 2022

Morissanda KOUYATE obtint le Prix Nelson Mandela 2020 aux côtés de la philanthrope grecque *Marianna VARDINO GIANNI*

\*\*\***Abdoulaye DIOP**, né en 1965 à Brazzaville (République du Congo), est un homme politique malien, actuel ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali.

Ce diplomate de carrière et fonctionnaire international est diplômé l'École nationale d'administration d'Alger (ENA), de l'Université de Paris XI (Sceaux) et de l'Institut international d'administration publique de Paris (IIAP).

\*\*\*\***Sergueï Viktorovitch LAVROV**, né le 21 mars 1950 à Moscou, est un diplomate et homme politique russe. Membre du parti Russie unie, il est ministre des Affaires étrangères depuis 2004.

**23 février 2023 : Au Burkina Faso, l'ancien président Thomas SANKARA inhumé sur le lieu de sa mort**



**Les corps de l'icône panafricaine et de ses douze compagnons d'armes assassinés le 15 octobre 1987 reposent désormais dans les tombes situées derrière la statue géante de l'ancien leader.**



Un portrait de Thomas SANKARA et son cercueil recouvert du drapeau national du Burkina Faso, à Ouagadougou, le 23 février 2023, avant la cérémonie de réinhumation de la dépouille de



**l'icône panafricaine aux côtés de ses douze compagnons tués le 15 octobre 1987.**

Plusieurs responsables du gouvernement, dont le premier ministre **Apollinaire Joachim KYELEM de TAMBELA**, figuraient aux côtés de la centaine de membres des familles venus se recueillir auprès des treize cercueils.

La veuve de **Thomas SANKARA**, **Mariam SANKARA**, et ses deux enfants, qui désapprouvent le choix du lieu de sa mort pour son inhumation, étaient absents. Mais d'autres membres de la famille étaient présents. D'abord recouverts du drapeau burkinabé, les cercueils ont ensuite été portés dans les tombes derrière la statue géante de **Thomas SANKARA** érigée sur le lieu de son assassinat.

Arrivé au pouvoir par un putsch en août 1983, **Thomas SANKARA**, icône panafricaine, a été tué le **15 octobre 1987** lors d'un coup d'Etat fomenté par son numéro deux, **Blaise COMPAORE**. Ce jour-là, le président burkinabé était en réunion au siège de son Conseil national de la révolution (CNR) lorsqu'un commando de soldats putschistes est arrivé sur place et l'a abattu avec ses compagnons.

### **Un lieu jugé inadéquat par sa famille**

**Le Conseil de l'Entente (Lieu de l'assassinat en 1987)**



**La famille de l'ex-président burkinabé Thomas SANKARA, assassiné en 1987 avec douze de ses compagnons, n'assistera pas à l'inhumation de son corps prévue sur le lieu de sa mort, a-t-elle annoncé dimanche 5 février au soir dans un communiqué\***

Lors de rencontres « initiées autour » de cette inhumation, « nous disions notre souhait de voir les restes de Thomas Sankara » inhumés « ailleurs », car ce « lieu de recueillement (est) inadéquat pour toute la charge qu'il recèle », dit-elle.

« Nous estimions et continuons de penser qu'il est fondamental que soit trouvé un espace qui permette de rassembler et d'apaiser les cœurs, et non de diviser et d'accroître les rancœurs », selon la famille qui se dit « surprise » d'apprendre « que la décision a été prise de procéder à l'inhumation des dépouilles sur ce lieu pourtant conflictuel et polémique ».

Elle dit souhaiter que l'inhumation se fasse « de façon consensuelle dans le calme » et estime que la décision du gouvernement est « susceptible de semer la confusion et le désarroi au moment où notre pays doit, plus que jamais, rassembler ses enfants ».

### **« Le couronnement d'une quête de justice »**

« C'est une journée historique, un moment solennel », a déclaré mercredi l'aumônier civil après la bénédiction des corps. « Ils ont été tués mais ils n'ont pas tué la vision, ils n'ont pas éteint la mission », a-t-il ajouté. « Nous sommes contents que nos martyrs reposent enfin en paix avec une sépulture correcte, car ça fait huit ans que leurs âmes erraient. Les familles vont pouvoir faire leur deuil », a déclaré le représentant des treize familles, **Joseph SABA**.

Enterrés une première fois dans un cimetière en périphérie de Ouagadougou, les corps de **Thomas SANKARA** et de ses douze compagnons avaient été exhumés le **25 mai 2015** pour les besoins d'une procédure judiciaire. M<sup>e</sup> **Benewende SANKARA**, avocat de la famille *Sankara*, avec laquelle il n'a pas de lien familial, a salué « le couronnement d'une quête de justice pour *Thomas Sankara* et tous les suppliciés du 15 octobre 1987 ».

« C'est une joie pour toute la jeunesse car c'est comme une renaissance », s'est réjoui **Stanislas DAMIBA**, président de l'Association des orphelins de Sankara, des centaines d'adolescents burkinabés envoyés en formation à Cuba dans les années 1980 par l'ancien président.

Une « cérémonie nationale et internationale d'hommage aux victimes sera organisée le 15 octobre 2023, pour honorer leurs mémoires », selon le gouvernement.

Après la mort de **Thomas SANKARA**, **Blaise COMPAORE** est resté au pouvoir jusqu'à une insurrection populaire qui a entraîné sa chute en 2014. En avril 2022, après un procès de six mois, le tribunal militaire de Ouagadougou a condamné M. **COMPAORE**, qui vit en Côte d'Ivoire, par contumace à la prison à perpétuité pour son rôle dans l'assassinat de **Thomas SANKARA**.

NOTABENE : \* Le 2 janvier 2023 : Les familles avaient choisi à l'unanimité "Le Mémorial des Martyrs et des Héros nationaux", selon un courrier adressé au Capitaine Ibrahim TRAORE.

Le Figaro avec AFP le 06/02/2023 Le Monde avec AFP le 23 février 2023

## 22 février 2023 : Le Burkina Faso lance un « recrutement exceptionnel » de 5 000 militaires

Ibrahim TRAORE a lancé un nouvel appel pour grossir les rangs de *l'armée burkinabè*, attaquée de toute part par les *groupes jihadistes*. Les futurs engagés seront notamment recrutés parmi les *Volontaires pour la défense de la patrie*.



Le Burkina Faso **Le colonel major Kassoum COULIBALY** a annoncé le **22 février** un « **recrutement exceptionnel** » de **5 000 militaires** du rang devant servir l'armée « **au moins cinq ans** » dans le cadre de la lutte antijihadiste, selon un communiqué du ministère



de la Défense.

« *Un recrutement exceptionnel de 5 000 militaires du rang au profit des forces armées nationales, pour servir pendant au moins cinq ans, dans leur région militaire de recrutement, se déroulera sur toute l'étendue du territoire national* », a indiqué le ministre de la Défense, le colonel-major Kassoum COULIBALY.

« *Faisons nôtres, les principes et valeurs connues qui gouvernent la vie militaire. La discipline, le sens du devoir et de l'honneur, l'équité, le don de soi, le professionnalisme. Sachons reconnaître nos erreurs individuelles et collectives, cumulées des années durant, du fait des vicissitudes liées à notre histoire, et retrouvons-nous en toute fraternité. Transformons enfin, nos ressentis en forces de cohésion en prenant du recul et de la hauteur face aux obstacles, pour redonner à notre institution, l'image que notre peuple en détresse souhaite voir* », a-t-il souhaité. Le recrutement se déroulera du **28 février au 7 mars** et « *concerne en priorité les jeunes garçons Volontaires pour la défense de la patrie [VDP, supplétifs civils de l'armée] répondant aux conditions* », a-t-il ajouté.

Les jeunes intéressés doivent être nés entre le *1er janvier 1988* et le *31 décembre 2003*. Sur les treize régions du pays, les plus ciblées par les violences jihadistes bénéficieront d'un plus grand quota, notamment la Boucle du Mouhoun dans l'Ouest (1 000), le Sahel au Nord (900) et la région de l'Est (750)

« *Faisons notre mue en abandonnant nos egos pour l'unique intérêt de la patrie* »

Colonel major **Kassoum COULIBALY**

### Recrutement successif

C'est la troisième fois en moins d'un an que l'armée burkinabè organise un tel recrutement. En **avril 2022**, 3 000 militaires avaient déjà été enrôlés, avant un nouvel appel lancé en octobre dernier.

Le Burkina Faso est pris depuis **2015** dans une spirale de violences jihadistes apparues au Mali et au Niger : en sept ans, les violences ont fait plus de 10 000 morts – civils et militaires – et quelque deux millions de déplacés internes.

Le capitaine **Ibrahim TRAORE** s'est donné pour objectif de « **reconquérir** » les quelque 40% du territoire burkinabè contrôlés par les groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Peu après sa prise de pouvoir, il a lancé une campagne de recrutement de volontaires pour la défense de la patrie, qui paient un lourd tribut dans la lutte antijihadiste. Sur des besoins estimés à 50 000, 90 000 se sont inscrits.

Jeune Afrique (avec AFP) <https://lefaso.net> 24 février 2023

« *Quand l'armée dépend du peuple, il se trouve à la fin que le gouvernement dépend de l'armée.* »

**Antoine RIVAROL 1753-1801** écrivain, journaliste, essayiste et pamphlétaire disciple de Voltaire



## 28 février 2023 : Le Burkina dénonce un accord militaire de 1961 avec la France

**Ouagadougou donne « un délai d'un mois pour le départ définitif de tous les personnels militaires français en service dans les administrations militaires » burkinabées.**

Le Burkina Faso a dénoncé un « accord d'assistance militaire » signé en 1961 avec la France, quelques semaines après avoir obtenu le retrait de la force française « Sabre » de ce pays en proie à des violences djihadistes.

Dans un courrier du ministère burkinabé des affaires étrangères adressé à Paris et daté du mardi 28 février, dont l'AFP a eu copie, Ouagadougou « *dénonce l'accord d'assistance militaire technique, conclu à Paris le 24 avril 1961, entre la République de Haute-Volta (ancienne appellation du Burkina Faso) et la République française, y compris ses deux annexes* ».

Ce type d'accord avait été signé par la France avec la plupart de ses anciennes colonies en Afrique au lendemain de leurs indépendances au début des années 1960. Ils ont souvent été revus au fil des années, sans en changer le fond, et ont parfois été utilisés pour venir en appui à des régimes restés proches de Paris. Les relations entre la France et le Burkina se sont dégradées depuis l'arrivée au pouvoir par un coup d'Etat en septembre - le deuxième en huit mois - du capitaine **Ibrahim TRAORE**. Le capitaine **TRAORE** a également démenti la présence de mercenaires de Wagner au Burkina Faso. Face à cette politique hostile, la France a décidé de revoir les modalités de sa présence en Afrique. Dans un discours prononcé lundi à Paris, le président français **Emmanuel MACRON** a prôné "l'humilité" et la "responsabilité".

*Le Monde* avec *AFP* 02 mars 2023 <https://www.arabnews.fr> 2mars 2023

## 6 mars 2023 : au Mémorial Thomas SANKARA, le ministre sénégalais Aliou SOW\* rend hommage au père de la Révolution

**« Je suis persuadé que son œuvre sera perpétuée par la jeunesse africaine »** a affirmé

Le ministre en charge de la culture du Sénégal, **Aliou SOW (1975-)**

**Aliou SOW**, et **Jean Emmanuel OUEDRAOGO** visitent le **mémorial Thomas SANKARA**



**Le ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, Jean Emmanuel OUEDRAOGO\*\* et son homologue sénégalais, Aliou SOW, ministre de la**



**Culture et du Patrimoine historique ont visité le Mémorial**

**Thomas SANKARA, le lundi 6 mars 2023, à Ouagadougou.**

Pour la célébration et la valorisation du patrimoine culturel africain, le ministre de la Culture et du Patrimoine historique du Sénégal, le Pr **Aliou SOW**, a visité le **Mémorial Thomas SANKARA**, le lundi 6 mars 2023, à Ouagadougou. Accompagné du ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, **Jean Emmanuel OUEDRAOGO**, Pr **Aliou SOW** a affirmé que c'est une fierté de revisiter une partie glorieuse quoique tragique de l'histoire de l'Afrique et du Burkina en particulier.

**Macky SALL (1961-)**

[...] Pour lui, le **Mémorial Thomas SANKARA** est à l'image de la grandeur de l'ambition des projets du peuple burkinabè et de ses dirigeants pour célébrer l'œuvre gigantesque d'un homme. Il a aussi indiqué que le Président **Macky Sall\*\*\*** l'a chargé de revisiter, de célébrer, de valoriser les patrimoines historiques.



**Aliou SOW** a précisé que le Burkina est au cœur du projet panafricaniste, car la jeunesse africaine en a besoin. Il a laissé entendre que le Président **Thomas SANKARA** est un modèle à suivre parce qu'une jeunesse sans modèle est une jeunesse en errance.

« *On ne doit pas importer des modèles. On ne doit pas les chercher ailleurs. Nous en avons suffisamment* », a-t-il soutenu. Il a ajouté : « *il n'y a pas un pays en Afrique où on ne trouve pas de groupes sankaristes, de disciples du président-capitaine Thomas Sankara* ».

[...] « *Je suis persuadé que s'il y avait une compétition en matière de perpétuation et d'appropriation d'œuvres de Sankara, le Sénégal fera partie des premiers pays en Afrique* », a-t-il affirmé. Il a aussi reconnu que « *Le Président Thomas Sankara est un homme d'une finesse d'esprit, d'une pertinence, d'une intelligence qui dépasse toutes les prévisions possibles. Pour lui, c'est un héros africain, un héros du monde et un héros de la race noire.* »

**Drissa KOALA et Abdel Aziz NABALOU** Journalistes *Sidwaya* 7 mars 2023

**NOTABENE** : \***Aliou SOW**, né le 8 mai 1975 à *Kaffrine*, est un homme politique sénégalais. Depuis le 17 septembre 2022, il est ministre de la Culture et du Patrimoine historique.

Professeur titulaire des Universités d'Études africaines du *CAMES*, il est Haut conseiller territorial et Président de la première commission du Haut Conseil des Collectivités territoriales (*HCCT*), la quatrième institution constitutionnelle du Sénégal depuis 2016.

L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (*APF*) l'a élevé au rang de Commandeur de l'Ordre de la Francophonie et du Dialogue des Cultures, Ordre de la Pléiade en 2009.

\*\***Jean Emmanuel OUEDRAOGO**, né le 26 décembre 1984 à Ouagadougou, journaliste présentateur à la télévision est un homme d'État Burkinabè depuis l'avènement du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration II (*MPSR II*) en septembre 2022. Il est nommé ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme le 25 octobre 2022, à la suite du coup d'État d'Ibrahim TRAORE.

\*\*\***Macky SALL**, né le 11 décembre 1961 à Fatick, est un homme d'État sénégalais. Il est président de la République du Sénégal depuis 2012.

Membre du PDS, il soutient le président Abdoulaye WADE lors de l'élection présidentielle de 2000. Par la suite, il est ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique de 2002 à 2003, ministre de l'Intérieur et des collectivités locales de 2003 à 2004, Premier ministre de 2004 à 2007 puis président de l'Assemblée nationale de 2007 à 2008. En 2008, après un conflit avec le président, il quitte le PDS et fonde l'APR, parti avec lequel il remporte l'élection présidentielle de 2012.

**28 mars 2023 : au Burkina Faso, « une situation sécuritaire toujours alarmante »**

**jeuneafrique**  
Bar s'viver, n'au zador



Constat établi par *Jeune Afrique* : « *Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le 2 octobre 2022, il avait promis qu'il réglerait en trois mois ce que son prédécesseur n'avait pas réussi à régler en huit. Plus de six mois après, le capitaine Ibrahim TRAORE, dit « IB », tombeur du lieu-*

*tenant-colonel Paul-Henri SANDAOGO DAMIBA, à qui il reprochait son manque de résultats sécuritaires, a su s'attirer la sympathie de nombreux Burkinabè, mais il n'est guère parvenu à améliorer une situation sécuritaire toujours alarmante. Dans plusieurs régions du pays, pointe le site panafricain, les attaques contre les forces armées et les civils n'ont pas diminué, voire ont augmenté. Pis, les groupes djihadistes imposent l'omerta dans les zones qu'ils occupent, en particulier dans les villes sous blocus comme Partiaga, Djibo ou encore Diapaga, où le mouvement des personnes et des biens est soumis à des restrictions.*

*Selon nos sources, poursuit Jeune Afrique, près d'une quarantaine de localités subissent le joug des djihadistes, les privant de denrées alimentaires et de produits de première nécessité. Dans ces villes qui manquent de tout, le sentiment d'abandon par l'État enflé, occasionnant des manifestations hostiles à Traoré et à son régime. »*

Bref, résume *Jeune Afrique*, « *plus le temps passe, plus les Burkinabè ont le sentiment que la promesse de reconquête du pays faite par TRAORE et ses hommes est un leurre. Selon nos informations, seulement 35% du territoire serait sous le contrôle de l'État, contre environ 60 % lors de la chute du président Roch Marc Christian KABORE, il y a plus d'un an.* »

**Frédéric COUTEAU** présentateur de journaux et reporter au service Afrique *Jeune Afrique*

Publié le : 28/03/2023

- **Quels sont les problèmes actuels du Burkina Faso ?**

L'insécurité au Burkina Faso prive d'école un million d'enfants (ONG) et les menaces les plus fréquentes au Burkina Faso sont **les sécheresses, les inondations et les épidémies**. Les conditions de la pauvreté sont étroitement liées à la vulnérabilité des désastres, et une exposition récurrente aux problèmes finit par renforcer la situation de la pauvreté.

Près de **800 000 personnes** sont maintenant déplacées à l'intérieur du pays. Presque toutes (94 %) sont accueillies par des communautés pauvres et vulnérables qui sont elles-mêmes confrontées à la pénurie alimentaire.

L'accès à l'eau potable est devenu un défi quotidien tant pour les personnes déplacées que les communautés d'accueil. **1,9 millions de personnes ont besoin d'eau de toute urgence**.

Dans certaines villes, le taux d'accès à l'eau potable a chuté de 40 %, et le peu d'infrastructures déjà en place sont dépassées par la surutilisation. Les femmes et les filles font la queue pendant des heures pour aller chercher une infime quantité d'eau, le plus souvent insuffisante pour répondre aux besoins quotidiens de leur famille. Des milliers de personnes vivent dans des conditions de promiscuité, sans eau pour boire ou se laver. **Les services de santé sont débordés, les maladies diarrhéiques augmentent, et l'on craint le pire si ces conditions persistent**.

La menace terroriste et le risque d'enlèvement sont très élevés sur l'ensemble du territoire burkinabè. Pour rappel, le territoire burkinabè est intégralement formellement déconseillé à l'exception des villes de Ouagadougou et Bobo Dioulasso, qui sont déconseillées sauf raison impérative. En cas de déplacement impératif dans ces villes, il convient d'être extrêmement vigilant et de rester discret sur les itinéraires empruntés et les lieux de destination de ces déplacements.

Pour mémoire, la situation reste volatile au Burkina Faso. Des rassemblements critiques à l'égard de la politique de la France au Burkina Faso sont fréquemment organisés les vendredis. En conséquence, il convient de limiter ses déplacements et de se tenir absolument à l'écart des rassemblements qui pourraient avoir lieu à Ouagadougou et dans le pays à ces occasions.

<https://www.diplomatie.gouv.fr> <https://www.oxam.org>

*« Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabés sont, grâce à elle, un peu plus heureux. Parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décentes, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. (...) La révolution, c'est le bonheur. Sans le bonheur, nous ne pouvons pas parler de succès. »*

C'est ainsi que Thomas SANKARA, président du Burkina Faso, définissait le sens de son action, treize jours avant le coup d'Etat du **15 octobre 1987** au cours duquel il devait être assassiné.

**Trente-six ans après la mort de Thomas SANKARA, tout le monde se dit aujourd'hui "sankariste" au Burkina. L'homme est devenu une icône pour les artistes africains et sa vie ne cesse d'inspirer depuis quelques années une foultitude de livres, de films, de pièces de théâtre...**

**Est-ce le retour du moment SANKARA ?**

**NOTA BENE** : Il existe une forte dissonance politique entre les mouvements qui souscrivent à l'héritage politique et aux idéaux de SANKARA, un fait que l'opposant burkinabé **Bénéwendé Stanislas SANKARA** (aucun lien de parenté) a décrit en **2001** comme étant « dû à un manque de définition du concept ». Les « sankaristes » vont des communistes et des socialistes plus modérés aux nationalistes et aux populistes.



## **BIBLIOGRAPHIES Sources historiques :**

### **Articles, cinéma, pièces de théâtres, romans, revues, essais, magazines, thèses, brochures, entretiens, bandes dessinées, documentaires, site internet ...**

**Hervé d'AFRIK** : *Assassinat de Thomas Sankara : comment le complot a été organisé et exécuté*, Courrier confidentiel, n° 226, Ouagadougou, 15 février 2021.

*Compagnie L'Agit Théâtre* : *Sankara Mitterrand* de Jacques JOUET, Mise en scène collective avec : Pascal PAPINI, Ibrahima BAH, François FEHNER

**Marc AICARDI DE SAINT-PAUL** : *De la Haute –Volta au Burkina Faso. Traditions et modernité au pays des hommes intègres*, préface de Pierre Messmer, Editions : Albatros, juin 1993

**Gérard ALTHABE** : *Oppression et libération dans l'imaginaire : Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Éditions La Découverte en 2002.

**Sennen ANDRIAMIRADO** : *Il s'appelait Sankara*, Paris, Jeune Afrique Livres, 1989.

**Sennen ANDRIAMIRADO** : *Sankara, le rebelle*, Paris, Jeune Afrique Livres, 1987.

**Alain ANSELIN** : *La Question Peule et l'histoire des Egyptes ouest-africaines*, Editeur Karthala 1<sup>er</sup> janvier 1981

**Robert ARCHER** : *Madagascar depuis 1972. La marche de la Révolution*, Postface de Sennen Andriamirado, L'Harmattan, décembre 1976

**Helmut ASCHE** : *Le Burkina-Faso contemporain. L'expérience d'un Auto développement*, L'Harmattan, 1994

**Jean AUDOUIN** : *L'islam en Haute-Volta à l'époque coloniale*, L'Harmattan. 1975

film de **Balufu BAKUPA-KANYINDA** : *Thomas Sankara*, South Productions, Channel Four TV, 1991.

**Mamadou BA** : *Analyse philosophique des formes symboliques peules*. Mémoire de Master, Ucad; 2016.

**Laurent BADO** : *Le contrôle juridictionnel de l'administration dans les États du Conseil de l'Entente*, 1981 (thèse de 3<sup>e</sup> cycle de l'Université de Bordeaux I)

**Revue BALLAST** : *Burkina Faso, l'héritage sankariste*, dans Ballast 2014/1 (N° 1), pages 40 à 51

**Salfo-Albert BALIMA** : *Légendes et histoires des peuples du Burkina Faso*, Éditeur : Jeune Afrique Conseil, 1<sup>er</sup> janvier 1996

**Pierre BAMONY** : *Pourquoi l'Afrique si riche est pourtant si pauvre ?* Tome 1, Le Manuscrit, 14 juin 2010

**Pierre BAMONY** : *Pourquoi l'Afrique si riche est pourtant si pauvre ?* Tome 2, Le Manuscrit, 8 décembre 2011

**Babou Paulin BAMOUNI** : *Burkina Faso. Processus de la révolution*, Paris, L'Harmattan, 1986

**Nicolas BANCEL** : *Le Postcolonialisme*, Editeur : Humensis, 28 septembre 2022

**Richard BANEGAS** : *Insoumissions populaires et Révolution au Burkina Faso*, Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques de Bordeaux, 1993

**Studio BARAKA** : film en deux parties du **collectif BARAKA** : *Sur les traces de Thomas Sankara & Héritages en partages*, 2011.

**Henri BARTH, Louis-Parfait MONTEIL, Capitaine VOULET et Lieutenant CHANOINE** : *Textes anciens sur le Burkina (1853-1897) - Découvertes du Burkina* – Editeur : Annie MERLET, Sépia - A.D.D.B. 1 janvier 1995

**Newton Ahmed BARRY** : *Méthodique ascension de François Compaoré*, L'Évènement, 4 avril 2012

**Djibo BAKARY** : *Silence! on décolonise -- itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 3 mai 2000

**Jean-Hubert BAZIE** : *Chronique du Burkina*, Tome 1, 06/1985, Tome 2, 01/1986 Imprimerie de la presse générale écrite Burkina Faso

**Newton Ahmed BARRY**, journaliste burkinabè : *Je crains pour ma vie*, JeuneAfrique.com, 22 août 2014

**Blanchard Emmanuel BAYALA** : *Les tribunaux populaires de la révolution et les droits de l'homme*, Collection Harmattan Burkina Faso, Editions : L'Harmattan, 15 janvier 2018

**Djilali BENAMRANE** : *Sankara, leader africain*, Collection : Etudes africaines, Paris, L'Harmattan, 1<sup>er</sup> septembre 2016

**David BENICHOU, Farhad KHOSROKHAVAR et Philippe MIGAUX** : *Le jihadisme : Le comprendre pour mieux le combattre*, Paris, PLON, 2015

**Tredano Abdelmoughit BENMESSAOUD** : *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris, Bibliothèque Africaine et Malgache, 1989

**Géraldine BERGER** : *Les Orphelins de Sankara*, film documentaire. DVD, durée : 84', L'Harmattan 2020

**Olivier BERGER** : *Mali : 6 000 hommes et 30 pays engagés dans la MINUSMA* , La Voix du Nord, 26 /09/2013

**Jordane BERTRAND** : *Histoire des indépendances africaines et de ceux qui les ont faites*, Paris Afrimundi, 2010

**Benoît BEUCHER** : *Contribution des royautés dites traditionnelles à l'émergence de l'État en Afrique : le cas des souverains moosé du Burkina Faso (1880-1990)*, 2004-2005, [Présentation en ligne](#)

**Benoît BEUCHER** : *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse mossi à l'épreuve de l'Histoire*, Paris Karthala, 2017

**Pascal BIANCHINI** : *Ecole et politique en Afrique noire*, Karthala Éditions, 1<sup>er</sup> janvier 2004

**Jean BILLETER** : *Les anciens Dieux blancs de la brousse*, roman, Editeur Fayard, 24 août 2011

**Albert Adu BOAHEN KWADWO**, (collectif d'auteurs), Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique : *Histoire générale de l'Afrique. L'Afrique sous domination coloniale 1880-1935* Editions UNESCO

**Joseph BOHBOT** : « *L'orpaillage au Burkina Faso : une aubaine économique pour les populations, aux conséquences sociales et environnementales mal maîtrisées* », EchoGéo, octobre-décembre 2017

**Nazi BONI** : *Crépuscule des temps anciens*, Editeur : Présence Africaine, juillet 2020

**Michael BONNER** : *Le Jihad : origines, combats, interprétations*, Téraèdre, 2005

**Guindé BONZI** : « *Souvenirs de la révolution* ». *Des moments de la révolution sankariste vue par un adolescent*, L'Harmattan international Burkina Faso, novembre 2015

**Antonin BORGEAUD** : *La chute de Blaise Compaoré*, Paris Match n° 3416, 6 au 12 novembre 2014, pp. 56-61

**Dominique BORNE, Benoît FALAIZE** : *Religions et colonisation, Afrique, Asie, Océanie, Amériques, XVIe-XXe siècle*, Paris, Edition de l'Atelier, 2009

**Thomas BORREL, Amzat BOUKARI-YABARA, Benoît COLLOMBAT et Thomas DELTOMBE**, *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Seuil, 2021.

**Roger BOTTE, Jean BOUTRAIS et Jean SCHMITZ** : *Figures peules*, Paris, Karthala, 3 mai 2000

**E. H. BOTZUNG** : *Burkina Faso Ouagadougou*, Editeur : Editions un Autre Tourisme, 1<sup>er</sup> janvier 1985

**Amzat BOUKARI-YABARA**, *Africa Unite : une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2017

**Saïd BOUMAMA** : *Figures de la révolution africaine. De kenyatta à Sankara* Editeur : La Découverte 2017

**Collectif** : *Le Burkina Faso, Politique africaine*, N° 20, Paris Karthala, décembre 1985

**Collectif** : *Le Burkina Faso, l'alternance impossible*, Politique africaine, N°101, Paris Karthala, mars 2006

**Collectif** : *Retour au Burkina*, Politique africaine, N° 33, Paris Karthala, 3 juin 2013

<https://burkina-emine.com> : *Production industrielle de l'or au Burkina : faits marquant de 2015 et perspectives 2016*, Burkina Emine, 2015

<http://www.thomassankara.net> : *Un journaliste français déclare avoir été manipulé par Guy PENNE et les services secrets français avant l'assassinat de Thomas Sankara*. Article paru dans l'hebdomadaire l'Evènement, 2006

**Jan van BUTSELAAR** : *Africains, missionnaires et colonialistes*, éditions Brill, 1984

**Rémi CARAYOL** : *Burkina Faso : François, l'autre Compaoré* , Jeune Afrique, 18 juillet 2012

**Rémi CARAYOL** : *Les milices prolifèrent au Burkina Faso*, Le Monde diplomatique, 1<sup>er</sup> mai 2020

**Dominique CARREAU** : *Le Fonds monétaire international*, éditions A. Pedone, 2009

**édition Groupe CCEE** 2018, *L'Afrique libre, ou la mort*, récit politique, préfaces de Biram Dah Abeid, Alexandre Douguine, Élie Domota, Pedro Biscay, Djimon Hounsou, Ganiou Soglo et Nicolas Anelka

**Aimé CESAIRE** : *Discours sur le colonialisme*, éditions Réclame, Paris, 1950 ; éditions Présence africaine, 1955

**Raymond CHAIGNE** : *Burkina Faso : L'imaginaire du possible*, Rue des Ecoles, L'Harmattan, janvier 2005

**Robert CHARVIN** : *Mouammar Kadhafi: Une tentative pour changer le monde*, Editions Delga, 31 mars 2021

**Daniel COHEN** : *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Éditions du Seuil, Paris, 2006

**David COMMEILLAS** : *Coup de Balai citoyen au Burkina Faso*, Le Monde diplomatique, avril 2015

**André Roch COMPAORE** : *Politiques de Thomas Sankara et de Blaise Compaoré. Et enseignements de l'église catholique*, Paris, L'Harmattan 30 juin 2015

**Catherine COQUERY-VIDROVITCH** : *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, éd. Nouvelle Cléo, 1974

**Christophe CUPÉLIN** : *Capitaine Thomas Sankara*, film documentaire suisse, sorti en salles le 3 septembre 2014 en Suisse romande et le 25 novembre 2015 en France.

**Paul-Henri Sandaogo DAMIBA** : *Armées Ouest-Africaines et Terrorismes : Réponses Incertaines ?* Les trois colonnes, 1<sup>er</sup> juin 2021

**Alain DANIELOU** : *La Civilisation des différences*, Kailash, 2004

**H. DERME** : *Le conflit entre le Burkina Faso et la République du Mali : point de vue historique*, Paris, Université Paris 1<sup>er</sup>, 1988

**Patrick DESBOIS et Nastasie COSTEL** : *La Fabrique des terroristes : dans les secrets de Daech*, Fayard, 2016

**Alain DESCHAMPS** : *Burkina Faso 1987-1992 « Le pays des hommes intègres »*, L'Harmattan, novembre 2003

**Andalla DIA** : *Monnaie unique de la CEDEAO. Conditions d'un système de change efficace, harmonisé et stabilisé*, Collection : Harmattan Sénégal, Paris, L'Harmattan, 25 janvier 2023

**Lassina DIARRA** : *La CEDEAO face au terrorisme transnational. Mécanismes et stratégies de lutte*, Paris, L'Harmattan, 2016

**Antoine DIM DELOBSOM** (préface de Robert Randeau) *L'empire du Mogho-Naba : coutumes des Mossi de la Haute-Volta*, Paris, Les Editions Domat-Montchrestien F.Loviton et Cie 1933

**Jean-Marc DOMBA PALM et Moumina CHERIFF SY** : *Maurice YAMEOGO, Blaise COMPAORE un destin croisé?* Mercury Editions, 2017

**Sophie DOUCE** : *Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière*, Le monde Afrique, 04 février 2019

**Bernard DOZA** : *Liberté confisquée - Le complot franco-africain*, Editeur : FeniXX réédition numérique (BibliEurope), 01/01/1991

**Marguerite DUPIRE** : *Organisation sociale des Peul. Étude d'ethnographie comparée*, Paris, Plon, 1970, (thèse de doctorat)

**Maurice DUVAL** : *Un totalitarisme sans Etat, essai d'anthropologie politique à partir d'un village Burkinabé*, Editions : L'Harmattan 1985

**Pierre ENGLEBERT** : *La Révolution burkinabé*, Paris, L'Harmattan, 1987

**Anna ERELLE** : *Dans la peau d'une djihadiste : Enquête au cœur des filières de recrutement de l'État islamique*, Robert Laffont, 2015

**Denis FADDA** : *La Coopération au sein du Conseil de l'Entente 1971*, (mémoire de l'Université de Paris X)

**Roland FAYEL** : *Haute-Volta : L'enlèvement*, p. 17 à 30, revue Aujourd'hui l'Afrique, N° 26, fin 1982

**Sandra FANCELLO et André MARY** : *Chrétiens africains en Europe. Prophétismes, pentecôtismes et politique des nations*, Paris, Khartala, 2010

**Habibou FOFANA** : *Mort tragique d'un grand journaliste : l'affaire Norbert Zongo comme analyseur d'une révolte populaire au Burkina Faso*, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2016, 2 vol., 788 p. (thèse de Sociologie)

**Caroline FONTANA et Olivier MARBOEUF** : *Au pas des caméléons, un témoignage de François Tapsopa*. Edité par Khiasma. Les Lilas (Seine-Saint-Denis) – 2005

**Vincent-Sosthène FOUA** : *Églises chrétiennes et États-nations en Afrique: un couple tenté par l'adultère*, éditions L'Harmattan, 2005

**Marie-Aude FOUERE** : *Julius Nyerere à Zanzibar. Père ou ennemi de la nation ?* Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2013/2 (N° 118), pages 61 à 73

**Florence FOURNET, Aude MEUNIER-NIKIEMA et Gérard SALEM** (Auteurs) : *Une urbanisation différenciée. Petit atlas urbain*, Ird Eds, Collection Ird institut recherche développement, Paru en décembre 2008

**GRAAP** (Groupement de recherche et d'appui pour l'autopromotion paysanne), *Nouvelles paroles de brousse, expériences villageoises au Burkina Faso*, Karthala, janvier 1988

**Jean FREMIGACCI** : *La Vérité sur la grande révolte de Madagascar*, L'Histoire, n° 318, mars 2007

**Ahmed Mohamed GHADHI** : *La longue marche de l'Afrique vers l'intégration, le développement et la modernité politique*, L'Harmattan, 2009

**David GAKUNZI** : *Thomas Sankara "Oser inventer l'avenir" - La parole de Sankara*, L'Harmattan, mai 2000

**Antoine GLASER et Stephen SMITH** : *Comment la France a perdu l'Afrique*, Calmann-Lévy, 2005

**Marthe GRAVIER** : *Les États du Conseil de l'Entente*, 1963, (thèse de l'Université de Paris)

**Olivier GRANDMAISON** : *Coloniser, exterminer : sur la guerre et l'état colonial*, Paris, Fayard, 2005



**Basile Laetare GUISSOU** : *Burkina Faso, un espoir en Afrique*. L'Harmattan, 1995.

**Pierre-Claver HIEN** : *Le jeu des frontières en Afrique occidentale, cent ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel (1886-1986)*, 1996, - thèse d'histoire sous la direction de Jean-Pierre CHRETIEN, Paris I

**Pierre-Claver HIEN** : *Les frontières du Burkina Faso : genèse, typologie et conflits (1885-1985)*, in. Burkina Faso, Cent ans d'histoire 1885-1985 dir. coll. Y-G MADIEGA O. NAO, Paris, Khartala 2003

**Mathieu HILGERS et Jacinthe MAZZOCCHETTI** : *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Karthala, Octobre 2010

**Peter HUMBLE** : *J'aime mon pays, le Burkina Faso. Pays des hommes intègres-Pays d'hospitalité - (5 août 1960 - 5 août 2010)* L'Harmattan, décembre 2010

**Michel IZARD** : *Bibliographie générale des Mossi*, Études voltaïques, nouvelle série, n° 3, 1962, p. 103-11

**Bruno JAFFRE** : *Burkina Faso : Les Années Sankara, de la Révolution à la Rectification*, L'Harmattan, 1989.

**Bruno JAFFRE** : *Biographie de Thomas Sankara. La patrie ou la mort*, édition revue et augmentée, L'Harmattan 2007

**Bruno JAFFRE** : *Thomas Sankara, recueil de Textes présentés par Bruno JAFFRE*, Éditions du CETIM, 2014

**Bruno JAFFRE** : *Thomas Sankara, la liberté contre le destin*, discours rassemblés et présentés par Bruno JAFFRE, Syllepse, 2017

**Bruno JAFFRE** : *L'insurrection inachevée, Burkina 2014*, Syllepse, 2019

**Sylvy JAGLIN** : *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou, pouvoirs et périphérie (1983-1991)*, Karthala, 1995

*Jeune Afrique* : *Sankara et la France : secrets de famille*, 22 octobre 2007.

**Alexandra JOUSSET et Ksenia BOLCHAKOVA** : *Wagner, les hommes de l'ombre de Poutine*, émission Le Monde en face (durée : 80 min), France 5, 20 février 2022.

**Roger Bila KABORE** : *Histoire politique du Burkina Faso, 1919-2000*, Paris, L'Harmattan, 2002

**Roger Bila KABORE** : *Indésirables*. Roman burkinabé, collection Encres noires, L'Harmattan 1<sup>er</sup> janvier 1990

**Charles KABEYA MUASE** : *Syndicalisme et démocratie en Afrique Noire. L'expérience du Burkina Faso (1936-1988)*, INADES/Karthala, 1989

**Michel KAFANDO** : *Les États du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Togo) et les pays de l'Est : de l'hostilité idéologique à l'ouverture diplomatique (1960-1990)*, 1990 (thèse de Université de Paris I)

**Jeanne-Marie KAMBOU-FERRAND** : *Peuples voltaïques et conquête coloniale, 1885-1914 : le Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 2000

**Junzo KAWADA** : *Genèse et dynamique de la royauté : les Mosi méridionaux*, L'Harmattan, 2003

**Jean-Baptiste KIETHEGA** : *L'Or de la Volta noire : Archéologie et Histoire de l'exploitation traditionnelle - Région de Poura, Haute-Volta*, Paris, Karthala, 2000

**Joseph Ki-ZERBO** : *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Éd. Hatier, 1972

**Joseph KI-ZERBO** : *Alfred Diban, premier chrétien de Haute-Volta*, Paris, Le Cerf, coll. Semeurs, 1983

**Joseph Ki-ZERBO** : *Histoire générale de l'Afrique*, ouvrage collectif, Paris, Éditions : Présence africaine /Edicef/Unesco, 1991

**Joseph KI-ZERBO** : *À quand L'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, éd. Éditions d'en bas, coll. « Le Livre équitable », 2013

**Pascal KOLESNORE** : *De la démocrature à la démocratie au Burkina. Rôles de l'Eglise et défis*, Collection Eglises d'Afrique, Paris, L'Harmattan, 18 mai 2016

**Mamadou KOULIBALY** : *Françafrique : Les servitudes du pacte colonial*, Paris, N.E.I., 2008

**Richard KUBA, Carola LENTZ et Claude Nurukyor SOMDA**, *Histoire du peuplement et relations interethniques au Burkina Faso*, Collection : Hommes et Sociétés, Paris, Karthala, janvier 2004

**Apollinaire Joachim KYELEM de TAMBELA** : *Thomas Sankara et la révolution au Burkina Faso : une expérience de développement autocentré*. Ouagadougou Burkina, L'Harmattan 2017

**Pascal LABAZEE** : *Entreprises et entrepreneurs du Burkina Faso*, Karthala, juin 1988

**Katrin LANGEWIESCHE** : *Mobilité religieuse, changements religieux au Burkina Faso*, LIT Verlag Münster 2003

**Ludivine LANIEPCE** : *Au Burkina Faso, la tolérance religieuse n'est pas un acquis*, La Croix, 23 septembre 2016

**Oruno Denis LARA** : *La naissance du panafricanisme : les racines caraïbes, américaines et africaines au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Harmattan, 2015

**Cécile LARONCE** : *Nkrumah, le panafricanisme et les États-Unis*, Karthala, 2000

**Pierre-Joseph LAURENT** : *Les pentecôtistes du Burkina Faso : mariage, pouvoir et guérison*, Karthala, 2009

**Frédéric LEJEAL** : *Le Burkina Faso*, Karthala 01/01/2002

**Frédéric LEJEAL** : *François Compaoré, à l'ombre du grand frère*, Jeune Afrique, 7 juillet 2008

**Frédéric LEJEAL** : *Le Déclin franco-africain. L'impossible rupture avec le pacte colonial*, Editions L'Harmattan, 25 mars 2022

**Henri LHOTE** : *L'extraordinaire aventure des Peuls*, Présence africaine, N° 22, octobre-novembre 1958

**Balla Marame LO** : *Sankara*, Préface de M<sup>e</sup> Assane Dioma Ndiaye, collection : Ecrire l'Afrique, Paris, L'Harmattan, 28 février 2011

**Bernard LUGAN** : *Pour en finir avec la colonisation*, éditions du Rocher, 2006

**Georges LORY** (sous la direction de), *biographie de Samora Machel* dans « Afrique australe », éditions Autrement, N. ° 45 HS, avril 1990

**Yénouyaba Georges MADIEGA et Oumarou NAO** (dir.), *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, Karthala, Paris, 01/12/2003, 2 tomes

**Alkassoum MAIGA et Naba Jérémie WANGRE** : *Enfants de rue en Afrique. Le cas du Burkina Faso*, Editeur L'Harmattan, 14/01/2009

**Baadikko MAMMADU** : *Françafrique : l'échec. L'Afrique postcoloniale en question*, Paris, L'Harmattan, 2001

**Adonit Gaétan MANOUAN** : *L'Évolution du Conseil de l'Entente*, 1974, (thèse de l'Université de Paris I)

**Lucien MARC** : *Le pays Mossi*, Éditions Larose, 1909

**Jean-Yves MARCHAL** : *Chronique d'un cercle de l'AOF : recueil d'archives du poste de Ouahigouya (Haute-Volta) 1908-1941*, Paris, ORSTOM, 1980

**Jacques MARSEILLE** : *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel, 1984

**Ludo MARTENS** : *Sankara, Compaoré et la révolution burkinabé*, Aden Belgique, 1<sup>ère</sup> édition, 10 mai 2010.

**Gabriel MASSA et Yénouyaba Georges MADIEGA** : *La Haute-Volta coloniale : témoignages, recherches, regards*, Paris, Khartala, juin 1995

film de **Didier MAURO** : *Capitaine Thomas Sankara, requiem pour un président assassiné*, 1987.

film de **Didier MAURO et Thuy Tiên Ho** : *Fratricide au Burkina (Thomas Sankara)*, 2007

**Ibrahim Assane MAYAKI** : *L'Afrique à l'heure des choix. Manifeste pour des solutions panafricaines*, Editeur Armand Colin, 2018

**Loro Mazono D.** : *Hommage au journaliste Norbert Zongo : un homme face à son destin ou La parabole du lion*, L'Harmattan, Paris ; Budapest ; Torino, 2003

**Achille MBEMBE** : *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1986

**Achille MBEMBE** : *De la postcolonie, essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, février 2005

**Achille MBEMBE** : *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, Éd : La Découverte, 2010

**Le Monde diplomatique** : *Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique*, 1<sup>er</sup> octobre 2007

**Denis de MONTGOLFIER** : *"Africa Crocodiles", récit de meurtres présidentiels, Brazzaville, Dakar, Ouagadougou 1987 à 2011*, La Table ronde, juin 2011

**Sakiko NAKAO** : *Nationaliser le panafricanisme. La décolonisation du Sénégal, de la Haute-Volta et du Ghana (1945-1962)*, Editeur Karthala, 23/02/2023

**Pierre NANDJUI** : *Houphouët-Boigny : l'homme de la France en Afrique*, Paris, éditions L'Harmattan, 1995

**Tidiane N'DIAYE** : *La Longue Marche des peuples noirs*, Publibook, coll. Littérature africaine, 2000

**François De NEGRONI** : *Une nuit à Majunga*, Editeur : Materia Scritta, 28 mai 2016

**Ambroise Boubié NEYA** : *L'hymne national : le Ditanyè*, in Guide pour l'enseignement de l'éducation morale et civique à l'école primaire au Burkina Faso, Editions Sidwaya, 2004

**Dieudonné NKOUNKOU** : *L'affaire Thomas Sankara, le juge et le politique*, Editions KuljaamaOpcion, Mexico DF, septembre 2007

**Kwame NKUMAH** : *Le néo-colonialisme - Dernier stade de l'impérialisme*, Présence africaine, 2009

**kako NUBUKPO, Martial ZE BELINGA, Bruno TINEL et Demba Moussa DEMBELE** : *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : à qui profite le franc CFA ?*, éditions La Dispute, 2016.

**Julius NYERERE** : *Recueil de textes* introduit par Yash Tandon, éditions du CETIM, 2014

**René OTAYEK, Alfred Filiga Michel SAWADOGO et Jean-Pierre GUINGANE** : *Le Burkina entre révolution et démocratie, 1983-1993*, Karthala, 1996.

**René OTAYEK** : *L'Eglise catholique au Burkina Faso : un contre-pouvoir à contretemps de l'histoire ?* Constantin F. (ed.), Coulon C. (ed.) *Religion et transition démocratique en Afrique*, p. 221-258 (Hommes et Sociétés), Paris : Karthala, 1997

**Lona Charles OUATTARA** : *Les dessous de la révolution voltaïque. La mélancolie de la victoire*, Paris L'Harmattan, 1<sup>er</sup> septembre 2017

**Lona Charles OUATTARA** : *La réconciliation nationale en trompe l'œil au Burkina*, L'Harmattan, 29/09/2021

**Lona Charles OUATTARA** : *Le drame d'Inata au Burkina Faso. Absence indicible de vision stratégique*, L'Harmattan 26 octobre 2022

**Vincent OUATTARA** : *L'ère Compaoré : Crimes, Politique et Gestion du pouvoir*, Publibook ; Essai édition, (1<sup>er</sup> janvier 1970), Klanba Editions, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006

**Jean-Baptiste OUEDRAOGO** : *Ma part de vérité*, Mercury, Editions 7 mai 2020

**Jean-Bernard OUEDRAOGO** : *Formation de la classe ouvrière en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan (préface de Michel Verret), 1989

**Jean-Bernard OUEDRAOGO** : (Co-dir.) *Travail et société au Burkina Faso. Technique, innovation, mobilisation*, avec Habibou Fofana, Paris, L'Harmattan, 2009

**Jules OUEDRAOGO** : *Roch Marc Christian Kaboré, un chemin tout tracé*, L'Harmattan, 24 décembre 2020

**George PADMORE** (trad. Thomas Diop), *Panafricanisme ou communisme ?*, Paris, Présence africaine, 1961

**Albert PAHIMI PADACKE** : *L'Afrique empoisonnée. Pathologie et thérapie des conflits*, Collection : Points de vue, Paris, L'Harmattan, 30 janvier 2023

**Simon PANAY** "Si tu es un homme", film documentaire, sorti en France le 1er mars 2023

**Michael PAURON** : *Les ambassades de la Françafrique : l'héritage colonial de la diplomatie française*, Dossier noir, 2022

**Pierre PEAN** : *L'Argent Noir. Corruption et Sous-développement*, Editions : Fayard, décembre 1988

**Guy PENNE** : *Mémoires d'Afrique (1981-1988)*, Editeur : Fayard, avril 1999

**Yves PERSON** : *L'Afrique noire et ses frontières*, Le mois en Afrique, N° 80, p. 21, août 1972

**Brian J. PETERSON** : *Thomas Sankara: A Revolutionary in Cold War Africa*, Éditeur : Indiana University Press Edition en anglais, 2 mars 2021

film de **Michaël PHELIPPEAU** : *Sankara pour mémoire*, 2001.

**Van Dijk PIETER** : *Burkina Faso, le secteur informel de Ouagadougou*, Editions : L'Harmattan 1987

**Fanny PIGEAUD et Ndongo SAMBA SYLLA** : *L'arme invisible de la Françafrique : une histoire du franc CFA*, La découverte, 2018

**Edgard PISANI** : *Pour l'Afrique*, Editeur : Odile JACOB, 1988

**Jean-Emmanuel PONDI** : *Thomas Sankara et l'émergence de l'Afrique au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Format Kindle, Editions Afri'cEveil, 14 octobre 2015

**Madina QUERRE** : *Le bâton Peul sur les sentiers de l'enfance dans la région du Séno*. Thèse de doctorat, 2002

**Jean-Luc RAHARIMANANA** : *Madagascar, 1947*, Vents d'ailleurs, 2007

**Françoise RAISON-JOURDE**, entretien avec Gaïdz MINASSIAN, « 40 000 ou 89 000 morts, cela change peu la force du traumatisme », Le Monde, 28 mars 2007.

**Olivier ROY** : *L'Islam mondialisé*, Editeur Seuil, 28 août 2002

**Olivier ROY** : *Le Djihad et la mort*, Editeur Seuil, 13 octobre 2016

**Alioune SALL** : *Les mutations de l'intégration des États en Afrique de l'Ouest*, Éditeur L'Harmattan, 2006

**Ndongo SAMBA SYLLA** : (éd.), *Redécouvrir Sankara - Martyr de la liberté* (Postface de Aziz SALMONE Fall), AfricAvenir / Exchange & Dialogue, 2012.

**Ndongo SAMBA SYLLA** : *Les mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest*, L'Harmattan 2014.

**Salaka SANOU** : *La littérature burkinabè : l'histoire, les hommes, les œuvres*, PULIM, Limoges, 2000



**Thomas SANKARA** : *Oser inventer l'avenir*, Pathfinder, 1991.

**Thomas SANKARA** : *Thomas Sankara parle, la révolution au Burkina Faso, 1983-1987*, Pathfinder 2007

**Thomas SANKARA** : *L'émancipation des femmes et la libération de l'Afrique*, Pathfinder, 1990, 2001, 2008.

**Thomas SANKARA** (Auteur), **Mary-Alice WATERS** (Préface) : *Discours de la révolution au Burkina Faso 1983-1987* Essai, Editeur Livres Pathfinder Parution 01/10/2007

**Thomas SANKARA** : *Anthologie des discours de Thomas Sankara*, éd. Kontre Kulture, 2013.

**Thomas SANKARA** : Recueil de textes introduit par *Bruno JAFFRE*, collection Pensées d'hier pour demain, Éditions du CETIM, 96 pages, 2014 (ISBN 978-2-88053-104-1).

**Thomas SANKARA** : commenté par *Jean ZIEGLER*, *Discours sur la dette*, Elytis 2014 (ISBN 978-2-35639-135-3), L'Esprit du temps 2017 (ISBN 978-2-84795-407-4).

**Thomas SANKARA**: *Extrait du discours sur la dette des pays africains à la 25<sup>e</sup> Conférence de l'OUA* (Addis-Abeba, le 29 juillet 1987) (texte : Wikisource, vidéo : Dailymotion - *Discours de Thomas Sankara* à Addis Abeba [archive]).

**Moussa SANON** : *Blaise Compaoré ou la fin non-glorieuse de "Monsieur Bons Offices"* Collection : Points de vue, Paris, L'Harmattan, le 1 juillet 2015

**Moussa SANON** : *Renouveau du Burkina Faso, Roch est-il l'homme de la situation ?* Collection : Points de vue, Paris, L'Harmattan, le 1 mai 2016

**Christian SANTOIR** et **Germain GUIRE** : « *Bibliographie des Peuls du Burkina Faso* », IRD, septembre 2000

**Claudette SAVONNET-GUYOT** : *Etat et sociétés au Burkina. Essai sur le politique africain*, Karthala, 1986

**Alfred Yambangba SAWADOGO** : *La Question des ONG au Burkina Faso ; Le Difficile Dialogue entre les Peuples*, 1988 publié en Italien, Edition L'Arciere Cuneo, avec le concours du Ministère italien de la Coopération et des Affaires Etrangères.

**Alfred-Yambangba SAWADOGO** : *Le Président Thomas Sankara : Chef de la Révolution Burkinabé, 1983-1987 portrait*, Paris/Montréal, l'Harmattan, 2001.

**Alfred-Yambangba SAWADOGO** : *Thomas Sankara parle. La révolution au Burkina Faso (1983-1987)*, 2e édition, Pathfinder, 2007.

**Lookmann SAWADOGO** : *Se Réconcilier ou périr, Chronique d'une Nation en sursis*, Éditions Plum'Afrik, décembre 2020

**Lookmann SAWADOGO** : *Burkina Faso, les clés d'une vraie Réconciliation. Entre Vérité, Catharsis et Renaissance nationale*. Éditions Plum'Afrik, mars 2022

**Lookmann SAWADOGO** : *Pouvoir, armée, ethnie et religion : comment éviter l'implosion ?* Éditions Plum'Afrik, décembre 2022

**Robin SHUFFIELD** : *Thomas Sankara, l'homme intègre*, Zorn Production International/Arte France/France 3 2006

**Paul Henri SIRIEX** : *Félix Houphouët-Boigny. L'homme de la paix*, Seghers, Nouvelles Editions Africaines, 1975

**Alain-Joseph SISSAO** : *Émergence de la littérature d'enfance et de jeunesse au Burkina Faso : état des lieux, dynamique et avenir*, L'Harmattan, Paris, 2009

**Elliot Percival SKINNER** : *Les Mossi de la Haute-Volta*, Nouveaux Horizons, 1972

**Site internet** : **Thomas SANKARA** : <http://www.thomassankara.net> <http://capitainesankara.net>

**Mwinsoma Jean-Claude SOMDA** : *Refonder le faso sur l'intégrité*, Editeur L'Harmattan , 15/09/2017

**Désiré Boniface SOME** : *Terrorisme au Burkina Faso négocié ou pas ? Tome 1* L'Harmattan 09/12/2022

**Désiré Boniface SOME** : *Terrorisme au Burkina Faso négocié ou pas ? Tome 2* L'Harmattan 09/12/2022

**Valère D SOME** : *Thomas Sankara, l'espoir assassiné*, L'Harmattan, 19 janvier 2007.

**Gilbert SOME** : *Un exemple de conflit frontalier : le différend entre la Haute-Volta et le Mali*, Année africaine, Paris, Editions : A. Pedone, p. 339-370, 1978

**Dr Issa SORY** : *L'Université de Ouagadougou : territoire de la contestation et de la répression des étudiants*, Article scientifique, 18 mars 2013

**Aliou SOW** : *Histoire et problème de l'intégration économique des Noirs en Afrique du Sud. De la race à la classe*, Paris L'Harmattan, 1<sup>er</sup> janvier 2015

**Jean SURET-CANALE** : *Afrique Noire. De la colonisation aux indépendances 1945-1960*, Editions Sociales 1977

**Youssef SYLLA** : *Post Françafrique*, éditions L'Harmattan, 2021

**Gilbert TARRAB, Chris COËNE** : *Femmes et pouvoir au Burkina Faso*, Editions L'Harmattan, 1985

**Aristide TARNAGDA** : *De l'amour au cimetière*, Ouagadougou : Découvertes du Burkina, 2008

**Aristide TARNAGDA** : *Sank ou la Patience des morts*, pièce de théâtre, éditions Lansman, 2016

**Beyon Luc Adolphe TIAO** : *Régulation des médias d'Afrique francophone : cas du Burkina Faso*, Thèse de doctorat en Communication, Arts et Spectacle, soutenue le 06-02-2015

**Yamba TIENDREBEOGO dit Naba Abgha** : *Histoire traditionnelle des Mossi de Ouagadougou*, article, Journal des Africanistes, Année 1963, 33-1 pp. 7-46

**Adama Abdoulaye TOURE** : *Une vie de militant. Ma lutte du collège à la révolution de Thomas Sankara*, Edition Hamaria à Ouagadougou, 2001

**Daniel TRANCHANT** : *Sankara 15 octobre 1987. Les fauves l'ont dévoré*, Editeur : Elytis Eds 21/09/2019

**Alain Edouard TRAORE** : *Burkina Faso - Les opportunités d'un nouveau contrat social. Facteurs et réalités de la crise*, Paris, L'Harmattan 2012

**Aminata TRAORE** : *L'Étau*, Éditions Actes Sud, 1999

**Aminata TRAORE** : *Le Viol de l'imaginaire*, Éditions Fayard, 2002

**Aminata TRAORE** : *Lettre au président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général*, Éditions Fayard, 2005

**Aminata TRAORE** : *L'Afrique humiliée*, Éditions Fayard, 2008

**Aminata TRAORE** : *L'Afrique mutilée*, Taama Éditions, 2012

**Diogène TRAORE** : *Situation nationale : Faut-il dissoudre l'armée burkinabè ?* [diogène.traore@gmail.com](mailto:diogène.traore@gmail.com)  
<https://lefaso.net>, 20 avril 2011

**Jacques TRONCHON** : *L'Insurrection malgache de 1947*, Éditions Karthala, Paris, 1986

**Meine Pieter VAN DIJK** : *Burkina-Faso. Le secteur informel de Ouagadougou*, 204 p, Paris, L'Harmattan, 1983, coll. « Villes et entreprises ».

**Olivier VALLEE** : *La société militaire à Madagascar, une question d'honneur (s) ?* Karthala, Paris, 2017

**François-Xavier VERSCHAVE** : *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998

**François-Xavier VERSCHAVE** : *Noir silence : qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2000

**François-Xavier VERSCHAVE** : *De la Françafrique à la mafrafrique* (retranscription par Judith CYPEL de l'exposé-débat du 3 décembre 2003 à l'espace Renaudie d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) devant 200 éducateurs spécialisés et moniteurs éducateurs en session de formation), Bruxelles, Tribord, 2004

**Pierre VIDAL-NAQUET** : *La Torture dans la République*, Éditions Maspero, 1972, pp. 18-19

Un film de **Lucie VMER** : *Sankara n'est pas mort*, Production : Les films du Bilboquet, sorti en salle, le 29 avril 2020

**Naba Jérémie WANGRE et Alkassoum MAIGA** (Auteurs), *Enfants de rue en Afrique. Le cas du Burkina Faso*, L'Harmattan, janvier 2009

**Arsène Bongnessan YE** : *Profil politiques de la Haute-Volta coloniale et néocoloniale ou les origines du Burkina-Faso révolutionnaire*, Imprimeries nouvelles du centre Ouagadougou, 1986

**Bécher Ben YAHMED (BBY)** : *J'assume : les mémoires du fondateur de Jeune Afrique*, Monaco, Éditions du Rocher, 3 novembre 2021

**Hermann YAMEOGO** : *Repenser l'Etat africain. Ses dimensions et prérogatives*, Editions l'Harmattan, 1994

**Pascal ZAGRE** : *Les politiques économiques du Burkina Faso. Une tradition d'ajustement structurel*, Paris, Karthala, 1994

**Pam ZAHONOGO, Florent SONG-NABA, Youmanli OUOBA** : *Thomas Sankara et le développement en Afrique*, Collection Harmattan Burkina Faso, Editions L'Harmattan, 3 février 2023

**Baoui Jean Camille ZIBA** : *Sankara dans mes rimes*, Association Semfilm, 2009

**Jean ZIEGLER** : *Main basse sur l'Afrique*, Seuil, 1<sup>er</sup> septembre 1978

**Jean ZIEGLER** : *La Victoire des vaincus, oppression et résistance culturelle*, Seuil, 1988

**Jean ZIEGLER** : (coauteur) : *Le livre noir du capitalisme*, Le Temps des cerises, 12 avril 2002

**Jean ZIEGLER** : *L'Empire de la honte*, Éditions Fayard, 2005

**Jean ZIEGLER** : *Retournez les fusils ! Choisir son camp*, (nouvelle édition), éd. Seuil, 2014

**Jean ZIEGLER** : *Thomas Sankara, Discours sur la dette*, l'Esprit du temps, Coll. Quoi de neuf ? 2017